

Le Journal de l'Armée du Canada

Vol. 7 No. 1

Printemps 2004



Les généraux canadiens durant la deuxième guerre mondiale

Major D.J. Delaney, CD, Ph. D.

Technologie, doctrine et débat : l'évolution de la doctrine de l'Armée Britannique entre les deux guerres mondiales

Capitaine A.J. Duncan

Prochaine étape: l'Armée de terre de demain

Capitaine Christopher Hunt

La guerre «sans autre forme de déploiement» réflexions sur l'organisation de la force dans une ère de conflit discrétionnaire

Major L.R. Mader

La toile urbaine: un concept opérationnel pour les opérations offensives dans le contexte d'étalement urbain de 21e siècle

Lieutenant Colonel W.D. Eyre

Le nouveau système régimentaire

Major H. Bondy

Attention conducteurs! sécurité des convois de véhicules dans un environnement unique

Capitaine G. Jager



Le Journal de l'Armée du Canada

Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

Le Journal est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre et paraît sur une base trimestrielle. Le Journal de l'Armée du Canada a pour objet de diffuser de l'information à tous les membres de l'Armée de terre ainsi qu'aux civils intéressés et de susciter des échanges sur les idées et concepts de doctrine et d'instruction et sur d'autres questions militaires. Nous acceptons également des articles sur des sujets comme le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Les débats mûrement réfléchis et raisonnés sont essentiels à la santé intellectuelle de l'Armée de terre et à la production d'une doctrine et de politiques d'instruction valables. Les articles qui favorisent la réflexion et la discussion sont donc les bienvenus. Les militaires de tous grades et le personnel d'autres éléments sont invités à contribuer au Journal. Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne représentent nullement une ligne de conduite du ministère ou des Forces canadiennes. La doctrine, l'instruction et leurs versions actualisées ne confèrent à personne l'autorité d'agir dans quelque domaine que ce soit. Tous les documents publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et peuvent être reproduits avec l'autorisation écrite du rédacteur en chef.

Présentation des articles

Les articles de toute longueur, idéalement entre 3 000 et 6 000 mots, seront considérés pour publication. Ils peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles. L'usage et l'orthographe doivent se conformer aux ouvrages suivants : *The Canadian Style: A Guide to Writing and Editing* (TPSGC, 1997) et *Le guide du rédacteur, Bureau de la traduction* (TPSGC 1996) — qui sont tous deux disponibles sur l'Internet et dans les bibliothèques et librairies — et *The Concise Oxford Dictionary* ou *Le Petit Robert*. Les tableaux, graphiques et images doivent être fournis à part, sans être intégrés au texte. Les articles doivent comprendre des notes de fin de texte. Les auteurs doivent inclure une courte notice biographique faisant état de leur scolarité et de leur expérience militaire et de toute autre expérience, sans oublier de mentionner les principaux cours suivis et le poste qu'ils occupent actuellement. Les articles peuvent être soumis par courriel ou par courrier ordinaire (avec copie électronique). Tous les articles soumis seront examinés par un comité de rédaction et leurs auteurs seront informés par le rédacteur en chef de l'étape où en est leur article. Le rédacteur en chef se réserve le droit d'apporter des modifications rédactionnelles mineures portant sur la grammaire ou le style. On communiquera avec l'auteur si son article a besoin de révision.

Présentation d'articles pour la « tribune libre » (commentaires)

Les articles pour la « Tribune libre » ne doivent pas dépasser 1 000 mots et peuvent être soumis n'importe quand. Nous ferons notre possible pour les publier le plus tôt possible. Les commentaires doivent être soumis aussi tôt que possible après la publication de l'article auquel ils se rapportent.

Critiques de livres

Les articles destinés à la section Critiques de livres doivent compter entre 1 000 et 2 500 mots. On peut obtenir les lignes directrices sur la préparation des critiques de livres auprès du rédacteur en chef. Dans la mesure du possible, il faut fournir une copie électronique de la jaquette du livre faisant l'objet d'une critique.

Images et graphiques

Les images et les graphiques ne doivent pas exiger le soutien de la couleur ou des tons. Les graphiques doivent être clairs et simples. Des copies électroniques sont acceptables (300 ppp, format de fichiers JPEG).

Dates de tombée

Prière de communiquer avec le rédacteur en chef pour confirmer les dates de tombée.

Diffusion et copies électroniques

Le Journal est diffusé à toute l'Armée de terre ainsi qu'à certains éléments du QGDN, du Commandement maritime, du Commandement aérien et du Gp GI. Des exemplaires sont également acheminés à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres choisis du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements en ce qui concerne la diffusion, veuillez vous adresser au rédacteur en chef. On trouvera une version électronique du Journal à l'adresse suivante : www.army.dnd.ca/ael/.

Correspondance

Tous les articles ou commentaires doivent être envoyés au rédacteur en chef, le Major Shane B. Schreiber :

Rédacteur en chef

Journal de l'Armée du Canada

Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre

C.P. 17 000, succ. Forces

Kingston ON K7K 7B4

Téléphone : (613) 541-5010, poste 2465

Télécopieur : (613) 541-5903

Courriel : gschreiber.sb@forces.gc.ca

RÉVISION ET MISE EN PAGE

Le Bureau d'édition de l'Armée de terre, Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (Kingston, Ontario), réalise l'édition, la mise en page et la relecture des épreuves de chaque numéro, ou les fait réaliser à contrat.

TABLE DES MATIÈRES

Un élément de notre patrimoine	2
Un message du directeur de la rédaction	3
<i>Brigadier-général Herb Petras</i>	
Direction de la doctrine de l'Armée de terre : mise à jour sur l'élaboration du concept d'emploi de l'Armée provisoire	4
<i>Lieutenant-colonel Al Morrow</i>	
Direction de l'instruction de l'Armée de terre : L'activité d'entraînement de brigade : état de préparation opérationnel contre état de préparation opérationnelle géré	6
<i>Lieutenant-colonel André Harvey</i>	
Les généraux canadiens durant la deuxième guerre mondiale	14
<i>Major Douglas E. Delaney, CD, Ph. D.</i>	
Technologie, doctrine et débat : l'évolution de la doctrine de l'Armée Britannique entre les deux guerres mondiales	26
<i>Capitaine A.J. Duncan, M.A.</i>	
Prochaine étape : l'Armée de terre de demain	40
<i>Capitaine Christopher Hunt</i>	
La guerre « sans autre forme de déploiement » réflexions sur l'organisation de la force dans une ère de conflit discrétionnaire	58
<i>Major L.R. Mader, CD</i>	
La toile urbaine : un concept opérationnel pour les opérations offensives dans le contexte d'étalement urbaine du 21^e siècle	78
<i>Lieutenant-colonel Wayne D. Eyre, CD</i>	
Le nouveau système régimentaire	89
<i>Major Harry Bondy</i>	
Commentaire sur « le nouveau système régimentaire »	101
<i>Lieutenant-colonel Dave Banks</i>	
Attention conducteurs! sécurité des convois de véhicules dans un environnement unique	106
<i>Capitaine George Jager</i>	
Critiques de livres	119
Tribune libre	129

UN ÉLÉMENT DE NOTRE PATRIMOINE



Des soldats de la 3e Division canadienne montent à bord de navires en vue du débarquement du Jour-J, le 6 juin 1944. (Peinture réalisée par un peintre de guerre canadien, M. Tom Wood, collection du Musée canadien de la guerre, CWM 10618.)



« Les troupes canadiennes débarquent à la plage JUNO, dans le cadre de l'opération OVERLORD. Il y a soixante ans cet été, l'Armée canadienne jouait un important rôle dans ce qui a été désigné “l'événement le plus important du vingtième siècle” ». (Avec la courtoisie de BSA Archives)

UN MESSAGE DU DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

En qualité de directeur de la rédaction du *Le Journal de l'Armée du Canada*, c'est avec grande fierté que j'annonce le retour en force de cette publication à l'occasion du soixantième anniversaire de la campagne du jour J. *Le Journal de l'Armée du Canada* ne renait toutefois pas de ses cendres : il fait fond sur les bases solides qu'a jetées son excellent prédecesseur, *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*.

Deux personnes en particulier méritent d'être reconnues pour avoir déployé de nobles efforts en vue de la mise sur pied du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, et son éventuel essor. D'abord le Major John Grodzinski, premier rédacteur en chef de la revue sous l'impulsion duquel, il y a cinq ans, le bulletin a été créé. Saluons aussi le Major-général Jan Arp qui, en sa qualité de commandant du SDIFT, a soutenu John Grodzinski dans sa quête visant à rétablir la légitimité et la pertinence d'une publication professionnelle à l'intention de l'Armée de terre canadienne. Leur travail nous ont valu une publication magnifique : qu'ils soient remerciés pour leur vision et leurs efforts au nom de ceux qui pratiquent la profession des armes au Canada.

Le changement de nom de *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* à celui de *Le Journal de l'Armée du Canada* est porteur non seulement d'une reconnaissance du passé mais aussi d'un regard sur l'avenir. À l'heure où les Forces terrestres canadiennes subissent de profonds changements pour mieux réagir et mieux s'ajuster à la nouvelle dynamique d'un monde en perpétuelle mutation, la revue professionnelle de l'Armée de terre demande aussi à être transformée. Le changement de nom a pour intention d'être une source d'inspiration et de faire écho à toutes les attentes et les exigences intellectuelles dont fait l'objet la profession militaire. Alors que nous renouvelons notre engagement à assurer le rayonnement du *Le Journal de l'Armée du Canada*, il reste que, en dernière analyse, le succès de la revue repose en grande partie sur vous, lecteurs et collaborateurs potentiels. Aussi, j'encourage tous les membres de l'Armée de terre à continuer de soutenir leur publication en la lisant et en lui acheminant leurs points de vue et leurs réflexions.

Je souhaite que le *Le Journal de l'Armée du Canada*, à l'instar des publications qui l'ont précédé, puisse continuer de fournir une tribune ouverte, compétente et clairvoyante favorisant débats et échanges d'idées, de façon à diffuser les points de vue des militaires de profession et ceux de l'Armée de terre à un plus large auditoire, notre public comme nos partenaires. Les débats vigoureux et éclairés constituent la marque d'un corps professionnel dynamique et sans parti pris. J'ose espérer que le *Journal* pourra générer le même genre de débats qu'ont suscités à l'époque les deux futurs commandants du Corps canadien, Guy Simonds et E.L.M. Burns, au sujet de la mécanisation des années 1920, ou les excellents débats sur la signification et les mythes reçus à l'égard de la guerre de manœuvre qui ont été recueillis dans nos pages à la fin des années 1990.



Directeur de la rédaction
Brigadier-général
Herb Petras

DIRECTION DE LA DOCTRINE DE L'ARMÉE DE TERRE : MISE À JOUR SUR L'ÉLABORATION DU CONCEPT D'EMPLOI DE L'ARMÉE PROVISOIRE

par le Lieutenant-colonel Al Morrow

Il y a quelques années, l'Armée de terre a divisé le développement de la force en trois périodes correspondant à l'Armée d'aujourd'hui, à l'Armée de demain et à l'Armée de l'avenir. Essentiellement, l'Armée d'aujourd'hui correspondait à « ce qui est », l'Armée de demain, à « ce qui sera probablement » et l'Armée de l'avenir, à « ce qui pourrait être ». Le développement des méthodes de combat était axé sur l'horizon correspondant à l'Armée de demain dans le but d'élaborer les concepts d'emploi de la force bien avant la mise en service de nouveaux véhicules et systèmes d'armes. Cette division du développement de la force s'est avérée efficace en général, mais quelques points très importants ont commencé à faire surface, points auxquels on devait accorder une attention immédiate sans attendre le processus de développement de l'Armée de demain — d'où la notion d'« Armée provisoire ».

En juin 2003, le directeur — Doctrine de l'Armée de terre (DDAT) a reçu le mandat d'élaborer un concept d'emploi de la force pour cette Armée provisoire. Un document de travail sur la question a été publié en septembre 2003. Bien que, dans ce document, on aborda un vaste éventail de questions, le Lieutenant-général Hillier, chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT), a demandé qu'on porte une attention spéciale à quatre points qu'il jugeait prioritaires : le commandement et le soutien au commandement, l'ISTAR (en insistant plus particulièrement sur le « R »), l'organisation et l'emploi de l'infanterie — tant mécanisée que légère — et l'intégration du tir, aussi bien la capacité de tir interne aux unités et de la force de coalition que le tir direct et indirect. Ces quatre points ont été chaudement débattus lors d'une séance de planification stratégique dirigée par le CEMAT à la fin de novembre 2003, et un « axe de progression » important a été défini. Les réactions au document de travail précédent, jointes à l'apport de la séance de planification stratégique, ont servi à peaufiner le concept en évolution de l'emploi de la force. Le document de travail lui-même, intitulé « Concept d'emploi de la force pour l'Armée provisoire », définit l'« axe de progression » important que l'Armée de terre suivra dans le très proche avenir. Par exemple, dans le document, il est question d'utiliser un « système » de tir direct intégrant les effets du système de canon mobile (SCM), du TOW sous blindage et du véhicule à effets multimission (VEM v1) (ADATS). Il reste à déterminer comment ces systèmes seront groupés et employés. Le premier élément de réponse à cette question proviendra d'une série de jeux de guerre collectifs dirigée par le Directeur général — Développement des méthodes de combat de la Force terrestre (DGDMCFT) et d'une analyse assistée par ordinateur menée au Centre d'expérimentation de l'Armée de terre (CEAT). On a l'intention d'intégrer tous ces efforts en vue d'élaborer une doctrine provisoire d'ici cet été dans le but d'évaluer et de valider cette doctrine ainsi que les tactiques, techniques et procédures (TTP) et les instructions permanentes d'opération (IPO) connexes à la fin de 2005 ou au début de 2006 au Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM). Entreprise pour le moins ambitieuse — mais absolument essentielle si nous voulons réaliser la transformation dont a fait si souvent état le CEMAT.

Le document de travail sur l'emploi de la force sera bientôt publié et pourra même paraître avant le prochain numéro du *Le Journal de l'Armée du Canada*. Les lecteurs doivent savoir qu'il ne s'agit là que de la pointe de l'iceberg d'un processus complexe.

Ceux qui n'ont pas encore pris connaissance du document trouveront dans les paragraphes qui suivent la préface rédigée par le CEMAT. N'oublions pas que « la transformation est en marche ».

Notre Armée de terre doit être prête à combattre et à vaincre dans l'espace de bataille terrestre du 21^e siècle. Des faits laissent entrevoir que l'environnement de sécurité de l'avenir continuera d'être volatile, meurtrier et ambigu, et que davantage d'opérations seront menées en milieu urbain. Au niveau politique et de la société, on s'attend que les opérations infligent le minimum de pertes chez les forces amies, les civils et même les forces ennemis. On s'attend également de plus en plus que les opérations puissent être menées assez rapidement et avec une faible marge d'erreurs.

Nous devons également être prêts à mener simultanément des opérations nationales qui couvrent tout l'éventail des opérations, des catastrophes naturelles aux opérations antiterroristes. Quoiqu'il en soit, tant sur la scène nationale qu'internationale, nous ne pouvons nous permettre d'échouer. Afin d'obtenir la pertinence stratégique nécessaire, l'Armée de terre doit toujours fournir à la nation une puissance terrestre décisive en tant qu'élément vital de l'équipe interarmées. Elle doit apporter une contribution significative, opportune et manifeste aux Canadiens ainsi qu'aux alliés qui partagent notre optique et aux partenaires de coalition. Par-dessus tout, l'Armée de terre doit être décisive au plan tactique.

Aussi exigeant que peut sembler cet objectif, il est réalisable. L'Armée de terre canadienne possède un dossier enviable de succès et d'excellence. Cet héritage est fondé sur les compétences et les réalisations de nos soldats qui continuent d'être notre fierté où qu'ils soient déployés.

Pour un succès durable, nous devons nous assurer que les soldats canadiens possèdent les connaissances, les qualités de chef, l'équipement et les compétences appropriés. Le présent concept d'emploi de la force précise comment l'Armée de terre du Canada effectuera des opérations au cours des prochaines années. Il décrit tout particulièrement les capacités en évolution de l'Armée de terre et l'usage qu'elle en fera. Enfin, le concept d'emploi de la force explique comment l'Armée de terre combattrra.

Le présent concept d'emploi de l'Armée de terre expose les fondements conceptuels de l'Armée provisoire. Il met en relief les changements importants apportés aux capacités ou aux concepts par rapport à ceux de l'Armée d'aujourd'hui et constitue la base d'une « unité de pensée » au sein de l'Armée de terre et de ses éléments d'appui. De plus, le présent concept d'emploi de la force fournit un outil de communication, de formation et d'instruction professionnelle militaire. Finalement, le concept reflète la vision d'une Armée de terre fondée sur la connaissance, centrée sur le commandement et axée sur le soldat.

Bien qu'un certain nombre des éléments du concept prendront plus de temps que d'autres à mûrir, nous devons entreprendre les changements dès maintenant. Le temps presse. La version provisoire de la doctrine relative au groupement tactique, fondée sur cette approche conceptuelle, sera publiée en juin 2004. La doctrine à l'appui des cinq fonctions opérationnelles suivra bientôt. Vers la fin de 2005, les concepts traités dans la présente publication auront été mis à l'essai, intégrés dans la doctrine, y compris les tactiques, techniques et procédures, et validés au Centre canadien d'entraînement aux manœuvres.

Il est clair que de nombreux changements sont en cours et seront apportés dans un très proche avenir. Nous devons profiter au maximum de ces changements. La transformation est en marche.

Le présent concept d'emploi de l'Armée de terre expose les fondements conceptuels de l'Armée provisoire

CEMAT
avril 2004

DIRECTION DE L'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE : L'ACTIVITÉ D'ENTRAÎNEMENT DE BRIGADE : ÉTAT DE PRÉPARATION OPÉRATIONNEL CONTRE ÉTAT DE PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE GÉRÉ

par le Lieutenant-colonel André Harvey, CD

INTRODUCTION

On a introduit le concept d'activité d'entraînement de brigade (AEB) en 2003 afin de freiner la perte de professionnalisme chez les combattants de l'Armée de terre et d'accroître notre expérience d'apprentissage collectif au sens organisationnel. Aujourd'hui, l'AEB constitue la seule activité d'entraînement interarmes bien structurée de niveau de formation menée par l'Armée de terre. Elle est essentielle à l'apprentissage organisationnel. Sans l'AEB, l'entraînement demeure une série d'activités indépendantes et incohérentes, privées de l'approche systématique ordonnée par l'Armée de terre. L'AEB vise à produire la synergie et la cohérence nécessaires pour optimiser la valeur de l'entraînement¹.

L'AEB a été introduit comme un événement organisationnel annuel, mais, en 2003, l'Armée de terre a ordonné deux AEB, en partie pour des raisons de nécessité opérationnelle. L'AEB 2003 avait pour objet de « confirmer la capacité d'un groupe-brigade SABRE de mener des opérations dans un environnement opérationnel futur en vue de préparer des unités déterminées à des tâches nécessitant un état de capacité opérationnelle élevé² ». Lorsque la participation du Canada à la mission en Afghanistan s'est concrétisée, une seconde AEB a été mise en place plus tard dans l'année (appelée AEB 3.5); les deux AEB avaient pour but de « préparer le QG 2 GBMC et le QG 5 GBMC ainsi que des unités désignées en vue de leur participation à l'ISAF [Force internationale d'assistance à la sécurité], tout en donnant un entraînement au combat aux unités assignées aux ROTO 13 et 14 de l'opération PALLADIUM³ ». Cette modification du but de l'AEB a été apportée à la suite du nouvel engagement opérationnel de l'Armée de terre en Afghanistan, qui « a nécessité une réorganisation en profondeur du concept d'instruction collective de l'Armée de terre⁴ ».

Le présent article porte sur le rôle de l'AEB et le bien-fondé de sa mise en œuvre en tant que principale activité d'entraînement de l'Armée de terre. En outre, l'auteur relie le concept de l'AEB aux besoins d'entraînement précédents le déploiement des troupes de l'Armée de terre dans le cadre de missions opérationnelles, en se servant comme point de départ des expériences récemment acquises à la suite des AEB 03 et AEB 3.5.

DE L'ÉTAT DE PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE DE L'ARMÉE DE TERRE

La capacité opérationnelle est la première priorité du chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) et ... est l'état de préparation qu'une unité atteint pour effectuer les missions pour lesquelles elle est organisée ou conçue. C'est une notion associée à celle d'efficacité opérationnelle, qui elle, est la mesure dans laquelle les forces sont capables de remplir les missions qu'elles ont reçues, compte tenu des capacités connues de l'ennemi ou des exigences particulières de ces missions. Le niveau de capacité et d'efficacité opérationnelles d'une unité influe énormément sur sa capacité de lancer et d'effectuer avec succès des opérations⁵.

On pourrait déduire de la citation qui précède que la capacité opérationnelle s'arrête juste avant l'instruction axée sur le théâtre et sur la mission (IATM) et ne comprend que l'entraînement relié à la configuration opérationnelle normale d'une unité donnée. (Par exemple, la capacité opérationnelle d'une unité blindée serait déterminée par rapport à sa capacité de mener des opérations dans son rôle traditionnel d'unité blindée). Quoi qu'il en soit, les unités jugées prêtes au plan opérationnel doivent également suivre l'IATM afin de s'ajuster à la conduite des opérations dans le théâtre où elles sont destinées. Toutefois, dans l'Armée de terre canadienne, la déclaration de capacité opérationnelle suit actuellement l'IATM.

L'essence de la capacité ou de l'état de préparation opérationnelle, au plan de l'entraînement de l'Armée de terre canadienne, est décrite dans la *Publication des Forces canadiennes (PFC 300-8)* comme suit : « La capacité militaire d'intervenir en temps opportun et de façon appropriée en cas de menace. La capacité de mesurer l'état de préparation opérationnelle est une exigence critique. Il existe plusieurs indicateurs de rendement qui déterminent l'état de préparation opérationnelle. Les indicateurs d'instruction à utiliser sont les niveaux d'instruction, les niveaux de capacité (NC) et l'instruction axée sur le théâtre et sur la mission (IATM)⁶ ». Cette définition est conforme à la pratique établie de l'Armée de terre et répond au besoin d'une compréhension commune de l'expression de l'« état de préparation opérationnelle⁷ ». Il nous faut maintenant examiner comment nous gérons cet état de préparation opérationnelle.

Il y a quelques années, la Force terrestre a réalisé qu'elle ne pouvait pas continuer à garder toutes ses forces à un même haut niveau d'état de préparation ou de disponibilité opérationnelle comme elle l'avait fait depuis des décennies. Pour que l'Armée de terre réponde à ses engagements opérationnels tout en respectant les contraintes imposées en matière de ressources, la solution était le concept de gestion de l'état de préparation opérationnelle. La planification en vue de la mise en œuvre du cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT) a été entreprise en 2001⁸; en 2002, le CEMAT a annoncé qu'un système de gestion de l'état de préparation opérationnelle serait mis en place en moins de cinq ans⁹. Depuis lors, un plan de mise en œuvre expliquant l'exécution de cette stratégie a été publié, et nous avons déjà une assez bonne compréhension de ces effets sur le système d'instruction. En fait, même avant l'annonce du CEMAT, l'Armée de terre avait officiellement adopté l'outil qui constituerait la pierre angulaire de la gestion de l'état de préparation opérationnelle de l'Armée de terre.

Le but du CIOAT est clair : « favoriser ordre et réflexion à l'égard du processus de disponibilité opérationnelle¹⁰ ». La théorie est tout aussi simple : la force, divisée en trois parties égales, passe en rotation par trois cycles d'instruction dont la durée et le champ d'application diffèrent¹¹. Les cycles visent à imposer la prévision des ressources affectées aux tâches d'instruction. Bien que l'explication des subtilités du CIOAT sort du cadre du présent article, il est important de comprendre que, dans une perspective d'instruction, le CIOAT est le point de référence de l'Armée de terre¹².

« La nature cyclique du CIOAT fait ressortir l'aspect cyclique et progressif de l'instruction. Nous devons tous veiller à respecter la méthode d'instruction inhérente au CIOAT. Chaque phase du CIOAT précise les activités d'instruction qui y sont associées. Les niveaux d'instruction inférieurs sont tout aussi importants pour l'ensemble de la gestion de la disponibilité opérationnelle que les niveaux de disponibilité opérationnelle élevés¹³ ». Il est important de se rappeler cela parce que le cadre d'instruction progressif et structuré associé au CIOAT est la clé

du succès de la gestion de la disponibilité opérationnelle dans l'Armée de terre. Selon cette philosophie d'instruction, seulement le tiers des effectifs de l'Armée de terre s'entraîne conformément à un ensemble défini de normes d'aptitude au combat (NAC), et ce, selon les niveaux et l'intensité nécessaires au maintien du potentiel de combat de ces forces. On répond à cette exigence au cours de la phase d'entraînement du CIOAT et surtout lors de l'AEB¹⁴.

Jusqu'à présent, nous avons vu que la disponibilité opérationnelle est reliée à la capacité de l'Armée de terre de remplir sa fonction première et que cet état de préparation doit être géré. En réalité, l'Armée de terre ne fait que commencer le processus d'établissement, par le biais du CIOAT, d'un système de gestion de la disponibilité opérationnelle en vertu duquel seulement un tiers des effectifs de l'Armée de terre à la fois est à un niveau élevé d'état de préparation opérationnelle, alors qu'un autre tiers s'entraîne pour atteindre ce niveau et que le dernier tiers suit un entraînement axé sur une capacité opérationnelle minimale. Le plan d'instruction connexe garantissant le succès de ce système est centré sur l'atteinte d'un ensemble choisi de NAC de divers niveaux, appelés « niveau minimum de capacité (NMC) », conformément au niveau de disponibilité opérationnelle requis des différents groupes de forces. Nous devons maintenant examiner en détail la signification de l'AEB en tant qu'élément convergeant de la phase d'entraînement du CIOAT.

L'ACTIVITÉ D'ENTRAÎNEMENT DE BRIGADE

L'AEB constitue le point culminant de la phase d'entraînement du CIOAT; elle est stratégiquement orientée vers la confirmation de la capacité de combattre de niveau 7 de l'Armée de terre. Cela est important en soi, car cela décrit l'orientation générale du cadre d'entraînement de l'Armée de terre, d'après le principe organisationnel voulant que l'Armée de terre doit conserver une capacité de combattre de niveau acceptable, fondée sur le concept des opérations de la force de contingence principale (FCP)¹⁵. La nature organisationnelle de l'AEB est le point central de la présente discussion et a été résumée en ces mots par le commandant du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT) :

Le point culminant de la phase d'instruction consistera en la participation à une activité d'entraînement de brigade ordonnée par l'Armée de terre. Le but final de cette activité est la confirmation des aptitudes au combat individuelles et collectives. Pour que l'activité d'entraînement de brigade soit un succès, l'accent doit être mis sur les avantages organisationnels à long terme que l'on tirera de cet entraînement. L'activité d'entraînement de brigade ordonnée par l'Armée de terre vient chapeauter la phase d'instruction de chaque cycle du Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre et servira à concentrer les ressources de l'Armée de terre afin d'en tirer un effet optimum. La portée de l'instruction permettra une compréhension organisationnelle commune de nos tactiques et de nos procédures — même si nous adoptons de nouvelles procédures et de nouveaux équipements et, ultérieurement, nous permettra de revenir à l'entraînement en campagne au niveau de la formation, entraînement essentiel à la promotion du professionnalisme au combat.

L'activité d'entraînement de brigade doit avoir comme principal objectif d'offrir un environnement d'instruction stimulant et réaliste dans le cadre duquel les aptitudes individuelles et collectives au combat pourront être confirmées. Elle nous permettra également d'atteindre une grande variété de buts et d'objectifs organisationnels secondaires — dont l'évaluation des répercussions de la modernisation, l'expérimentation de nouvelles structures de force et l'essai de nouveaux véhicules et équipements. L'activité d'entraînement de brigade n'est pas un

simple exercice de brigade, ni un simple exercice en campagne. L'activité d'entraînement de brigade est bien plus que cela étant donné qu'elle constitue le point central du Cadre de l'instruction collective du Canada. Le défi à relever consiste à équilibrer les besoins tactiques, opérationnels et stratégiques afin d'obtenir un apprentissage organisationnel maximal tout en soulignant l'importance de demeurer axé sur le combat, conformément aux tâches opérationnelles assignées à l'Armée de terre dans le Plan de la Défense¹⁶.

Le premier niveau d'entraînement où il est possible d'obtenir une synergie véritable de coopération toutes armes est au niveau de la brigade, lequel doit être donné dans un environnement d'instruction stimulant et réaliste. L'activité d'entraînement de brigade instaurera la confiance, favorisera la cohésion et assurera la disponibilité opérationnelle. C'est l'occasion pour le Canada de démontrer les compétences militaires de son Armée de terre et de produire des commandants et des états-majors expérimentés, à l'aise dans l'exercice du commandement et du contrôle de forces d'importance et capables d'utiliser toute la gamme des ressources de renseignement, des équipements de communication et des outils d'aide à la prise de décisions¹⁷.

Il appert donc que l'AEB a pour objet de servir d'outil d'apprentissage stratégique périodique visant précisément à permettre à l'Armée de terre de conserver ses capacités de combattre au fil du temps grâce à une série d'étapes d'activités d'entraînement, étapes qui permettent en bout de ligne aux forces d'atteindre un ensemble de NAC de niveau de formation. Le CIOAT — dont l'AEB est un sous-ensemble — érige ce processus en système rendant possible la gestion de la disponibilité opérationnelle de toute l'Armée de terre par le biais d'une méthode d'entraînement cyclique de ses composantes. L'AEB est le principal moyen par lequel la Force terrestre gère l'état de préparation opérationnelle et sert de « point de référence en matière de disponibilité opérationnelle¹⁸ ».

l'AEB a pour objet de servir d'outil d'apprentissage stratégique périodique visant précisément à permettre à l'Armée de terre de conserver ses capacités de combattre au fil du temps

L'AEB ET LA DISPOONIBILITÉ OPÉRATIONNELLE

Il est difficile de relever le défi d'équilibrer les buts et objectifs organisationnels de l'Armée de terre et le besoin de répondre à des demandes opérationnelles périodiques particulières. Fondamentalement, le rôle de l'AEB s'apparente davantage au maintien en puissance de la force qu'à la préparation de la force. Ce défi est traité — d'une certaine façon — dans la PFC 300-8.

Le manuel de base de l'Armée de terre sur l'instruction décrit bien comment on atteint la disponibilité opérationnelle et le rôle que joue l'instruction à cet égard : « L'Armée de terre dispense quatre catégories d'instruction, à savoir l'instruction individuelle, l'entraînement, l'instruction continue et l'IATM ... qui, combinées, permettent à la force de se préparer en vue des opérations¹⁹ ». Il continue d'expliquer les rapports entre l'instruction et la disponibilité opérationnelle en ces termes : « Alors que la disponibilité opérationnelle résulte d'un travail concerté de planification de la part l'Armée de terre et des FC, la mise sur pied de la force et le maintien en puissance reposent sur les systèmes d'instruction individuelle et collective de l'Armée de terre. Les quatre catégories d'instruction sont données de façon systématique afin de produire des forces prêtes au combat et des forces de maintien en puissance. Il s'agit par conséquent

d'une approche systémique qui permettra de disposer de forces prêtes à mener des opérations et d'assurer leur maintien en puissance au fil du temps²⁰ ». Ainsi, dans la PFC 300-8, on précise que le rôle joué par l'instruction s'applique aux deux éléments de ce concept : bref, l'Armée de terre s'entraîne pour assurer la disponibilité opérationnelle de ses forces à court terme et pour maintenir ses forces en puissance à long terme.

Toutefois, dans la PFC 300-8, on précise que ces rôles sont en fait distincts : « On doit toujours se rappeler que les systèmes d'instruction de l'Armée de terre tentent de satisfaire en tout temps à deux impératifs parfois opposés : honorer les engagements opérationnels actuels et les engagements prévus, et s'assurer que le perfectionnement professionnel est axé sur la conduite de la guerre²¹ ». Quoi qu'il en soit, pour les planificateurs de l'état-major de l'Armée de terre, équilibrer les deux rôles nécessaires de l'AEB, c'est-à-dire l'AEB comme moyen d'obtenir la disponibilité opérationnelle et l'AEB comme outil d'instruction stratégique axé sur des objectifs à long terme reliés à la gestion de l'état de préparation opérationnelle de l'Armée de terre, demeure un défi intéressant.

Les paragraphes qui suivent nous aident à mieux apprécier le lien entre l'AEB et la disponibilité opérationnelle ainsi que le travail encore nécessaire pour mettre en place en même temps une gestion complète de l'état de préparation opérationnelle. Dans ces paragraphes tirés de la PFC 300-8, on fait valoir que l'entraînement institutionnalisé axé sur la conduite de la guerre précède l'entraînement prédéploiement et contribue à maintenir la capacité de combat :

- ◆ Lorsque la compétence d'un groupe tactique est confirmée à un niveau d'instruction donné en vertu du NMC, on dit [qu'un] groupe tactique est apte au combat au niveau confirmé... [et] qu'il peut passer à un niveau d'instruction supérieur ou qu'il est prêt à entreprendre l'IATM avant d'être déclaré prêt à participer à un déploiement à ce niveau²².
- ◆ Il incombe à l'état-major de l'Armée de terre, au QGDN, et en particulier à la Direction — Disponibilité opérationnelle de la Force terrestre (ou DDOFT, qui représente l'état-major interarmées et le SCEMD), de procéder à une analyse des missions opérationnelles en cours et prévues afin de déterminer les exigences d'entraînement prédéploiement — y compris l'IATM nécessaire pour garantir le succès de la mission. De son côté, la DDOFT, de concert avec la Direction — Instruction de l'Armée de terre (DIAT), doit déterminer exactement l'IATM qui s'applique aux opérations internationales et les ressources connexes nécessaires pour conduire l'IATM. Les unités prévues pour affectation à des missions opérationnelles reçoivent dans des directives d'entraînement prédéploiement des directives sur l'IATM qu'elles doivent faire²³.
- ◆ Lorsque l'IATM est confirmé, la formation ou l'unité est déclarée du point de vue opérationnel prête à être déployée²⁴.

Les paragraphes qui précèdent servent à mettre en relief la nécessité de tenir une IATM au cours de l'entraînement prédéploiement et avant que la formation ou l'unité ne soit déclarée du point de vue opérationnel prête à être déployée, et ce, même après que la formation ou l'unité a pris part à une AEB au cours d'une phase antérieure du CIOAT destinée à déterminer la capacité opérationnelle générale de la force. En d'autres mots, l'AEB sert de point de référence constant à partir duquel on peut atteindre, par le biais d'un entraînement particulier additionnel, la disponibilité opérationnelle recherchée. L'entraînement axé sur le maintien en puissance — pour lequel l'AEB est également le point culminant — est une activité à la fois distincte et complémentaire de l'entraînement prédéploiement.

LES CAS DES AEB 2003 ET 3.5

L'intention initiale de l'Armée de terre était de tenir seulement une AEB en 2003 dans le but de « confirmer la capacité d'un groupe-brigade SABRE de mener des opérations dans un environnement opérationnel futur en vue de préparer des unités déterminées à des tâches nécessitant un état de capacité opérationnelle élevé²⁵ ». Comme on aurait pu s'y attendre, cette intention correspond exactement à l'objectif de disponibilité opérationnelle visé par le CIOAT et l'AEB et tel qu'exprimé depuis 2001. En conséquence, la planification relative à l'AEB 2003 s'est poursuivie jusqu'au 28 février 2003. Dès que l'Armée de terre a appris son déploiement possible en Afghanistan dans le cadre de la mission de l'ISAF, elle a modifié le but et les objectifs de l'AEB 2003 afin de mieux préparer les troupes destinées à la ROTO 0 de l'ISAF et celles de la ROTO 13 de l'opération PALLADIUM. Plus tard, l'Armée de terre a constaté qu'une seconde AEB était nécessaire et, alors que commençait la planification de l'AEB 3.5, le commandant de l'Armée de terre a autorisé d'autres modifications parce que le contingent en provenance du SQFT (secteur du Québec de la Force terrestre) en vue de la ROTO 1 de l'opération ATHENA et de la ROTO 14 de l'opération PALLADIUM n'avait pas suffisamment de temps pour se préparer aux déploiements.

En qualité d'autorité en matière d'instruction de l'Armée de terre, le commandant du SDIFT a fixé un certain nombre d'objectifs organisationnels à atteindre dans le cadre de l'AEB 3.5. Ces objectifs ont été définis dès le début de la planification et ont été énoncés plus tard dans la directive d'exercice du SDIFT dans laquelle on précisait que l'« exercice permettra aux commandants de confirmer les habiletés individuelles et collectives au combat en fonction de normes précises d'aptitude au combat... [et] permettra aussi d'atteindre des objectifs organisationnels²⁶ ». Cette directive était tout à fait conforme à l'objectif stratégique et organisationnel énoncé dans le programme AEB. Toutefois, on laissait beaucoup de latitude dans la conception de liste des événements principaux (LEP) et du scénario afin de répondre aux besoins d'entraînement des éléments du SQFT devant se déployer en Afghanistan.

À titre d'officier dirigeant l'exercice, le commandant du SQFT a émis sa propre directive. Son point de référence immédiat a été l'objectif de l'instruction énoncé dans la directive d'exercice du SDIFT, à savoir « confirmer l'instruction collective aux techniques de combat d'unités désignées du SQFT en prévision de leur affectation à des opérations internationales au début de 2004²⁷ ». La façon dont le commandant du SQFT a interprété cet objectif l'a logiquement conduit à axer précisément l'entraînement sur le déploiement des troupes dans le cadre de l'opération ATHENA. En réalité, il alla encore plus loin en précisant que « l'entraînement non-conventionnel en terrain complexe sera favorisé afin de bien préparer les troupes à faire face aux menaces asymétriques identifiées pour le théâtre d'opérations (TO)²⁸ ».

Toutefois, tant l'AEB 2003 que l'AEB 3.5 continuaient d'être axées sur la capacité de combat polyvalente plutôt que sur la disponibilité opérationnelle, tout en permettant cependant aux éléments de se regrouper d'une façon qui corresponde à leur configuration pour la ROTO 0. En fait, l'AEB était planifiée dans le but de « confirmer au QG 5 GBMC la capacité de combat de niveau 7 et préparer les unités désignées en vue de leur affectation à l'ISAF et à la ROTO 14 de l'OP PALLADIUM²⁹ ». En fait, cette fois les deux fonctions d'entraînement des AEB étaient agencées en fonction de l'objectif énoncé, ce qui suscita certaines frictions, car divers états-majors examinèrent les activités dans les moindres détails en tentant de les adapter aux nombreux objectifs d'entraînement de l'exercice. Nul doute que l'expérience acquise par l'état-

major à la suite des deux AEB menées en 2003 servira à mieux combiner les objectifs d'entraînement à l'avenir de façon à établir un objectif d'exercice commun immédiatement partagé et accepté par un plus grand nombre de personnes.

CONCLUSION

Les AEB 2003 et 3.5 ont été un succès au plan de l'apprentissage organisationnel. Les leçons retenues seront extrêmement utiles pour l'élaboration future des AEB. Les deux exercices ont également bien servi la cause de la disponibilité opérationnelle, bien qu'il reste à valider à court terme le concept d'entraînement prédéploiement. Il est clair que les AEB sont étroitement liées au concept de disponibilité opérationnelle gérée et peuvent servir de plates-formes à l'entraînement prédéploiement menant à la disponibilité opérationnelle. Toutefois, au fur et à mesure que mûriront ces notions, il serait bon de ne pas perdre de vue les leçons tirées de l'expérience acquise des AEB menées en 2003.

Selon l'auteur du présent article, la présente question est directement reliée au principe de guerre le plus important : le maintien de l'objectif. L'AEB est l'élément clé dans le cheminement de l'Armée de terre vers une organisation d'apprentissage. Elle joue également un rôle dans le cycle de gestion de la disponibilité opérationnelle. Son objet est stratégique et a trait au maintien en puissance « organisationnel » de la force. L'entraînement prédéploiement complète l'AEB, mais sous certains angles lui est différent. En effet, les buts de l'entraînement prédéploiement sont d'ordre opérationnel, non stratégique. Ce type d'entraînement est adapté à une mission donnée et est mené par des troupes qui ont déjà suivi l'entraînement au combat polyvalent et qui ont déjà été déclarées prêtes au combat, et ce, à un niveau élevé de disponibilité opérationnelle. Il reste à confirmer au fil du temps la mesure dans laquelle l'AEB peut réussir à atteindre de façon efficace ces deux objectifs. Certainement, nous devons toujours chercher à atteindre l'objectif supérieur, tout en nous assurant que les buts de l'entraînement sont clairement compris par toutes les personnes visées et que les exercices sont soigneusement conçus de sorte que les nombreux besoins auxquels ils doivent répondre soient satisfaits.

NOTES

1. Dans le document de l'état-major de l'Armée de terre 4500-4-2 (DIAT 7), *Review of Financial Pressures — Army Collective Training* — projet de lettre devant être signé par le CEMAT, octobre 2002 — on explique le bien-fondé de la mise sur pied et du maintien de l'AEB comme outil organisationnel. Dans son exposé donné au Conseil de l'Armée de terre le 25 septembre 2003 intitulé, *Training the Force*, le Bgén G. W. Nordick explique en des termes analogues la raison d'être de l'AEB.
2. 4500-4-2-1/RW-03 (Cmtd SDIFT), Directives du commandant — Exercice RESOLUTE WARRIOR, 4 septembre 2002, série 7, p. 2/19.
3. Land Staff 3350-165/A29DGLS, UNCLAS DGLS 281625Z FEB 2003.
4. Ibid.
5. MDN, B-GL-300-000/FP-000, *L'Armée de terre du Canada : Nous protégeons nos foyers et nos droits*, Ottawa, DGAP Services créatifs, 1998, p. 100.
6. MDN, B-GL-300-008/FP-001, *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, p. 142.
7. Major M. R. Voith, « L'état de préparation opérationnelle », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, 4,2 (Été 2001), pp. 41-48. Dans ce texte sur l'état de préparation opérationnelle, le Major M. R. Voith explique les problèmes de compréhension du sens de l'état de préparation opérationnelle dans l'Armée de terre et précise que celle-ci doit « définir de façon claire le concept de préparation opérationnelle » grâce à l'utilisation, entre autres, d'un système adéquat de mesure du rendement. Bien que l'Armée de terre fasse des progrès rapides dans ce domaine, il reste beaucoup de chemin à parcourir. Malgré tout, le concept de l'état de préparation opérationnelle est généralement bien compris dans l'Armée de terre, bien que certaines notions particulières comme les NC et l'IATM soient encore mal comprises par trop de personnes.

8. État-major de l'Armée de terre 3000-8 (DDOFT), *Directive de planification 010/01 — Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT)*, 27 juillet 2001.

9. MDN, *Engagés vers l'avant : La stratégie de l'Armée de terre. Une armée, une équipe, une vision*, pp. 22-23.

10. Ibid., p. 1.

11. Le lecteur ne doit pas confondre cette structure avec celle des secteurs de l'Armée de terre, qui est divisée en quatre entités inégales. La force décrite ici comprend toutes les unités de manœuvre des quatre secteurs et chacun des trois quartiers généraux de GBMC actuels.

12. Le lecteur intéressé pourra trouver une des meilleures description du CIOAT dans le document suivant : 4500-4-2-1/RW-03 (Cmdt SDIFT), Directives du commandant — Exercice RESOLUTE WARRIOR, 4 septembre 2002, série 3, p. 1: « Le Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre prévoit trois phases : une phase d'instruction d'une durée approximative de dix mois au cours de laquelle les unités auront priorité en matière de ressources d'instruction et où elles seront exemptées de tâches extérieures, une phase de disponibilité opérationnelle élevée d'une durée de douze mois au cours de laquelle les unités pourront se voir assigner des missions opérationnelles et, finalement, une phase de reconstitution au cours de laquelle les affectations, l'instruction individuelle et le soutien auront priorité ». Le seul manuel clé de doctrine qui explique le CIOAT est la publication B-GL-300-008/FP-001, *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, pp. 3 et 101. Cette publication est essentiellement le miroir des mises à jour des manuels clés, la PFC 300-8 étant l'une des plus récentes (2001). Toutefois, il faudrait réviser la définition du CIOAT dans cette dernière publication afin de la clarifier.

13. État-major de l'Armée de terre 3000-8 (DDOFT), *Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT) — Plan directeur d'application*, 2 avril 2002.

14. 4500-4-2-1/RW-03 (Cmdt SDIFT), Directives du commandant — Exercice RESOLUTE WARRIOR, 4 septembre 2002, série 3, pp. 1-2.

15. Cela est clairement énoncé dans le document de l'état-major de l'Armée de terre 3000-8 (DDOFT), *Directive de planification 010/01 — Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT) — AL#2*, Annexe A, 28 septembre 2001. L'état-major de l'Armée de terre s'interroge actuellement sur l'utilité de conserver la tâche opérationnelle de la bde SABRE de la FCP; l'entraînement organisationnel de brigade continue cependant d'être bien vivant.

16. 4500-4-2-1/RW-03 (Cmdt SDIFT), Directives du commandant — Exercice RESOLUTE WARRIOR, 4 septembre 2002, série 3, pp. 1-3.

17. Ibid., p. 4.

18. État-major de l'Armée de terre 3000-8 (DDOFT), *Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT) — Plan directeur d'application*, 2 avril 2002, p. 2.

19. MDN, B-GL-300-008/FP-002, *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, p. 18.

20. Ibid., p. 18.

21. Ibid., p. 32.

22. Ibid., p. 23.

23. Ibid., p. 70.

24. Ibid., p. 72.

25. 4500-4-2-1/RW-03 (Cmdt SDIFT), Directives du commandant — Exercice RESOLUTE WARRIOR, 4 septembre 2002, série 7, p. 2/19.

26. 4500-4-2-1/LR-03 (Cmdt SDIFT), Spécifications de l'exercice (EXSPEC), octobre 2003, série 7, p. 2.

27. Ibid., p. 1-2.

28. SQFT 3350-33 (G5), *Plan de campagne d'entraînement — OP ATHENA et PALLADIUM*, 12 septembre 2003, p. 3.

29. Ibid., p. 4.

LES GÉNÉRAUX CANADIENS DURANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

par le Major Douglas E. Delaney, CD, Ph. D.

Le commandement militaire a toujours nécessité un savoir-faire technique et une force, voire une qualité, spirituelle; les deux sont essentielles. Les grands commandants de l'histoire sont ceux qui avaient une connaissance approfondie des mécanismes de la guerre et de l'orchestration des combats; des commandants capables de mobiliser et de concentrer les qualités spirituelles de leurs soldats. [traduction]

Feld-maréchal Montgomery, vicomte d'Alamein¹

Le Major-général Chris Vokes a déjà dit de Guy Simonds, un de ses commandants durant la guerre, qu'il était « le plus grand général canadien de tous les temps ». Il a également dit que, en tant que leader, Simonds « ne valait pas de la merde »². Le commentaire était grossier — Vokes parlait comme ça — mais certainement pas contradictoire. À sa manière particulière, Vokes exprime quelque chose de subtil au sujet de la nature du commandement : c'est un mélange de qualités humaines et techniques. Comme en fait mention la citation du Feld-maréchal Montgomery, l'exercice du commandement exige une combinaison d'aptitudes à diriger et à donner l'exemple, à mener et à gérer, à coordonner et à motiver, à réfléchir et à ressentir. Aux yeux de Vokes, Simonds excellait dans l'une des dimensions, mais faisait moins bonne figure dans l'autre.

Toutes deux importantes, les dimensions humaine et technique du commandement ne sont pas uniquement inter-reliées, elles sont interdépendantes. Par exemple, tout le charme et toute l'influence au monde ne peuvent garantir le succès d'un plan piètement conçu et géré de manière inadéquate. En revanche, même le plan le plus brillant risque d'échouer s'il n'est pas exécuté par des subalternes enthousiastes, pleins de bonne volonté et bien formés. Montgomery comprenait cela. Dans son ouvrage intitulé *Les voies du pouvoir* publié en 1961, il explique qu'un leader doit nécessairement avoir :

au préalable une connaissance approfondie de son travail, de sa profession; ensuite, il doit continuellement étudier pour tenir ses connaissances à jour...

Tout leader doit également manifester un réel intérêt à l'égard de l'humanité et connaître la nature humaine — les hommes étant sa matière première. Il doit comprendre que les hommes portent en eux de grandes forces émotionnelles qui doivent pouvoir s'exprimer de manière positive et constructive de façon à réchauffer leur cœur et à stimuler leur imagination. Et lorsque c'est le cas et que ces forces peuvent être canalisées vers un but commun, il devient possible d'accomplir les plus grandes choses. Cependant, si l'approche est froide et impersonnelle, bien peu en résultera.³

Toute analyse du commandement devrait tenir compte de ces complexités.

Peu de chercheurs saisissent entièrement la dichotomie du commandement, et bon nombre confondent ces deux dimensions. Martin Van Creveld, par exemple, décide consciemment de laisser de côté les « forces morales » en tant que fonction du commandement par souci de

L'exercice du commandement exige une combinaison d'aptitudes à diriger et à donner l'exemple, à mener et à gérer, à coordonner et à motiver, à réfléchir et à ressentir

rigueur dans son analyse des organisations, des systèmes et de la technologie employés par les commandants à travers les âges⁴. D'un point de vue davantage théorique, Ross Pigeau et Carol McCann proposent une perspective exagérément intellectualisée fondée sur la relation entre les aspects compétence, responsabilité et autorité, tandis que le Lieutenant-colonel Peter Bradley résume la question à deux activités jumelles, soit le leadership et la gestion⁵. D'autres, comme Martin Blumenson et James L. Stokesbury, rejettent de telles approches abstraites « parce que, l'homme étant la seule créature qui échappe à une définition purement mathématique et chaque événement historique, peu importe ses similitudes avec un événement antérieur, demeurant unique, il n'y a pas de formule et donc, pas de science »⁶.

Si l'ensemble des articles, des essais et des études analytiques parviennent à mettre une chose en lumière, c'est que le commandement n'est ni tout à fait une science ni tout à fait un art, d'où la dichotomie. Ce que Montgomery qualifie de « compétences techniques » — soit l'analyse tactique, la prise de décisions, la planification, la direction, la surveillance, la supervision — peut être mesuré jusqu'à un certain point, ce qui confère à ces aspects un caractère davantage « scientifique ». Ces éléments plus rationnels du commandement militaire peuvent être analysés par l'étude des plans de combat, de la doctrine, de la puissance des armes, des structures de commandement, des rapports de force et des plans de manœuvre, par exemple. Ils peuvent plus facilement être évalués à partir de traces documentaires, comme les appréciations de combat, les ordres, la correspondance, etc., et offrent donc à tout le moins quelques critères quantifiables pour étudier le commandant. Cependant, l'aspect moins rationnel de la « mobilisation des forces spirituelles » des soldats ne peut être quantifié avec précision parce qu'il implique l'obéissance de plein gré, voire émotionnelle, de la part du suiveur. La plupart du temps, les ouvrages qui traitent de cet aspect — journaux intimes, mémoires, interviews et autres souvenirs — restent vagues en ce qui concerne le moment ou l'enchaînement. Pourtant, on doit les consulter, pour un motif fort simple : même si le commandant entreprend certaines actions en vue d'améliorer sa capacité de « mobiliser » les « grandes forces émotionnelles » de ses soldats, seul le rendement des suiveurs permet de mesurer cette capacité pour la simple et bonne raison que les leaders n'existent pas sans la présence de suiveurs. Bien souvent, la décision que prennent les soldats de suivre le leader est rationnelle, mais elle peut tout aussi bien être irrationnelle. Par exemple, le suiveur peut choisir rationnellement de faire ce que lui demande le leader parce qu'il sait que les conséquences de son inaction, qu'il s'agisse de l'imposition de mesures disciplinaires ou du résultat d'une action de l'ennemi, seraient graves. Cependant, le suiveur peut, de manière tout à fait irrationnelle, accomplir une certaine action tout simplement par attachement à son leader, ou pour ne pas abandonner son leader, ses pairs ou son pays. C'est ce que le Feld-maréchal Sir William Slim qualifie de « force intangible qui pousse tout un groupe d'hommes à se donner entièrement pour accomplir quelque chose sans penser aux conséquences personnelles; une force qui leur fait sentir qu'ils font partie de quelque chose de plus grand qu'eux-mêmes »⁷. Voilà l'élément clé d'un commandement efficace, un art que cultivent les meilleurs commandants⁸. Il faut donc tenir compte, dans toute analyse du commandement de la manière de commander, de la façon dont les subalternes accomplissent les tâches et de la raison pour laquelle ils le font.

Peu d'études sur les généraux canadiens de la Deuxième Guerre mondiale ont traité de cela. Bien qu'il y ait eu d'excellents travaux sur l'aspect technique du commandement, on a à peine effleuré l'aspect humain. L'objectif du présent article est de montrer pourquoi.

En ce qui concerne l'expérience du Canada durant la Deuxième Guerre mondiale, tous les historiens militaires canadiens doivent une fière chandelle au Colonel C. P. Stacey. Tout au long de la guerre, sa prescience et sa persévérance en tant qu'historien de l'état-major général ont

par la suite permis aux historiens de reconstituer des récits et des analyses historiques à partir d'interviews, de documents officiels, d'ordres, de journaux de guerre, de journaux des opérations et même d'œuvres d'art⁹. Après la guerre, Stacey dirige la Section d'histoire de l'Armée de terre et supervise la publication de l'histoire officielle de l'Armée de terre du Canada pour la période allant de 1939 à 1945. Il nous a laissé en héritage une documentation riche en détail ainsi qu'une multitude de cartes utiles. Son ouvrage *Armes, hommes et gouvernements; 1939-1945* (1970) est une chronique fidèle de la contribution politique et stratégique du Canada au cours de la Deuxième Guerre mondiale, tandis que *Six années de guerre* (1956) et *La campagne de la victoire* (1960) tracent le portrait des opérations et des tactiques de l'Armée de terre canadienne¹⁰. L'ouvrage officiel complémentaire de G. W. L. Nicholson, *Les Canadiens en Itali 1943-1945* (1956), est de la même eau.

Bien qu'ils regorgent d'information, ces histoires officielles n'offrent pas de critique ou d'analyse approfondie des généraux canadiens du temps de guerre. Et ce n'est pas parce que Stacey et Nicholson ne comprenaient pas toute l'importance du leadership en période de guerre, bien au contraire, puisque Stacey savait parfaitement que :

Le succès à la guerre est le résultat d'un leadership efficace à bien des niveaux. Le sous-officier qui mène une demi-douzaine de soldats à une position ennemie pour s'en emparer incarne le niveau subalterne, tandis que le duc de Marlborough, par exemple, incarne le niveau supérieur... L'officier et le général et homme d'État jouent tous deux des rôles essentiels¹¹.

Le problème vient du fait que les premiers récits concernant les opérations ont exigé un immense travail de recherche et d'écriture qui a laissé peu de place à l'analyse. À ce sujet, rappelons ces paroles de Stacey : « Je pensais que mon travail était de découvrir les faits et de les exposer et non de les interpréter »¹².

Il y a également l'éternel problème de ce que W. A. B. Douglas a appelé la « grande faiblesse des comptes rendus officiels » : c'est-à-dire la proximité des événements et la préservation des réputations¹³. Stacey était un proche et un ami de bon nombre des commandants supérieurs, ce qui ne lui permettait pas toujours d'être objectif. Dans ses mémoires intitulés *A Date With History*, Stacey reconnaît que :

Ce n'est pas facile de rédiger des commentaires pontifiants concernant ses amis, en particulier ceux qui courrent des risques et qui ont des responsabilités qu'on n'a pas. J'étais tellement un grand admirateur du Général McNaughton que j'aurais trouvé très difficile de raconter, lorsqu'il était encore vivant, comment il avait été relevé de son commandement de l'armée, surtout que j'aurais inévitablement discuté de mon projet avec lui. En fin de compte, j'ai pu le faire dans *Armes, hommes et gouvernements*; publié après sa mort¹⁴.

Cependant, le temps donne une certaine liberté historique. Une quarantaine d'années après la guerre, plus détaché des événements et des protagonistes clés, Stacey est davantage objectif et rédige sans « crainte ou préjugé favorable »¹⁵. En 1985, il décrit le Général H. D. G. Crerar, commandant de la Première armée canadienne, comme un « commandant compétent quoique pas très inspiré ». À ses yeux, le Lieutenant-général Charles Foulkes n'était « rien de plus qu'un commandant de corps acceptable » et le Lieutenant-général G. G. Simonds était un « commandant de campagne vraiment brillant », quoique « ses officiers, sans parler des

militaires du rang, ne l'aimaient pas ». Stacey estime que le groupe des commandants supérieurs canadiens manquait de « personnalités fortes » et était « aussi froid qu'une banquise »¹⁶. Non seulement ces commentaires de Stacey rendent accablant le fait qu'il n'ait pas couvert d'éloges les commandants à l'époque, mais ils montrent bien à quel point un historien officiel peut librement laisser courir sa plume avec le temps.

La proximité des événements n'était pas le seul obstacle à une recherche historique sérieuse sur les généraux canadiens; l'histoire militaire et diplomatique avait tout simplement perdu sa popularité auprès des chercheurs canadiens¹⁷. Comme Marc Milner s'en plaignait en 1989, « l'histoire politico-diplomatique est tombée en disgrâce dans les années 1970 et l'idée selon laquelle la guerre et les affaires militaires ont eu une influence formatrice majeure sur la nation est beaucoup moins accréditée de nos jours »¹⁸. L'essor de l'histoire sociale dans les années 1970 et 1980 a également contribué à l'amenuisement des recherches dans le domaine militaire¹⁹. L'accès restreint aux documents classifiés, dont la majeure partie n'ont pu être consultés qu'à partir des années 1970 seulement, n'a fait qu'aggraver la situation. Étant donné que moins d'historiens poursuivaient des recherches dans le domaine militaro-diplomatique, il y en avait donc moins qui analysaient les niveaux opérationnels et tactiques de la guerre. Par conséquent, ceux qui ont continué d'étudier les affaires militaires ont eu tendance à concentrer leurs efforts sur les politiques, et non sur le commandement²⁰.

On a recommencé à s'intéresser aux opérations au milieu des années 1980. L'article de William J. McAndrew paru en 1987, « Fire or Movement?: Canadian Tactical Doctrine, Sicily — 1943 », portait sur l'influence du penchant canadien pour la puissance de feu, au détriment de la manœuvre, dans les opérations militaires²¹. En prenant comme exemple la bataille de la ville sicilienne de Nissoria, McAndrew illustre comment les commandants canadiens, lorsqu'ils étaient aux prises avec une tâche ardue, trouvaient souvent refuge dans la doctrine tactique britannique qu'on leur avait enseignée : « Le commandement axé sur la puissance de feu et le contrôle rigide plutôt que sur la manœuvre et l'initiative a caractérisé la doctrine tactique britannique et canadienne tout au long de la guerre »²². Selon la logique de cette méthode, dont le praticien le plus en vue était Montgomery²³, « il valait mieux gaspiller des munitions que des vies ». Cependant, McAndrew soutenait qu'une conformité servile à cette approche plutôt circonspecte produisait, bien souvent, l'effet contraire et causait davantage de pertes de vies que cela aurait dû être le cas en raison des nombreuses occasions ratées. C'est ce qui est arrivé à la 1re Division d'infanterie canadienne à Nissoria et c'est la raison pour laquelle McAndrew a critiqué le commandant divisionnaire, Guy Simonds, et sa gestion du combat. Pourtant, Simonds n'était pas seul; bon nombre de commandants supérieurs canadiens et britanniques ont fait la même chose. La majorité d'entre eux combattaient comme ils avaient été entraînés à le faire. L'article de McAndrew visait à bien faire comprendre ce fait, d'où son importance.

L'ouvrage de John Allan English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign: A Study of Failure in High Command* (1993), scrute également sur le rendement de l'Armée de terre canadienne durant la Deuxième Guerre mondiale. En gros, English tente d'expliquer pourquoi la Première armée canadienne n'a pas acquis une réputation comparable à celle de son

Stacey estime que le groupe des commandants supérieurs canadiens manquait de « personnalités fortes » et était « aussi froid qu'une banquise »

prédecesseur de la Première Guerre mondiale, le Corps d'armée canadien du Général Sir Arthur Currier. Dans son explication, English va au-delà du fanatisme allemand, de l'infériorité des chars alliés et de l'inexpérience des troupes pour expliquer les frustrations des Canadiens en Normandie²⁴. Le problème est plus profond que cela. English, comme l'a fait McAndrew, met en évidence l'« empreinte de la doctrine », mais il élargit la portée de son étude afin de prendre en considération la négligence dont on a fait preuve entre les deux guerres, l'instruction en Angleterre, la structure de l'état-major et la « caste des commandants ». En fin de compte, English blâme carrément le commandement supérieur de la performance décevante de la Première armée canadienne de Caen à Falaise durant l'été 1944. L'Armée de terre n'était tout simplement pas prête à livrer une guerre moderne. Entre les deux guerres, A. G. L. McNaughton et les autres généraux des années 1920 et 1930, « ont honteusement oublié que l'objectif principal des effectifs militaires en temps de paix est de se préparer au jour où une force armée pourrait devoir être employée contre un ennemi de premier ordre »²⁵. Pendant qu'ils se concentraient sur des questions politico-stratégiques et tentaient de trouver des rôles non militaires (en vue d'obtenir des fonds pour la nouvelle Force permanente), ils ont oublié à la fois comment combattre et s'entraîner au combat²⁶. Le résultat logique et prévisible d'une telle négligence, soutient English, est que le Canada a été incapable de former des commandants compétents tant au niveau tactique qu'opérationnel. De plus, le fait que l'Armée de terre canadienne n'ait produit qu'un seul commandant supérieur réellement compétent (Guy Simonds, selon English), est une autre preuve de l'échec du commandement supérieur canadien²⁷.

La thèse de doctorat de Michael P. Cessford, « Hard in the Attack » (1996), abonde dans le même sens. En prenant comme cas les batailles canadiennes en Sicile, à la rivière Moro et à la Ligne Hitler, Cessford examine plus en profondeur l'influence de la doctrine tactique et de l'instruction sur les opérations militaires canadiennes. En tant que formations de la Eight Army britannique, la 1re Division d'infanterie canadienne (DIC), puis le 1er Corps d'armée canadien et la 5^e Division blindée canadienne (DBC) par la suite, ont été fortement influencées par la méthode de Montgomery qui reposait sur trois piliers : une planification détaillée, une puissance de feu écrasante et un commandement et un contrôle rigides. Cessford, comme McAndrew, critique l'approche tactique de Montgomery qu'il juge trop réfléchie et, par conséquent, incapable d'exploiter les occasions qui se présentent. Cependant, Cessford prétend qu'en raison du manque de fonds et d'instruction entre les deux guerres et de l'inexpérience initiale des commandants canadiens au combat, il était tout à fait normal que les formations canadiennes adoptent par défaut ce qu'elles avaient appris et mis en pratique durant trois ans en Angleterre, car la « doctrine britannique dictait la façon dont les opérations militaires canadiennes étaient préparées et exécutées »²⁸. C'est uniquement après leur baptême du feu que les Canadiens ont délaissé la méthode de la Eight Army et qu'ils ont développé une doctrine tactique plus flexible. La principale contribution de Cessford à l'historiographie est la suivante : l'Armée de terre s'est améliorée, mais le processus a été long et a nécessité des expériences douloureuses sur le champ de bataille. Aucune analyse du commandement canadien ne peut faire abstraction de cela.

Pendant qu'ils se concentraient sur des questions politico-stratégiques et tentaient de trouver des rôles non militaires (en vue d'obtenir des fonds pour la nouvelle Force permanente), ils ont oublié à la fois comment combattre et s'entraîner au combat

En réalité, toutes les recherches sur la doctrine effectuées par McAndrew, English et Cessford apportent quelque chose. En tant que prolongements logiques de l'historiographie, elles prennent appui sur les comptes rendus officiels de ce qu'ont fait les soldats canadiens durant la Deuxième Guerre mondiale pour découvrir pourquoi et comment ils l'ont fait. Cette information est utile, mais force est d'admettre que ces travaux se sont intéressés à l'Armée de terre canadienne et à ses commandants en tant que tout et non à la façon de fonctionner de commandants pris individuellement.

Ce sont les biographies qui se concentrent sur l'étude d'individus. Comme outil d'étude de l'histoire militaire, les biographies présentent à la fois des forces et des faiblesses. D'une part, les biographies sont utiles parce que, étant donné que la guerre est un phénomène très humain, elles peuvent bien illustrer la personnalité d'un leader ainsi que les conditions dans lesquelles il se trouvait, de même que ses suiveurs. Comme l'a dit un commentateur : cela « nous aide à comprendre, tant de manière inconsciente que consciente, l'essence du leadership »²⁹. C'est vrai, mais il y a plus encore. Les généraux, comme leurs subalternes, sont des êtres humains, et les être humains sont influencés par un mélange complexe d'expériences personnelles, d'éducation, d'antécédents familiaux, de valeurs institutionnelles et d'instruction. Bref, si l'on veut comprendre ce que les commandants ont fait, on doit d'abord comprendre qui ils sont. D'autre part, les biographies seules ne suffisent pas parce que les études centrées sur un individu peuvent manquer de perspective et négliger le portrait global de la situation. L'historiographie des généraux comporte à la fois les aspects positifs et négatifs des biographies.

L'ouvrage de John Swettenham intitulé *McNaughton* (1969), première biographie d'un général canadien de la Deuxième Guerre mondiale, contient à la fois les aspects positifs et négatifs d'une biographie³⁰. À partir d'un impressionnant fonds d'archives personnelles, Swettenham rédige un ouvrage en trois volumes qui nous aide à comprendre l'homme qu'était le Général McNaughton ainsi que sa brillante carrière. L'auteur raconte de façon captivante, par exemple, la jeunesse de McNaughton en Saskatchewan, ses années d'études au Bishop's College School et à l'université McGill, son expérience durant la Première Guerre mondiale, ses années entre les deux guerres, son service durant la Deuxième Guerre mondiale et son mandat à titre de ministre de la Défense nationale — des renseignements qui sont très intéressants et très utiles. Cependant, Swettenham n'a pas présenté une évaluation objective qui permettrait de mesurer les compétences de McNaughton en tant que commandant. Cela est attribuable en partie à un mauvais chronométrage. En publiant son ouvrage avant que l'accès à de nombreuses sources d'information précieuses ne soit permis, Swettenham s'est trop inspiré des archives personnelles de McNaughton. Son champ d'analyse s'en est trouvé rétréci. On peut également reprocher à l'auteur d'avoir fait preuve d'un manque de rigueur intellectuelle. Par exemple, Swettenham qualifie de « supérieure » la performance du Général McNaughton lors de l'exercice SPARTAN en mars 1943, mais ce n'est pas l'impression qu'avaient eue les supérieurs militaires de McNaughton. À l'époque, le chef de l'état-major impérial, le Général Sir Alan Brooke, écrit dans son journal à quel point il est déçu de McNaughton : « il [McNaughton] est très incomptént en tant que commandant d'armée. Il ne sait pas par où commencer et sème la pagaille dans ses forces »³¹. D'autres partageaient également la piètre opinion de Brooke au sujet du Général McNaughton. À la fin de sa vie, Montgomery abondait dans le même sens que Brooke : « S'il y a un homme qui n'était pas fait pour commander l'armée sur le champ de bataille, c'est Andy [McNaughton] »³². Si Swettenham avait eu accès à un plus vaste éventail de sources, ou avait consulté un plus vaste éventail de sources, ne serait-ce que les journaux d'Alan Brooke, il n'aurait

pas été aussi convaincu des compétences de McNaughton en tant que commandant d'une armée et il n'aurait pas trouvé aussi injuste que McNaughton soit relevé du commandement de la Première armée canadienne³³. Compte tenu de l'abondance actuelle de preuves documentaires sur la Deuxième Guerre mondiale — qu'il s'agisse d'archives privées ou publiques — Swettenham n'a aucune excuse.

L'article de Bill Rawling, « Le général Andrew McNaughton : étude de l'échec d'un commandement », publié en 2001 montre ce qu'il est possible de conclure à la suite d'un examen plus en profondeur des sources. En poussant l'analyse au-delà des lettres du général, Rawling constate que, malgré son dévouement au devoir et sa popularité auprès des subalternes, McNaughton a échoué parce qu'il a négligé la tâche la plus fondamentale d'un général : « se préparer à conduire une formation au combat »³⁴. À titre de commandant supérieur canadien jusqu'à ce qu'il soit relevé de ses fonctions en 1943, McNaughton encombraient ses journées d'activités politiques et stratégiques qui détournaient son attention du combat. Cette attitude n'était pas nouvelle chez lui; McNaughton agissait ainsi depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Comme English, Rawling soutient que, durant la période entre les deux guerres, McNaughton luttait avec l'establishment politique canadien pour trouver des rôles et fonds qui permettraient à la minuscule Force permanente de demeurer une entité. À l'opposé, ce « soldat-scientifique », comme il aimait à se décrire, pouvait tout aussi bien s'enticher d'une pièce d'équipement militaire, surtout s'il s'agissait d'une nouvelle technologie. Par conséquent, comme le montre la biographie de McNaughton mise à jour par Rawling, McNaughton était un général qui connaissait bien les milieux de la Défense de l'Empire et les gadgets, mais qui ne savait pas grand-chose en dehors de cela. Ce portrait diffère grandement de celui de Swettenham qui juge injuste le limogeage du général.

Par ailleurs, bien qu'il contienne des éléments biographiques, le mémoire de maîtrise de W. E. J. Hutchinson, « Test of a Corps Commander : Lieutenant-General Guy Granville Simonds, Normandy 1944 » (1982), n'est pas une biographie. Dans son mémoire, Hutchinson tente systématiquement d'analyser le commandement. Il se donne comme objectif de répondre à quelques questions simples, mais essentielles. Est-ce que Simonds était qualifié pour commander un corps? Est-ce qu'il possédait les qualités personnelles nécessaires à un commandant supérieur? Est-ce que sa progression hiérarchique est attribuable à la chance, à la compétence, à des contacts ou à une combinaison de tout cela?³⁵ D'après ses recherches sur la progression hiérarchique et l'instruction de Simonds avant qu'il soit nommé commandant de corps, Hutchinson est en mesure de répondre « oui » aux deux premières questions et « toutes ces réponses » à la troisième. Ce qu'il faut retenir, cependant, c'est que Hutchinson se demande si Simonds a été un grand général — « un maître d'œuvre ». Pour répondre à la question, l'auteur a évalué le rendement de Simonds à titre de commandant de corps en Normandie à l'été 1944. Curieusement, Hutchinson tire ses critères d'évaluation des directives énoncées par le général lui-même en février 1944 et intitulées « Efficiency in Command » :

Qualités morales

Personnalité — volonté, détermination et dynamisme pour que les choses se fassent.

Loyauté

Confiance en soi

Sens du devoir

Qualités mentales

Connaissances

Jugement

Initiative

Vivacité d'esprit

Qualités physiques

Forme physique

Aptitude au combat

Jeunesse³⁶

À la suite de son évaluation fondée sur les critères établis par le général lui-même, Hutchinson conclut que Simonds était bel et bien un « maître d'œuvre ».

Les critères établis par Simonds illustrent de façon intéressante l'importance démesurée qu'il accorde aux compétences techniques et aux qualités personnelles d'un commandant. Simonds ne parle aucunement des subalternes dans sa liste — l'importance de leur contribution afin d'exécuter « efficacement » les missions, l'importance de les motiver à se surpasser ou l'importance de veiller à leur bien-être. C'est assez étrange de la part d'un protégé de Montgomery et de quelqu'un qui a tout fait pour imiter son mentor, mais c'est compréhensible compte tenu du caractère de Simonds. Comme Montgomery, Simonds était doté d'une grande intelligence, mais il était distant et ne possédait pas le charisme qui rendait « Monty » si cher à ses troupes. L'analyse biaisée de Hutchinson lui a permis d'éviter ce point. Il impute donc les problèmes des opérations SPRING, TOTALIZE et TRACTABLE à l'inefficacité des commandants divisionnaires qui n'ont pas su comprendre et mettre en œuvre les plans innovateurs de Simonds. Si brillants qu'ils aient été, ces plans étaient à eux seuls insuffisants. Simonds a certainement sa part de responsabilité en n'ayant pas su préparer ses subalternes aux tâches qu'il leur avait assignées. Comme bon nombre d'admirateurs de Simonds, Hutchinson est passé à côté de ce qui est probablement le plus grand échec du général en tant que commandant : ne pas tenir suffisamment compte de ce que ses subalternes étaient capables de faire.

Dans sa biographie de Simonds parue en 1993, Dominick Graham écarte tout critère normalisé pour évaluer la compétence d'un général : « Utiliser une méthode critique qui amène d'abord à juger les actions à la lumière la doctrine et de la théorie, à critiquer soit la doctrine ou la façon dont elle est appliquée, c'est aller à contresens »³⁷. Au lieu de cela, Graham se réfère à Clausewitz et suggère d'adopter une méthode d'analyse qui repose avant tout sur l'examen des résultats des niveaux de combat subalternes d'abord, puis de remonter à ceux des échelons hiérarchiques successifs de la chaîne de commandement. Un général de premier ordre devrait adopter cette même approche pour effectuer ses analyses post-action, apprendre de ses erreurs et améliorer son rendement à l'avenir. Selon Graham, c'est exactement ce qu'a fait Simonds après la déconfiture de l'opération SPRING et les déboires des opérations TOTALIZE et TRACTABLE. Il a appris de ses erreurs et, par conséquent, on a noté une nette amélioration du rendement au cours des batailles de l'estuaire de l'Escaut³⁸. Même si Graham jette un regard plus attentif sur la vie de Simonds que Hutchinson, il ne prend pas en considération non plus le rôle des subalternes dans un processus de commandement efficace. Il ne raconte pas à quel point les expériences en Normandie ont donné naissance à des bataillons, à des brigades et à des divisions plus efficaces, ce qui a donné à Simonds de meilleurs outils pour exploiter les fruits de son esprit vif lors des combats subséquents. Par conséquent, Graham conclut que, malgré

la distance qu'il conserve par rapport à ses subalternes, Simonds, en raison de son esprit innovateur et de sa capacité d'apprendre de ses erreurs, a réellement été un grand général³⁹. On peut cependant débattre de la question de savoir s'il a été un grand commandant ou non. Ce dont on peut être certain, c'est qu'il était efficace. Il apprenait de ses expériences et répétait rarement les mêmes erreurs. Néanmoins, au sens le plus large, la faiblesse de Simonds en tant que commandant était son incapacité de motiver ses subalternes — « de mobiliser leurs forces spirituelles » — et de garantir leur dévouement. Cela dit, Simonds avait conscience de cette faiblesse personnelle et compensait par ses formidables compétences en planification et en gestion des combats. Graham et Hutchinson ont tous deux passé à côté de ces subtilités.

Paul Dickson a également eu recours à la biographie pour analyser l'art d'être général dans sa thèse de doctorat intitulée « *The Limits of Professionalism: General H. D. G. Crerar and the Canadian Army, 1914-1944* » (1993). Dickson retrace la carrière militaire de Crerar pour expliquer pourquoi le général le plus élevé en grade du Canada sur le champ de bataille est devenu le général qu'il était. Le concept de « professionnalisation » de Samuel P. Huntington, qui prétend que l'environnement — organisationnel, culturel, bureaucratique — façonne le développement de quiconque, est l'élément central de ce cadre analytique⁴⁰. Dans le cas de Crerar, Dickson remarque qu'un certain nombre d'influences liées à sa profession d'officier militaire l'ont façonné. D'abord, son expérience en tant qu'officier d'artillerie durant la Première Guerre mondiale a développé chez lui un penchant pour la précision dans le travail d'état-major et la méthode dans la résolution de problèmes. Ensuite, comme McNaughton, son service dans la Force permanente sans argent de l'entre-deux-guerres lui a fait comprendre l'importance de posséder un sens de la bureaucratie quand on traite avec les milieux gouvernementaux canadiens. Enfin, son expérience de ce qu'implique un statut d'allié subalterne l'a amené à se préoccuper toute sa vie de questions d'intérêt national ou politique⁴¹. Tout compte fait, Dickson a fourni à peu près tout ce qu'il faut pour comprendre un général qui, au dire de tous, était un habile opérateur politique, mais un piètre commandant en campagne. Cependant, étant donné que l'objet de l'étude n'était pas le commandement et que la période visée par l'étude se terminait avant l'entrée en fonction de Crerar à titre de commandant de la Première armée canadienne en mars 1944, Dickson trace un excellent portrait des compétences du général en matière de bureaucratie et de gestion, mais ne dit rien de ses habiletés en tant que commandant sur le champ de bataille.

Heureusement, l'article de Dean Oliver intitulé « À l'ombre du corps d'armée : historiographie, les qualités de général et Harry Crerar » (2001) jette un peu de lumière sur cet aspect⁴². Sans recourir à un lourd cadre analytique comme Dickson, Oliver explique que la réputation de Crerar a été ternie parce que la Première armée canadienne, contrairement au Corps d'armée canadien de la Première Guerre mondiale, n'a pas à son actif de réalisations comparables à l'assaut de la crête de Vimy ou au pilonnage « des cent jours du Canada ». En outre, les commentaires négatifs de contemporains en vue, comme Montgomery, Chris Vokes et Simonds, viennent amoindrir les réalisations de Crerar. Les pairs de Crerar ne l'appréciaient pas particulièrement; son ambition débridée et son penchant pour l'ordre bureaucratique et administratif y sont pour quelque chose. En dépit de cela, Oliver prétend que Crerar était un commandant compétent, quoique certainement fade, qui a commis peu d'erreurs sur le champ de bataille et encore moins dans les coulisses du pouvoir politique. Oliver est d'accord avec Dickson sur un point : Crerar était prêt et particulièrement apte à assumer les responsabilités de commandant d'armée. Il précise que « Crerar était un bâtisseur, un administrateur, une officier de liaison, un

président de conseil d'administration et plus encore, en même temps qu'il exerçait ses fonctions opérationnelles et politiques avec brio »⁴³. La remarque d'Oliver contient une définition plus vaste, même si ce n'est pas présenté comme tel, de l'art d'être général qui comprend certaines responsabilités politiques pénibles. Oliver dit également de manière implicite que les faiblesses de Crerar au niveau humain, comme celles de Simonds, sont compensées par ses prouesses techniques.

L'ouvrage de J. L. Granatstein intitulé *The Generals* (1993) demeure la seule véritable étude sur les généraux canadiens de la Deuxième Guerre mondiale en tant que groupe. Dans ce qu'il appelle une « biographie collective », Granatstein dresse un portrait de nos généraux, de leur milieu d'origine, de leur cheminement et des raisons pour lesquelles certains ont réussi et d'autres non⁴⁴. *The Generals* tente de combler un vide dans les connaissances historiques, sans être un ouvrage d'histoire opérationnelle. Granatstein regroupe des analyses mises à jour sur McNaughton, Crerar et Simonds. Il rédige également les premiers articles savants sur E. L. M. Burns, A. B. Matthews, Kenneth Stuart, Maurice Pope et Bert Hoffmeister. À partir des divers portraits biographiques, Granatstein établit un compendium des forces et des faiblesses en matière de commandement. Comme Stacey, Granatstein déclare que les commandants canadiens n'ont rien d'impressionnant. Il décrit Burns comme un penseur tactique de grande intelligence qui, en raison d'une personnalité difficile, est absolument incapable de motiver ses subalternes⁴⁵. Selon Granatstein, McNaughton avait une belle prestance et possédait des compétences techniques, mais il n'était pas fait pour commander sur un champ de bataille⁴⁶. Crerar, pour sa part, est décrit comme habile au niveau de la bureaucratie, compétent sur le plan tactique, mais ambitieux à l'excès⁴⁷. Hoffmeister était la seule véritable exception aux yeux de Granatstein. Il était courageux, vaillant et compétent sur le plan technique, et ses troupes l'adoraient. Sans contredit, Granatstein s'intéresse davantage à l'aspect humain qu'à l'aspect technique et il discute peu des combats. Cependant, *The Generals* complète bien les analyses opérationnelles davantage cliniques et basées sur la doctrine qui ont été faites par McAndrew, English et Cessford, mais ce n'est qu'un début.

Comme on a pu le constater, il n'y a pas eu, au cours des soixante dernières années, beaucoup d'ouvrages sur les généraux canadiens durant la Deuxième Guerre mondiale. De nombreuses raisons expliquent le peu de recherches à ce sujet. Premièrement, la proximité des événements pour les historiens officiels, ainsi que des personnalités qui les ont façonnés, a découragé toute analyse critique. Cela est particulièrement évident dans les histoires officielles détaillées, quoique incontestablement dépourvues de critiques, de Stacey et de Nicholson.

Deuxièmement, étant donné que l'accès aux documents classifiés a été réservé aux historiens officiels durant trente ans, les recherches sérieuses par des personnes n'appartenant pas à la Direction — Histoire étaient rares. Finalement, la tendance historiographique en faveur de l'histoire sociale a détourné l'attention du domaine militaro-diplomatique. Tous ces facteurs expliquent le silence entre la publication des histoires officielles et l'article « *Fire or Movement? — 1943* » de McAndrew.

La plupart des ouvrages dont on dispose sont fortement orientés sur l'aspect technique du commandement. Cela est en partie attribuable à la nature même de l'être humain. À l'exception de Hoffmeister, de McNaughton et possiblement de Vokes, la majorité des généraux étaient compétents sur le plan technique, mais peu rassembleurs. La réticence des chercheurs à délaisser les aspects techniques du commandement, davantage mesurables, au profit d'une analyse de la nature floue des relations entre le leader et ses suiveurs vient en partie de cela. En tant que soldats et chercheurs, nous sommes beaucoup plus à l'aise avec des ordres écrits clairs

qu'avec des souvenirs teintés d'émotion que le temps a rendus flous. Peu importe les raisons, nous n'avons qu'une vision déséquilibrée du commandement, une vision qui s'intéresse principalement à la planification tactique, aux décisions et aux actions du commandant. Jusqu'à maintenant, la plupart des recherches historiques se sont concentrées sur cela. En réalité, beaucoup de bons travaux ont été réalisés au sujet de l'influence de la doctrine et de l'instruction à cet égard. Les actions d'une formation militaire, toutefois, sont la somme de l'ensemble de ses parties, lesquelles sont toutes affectées par les habiletés humaines du commandant. Il reste à se pencher aussi sérieusement sur l'influence de ces habiletés sur le dénouement des combats. Voilà le défi historiographique actuel.

Au sujet de l'auteur

Le Major Doug Delaney est un officier du PPCLI. Il occupe actuellement un poste de conférencier en histoire militaire, au Collège militaire royal du Canada, à Kingston. Sa thèse de doctorat portant sur le Major-général Bert Hoffmeister doit être publiée cette année par la University of British Columbia Press.

NOTES

1. Feld-maréchal Montgomery, vicomte d'Alamein, K. G., *Les voies du pouvoir*, Londres, Fontana Books, 1961. [traduction]
2. Entrevue avec le Général Vokes, le 5 avril 1984, Tony Foster Papers (Halifax). Citation tirée de J. L. Granatstein, *The Generals: The Canadian Army's Senior Commanders in the Second World War*, Toronto, Stoddart, 1993, p. 159.
3. Montgomery, *Les voies du pouvoir*.
4. Martin Van Creveld, *Command in War*, Cambridge, Harvard University Press, 1985, p. 1-16.
5. Ross Pigeau et Carol McCann, « Qu'est-ce qu'un commandant? », dans Stephen J. Harris et Bernd Horn (éd.), *La fonction de général et l'art de l'amirauté du militaire canadien : perspectives du leadership militaire canadien*, Toronto, Dundurn Press, 2002, p. 84-111. Lieutenant-colonel Peter Bradley, « Faire la distinction entre les concepts de commandement, du leadership et de la gestion », *La fonction de général et l'art de l'amirauté du militaire canadien*, p. 112-128.
6. Martin Blumenson et James L. Stokesbury, *Masters of the Art of Command*, Boston, Houghton Mifflin, 1975. p. 1. Un ouvrage anecdotique et rempli de bon sens sur les qualités d'un bon commandant : Mgén Aubrey S. « Red » Newman, *What Are Generals Made Of?*, Novato, CA, Presidio Press, 1987.
7. Feld-maréchal Sir William Slim, *Defeat into Victory*, Londres, Cassel, 1956, p. 182.
8. Blumenson et Stokesbury, « Patton and Montgomery », *Masters of the Art of Command*, p. 230-239. Blumenson et Stokesbury prétendent que Montgomery et le général américain George S. Patton, bien qu'ayant des personnalités différentes, comprenaient l'importance du charme personnel d'un commandant aux yeux de ses subalternes.
9. W. J. McAndrew, « Recording the War: Uncommon Canadian Perspectives of the Italian Campaign », *Revue canadienne de défense*, hiver 1988, p. 43-50.
10. C. P. Stacey, *Armes, hommes et gouvernements; les politiques de guerre du Canada, 1939-1945*, Ottawa, Information Canada, 1970; *Six années de guerre*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1956; *La campagne de la victoire*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1960.
11. C. P. Stacey, « Canadian Leaders of the Second World War », *Canadian Historical Review*, no 66, mars 1985, p. 64.
12. C. P. Stacey, « The Life and Hard Times of an Official Historian », *Canadian Historical Review*, LI, n° 1, mars 1970, p.45. Citation tirée de W. A. B. Douglas et B. Greenhous, « Canada and the Second World War: The State of Clio's Art », *Military Affairs*, XLII, février 1978, p. 26.
13. W. A. B. Douglas, « Filling Gaps in the Military Past: Recent Developments in Canadian Official History », *Revue d'études canadiennes*, n° 3, automne 1984, p. 118.
14. Stacey, *Date with History*, p. 233. Voir également C. P. Stacey, *Armes, hommes et gouvernements; les politiques de guerre du Canada, 1939-1945*.
15. Stacey, *Date with History*, p. 122.
16. Stacey, « Canadian Leaders of the Second World War », p. 64-72.
17. Marc Milner, « Reflections on the State of Canadian Army History in the Two World Wars », *Acadiensis*, 2, printemps 1989, p. 136; voir également W. A. B Douglas et B. Greenhous, « Canada and the Second World War », p. 25.
18. Milner, « Reflections on the State of Canadian Army History in the Two World Wars », p. 136.
19. Bien qu'on ait déjà tenté de combiner l'histoire sociale et l'histoire militaire, ce qu'on appelle communément la « nouvelle histoire militaire » a principalement donné naissance à des recherches sur la Première Guerre mondiale. Voir notamment l'ouvrage de

Desmond Morton concernant la vie d'un soldat moyen, *When Your Number's Up: the Canadian Soldier and the First World War*, Toronto, Random House, 1993; ou l'étude de Jean Pierre Gagnon sur le Royal 22^e Régiment durant la Première Guerre mondiale, *Le 22^e Bataillon (canadien-français) 1914-1919 : étude socio-militaire*, Ottawa et Québec, Presses de l'Université Laval en collaboration avec le ministère de la Défense nationale et le Centre d'édition du gouvernement du Canada, 1986.

20. L'ouvrage en cinq volumes de James Eayrs, *In Defence of Canada*, et celui de J. L. Granatstein, *Canada's War*, sont deux des rares recherches militaro-diplomatiques canadiennes à avoir été publiées dans les années 1970 et 1980. Voir James Eayrs, *In Defence of Canada: From the Great War to the Great Depression*, Toronto, University of Toronto Press, 1964; *Appeasement and Rearmament*, Toronto, 1970; *Peacemaking and Deterrance*, Toronto, 1972; *Growing Up Allied*, Toronto, 1980; et *The Roots of Complicity*, Toronto, 1983. Voir également J. L. Granatstein, *Canada's War: The Politics of the Mackenzie King Government, 1939-1945*, Toronto, Oxford University Press, 1975.

21. William J. McAndrew, « Fire or Movement?: Canadian Tactical Doctrine, Sicily — 1943 », *Military Affairs*, juillet 1987, p. 140-145.

22. *Ibid.*, p. 145.

23. Pour en savoir davantage sur la justification de la méthode d'attrition efficace de Montgomery, voir l'ouvrage du Brigadier S. Bidwell et D. Graham, *Firepower: British Army Weapons and Theories of War, 1904-1945*, Londres, Allen and Unwin, 1982, p. 245.

24. English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign*, p. 1-7. Pour une vision davantage positive de la participation du Canada à la bataille de Normandie, voir R. H. Roy, *Débarquement et offensive des Canadiens en Normandie*, Québec, Éditions du Trécarré en collaboration avec le Musée canadien des civilisations et les Musées nationaux du Canada, 1984.

25. English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign*, p. 313.

26. *Ibid.*, p. xiv.

27. Pour en savoir davantage sur les problèmes liés à l'instruction des officiers entre les deux guerres, voir Stephen J. Harris, *Canadian Brass: The Making of a Professional Army, 1860-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, p. 141-209. Pour en savoir davantage sur l'instruction des officiers de l'Armée de terre canadienne après le déclenchement de la guerre, voir Geoffrey W. Hayes, « The Development of the Canadian Army Officer Corps, 1939-1945 », thèse de doctorat non publiée, University of Western Ontario, 1992.

28. Cessford, « Hard in the Attack », p. 8.

29. Henry S. Bausum (éd.), *Military Leadership and Command: the John Biggs Cincinnati Lectures, 1987*, Lexington, Virginie, The VMI Foundation, 1987, p. ix. Citation tirée de Dickson, « The Limits of Professionalism », p. 17.

30. Swettenham, *McNaughton*, vol. 2, p. 283.

31. Alex Danchev et Daniel Todman (éd.), *War Diaries 1939-1945: Field Marshal Lord Alan Brooke*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 2001, p. 388.

32. Imperial War Museum, lettres personnelles du Lieutenant-colonel Trumbull Warren, missive de Montgomery à Warren datée du 1^{er} janvier 1969. Montgomery commente la biographie de Swettenham.

33. Voir J. L. Granatstein, *The Generals*, p. 71-73.

34. Bill Rawling, « Le général Andrew McNaughton : étude de l'échec d'un commandement », dans Bernd Horn et Stephen Harris (éd.), *Chefs guerriers : Perspectives sur les chefs militaires supérieurs canadiens*, Toronto, Dundurn Press, 2002, p. 99.

35. Hutchinson, « Test of a Corps Commander », p. 248-250.

36. *Ibid.*, p. 272-273. Le texte complet du Lieutenant-général G. G. Simonds, « Efficiency in Command » figure à l'appendice six, p. 383-397.

37. Graham, *Price of Command*, p. 282.

38. Simonds était en fait commandant par intérim de la Première armée canadienne durant la bataille de l'Escaut en octobre et en novembre 1944.

39. Roman Jarymowycz parvient à la même conclusion dans l'ensemble. Voir son article « Le général Guy Simonds — commandant et héros tragique », dans Horn et Harris, *Chefs guerriers : Perspectives sur les chefs militaires supérieurs canadiens*, Toronto, Dundurn Press, 2002, p. 121-162.

40. Dickson, « The Limits of Professionalism », p. 7-9.

41. *Ibid.*, p. 474-489.

42. Dean Oliver, « À l'ombre du corps d'armée : historiographie, les qualités de général et Harry Crerar », dans Horn et Harris, *Chefs guerriers : Perspectives sur les chefs militaires supérieurs canadiens*, Toronto, Dundurn Press, 2002, p. 103-120.

43. *Ibid.*, p. 115-117.

44. Granatstein. *The Generals*, p. xi-xii.

45. *Ibid.*, p. 116-144.

46. *Ibid.*, p. 53-83.

47. *Ibid.*, p. 83-115.

TECHNOLOGIE, DOCTRINE ET DÉBAT : L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE DE L'ARMÉE BRITANNIQUE ENTRE LES DEUX GUERRES MONDIALES

par le Capitaine A.J. Duncan, M.A.

À l'instar de nombre d'institutions, les armées ont toujours été confrontées à la notion de changement. Comme les armées de terre ainsi que les forces navales et aériennes du monde sont coincées entre la nécessité de s'adapter aux changements technologiques sur le champ de bataille et la tentation d'éviter des risques catastrophiques en recourant aux anciennes méthodes éprouvées, nulle part ailleurs a-t-on vu un débat aussi passionné sur le changement. Aujourd'hui, alors que l'Armée de terre canadienne tente d'orienter son développement (un processus qui est toujours ininterrompu), il peut être utile, comme sources d'inspiration ou d'avertissements, de jeter un regard sur des exemples du passé afin de connaître comment d'autres armées ont abordé la question.

Pour obtenir un tel exemple, on n'a qu'à reculer à la période de l'entre-deux guerres. À cette époque, l'Armée britannique cherchait à s'adapter aux changements technologiques révolutionnaires sur le champ de bataille, notamment aux chars d'assaut. Alors que certains théoriciens soutenaient qu'en raison de l'impact de cette nouvelle arme de guerre, il fallait repenser totalement la doctrine stratégique, d'autres tentaient plutôt d'intégrer cette nouvelle technologie dans les théories de guerre fondées sur l'attrition qui avaient cours à ce moment-là en Europe. Le succès de ce dernier groupe et la prédominance du « concept de cavalerie » qu'il proposait relativement à l'emploi des chars, sont deux des principales raisons qui ont entraîné les pertes subies par l'Armée britannique au cours des premières étapes de la Deuxième Guerre mondiale. Alors que l'Armée de terre canadienne d'aujourd'hui envisage de remodeler son organisation en fonction de l'avenir, il serait sage de porter attention à des exemples tels que l'expérience de l'Armée britannique de l'entre-deux guerres, afin d'éviter de commettre des erreurs du même type qui pourraient avoir de graves conséquences sur le champ de bataille de demain.

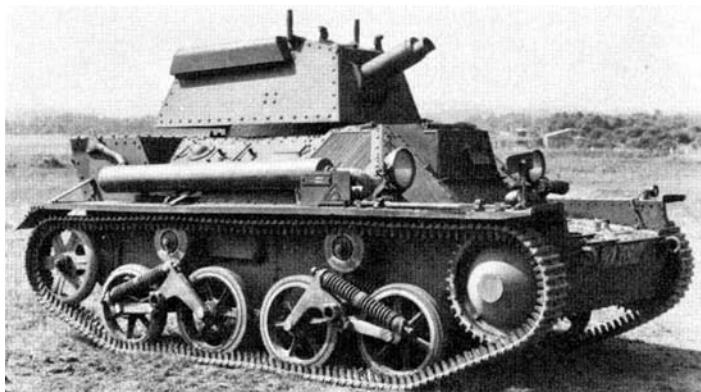
Jusqu'à la mort de Sir Basil Henry Liddell Hart en 1970, on estime généralement dans les cercles d'histoire militaire que la défaite de l'Armée britannique en 1940 a été causée par un puissant et influent groupe de pression favorable à la cavalerie qui s'opposait aux partisans de la mécanisation et de la modernisation de l'Armée britannique, et ce, à partir de la fin de la Première Guerre mondiale. Voici ce que Liddell Hart écrit dans ses *Mémoires* :

Les cercles favorables à la cavalerie ne sont pas du tout disposés à abandonner le cheval et, par conséquent, dénigraient le char d'assaut. Ils étaient fortement appuyés par le War Office et par le Parlement. La fameuse assertion de Wellington selon laquelle la bataille de Waterloo a été remportée sur les terrains de jeu de Eton n'est qu'une légende, mais il est malheureusement vrai que les premières batailles de la Deuxième Guerre mondiale ont été perdues au Cavalry Club.' [Traduction libre]

Le lobby favorable à la cavalerie s'alimente à même une inertie institutionnelle qui, dit-on, émane d'un corps d'officiers, paresseux et dilettantes, frappé d'un fort amateurisme et issu d'une

bourgeoisie [en anglais, *gentry*] britannique réactionnaire. Toutefois, cette situation est fort éloignée de la vérité. Vers 1930, environ 11 % seulement des officiers britanniques proviennent de ce qu'on pourrait appeler la bourgeoisie britannique, la majorité étant issue de ce qu'on pourrait désigner à juste titre la classe « moyenne » britannique. À l'encontre de l'accusation selon laquelle l'Armée de terre est dans une large mesure non professionnelle, il existe de nombreux journaux et bulletins professionnels de l'Armée britannique dans lesquels on débat ouvertement et intelligemment de la tactique et de la doctrine. Outre les revues propres aux diverses armes, on trouve à profusion des articles sur le changement dans *The Journal of the Royal United Services Institute*, *The Army Quarterly* et même dans les journaux populaires comme *The Times*, alors que dans les clubs militaires et les collèges d'état-major on favorise les discussions sur des questions telles que la mécanisation. L'Armée modifie constamment ses *Field Service Regulations* [Règlement du service en campagne] souvent au détriment de la cavalerie. Loin d'être une institution intellectuellement stagnante, l'Armée britannique se remet sans cesse en question et proposait constamment des changements². Malheureusement, alors qu'elle discute et adopte de nouvelles technologies de guerre, l'Armée britannique, en omettant de remanier en profondeur sa doctrine stratégique globale, ne peut tirer pleinement avantage des nouveaux changements.

Avant la guerre des Boers, l'Armée britannique accorde peu d'attention à l'élaboration d'une doctrine stratégique cohérente et unifiée. Son rôle consiste principalement à maintenir l'ordre dans l'Empire, alors que la Marine s'occupe de la défense territoriale en assurant sa suprématie sur les mers. Cette situation change après 1906 alors que les échecs militaires britanniques lors de la guerre des Boers suscitent une série de réformes parrainées par le *Secretary of State for War*, Richard Burton Haldane. En prévision du déploiement de l'Armée sur le continent,



Char d'infanterie Matilda : La prédominance des théories fondées sur l'attrition au cours des années de l'entre-deux-guerres a débouché sur la conception de « chars d'infanterie » comme le Matilda, considéré par beaucoup comme étant trop lent pour la manœuvre stratégique rapide.

tout particulièrement révélateur : « La défaite des troupes hostiles n'est cependant qu'un moyen menant à la destruction éventuelle du gros des forces ennemis sur le champ de bataille, objectif ultime qu'on ne doit jamais perdre de vue. » Un autre passage, révélant les idées de Foch sur la

il existe de nombreux journaux et bulletins professionnels de l'Armée britannique dans lesquels on débat ouvertement et intelligemment de la tactique et de la doctrine

il existe de nombreux journaux et bulletins professionnels de l'Armée britannique dans lesquels on débat ouvertement et intelligemment de la tactique et de la doctrine

Haldane organise un certain nombre d'entretiens avec l'état-major général français sur une coopération militaire future³. Dépourvus de toute doctrine stratégique en matière de guerre sur le continent, les Britanniques commencent lentement à adopter les idées françaises, tout particulièrement celles de Ferdinand Foch. Vers 1909, des énoncés figurant dans le *Field Service Regulations* révèlent l'adoption d'une doctrine stratégique d'attrition. À cet égard, un passage est

guerre et le rôle de la détermination, précise que, par des mesures à demi consenties, on n'obtient jamais de succès en guerre et que le manque de détermination est le moyen le plus sûr d'en arriver à la défaite. Ainsi, c'est non seulement le concept de l'attrition qui est entré dans la pensée militaire britannique, mais également le « culte de l'offensive »⁴.

Bien que dans les *Field Service Regulations* de 1909, les Britanniques en soient arrivés à insister encore plus que les Français sur le rôle de la puissance de feu (ce faisant, ils ajoutent une « touche » personnelle à leur nouvelle doctrine), ils y exposent une méthode de combat inspirée des théoriciens de l'attrition. Bref, dans le manuel, on précise qu'une fois l'ennemi localisé, l'Armée doit lancer des offensives agressives afin d'épuiser les réserves ennemis tout en regroupant les siennes. Lorsque l'ennemi est suffisamment affaibli, on peut alors lancer une « attaque décisive » et décimer les forces ennemis⁵.

Malgré les énormes pertes essuyées par l'Armée britannique au cours de la Première Guerre mondiale, les dirigeants militaires britanniques continuent de soutenir la validité de la stratégie de l'attrition, validité qui, aux yeux d'un certain nombre d'officiers britanniques, a été démontrée dans le cours de la guerre. Nombre de militaires conservateurs font valoir que les seules différences entre le Front de l'ouest et les guerres européennes antérieures sont la durée et l'étendue de la Première Guerre mondiale et que cette situation est due à des éléments hors contrôle des forces militaires, par exemple, la taille accrue des armées, la puissance des dispositifs de défense modernes et le retrait de la Russie. Un officier écrit dans le *Journal of the Royal Artillery* ce qui suit : « En effet, si nous avons un jour le malheur de prendre part à une grande guerre, nous aurions des raisons de nous féliciter si nous sommes aussi bien préparés qu'en 1914 tant sur le plan de la doctrine que de l'instruction⁶ ».

De par sa force destructrice, la Première Guerre mondiale sème la confusion et le désarroi en Europe. Les idées politiques et sociales jugées inébranlables depuis la Révolution française commencent à être remises en question à la lumière des horreurs du Front ouest. Tandis que certains défendent résolument les institutions politiques et sociales européennes qui existaient avant la guerre, d'autres estiment que la guerre a mis à jour des lacunes cruciales sous-jacentes à ces institutions et qu'il est temps de remplacer ces dernières par un nouvel ordre⁷. Cette tendance de remettre en question les fondements de la pensée européenne s'étend également aux affaires militaires. Bien qu'il ait déjà été mentionné que les autorités militaires britanniques estiment que la valeur de la doctrine stratégique de l'attrition a été confirmée au cours de la Première Guerre mondiale, un groupe très actif au sein de l'« establishment » militaire maintient néanmoins que la doctrine de l'attrition a échoué. Ce groupe, dirigé par des hommes tels que Basil Liddell Hart et John Frederick Charles Fuller, prône une nouvelle théorie sur la façon de livrer la guerre. Ces gens considèrent le char et la mécanisation comme des instruments révolutionnaires qui remplaceraient les doctrines fondées sur l'attrition par une façon plus rationnelle de mener la guerre⁸. Voici ce qui dit Fuller :

Aujourd'hui, chaque armée organisée est confrontée à la plus grande révolution qui n'a jamais eu lieu dans l'histoire de la guerre terrestre, révolution qui égalera et peut-être dépassera celle que la puissance de la vapeur a provoquée en guerre navale. Il est vrai que la puissance de la vapeur a contribué à grossir considérablement la taille des armées... mais sans modifier de façon radicale leur organisation parce que, malgré l'amélioration des armes, leurs tactiques n'ont pas beaucoup évolué.

...Au quinzième et au seizième siècles, les changements apportés à l'organisation et à l'équipement militaires ont été suscités par la poudre à canon, alors qu'au dix-neuvième

siècle, la puissance de la vapeur et les découvertes dans le domaine de la chimie ont été à la source de ces changements. Dans le présent siècle, c'est l'électricité et l'essence qui sont les moteurs de changements radicaux; ces deux éléments joints aux explosifs détonants, à la puissance de la vapeur et aux découvertes dans le domaine de la chimie ne peuvent que révolutionner complètement le monde militaire et engendrer un ordre nouveau.

Par conséquent, on ne peut douter qu'aujourd'hui, nous faisons face à des progrès ou à une évolution si rapide, dans les domaines de l'administration, de la stratégie et de la tactique et, par voie de conséquence, dans l'organisation, le commandement et la discipline militaires, que cette évolution constitue une révolution qui rend désuet l'art de la guerre actuel, si désuet qu'à moins qu'on puisse intégrer tout ce qu'elle sous-tend, il serait vraisemblablement plus dangereux de recourir à tous ces progrès dans une autre guerre que d'entrer en guerre sans connaître les valeurs militaires⁹.

Au lieu de s'en tenir à l'ancienne façon de guerroyer, Fuller et Liddell Hart cherchent à établir un nouveau modèle de guerre qui minimiseraient les coûts pour toutes les parties intéressées. Ce nouveau modèle, connu par ses partisans comme la théorie de la guerre blindée, se caractérise par de nouvelles perspectives sur la nature et l'objet de la guerre, les buts et les principes de la stratégie et la composition idéale d'une armée.

Selon Liddell Hart dans *Paris, or the Future of War*, l'État a pour objectif de garantir à ses citoyens « une existence honorable, prospère et sûre ». La nécessité de faire la guerre survient lorsque les politiques d'un autre État contrecarrent cet objectif premier¹⁰. À cette fin, Liddell Hart croit qu' « une nation en guerre se doit, par conséquent, de refréner la volonté de résister de l'ennemi, tout en subissant le moins de pertes humaines et économiques possible¹¹ ». Cela signifie que les guerres « totales » ou « absolues » préconisées par les penseurs militaires traditionnels doivent être évitées, car elles entraînent la vie quotidienne à un point tel que la civilisation elle-même est menacée :

La Grande Guerre s'est soldée par le sacrifice direct de huit millions de personnes... Le traitement prescrit par les professionnels militaires appelés en renfort a été si peu efficace que la maladie s'est propagée pendant plus de quatre ans au cours desquels la température financière grimpait quotidiennement... Nos dépenses de guerre totales avoisinaient les dix milliards de livres; notre dette nationale a été multipliée par dix. Qui plus est, ces longues années de tension et de privation ont à ce point dégradé la santé des gens qu'ils n'offraient pas de résistance aux maladies contagieuses; l'épidémie de grippe de 1918-1919 entraîna la mort à l'échelle mondiale de deux fois plus de civils que de combattants.

Il est donc on ne peut plus évident que toute autre guerre livrée selon les même méthodes signifie sans doute l'effondrement de la civilisation occidentale¹².

Toutefois, Liddell Hart, ne voit aucun remède à la guerre dans le futur immédiat. La guerre est le résultat des imperfections humaines et, par conséquent, elle fait partie intégrante de l'humanité. Fuller va même plus loin et soutient non seulement que la guerre est enracinée dans les imperfections inhérentes de l'homme, mais qu'elle a des fondements économiques associés à la lutte pour les ressources¹³. Donc, les deux auteurs considèrent la guerre comme une phénomène permanent qui, s'il demeure inchangé, menace la civilisation d'extinction.

Comme l'attaquant livre la guerre dans le but de changer les politiques d'une autre nation tout en cherchant à minimiser ses pertes, il s'ensuit que l'objectif de la stratégie consiste à refréner la volonté de l'ennemi de poursuivre ces politiques. Cela peut se faire de deux façons.

Premièrement, on peut attaquer l'ennemi de manière à saper le moral de la population civile. Liddell Hart estime que si la vie quotidienne de la population ennemie est perturbée de façon adéquate, le soulèvement populaire et la peur de la révolution réussiront à contenir les visées du gouvernement ennemi. Le blocus naval est un moyen d'arriver à cette fin, car il nuit à l'approvisionnement en vivres et au commerce de l'ennemi¹⁴. Toutefois, Liddell Hart, s'inspirant des écrits de Giulio Douhet et de ses propres expériences des attaques des Zeppelins, estime que les attaques aériennes à l'arme chimique seraient le meilleur moyen de saper le moral des civils. Selon Liddell Hart, les gaz, tout en handicapant la population civile, garderaient intactes les usines et les autres ressources industrielles nécessaires à la reprise des activités normales après la guerre¹⁵. Par ailleurs, il est nécessaire d'employer ce moyen pour aider à rétablir la paix et le cours normal des activités de la communauté internationale, et ce, pour le bénéfice à la fois des vainqueurs et des vaincus.

Une autre façon de soumettre la volonté de résister de l'ennemi consiste à neutraliser ses forces armées. Idéalement, conformément à sa croyance selon laquelle la guerre devrait avoir le moins d'effets néfastes possible sur la population civile amie, Liddell Hart estime que la meilleure façon d'y parvenir consiste non pas à attaquer le front des forces ennemis dans une bataille d'attrition, mais à employer une stratégie de dislocation. Selon Liddell Hart, par des frappes visant à déséquilibrer l'ennemi tant mentalement que physiquement, on peut espérer diminuer le nombre total des pertes, car on détruit ainsi la volonté de combattre de l'opposant sans risquer un affrontement direct en se lançant dans une bataille d'attrition¹⁶. Dans les faits, l'approche indirecte favorisée par Hart fait appel à des opérations telles que des manœuvres de virage rapide qui forcent l'ennemi à changer de front, des mouvements qui paralySENT les itinéraires d'approvisionnement de l'ennemi et des avances rapides qui menacent deux ou trois objectifs en même temps. En d'autres mots, Liddell Hart estime que les armées devraient se déplacer le long des itinéraires où la résistance et la présence ennemis sont les plus faibles de sorte que l'ennemi aura de la difficulté à concentrer ses effectifs en quelque point que ce soit¹⁷. C'est de cette façon que les théoriciens de la guerre blindée espèrent paralyser l'ennemi et affaiblir sa volonté de combattre.

Liddell Hart aussi bien que Fuller croient que la meilleure façon d'appliquer cette nouvelle stratégie de dislocation consiste à organiser une armée en fonction des effectifs blindés. Il est vrai que les chars de la Première Guerre mondiale se déplaçaient lentement et étaient sujets aux défaillances mécaniques, mais on estime néanmoins que ces problèmes techniques seront résolus avec le temps. Une fois la vitesse, le rayon d'action et l'effet de choc des chars améliorés, on pourrait les utiliser pour



Char léger Mark III : La majorité des chars britanniques, au début de la Seconde Guerre mondiale, étaient des machines légères, trop légèrement blindées pour mettre en pratique les théories des enthousiastes de la guerre blindée.

effectuer des percées ou contourner les forces ennemis et attaquer les structures de commandement et logistiques derrière le front ennemi. Cette tactique isolerait les commandants sur la ligne de front de leur chaîne de commandement, paralyvant ainsi les structures militaires de haut en bas¹⁸. Fuller résume ainsi le système :

Une armée est un organisme et, comme tous les organismes, elle est très comparable au corps humain. Elle possède un corps représenté par ses troupes de combat et une tête, par son quartier général et les états-majors. Dans le passé, la tactique usuelle consistait à mener la guerre des corps : un corps est placé face à un autre corps et, comme des boxeurs, les deux s'affrontaient jusqu'à la mise hors de combat de l'un d'eux. Mais, supposons que le boxeur « A » puisse par une simple opération paralyser le cerveau du boxeur « B », quelle utilité tout l'effectif du boxeur « B » pourrait avoir, même s'il est aussi puissant que Samson et Goliath réunis? Il lui serait d'aucune utilité comme le démontre l'histoire de David et Goliath!

*Appliquons cela maintenant à la bataille de 1923. Les troupes de chars... avancent... leurs objectifs... les logements des états-majors du quartier général principal, qu'ils capturent, détruisent ou dispersent; que peut faire alors le corps si son cerveau est paralysé?*¹⁹

En raison de la vitesse et de la mobilité requises pour effectuer une percée et détruire un réseau de commandement et d'approvisionnement ennemi, Fuller et Liddell Hart croient que, dans le futur, les armes traditionnelles telles que l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, joueront un rôle moins important sur le champ de bataille. Ces deux théoriciens et leurs partisans ne sont, toutefois, pas d'accord quant à la mesure dans laquelle le rôle de ces armes diminuera. Fuller et les défenseurs de l'école dite « des chars » estiment que l'infanterie et l'artillerie seront limitées à un rôle essentiellement défensif, c'est-à-dire défendre les bases à partir desquelles manœuvrent les chars²⁰. Par ailleurs, une école de pensée plus modérée, représentée par Liddell Hart, croit que les armes traditionnelles, si elles sont bien mécanisées et employées, peuvent aider les chars à exécuter leur mission. Liddell Hart imagine des « fusiliers marins terrestres » débarquant de transporteurs pour aider à dégager des fortifications et des zones « étanches aux chars », p. ex. des forêts²¹. Toutefois, ces deux écoles de pensée conviennent que l'avion deviendra une arme de guerre essentielle, car il pourra contribuer au succès des chars en agissant à la fois comme élément de reconnaissance et, dans une certaine mesure, d'appui-feux²².

Non seulement la mise sur pied d'un « nouveau modèle d'armée » fondé sur les chars conférera aux nations un moyen efficace de livrer la guerre, mais elle aura également deux effets positifs. Premièrement, une armée mécanisée reposant sur les chars serait plus apte à faire face aux nouvelles armes de guerre, notamment les aéronefs et les gaz toxiques. En effet, la protection offerte par les blindés rend inefficaces les mitrailleuses montées sur aéronefs, et les équipages de chars peuvent se protéger des gaz grâce à des systèmes de filtration d'air installés sur leurs véhicules²³. Deuxièmement, — et c'est là peut-être l'élément le plus important — les forces mécanisées auraient une influence sur la conduite générale de la guerre.

De par sa nature hautement technologique, une force mécanisée serait très coûteuse à maintenir et, conséquemment, elle serait de petite taille, ce qui, en revanche, diminuerait la complexité et l'ampleur des réseaux logistiques nécessaires au maintien en puissance de l'armée. Libérés des problèmes de logistique posés par le déploiement d'une armée à forte proportion de conscrits, les commandants pourraient désormais se concentrer entièrement à la tactique et, par voie de conséquence, épargner des vies. Les somptueuses dépenses reliées au maintien de

forces mécanisées signifieraient la fin de la conscription, mesure qui, selon Fuller et Liddell Hart, est contraire à la raison en matière de guerre. En effet, soutiennent-ils, pour constituer d'imposantes armées de conscrits, il faut recourir à la propagande qui, par ailleurs, a pour effet de soulever les émotions. Il est presque impossible dans ce contexte d'émotivité de maintenir des objectifs de guerre rationnels, les décisions n'étant pas fondées sur la raison et la logique, mais sur la colère et la haine. Finalement, comme elles reposent sur des conscrits d'infanterie légère, les armées de masse sont des instruments de guerre lourds et statiques. Cette situation oblige les commandants à adopter la stratégie d'attrition, la manœuvre étant presque impossible²⁴. Une fois ces armées éliminées et remplacées par de petites forces mécanisées, la stratégie de l'attrition et, partant, la cause des horreurs de la Première Guerre mondiale disparaîtraient, car les commandants auraient la liberté de mettre en œuvre des offensives stratégiques en profondeur qui pourraient paralyser les opposants en menaçant leurs quartiers généraux et leurs réseaux logistiques. Cette procédure provoquerait assez de confusion du côté de l'ennemi pour que toute velléité de résistance de la part du gros des troupes s'évanouirait tout simplement. C'est cette insistance sur la pénétration stratégique, sans oublier l'importance qu'ils accordent à la pénétration tactique, qui différencie les théoriciens de la guerre blindée de leurs contreparties « attritionnistes »²⁵.

Alors qu'on débat ferme sur la mécanisation et le char dans les journaux militaires, on expérimente les chars au cours d'exercices. En effet, en 1925, une série de manœuvres de grande échelle ont lieu sur la plaine Salisbury. Il s'agit du premier exercice de ce type depuis la fin de la guerre. Au cours de l'exercice final, un des commandants de la force, le Lieutenant-général Sir Alexander Godley, s'est servi de ses chars comme force de manœuvre. Combinant son bataillon de chars à un bataillon d'infanterie motorisée et à un certain nombre d'éléments d'artillerie, Godley contourne le flanc ouest de l'ennemi et attaque ce dernier dans sa zone arrière. Bien que l'attaque soit considérée comme un échec par les arbitres parce que les éléments d'infanterie et d'artillerie de la force sont restés à l'arrière, l'attaque menée par Godley est commentée au cours du compte rendu après action officiel de l'Armée de terre. Dans le rapport, on précise que, comparativement à la force « mécanisée » de Godley, le reste des unités participant à l'exercice a manifesté un manque de mobilité inquiétant. On y fait état également que même si l'attaque de Godley a échoué, l'échec n'était pas dû à une erreur de principe quelconque, mais à un état de développement des forces de chars britanniques. « Lorsque nos chars auront été améliorés et que leur nombre aura été accru, il est plus que probable que leur emploi dans une action de ce type devienne un fait avéré et accepté ». Entre-temps, on continuera à utiliser les chars en tant qu'armes d'appui de l'infanterie, ouvrant le chemin aux attaques des fantassins et ne menant pas d'opérations indépendantes²⁶.

Par conséquent, les blindés sont une arme acceptée dans l'Armée britannique. On ne juge pas nécessaire cependant de modifier en conséquence les doctrines stratégiques de l'Armée de terre. Les *Field Service Regulations* de 1924 confirment ce point : « Il s'agit principalement... toutes les autres opérations n'étant que des actions préliminaires, de se rapprocher de l'ennemi et de le détruire en le tuant ou en le capturant²⁷ ». Quoique le char soit accepté comme nouvelle arme de guerre, on continue à le subordonner aux autres armes dans les *Field Service Regulations* : « Les fonctions des chars au cours de l'attaque sont les suivantes : (i) Appuyer l'avance de l'infanterie. . . (ii) Détruire les chars hostiles. . . (iii) Exploiter un succès²⁸ ». Dans son livre intitulé *In the Wake of the Tank*, le Lieutenant-colonel Le Q. Martel confirme cette subordination du char à l'infanterie en soulignant que les chars doivent toujours coopérer avec l'in-

fanterie²⁹. Malgré la preuve du contraire en guerre, les *Field Service Regulations* font également état que la cavalerie demeure toujours une force importante sur le champ de bataille : « Armée d'une lance ou d'une épée, le cavalier peut attaquer aussi bien à cheval qu'à pied, son armement lui permettant de combattre démonté; par conséquent, il peut allier le tir à toute action montée et exploiter, aussi bien en attaque qu'en défense, les avantages inhérents à sa mobilité³⁰ ». L'Armée britannique accepte donc le char, mais, à partir de 1925, elle n'est pas disposée à le libérer de son rôle d'appui au combat ou à l'utiliser à la place de la cavalerie.

En octobre 1925, le Secretary of State for War, Sir Laming Worthington-Evans, annonce que l'Armée britannique constituera une force mécanisée spéciale afin de définir l'organisation idéale d'une division mécanisée. À cette fin, une force mécanisée mixte de deux bataillons du Royal Tank Corps (RTC), une brigade d'artillerie de campagne, un bataillon d'artillerie légère, une compagnie des *Royal Engineers* et un bataillon de mitrailleuses, sont réunis à Tidworth sous le commandement du Colonel R.J. Collins, un officier d'infanterie³¹. Bien qu'on ait envisagé initialement d'attribuer ce poste à Fuller, les demandes quelque peu outrageantes de ce dernier envers ses supérieurs aboutissent à un scandale au terme duquel il est réaffecté à un autre poste après avoir menacé de quitter l'Armée³². La *Experimental Mechanized Force* (EMF) commence son entraînement collectif le 27 août 1927 après un recyclage portant sur l'utilisation de ses nouveaux véhicules. La première série d'exercices, visant à confirmer les qualités de la force, font conclure aux commentateurs militaires que la mécanisation a permis à la EMF d'exécuter ses tâches de façon plus efficace. Les partisans de la guerre blindée, toutefois, sont frustrés en constatant l'inaptitude, selon eux, des commandants à maîtriser toutes les capacités de la force. Affecté à la couverture des exercices pour le *Daily Telegraph*, Liddell Hart écrit ce qui suit : « On peut se demander si elle [la EMF] a tenté quoi que ce soit que n'auraient pas pu exécuter des troupes ordinaires de même configuration ». Par conséquent, bien que les forces mécanisées soient plus efficaces au combat, on continue de les utiliser conformément à la doctrine stratégique que les théoriciens de la guerre blindée jugeaient défavorable à la nation³³.

L'année suivante, la EMF, renommée la *Experimental Armoured Force* (EAF), participe à un plus grand nombre d'exercices visant à vérifier ses capacités. Un exercice en particulier attire l'attention des observateurs : la EAF se voit attribuer la tâche d'attaquer les lignes de communication des forces ennemis pendant que le gros des forces immobilise sa contrepartie ennemie.



Char Mark II d'avant-guerre : Quoique le char fut accepté dans l'Armée britannique, ce ne fut pas le cas pour les idées plus radicales sur la manière dont cette machine pouvait transformer la conduite de la guerre. (Avec la permission du l'auteur)

L'exercice s'avère un succès retentissant, la EAF effectuant même un franchissement d'assaut d'un cours d'eau dans des conditions très difficiles. Cependant, encore une fois les partisans de la guerre blindée éprouvent de la frustration en constatant ce qu'ils croient être un manque de vision de la part des commandants de la force. Liddell Hart se plaint que Collins, en décrivant l'opération comme un « raid », sous-estime l'efficacité de telles opérations³⁴. Si la EAF avait été employée de façon plus agressive et si son effectif avait été plus important, Liddell Hart affirme que, loin d'être un simple inconvénient pour l'ennemi, ce « raid » aurait été décisif. « Il faut donner des proportions efficaces à la force blindée. Si elle est maintenue à l'état d'un simple jouet et si l'on continue de lui donner un entraînement proportionnel à l'ensemble de la force, elle ne pourra qu'effectuer des raids, dommageables soit, mais rarement décisifs³⁵ ». Cette affirmation contredit carrément le Lieutenant-général Burnett-Stuart, dont la note sur le sujet (et plus tard la conclusion officielle de l'Armée de terre) conclut que la EAF a été essentiellement limitée au rôle de force d'incursion et n'a pas été considérée elle-même comme une force décisive³⁶.

Les succès de la EAF au cours de ces exercices ont persuadé l'Armée de terre britannique d'adopter ce qui est éventuellement devenu le « concept de cavalerie » des forces blindées.

lourde durant l'ère napoléonienne : comme une force de choc servant principalement à effectuer des raids et à appuyer les assauts de l'infanterie. Les chars légers, à l'instar de la cavalerie légère, doivent être employés comme écrans ou comme éléments de reconnaissance. Si, contrairement au « concept de cavalerie » — qui n'accepte pas cette possibilité, — on utilise les forces de chars pour contourner les flancs de l'ennemi et attaquer ce dernier dans ses zones arrière, on le fait uniquement pour causer des dommages à l'adversaire et non pour atteindre un point décisif. Les conservateurs soutiennent que le point décisif est atteint grâce aux attaques de l'infanterie, appuyée des chars, menées contre le gros des forces ennemis³⁷.

Malgré la propagation du « concept de cavalerie » au sein de l'Armée de terre, les convertis à la théorie de la guerre blindée défendent toujours leurs idées. En 1929, un soldat de carrière, Charles Broad, publie un manuel, qui plus tard sera connu sous l'appellation de « Purple Primer », dans lequel il décrit les théories de Liddell Hart et de Fuller et met de l'avant ses propres idées concernant l'organisation d'une force blindée. Dans son manuel, il propose également une série de drills de combat destinés aux unités blindées, dont un grand nombre sont toujours reconnaissables aujourd'hui³⁸. Broad a l'occasion de confirmer ses théories en 1931, alors qu'on lui confère le commandement de la Première brigade du Royal Tank Corps (RTC), nouvelle unité mise sur pied à titre temporaire. Après avoir rompu sa brigade aux drills de combat au niveau du bataillon, Broad dirige un exercice de brigade qui connaît un grand succès, succès auquel, malheureusement, très peu de gens portent attention³⁹.

En 1934, P.C. Hobart, commandant de char expérimenté et promoteur de la théorie de la guerre blindée, se voit attribuer le commandement de la Première brigade du RTC, désormais permanente. À la fin de 1934, au terme d'une série d'exercices réussis, la brigade, appelée « Force mobile », est combinée à des unités mécanisées de la 7th Infantry Brigade en prévision d'un dernier exercice dirigé par George Lindsay. Convaincu qu'en raison de ses récents succès,

la brigade de chars n'a pas su voir ses points faibles et préoccupé par le moral des unités non mécanisées qui ont pris part à l'exercice, le Lieutenant-général Burnett-Stuart, directeur de l'exercice, décide d'imposer un certain nombre de restrictions aux plans de Lindsay, restrictions qui mettent délibérément en lumière les points faibles de la force mobile. Lindsay est, en outre, désavantagé sur un autre plan : il vient de constituer l'état-major de sa nouvelle force il y a quelques jours à peine. L'exercice se solde donc par un échec pour les partisans de la guerre blindée. La force de Lindsay, obligée de se déplacer pendant le jour à cause des restrictions imposées par Burnett-Stuart, est découverte par la reconnaissance aérienne et attaquée par des aéronefs alors qu'elle se dirige vers ses objectifs. Lorsqu'on lui ordonne de se désengager, Lindsay fait face à d'autres difficultés alors que le commandant de la force opposée, utilisant ses quelques unités mécanisées, bloque l'itinéraire de retraite de Lindsay après avoir obtenu des renseignements provenant d'avions⁴⁰.

Dans sa critique de l'exercice, Burnett-Stuart blâme Hobart et Lindsay d'avoir sous-estimé les capacités de l'ennemi et de ne pas avoir dispersé leurs formations face à la menace d'attaque aérienne. Il les blâme également de s'en être trop tenus à une chaîne d'approvisionnement vulnérable. Toutefois, Burnett Stuart les félicite d'avoir fait le maximum malgré les restrictions qu'il avait imposées⁴¹. Malheureusement, le débriefing de Burnett-Stuart n'a pas été diffusé et a eu deux conséquences. Première conséquence : on accuse Burnett-Stuart d'avoir délibérément tenté de saboter toutes les chances de succès de la force mobile à cause de ses idées personnelles. Selon Liddell Hart, cette façon d'agir de Burnett-Stuart a eu comme effet à long terme de créer une attitude négative dans l'Armée de terre tant envers la mécanisation que les formations blindées alors que l'Allemagne développe et agrandi ses propres forces blindées. Cette interprétation semble quelque peu exagérée, car il n'est pas certain que même si l'Armée avait été entièrement d'accord avec l'idée de la division mobile (fondée sur la force mobile de Lindsay), elle n'aurait pas été en mesure d'opposer à l'Allemagne une division blindée aussi puissante que celle des Allemands en 1939. Deuxième conséquence : l'exercice, connu sous l'appellation de « Bataille de Hungerford », prouve à un grand nombre qu'une force blindée manœuvrant dans les zones arrière ennemis est vulnérable et qu'en conséquence, la théorie de la guerre blindée est foncièrement boiteuse. Comment pourrait-on attaquer le « cerveau » de l'ennemi lorsque l'instrument essentiel de cette attaque est vulnérable aux forces non mécanisées? Le « concept de cavalerie » appliqué à l'emploi des forces blindées ainsi que la stratégie de l'attrition ont, par conséquent, été renforcés juste au moment où la Grande-Bretagne entreprenait un projet de réarmement limité⁴².

En novembre 1933, constatant que la situation internationale se détériore, le gouvernement britannique établit un *Defence Requirements Committee* (DRC) (comité des besoins en matière de défense) formé de nombreux chefs militaires et hauts fonctionnaires de la Trésorerie et du *Foreign Office*. Le comité reçoit comme mandat d'examiner les lacunes dans les trois services militaires et d'établir des programmes visant à les corriger. L'état-major général de l'Armée de terre propose au comité un plan prévoyant la poursuite de la mécanisation et de la modernisation de l'Armée au coût de 40 millions de livres⁴³. Nombre de ministres du cabinet s'opposent à l'octroi de cette somme, qui, selon l'état-major général, correspond néanmoins à un montant réaliste que peut verser le *War Office* sans porter préjudice aux autres besoins essentiels. Plus tôt cette même année, le gouvernement britannique avait entériné une politique générale de défense et de dissuasion qui plaçait l'Armée dans une position nettement désavantageuse. Advenant le déclenchement des hostilités en Europe, la *Royal Navy* et la *Royal Air Force* (RAF) constitueraient un mur isolant la Grande-Bretagne de l'Europe, alors que la RAF menacerait de

bombardements stratégiques tout ennemi potentiel. Entre-temps, l'Armée de terre fournirait des dispositifs antiaériens et des garnisons pour la défense des possessions outre-mer⁴⁴. Bien que les soldats fassent valoir que les Pays-Bas, s'ils étaient perdus, offriraient à tout adversaire potentiel une base à partir de laquelle lancer des attaques aériennes et éventuellement, une invasion trans-Manche, leurs avertissements sont largement ignorés. À la lumière de son rôle restreint dans le cadre de cette politique, le comité ne peut qu'accorder 20 millions de livres à l'Armée pour qu'elle s'améliore⁴⁵. Par conséquent, malgré le fait que les années 1933 et 1934 marquent le début d'une période de hausses budgétaires pour l'Armée, ces augmentations demeurent néanmoins insuffisantes pour répondre à tous les besoins de l'Armée.

Vers 1936, on alloue d'autres fonds à l'Armée à cause de la menace grandissante de l'Allemagne nazi en Europe. Toutefois, la majorité de ces fonds sont affectés à des programmes visant à terminer la mécanisation de l'infanterie, du corps des transmissions et de l'artillerie au lieu d'être consacrés à l'amélioration de la force de chars britannique. Entre-temps, les exercices tenus par le RTC démontrent la nécessité d'obtenir de nouveaux chars, car des problèmes mécaniques causés par l'usure commencent à avoir une incidence sur l'instruction. Donc, en octobre 1936, le chef de l'état-major général impérial, le Général Sir Cyril Deverell, met de l'avant une proposition visant à « mettre à jour » les forces blindées britanniques. On demande quatre types de chars particuliers : un char léger pour la cavalerie (qui est en voie de se mécaniser), un « char de bataille » destiné au RTC en remplacement des anciens chars légers, un nouveau char moyen réservé au RTC et un « char d'infanterie » destiné aux bataillons d'appui d'infanterie du RTC. Au total, la proposition nécessite la production de 2 030 véhicules⁴⁶.

Le plan de Deverell ne signifie pas la victoire des fervents de la guerre blindée. Les chars de bataille légers et les chars moyens, les seuls véhicules dotés d'une portée et d'une puissance de tir suffisantes pour percer les lignes de l'ennemi et attaquer ses réseaux de commandement et de logistique, ne représentent qu'un quart des véhicules demandés et, qui plus est, ne sont que des véhicules de remplacement et non des véhicules de renfort. Les chars légers, dont le blindage et l'armement sont trop légers pour qu'ils puissent servir de véhicules de renfort, et les chars lourds de l'infanterie, trop lents et nécessitant du soutien logistique pour se déplacer en zone arrière ennemie, représentent les trois quarts de la demande. Le plan de Deverell ne vise pas à écarter l'Armée de terre de la doctrine stratégique de l'attrition, mais de la doter d'un équipement à jour⁴⁷.

En mai 1937, Leslie Hore-Belisha, jeune politicien énergique, est nommé au poste de *Secretary of State for War*. Bien qu'il ait été major au cours de la Première Guerre mondiale, il n'a que peu d'expérience des questions militaires et s'en remet dans une large mesure aux conseils de Liddell Hart, qu'il rencontre peu après sa nomination. Profitant de cet avantage, Liddell Hart commence à faire pression sur le nouveau secrétaire pour qu'il nomme des hommes « de même sensibilité » à des postes d'influence au *War Office*, plaçant ainsi le secrétaire en conflit avec Deverell⁴⁸. Après avoir écarté ce dernier en raison de son opposition à la politique d'« engagement limité », dont les défenseurs soulignaient la nécessité pour la Grande-Bretagne d'éviter tout engagement militaire terrestre en Europe, Hore-Belisha, prenant conscience de sa réputation de « marionnette » de Liddell Hart, commence à prendre ses distances⁴⁹. Par conséquent, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, les partisans de la théorie de la guerre blindée se trouvent dissimilés dans l'ensemble de l'Armée de terre et n'occupent pas de postes de haut commandement comme l'aurait souhaité Liddell Hart.

Alors que Liddell Hart fait pression sur le nouveau secrétaire, des difficultés commencent à surgir au chapitre de l'acquisition des chars. Des problèmes avec la Trésorerie quant aux coûts de la proposition de Deverell, joints au processus complexe de réoutillage des usines en vue de la fabrication des nouveaux chars, conduisent à des problèmes de production. Bien que le char léger entre rapidement en service et commence à être introduit dans les unités, l'usine de fabrication du char de bataille doit cesser sa production, ce qui laisse l'Armée de terre avec un grand nombre de chars légers, mais très peu de chars moyens ou de chars de bataille. Face à ce déséquilibre, on prend la décision de maintenir les exercices au cours de l'année d'instruction de 1938, aux niveaux de la brigade et inférieurs, car les véhicules destinés à la brigade de chars et aux bataillons d'appui de l'infanterie n'ont pas été livrés⁵⁰.

À la suite de la crise de Munich et de l'occupation de l'ensemble du territoire tchécoslovaque au début de 1939 par les troupes de Hitler, on abandonne la politique d'« engagement limité » et on formule des plans précis de mise sur pied d'une force expéditionnaire continentale, car on estime que la perte de la Tchécoslovaquie, alliée de la France, augmente les risques d'invasion de cette dernière⁵¹. Au grand dam des fervents des chars, on établit également des plans visant à augmenter considérablement la taille des armées territoriale et régulière et, pour ce faire, on instaure la conscription en avril 1939. Liddell Hart considère ce geste comme un premier pas vers le retour à une armée de masse et comme une entrave à la modernisation. « Les efforts militaires et industriels de la Grande-Bretagne sont maintenant axés sur la production d'une armée de masse au lieu d'une force mécanisée de haute qualité⁵² ». Selon Liddell Hart, la Grande-Bretagne risque de revenir lentement à la mentalité d'une armée de masse qui lui a coûté très cher au cours de la Première Guerre mondiale et, ce faisant, d'anéantir tous les progrès que les partisans des chars et de la guerre blindée ont fait depuis 1919.

L'expansion massive de l'Armée a eu un certain nombre d'effets néfastes. Premièrement, elle a nui à l'amélioration des forces mécanisées déjà établies en mettant en veilleuse la proposition d'acquisition d'équipement déjà négligée de Deverell. Au début de la guerre, aucun char de bataille n'avait été livré, et seulement 196 des nouveaux chars légers avaient été reçus. L'élément blindé mal équipé de la *British Expeditionary Force* (BEF) (Force expéditionnaire britannique) se rend en France pour faire face aux forces modernes de l'armée allemande malgré le fait que les Britanniques aient tenté de moderniser leurs forces de chars au cours des trois dernières années⁵³. Deuxièmement, toujours en raison de l'expansion massive de l'Armée de terre, on a dû annuler par manque de ressources une série de manœuvres de grande échelle visant à initier une nouvelle génération d'officiers de haut rang à la guerre mécanisée (malgré la tendance « attritionniste »). Les changements d'équipement survenus depuis l'exercice de grande envergure tenu en 1935 ont radicalement modifié les capacités des forces britanniques. Malheureusement, les officiers supérieurs n'ont jamais eu la chance de vérifier ou d'éprouver ces nouvelles capacités. Ils ont dû s'en tenir à une série d'exercices sur carte de valeur contestable. Plusieurs mois plus tard, ces mêmes officiers seraient à la tête de la BEF en France, livrant un combat contre une armée dont ils comprenaient mal les capacités⁵⁴.

Si les Britanniques n'ont pas réussi à adopter la théorie de la guerre blindée comme doctrine stratégique, ce n'est pas parce que des réformateurs éclairés n'ont pas su convaincre une chaîne de commandement fermée et réactionnaire, ni parce que des factions opposées ont débattu

Selon Liddell Hart, la Grande-Bretagne risque de revenir lentement à la mentalité d'une armée de masse qui lui a coûté très cher au cours de la Première Guerre mondiale

sans succès de la pertinence de recourir aux chars. C'est plutôt l'histoire d'une armée réceptive qui, par expérimentation, en est arrivée à une conclusion sur l'utilisation des chars et la mécanisation, qui s'inscrit dans la suite logique de ce qu'elle jugeait être les saines leçons de doctrine retenues de la Première Guerre mondiale. L'erreur de l'Armée britannique n'est pas due à une absence d'esprit d'innovation, mais à un manque d'audace dans le domaine de la pensée doctrinale. Elle a refusé de faire un acte de foi en adoptant une nouvelle arme et, ce faisant, elle a été vaincue en 1940. Avant sa victoire à Gazala en 1942, Rommel écrit ce qui suit : « D'après mon expérience, ce sont les décisions audacieuses qui sont les meilleures garanties de succès⁵⁵ ». Si l'Armée britannique avait tenu un tel propos, son rendement en mai 1940 aurait peut-être été différent. Dans notre quête actuelle sur la meilleure façon de préparer l'Armée aux guerres du futur, il nous incombe de retenir la présente leçon.

Au sujet de l'auteur...

Le Capitaine Andrew Duncan possède une maîtrise dès Arts en histoire de l'Université de Toronto et est officier d'infanterie de la Réserve du Toronto Scottish Regiment (Queen Elizabeth the Queen Mother's Own). Il s'est enrôlé dans les FC en 1994 et a pris part au PIR O en 1997. Il est actuellement employé à titre d'officier d'administration de la compagnie Delta, 2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, et participe à la ROTO 12 de l'OP PALLADIUM. L'article qui précède s'inspire de sa thèse de maîtrise.

NOTES

1. Sir Basil Henry Liddell Hart, *Memoirs*, Volume 1, London, 1965, p. 77.
2. Par exemple, voir W.D. Croft, "The Application of Recent Developments in Mechanics and Other Scientific Knowledge to Preparation and Training for Future War on Land," *The Journal of the Royal United Services Institute*, vol. 65, 1920, et R.J. Collins, "The Experimental Mechanized Force," *Royal Artillery Journal*, vol. 55, 1928.
3. Edward Spiers, "The Late Victorian Army 1868-1914," *The Oxford History of the British Army*, Ed. David Chandler, Oxford: Oxford University Press, 1994, p. 203-210.
4. Robert Larson, *The British Army and the Theory of Armoured Warfare*, 1918-1940, Toronto: Associated University Presses, 1984, p. 49-50.
5. *Ibid.*, p. 50.
6. *Ibid.*, p. 65.
7. Hew Strachan, *European Armies and the Conduct of War*, London: George Allen and Unwin, 1983, p. 150-151.
8. John Mearsheimer, *Liddell Hart and the Weight of History*, Ithaca: Cornell University Press, 1983, p. 19-26.
9. J.F.C. Fuller, *Armoured Warfare*, reprint, Westport: Greenwood Press, 1983, p. 2.
10. Sir Basil Liddell Hart, *Paris; Or the Future of War*, New York: Garland Publishing Inc., 1972, p. 18-19.
11. *Ibid.*
12. *Ibid.*, p. 3-4.
13. Fuller, p. 4.
14. Liddell Hart, p. 31-34, 56-62.
15. *Ibid.*, p. 37-53.
16. Sir Basil Liddell Hart, *The British Way in Warfare*, London: Faber and Faber Ltd., 1932, p. 99-114.
17. *Ibid.*
18. Larson, p. 92.
19. J.F.C. Fuller, *Tanks in the Great War*, London: Hutchinson and Co., 1920, p. 312.
20. Larson, p. 95.
21. Hart, *Paris*, p. 62-69.
22. *Ibid.*, p. 37-42, et Fuller, *Armoured*, p. 37-39.
23. Mearsheimer, p. 47.

24. *Ibid.*, p. 47-49.

25. Azar Gat, *British Armour Theory and the Rise of the Panzer Arm*, Oxford, 2000, p. 5-8.

26. *Ibid.*, p. 121-123.

27. Harold Winton, *To Change an Army*, Lawrence: University Press of Kansas, 1988, p. 30.

28. Larson, p. 113.

29. Gifford Le Q. Martel, *In the Wake of the Tank*, London: Sifton Praed and Company, 1931, p. 94-99.

30. Winton, p. 30.

31. *Ibid.*, pp 149-150.

32. Wright, p. 143.

33. Larson, p. 138-141.

34. *Ibid.*, p. 143-144.

35. *Ibid.*, p. 143.

36. Winton, p. 95.

37. Larson, p. 149.

38. Winton, p. 112-114.

39. *Ibid.*, p. 116-119.

40. Winton, p. 179-183.

41. *Ibid.*

42. Larson, p. 166-167.

43. Bond, p. 263-264..

44. Barry Posen, *The Sources of Military Doctrine*, Ithaca: Cornell University Press, 1984, p. 141-146, 163-178.

45. Elizabeth Kier, *Imagining War*, Princeton: Princeton University Press, 1997, p. 117-118.

46. Larson, p. 188-192.

47. *Ibid.*

48. Bond, p. 266-269.

49. Mearshiemer, p. 168-169.

50. Larson, p. 200-203.

51. Posen, p. 176-178.

52. Larson, p. 220-221.

53. Bond, p. 267-269.

54. Larson, p. 221.

55. *The Manoeuvrist Approach in Operations*, CD-ROM, Version 1.1, London: Director-General Doctrine and Dissemination, British Army, 1993.

PROCHAINE ÉTAPE : L'ARMÉE DE TERRE DE DEMAIN

par le capitaine Christopher Hunt

INTRODUCTION

La transformation de l'Armée de terre a pour but de remplacer l'organisation de l'époque de la guerre froide par une force expéditionnaire plus pertinente sur le plan stratégique. Le présent exposé étudie les initiatives de transformation de l'Armée de terre canadienne et de l'armée américaine visant à créer des forces de campagne pertinentes sur le plan stratégique.¹

Il est mentionné dans le document *Engagés vers l'avant : La stratégie de l'Armée de terre* que l'Armée de terre canadienne sera pertinente sur le plan stratégique, décisive sur le plan tactique, axée sur la connaissance et sur le commandement, de capacité moyenne et adaptée à l'âge de l'information. Une force moyenne exploite la technologie pour atteindre de hauts degrés de légalité et de protection, précédemment assurés par la masse physique (puissance de feu et

arme blindée) et offre ainsi une meilleure capacité de réaction stratégique, une plus grande agilité opérationnelle et tactique et une puissance de combat accrue. La masse physique des systèmes d'armes et des ressources de maintien en puissance se trouve réduite par l'utilisation de systèmes d'information et de communication techniquement avancés qui permettent un effort et des effets précis.² La transformation de l'Armée de terre d'aujourd'hui en Armée de terre de demain³ est un processus qui devient de plus en plus complexe à mesure que l'orientation stratégique présentée dans le document *Engagés vers l'avant : La stratégie de l'Armée de terre* devient une réalité opérationnelle. Cette concrétisation doit tenir compte de trois grands facteurs.

Tout d'abord, l'expérience de l'Armée de terre canadienne depuis la fin de la guerre froide et les pronostics sur l'environnement de sécurité de l'avenir laissent croire que la majorité des missions futures seront probablement des opérations de

stabilisation caractérisées par des conflits de profil 2 plutôt que par des conflits de profil 1.⁴ Les concepts d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne devraient donc être principalement axés sur les opérations de stabilisation et comprendre le maintien d'une capacité secondaire pour la participation efficace à des opérations de guerre mécanisées. Ensuite, en raison du caractère unique de ses concepts de mise sur pied et d'emploi d'une force, l'Armée de terre canadienne doit rester indépendante sur le plan de la doctrine; nous devrions toutefois collaborer avec nos alliés autant que possible en ce qui a trait au développement technologique. Finalement, les concepts de l'Armée de terre de demain doivent appuyer la mise sur pied d'une force d'une manière qui équilibre les besoins d'instruction propre au groupe professionnel (économies possibles) et les besoins d'instruction interarmes, ce qui signifie que le système régimentaire devra évoluer.

Les concepts d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne devraient donc être principalement axés sur les opérations de stabilisation et comprendre le maintien d'une capacité secondaire pour la participation efficace à des opérations de guerre mécanisées.

LES OPÉRATIONS CANADIENNES AU 21^E SIÈCLE

Sur le plan intellectuel, l'Armée de terre canadienne a eu de la difficulté à oublier la guerre froide, malgré l'expérience opérationnelle acquise au cours des dix dernières années et même avant. Notre doctrine, notre instruction et notre perception de notre « véritable rôle » ont été axées sur les combats contre les régiments et divisions d'infanterie motorisés, et c'est encore souvent le cas aujourd'hui. Nous nous sommes préparés pour de « grandes batailles » alors que nos missions consistaient principalement en conflits de faible intensité et en opérations de stabilisation. On reconnaît généralement que l'environnement de sécurité de l'avenir continuera probablement de générer surtout des missions de stabilisation et des conflits de faible intensité et que les vastes opérations mécanisées demeureront rares.⁵ La structure et l'instruction de l'Armée de terre canadienne de demain doivent tenir compte de cet environnement plutôt que d'être axées sur le rôle prévu durant la guerre froide, soit de grandes opérations de guerre mécanisées.⁶ On dit souvent que des soldats entraînés pour la guerre peuvent être rapidement entraînés pour des missions de maintien de la paix et des opérations hors guerre (OHG), mais que le contraire n'est pas vrai. Je suis d'accord, mais je crois que notre instruction au combat devrait être davantage orientée sur les actions tactiques au niveau subalterne contre une grande variété de menaces plutôt que sur les redoutables patrouilles de reconnaissance (reco) de combat mécanisées traditionnelles et détachements de sécurité avancés des Fantasiens, des Krasnoviens, de la FORENGEN et de l'Alliance du Triple Compact nouvellement formée.

Traditionnellement, les armées mènent des opérations de stabilisation la plupart du temps, et les périodes de guerre, relativement courtes mais intenses, occupent le reste de leur temps. La nature des opérations de stabilisation de nos jours ressemble grandement à la nature des opérations de maintien de l'ordre impériales menées par l'armée britannique au cours du 19^e siècle et au début du 20^e siècle. Bien que les objectifs politiques des missions canadiennes d'aujourd'hui soient très différents de ceux des politiques impériales britanniques du passé, la mission militaire qui consiste à aider les autorités politiques à établir et à maintenir un environnement sûr et sécuritaire est pratiquement la même pour les Forces canadiennes (FC). Le changement de mentalité et de rôles que l'Armée de terre canadienne connaît aujourd'hui peut être comparé à ce qu'a vécu l'armée britannique lors de sa transformation d'armée de l'ère napoléonienne en armée axée sur le maintien de l'ordre impérial. L'analogie s'applique également à l'entre-deux-guerres des années 1920 et 1930 si l'on exclut la menace représentée par la nébulosité croissante⁷ du côté de l'Allemagne nazie.

Les opérations internationales majeures de l'Armée de terre canadienne depuis la guerre froide ont plusieurs caractéristiques communes que l'on retrouvera probablement dans l'avenir. Ces opérations étaient des déploiements stratégiques dont la préparation et le maintien en puissance ont nécessité d'importants mouvements aériens et maritimes. Les forces belligérantes opérant dans les zones d'opérations (Z ops) canadiennes — souvent des terrains complexes comme des montagnes, des forêts et des zones bâties — constituaient des menaces crédibles et bien des fois importantes pour les Forces canadiennes. Lors de nombreuses missions, des combats étaient possibles même s'ils ne faisaient pas partie du mandat, spécialement au niveau de la patrouille, de la section et de la sous-sous-unité. L'infrastructure des théâtres d'opérations était souvent détruite et les forces devaient être maintenues en puissance de façon indépendante. Les opérations étaient surtout exécutées par des groupements tactiques ad hoc. Il faut également souligner que, bien que le Canada ait subi des pertes au cours d'opérations de

profil 2 depuis la fin de la guerre froide sur les dizaines de milliers de Canadiens qui ont servi à l'étranger au cours de cette même période, les forces belligérantes ont rarement visé directement les Forces canadiennes⁸. Il serait extrêmement dangereux d'assumer que cette tendance se maintiendra et de laisser une telle hypothèse influencer la doctrine, l'acquisition d'équipement et, par-dessus tout, l'instruction.

Comme les caractéristiques des opérations précédentes et la « guerre à trois volets », pour reprendre l'expression du Général Krulak⁹, persisteront dans l'environnement de sécurité de l'avenir, l'Armée de terre doit produire des groupements tactiques interarmes robustes, optimisés pour les terrains complexes et dont le maintien en puissance représente un moindre fardeau. Ces groupements tactiques doivent être articulés en fonction de la mission assignée et la « règle de trois » ne devrait être considérée que comme une ligne directrice administrative pour les effectifs d'unité et non une partie intégrante des processus de mise sur pied et d'emploi d'une force pour des missions particulières. Les sections, les pelotons et les sous-unités, à l'occasion, livreront vraisemblablement des « batailles » tactiques lors d'opérations de stabilisation. Les groupements tactiques sont souvent plus concernés par le niveau opérationnel que tactique et même les petites formations comme les brigades sont des unités de niveau opérationnel dans le cadre de la plupart des opérations de stabilisation. En raison du caractère dispersé de l'espace de combat du 21^e siècle et de la nature de la plupart des opérations de stabilisation, les capacités de renseignement, de surveillance et d'acquisition d'objectif (ISTAR) de même que les ressources productrices d'effets doivent se trouver au sein d'éléments tactiques de plus en plus petits grâce à des articulations interarmes et à une stratégie d'acquisitions « de bas en haut ». Une stratégie d'acquisitions « de bas en haut » accorde la priorité aux projets d'immobilisations conçus pour augmenter la capacité de combat intégrée d'éléments qui se situent aux niveaux tactiques les plus bas. Il faudrait également songer à des projets d'immobilisations qui permettraient de réseauter des éléments tactiques pour en faire des capacités employables par les niveaux supérieurs.

Même si elle doit se concentrer sur les opérations de stabilisation, l'Armée de terre doit également maintenir la capacité secondaire de déployer une formation de combat pour des opérations de profil 1 de la brigade de la force de contingence principale (FCP) étant donné que de nombreuses crises depuis la guerre froide auraient pu se développer de telle manière que le gouvernement canadien aurait pu choisir de l'employer : la guerre du Golfe de 1991, l'exfiltration de la FORPRONU de la Bosnie, l'entrée de force au Kosovo et la guerre du Golfe de 2003. Ce type de conflits classiques, bien qu'il soit beaucoup moins courant que les opérations de profil 2, ne disparaîtra probablement pas dans l'avenir. Les tensions régionales actuelles dans la péninsule coréenne et dans le sous-continent indien sont deux exemples de conflits majeurs potentiels. Dans un véritable scénario de défense collective ou si les Forces canadiennes sont engagées dans une campagne de guerre majeure, il est très improbable que nos alliés se contentent de l'engagement de forces canadiennes inférieures à une brigade. Il est possible que se déclenche une guerre à laquelle le Canada devra prendre part. Encore une fois, la Corée offre un exemple frappant. En outre, des capacités habituellement associées aux opérations de profil 1, notamment les systèmes de tir direct et les chars, l'artillerie moyenne et l'artillerie anti-aérienne, pourraient être affectées à des groupements tactiques se déployant dans des missions où l'on a besoin d'elles. Bien qu'il soit mentionné dans le document de la Direction de la doctrine de l'Armée de terre (DDAT) intitulé *L'Armée provisoire : Document de travail sur le concept d'emploi des forces* qu'on peut réduire le risque opérationnel en attachant une force canadienne

aujourd'hui de formations alliées ou de coalitions puissantes qui possèdent des ressources pour les cinq fonctions opérationnelles,¹⁰ la force canadienne, pour être décisive sur le plan tactique, doit avoir des capacités suffisantes de façon à ne pas être dépendante sur le plan tactique des ressources de la coalition pour réaliser ses missions avec succès et éviter les pertes.

ÉQUIPES DE COMBAT DE BRIGADE PROVISOIRES DE L'ARMÉE AMÉRICAINE

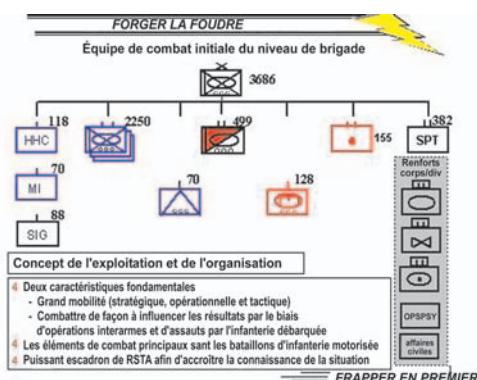


Figure 1 (Avec la permission de la US Army)¹¹

Dans la conception d'une structure de force pour l'Armée de terre de demain, il est logique d'analyser les efforts de transformation de notre principal allié, qui est également la première puissance militaire du monde. L'armée américaine a reconnu l'écart de capacités qui existe entre ses divisions légères rapidement déployables mais légèrement armées et ses divisions lourdes puissantes mais encombrantes sur le plan stratégique. D'ici 2007, l'armée américaine devrait avoir établi sept équipes de combat de brigade provisoires (ECBP), aussi connues sous le nom d'équipes de combat de brigade Stryker (ECBS), pour combler cet écart de capacités. Chaque ECBP est organisée selon la Figure 1.

Les ECBP de l'armée américaine sont conçues, en tant que formations, pour mener des missions comme celles auxquelles les groupements tactiques canadiens ont participé depuis la fin de la guerre froide, mais à plus grande échelle. Il vaut la peine de mentionner quelques caractéristiques des ECBP. La forme de combat décisive adoptée dans la doctrine tactique des ECBP est l'assaut d'infanterie débarquée. Les véhicules blindés légers (VBL) sans tourelle sont considérés comme des transports de troupes blindés (TTB) plutôt que comme des véhicules de combat d'infanterie (VCI) et sont équipés en conséquence.¹² Les VBL Stryker sont munis d'une mitrailleuse lourde (ML) de cal 0,50 ou d'un lance-grenades automatique (LGA) Mk 19 téléguidé depuis le véhicule. Chaque bataillon d'infanterie comprend dix mortiers lourds et l'ECBP comprend un bataillon ISTAR équipé de véhicules aériens téléguidés (UAV), de capteurs au sol télépilotés, de missiles Javelin antichars (AC), de six mortiers de 120 mm et de capacités de reconnaissance nucléaire, biologique et chimique (NBC).¹³

Le but de l'armée américaine consiste à établir une ECBP dans un théâtre en moins de 96 heures et une division en moins de 120 heures. Cependant, une étude menée par la RAND Corporation a conclu que ce but était irréalistique. L'étude a analysé plusieurs scénarios où une ECBP devrait être déployée par transport aérien ou maritime de la zone continentale des États-Unis dans divers points chauds de la planète. Il est apparu que les temps de déploiement par aéronef et par bateau étaient très semblables pour la plupart des scénarios. Le déplacement d'une ECBP de la zone continentale des États-Unis jusqu'au Kosovo prendrait environ 15 jours par transport aérien ou maritime et le déplacement d'une ECBP de la zone continentale des États-Unis jusqu'au Rwanda prendrait 23 jours par transport aérien alors que 29 jours seraient nécessaires pour un déplacement à l'aide d'une combinaison de moyens de transport maritimes et terrestres. Dans le même ordre d'idées, le déploiement d'une ECBP de la zone continentale des États-Unis jusqu'en Corée prendrait 12,8 jours par transport aérien et 12,9 jours par

transport maritime. Dans l'ensemble, le transport maritime est apparu légèrement plus rapide pour les déploiements vers des destinations côtières et le transport aérien plus rapide pour des destinations à l'intérieur des terres. Le prépositionnement d'équipement dans des bases régionales comme à Diego Garcia, à Guam et en Allemagne s'est avéré le moyen le plus efficace de diminuer le temps de déploiement.¹⁴ Les temps de déplacement par transport aérien ont été calculés pour une flotte de soixante C-17 en vol 24 heures par jour. Une autre étude a permis de conclure qu'il serait possible de déplacer un bataillon Stryker vers n'importe quelle destination en 96 heures; l'équivalent de quatre-vingts C-17 serait toutefois nécessaire.¹⁵

L'imposante quantité de ressources stratégiques nécessaires pour déplacer une ECBP donne une idée de la quantité énorme de ressources qui seraient requises pour déplacer rapidement par transport aérien un groupement tactique canadien même si sa taille n'est que le quart de celle d'une ECBP. Le but de la mise en service de forces moyennes qui peuvent être transportées par un C-130 Hercules est discutable. Il faut voir s'il est préférable de pouvoir utiliser des C-130 pour le transport vers le théâtre ou le transport tactique d'un petit nombre de véhicules ou d'augmenter la capacité des véhicules blindés de poids moyen grâce à quelques tonnes de plus. Les forces légères pourraient être clairement différenciées des forces moyennes de la façon suivante : les forces légères devraient être optimisées pour le transport par aéronefs de la taille d'un C-130 et les forces moyennes devraient être conçues pour le transport par aéronefs de la taille d'un C-17 et par bateau.

TRANSPORT STRATÉGIQUE CANADIEN

Si le Canada décide de développer une capacité de transport stratégique intégrée pour les FC, il serait sage de se concentrer sur le transport maritime et de reléguer le transport aérien en deuxième place. Comme il a été précisé plus haut, une quantité énorme de ressources aériennes est nécessaire au déplacement d'une force utilisant des VBL. Même si ces ressources sont disponibles, les limites de la capacité à la tête de pont aérienne rendent le transport maritime concurrentiel et même supérieur au transport aérien. Le prépositionnement

d'équipement, à Montréal et/ou à Vancouver pour ce qui est du Canada, et le maintien de groupements tactiques en état de disponibilité élevé représentent les deux meilleurs moyens de diminuer les délais de déploiement pour les missions. Le concept de Capacité de soutien logistique et de transport embarqués (ALSC) présentement en élaboration par la marine canadienne prévoit une flotte d'au moins trois navires polyvalents qui auraient la capacité de transporter 85 % de la tête d'avant-garde d'un groupement tactique mécanisé et le reste du

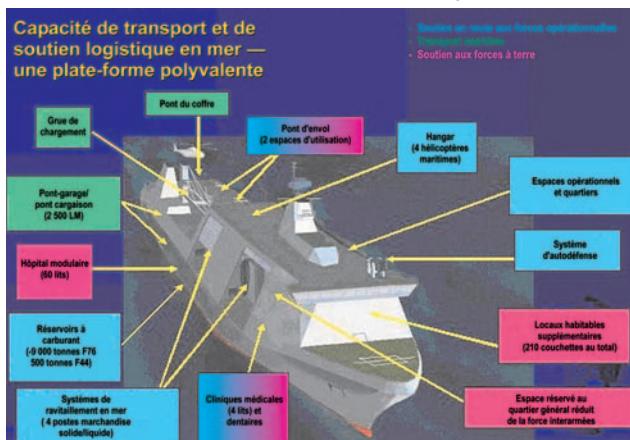


Figure 2 : Capacité de soutien logistique et de transport embarqués¹⁷ (Avec la permission du MDN)

groupement tactique (l'avant-garde) se déplacerait par transport aérien stratégique.¹⁶ Cette capacité offrirait aux FC un véritable transport stratégique intégré pour la première fois depuis des décennies et elle devrait être complètement appuyée par l'Armée de terre. En outre,

l'ALSC compte de nombreuses autres capacités qui seraient extrêmement utiles à toute force interarmées.

OBJECTIVE FORCE

Les ECBP forment la tête d'avant-garde dans le développement de l'*Objective Force (force cible)* de l'armée américaine. L'*Objective Force* combine la rapidité de déploiement des ECBP et la létalité et la surviabilité des formations lourdes. Les deux programmes au centre du concept de l'*Objective Force* sont le système de combat de l'avenir (FCS) et le soldat de l'*Objective Force* (OFW).

Le FCS est un « système de systèmes » qui relie les capteurs aux tireurs et qui reconnaît que le soldat est la pièce centrale du système. Il comprend plus d'une douzaine de variantes d'un même modèle, notamment un TTB, un véhicule de commandement, un mortier, un canon à guidage décalé, un canon à grande vitesse au-delà de la portée optique/à portée optique (aussi appelé système de combat embarqué), un véhicule de reconnaissance et de surveillance, et le Netfires. Le NetFires est un système de « missiles dans un contenant » qui combine dans un seul ensemble des missiles sol-sol et air-sol à portée optique et à guidage décalé. Le programme FCS, première priorité de l'armée américaine,¹⁸ comprend également des robots de reconnaissance armée contrôlés par un véhicule de commandement et utilisés pour des missions de reconnaissance à haut risque. Les plans américains pour ce qui est de développer l'*Objective Force* dépendent du programme FCS, lequel bénéficie d'un budget de 22,7 G\$US pour un programme extrêmement énergique de recherche et d'acquisitions allant de 2004 à 2009, en plus de 3,1 G\$US supplémentaires du budget de recherche en science et technologie de l'armée américaine alloué aux technologies habilitantes du FCS.¹⁹ Le budget est d'abord consacré à la première étape du programme FCS, qui intègre une technologie assez bien maîtrisée aujourd'hui. La deuxième étape du programme FCS inclura des technologies développées au niveau conceptuel et qui sont présentement aux stades de conception et d'ingénierie, comme les canons à rails et les systèmes de protection active capables de contrer les projectiles à énergie cinétique. Les améliorations apportées à la deuxième étape entreront vraisemblablement en service entre 2015 et 2020.²⁰

Le programme OFW est l'équivalent débarqué du programme FCS. Le but consiste à intégrer des soldats à pied dans le système de systèmes qu'est le FCS et à améliorer leur létalité et leur surviabilité individuelles. La suite OFW comprend des communications en réseau et l'intégration au lien capteurs-tireurs, notamment les UAV, la surveillance physiologique et un système de connaissance de la situation intégré. La mise en service de la première étape est prévue pour 2008. Les ajouts de la deuxième étape — camouflage actif, conditionnement microclimatique actif et exosquelette blindé — devraient être mis en service en 2015.²¹

l'*Objective Force* sera composée d'unités d'emploi (UE) et d'unités d'action (UA). Les unités d'emploi sont des quartiers généraux (QG) opérationnels qui combinent les fonctions

OFW étape 1



OFW étape 2



Figure 3 : Soldat de l'*Objective Force* (Avec la permission de la US Army)

d'un QG divisionnaire avec celles d'un élément de commandement national. Les UE peuvent contrôler de nombreuses UA. Les UA sont des équipes interarmes de la taille d'une brigade fondées sur le FCS. L'armée américaine prévoit mettre en service trois UA et une UE par année à partir de 2010.²² Les 62 brigades de combat de l'élément actif et de l'élément de réserve de l'armée américaine devraient être transformées en UA de l'*Objective Force* d'ici 2031.²³ Malgré les ambitieux objectifs de déploiement rapide susmentionnés pour l'*Objective Force*, on se heurte aux mêmes problèmes de déploiement stratégique que pour les ECBP. Ces problèmes sont le manque de moyens de transport aériens stratégiques et le fait que la plupart des aéroports et des ports du monde en développement, où les opérations auront vraisemblablement lieu, sont rudimentaires et ont une capacité limitée.

L'utilisation d'une combinaison de mouvements maritime, terrestre et aérien et le prépositionnement de stocks réduiront quelque peu les problèmes de déploiement, mais les difficultés resteront impressionnantes. Les plans conceptuels pour les UA sont présentés à la Figure 4.

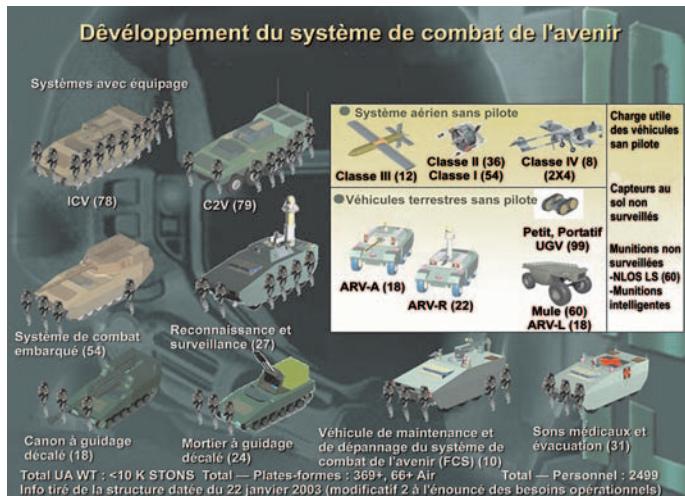


Figure 4 : Le FCS dans une unité d'action²⁴

À noter que les chiffres relatifs au nombre de troupes ne sont pas exactement les mêmes que ceux du diagramme précédent; c'est que la conception de la structure de la force pour les UA est encore en voie d'élaboration et continuera d'évoluer pendant une certaine période.

DERNIÈRES CONSIDÉRATIONS SUR L'*OBJECTIVE FORCE* DES ÉTATS-UNIS

La quantité ahurissante de ressources affectées au projet FCS confirme l'importance que lui accorde l'armée américaine et laisse croire que d'importantes nouvelles découvertes technologiques découlent du programme. Le Canada devrait maximiser sa collaboration avec l'armée américaine dans le programme FCS afin de pouvoir tirer profit des retombées. L'Armée de terre canadienne de demain devrait être conçue de manière à être interopérable avec l'*Objective Force* parce que leur horizon est le même. Il faudrait voir l'Armée provisoire canadienne comme l'armée américaine voit les ECBP, c'est-à-dire la première étape d'un processus plus grand de transformation en une armée expéditionnaire moyenne de l'ère de l'information. L'évolution continue par étapes du FCS souligne le besoin pour le Canada de moderniser continuellement ses systèmes d'armes en raison du développement rapide des technologies si l'Armée de terre canadienne veut être capable de se battre « aux côtés des meilleurs, contre les meilleurs ».²⁵ La transformation de l'Armée de terre n'est pas fixe : il s'agit d'un processus continu qui nécessite un effort soutenu et un apport ininterrompu de ressources. L'équipement acheté aujourd'hui devra être mis à niveau tous les 5 à 10 ans pour demeurer utile et interopérable avec celui de nos alliés.

Le FCS et l'*Objective Force* sont les pièces maîtresses des initiatives de transformation de l'armée américaine. Cependant, le fait que l'*Objective Force* est considérée comme une solution miracle pose problème. Elle est perçue comme une structure de force souple au point de pouvoir venir à bout de tous les types de menaces du spectre d'intensité des conflits, bien que la technologie des drones, à laquelle on accorde une grande importance, ne soit peut-être pas le moyen le plus efficace de mener des opérations de stabilisation. Plutôt que de compter sur un seul type d'unité moyenne pour accomplir toute mission assignée, du secours humanitaire à la guerre, il serait beaucoup plus logique que l'armée américaine continue de déployer une combinaison de forces légères, moyennes et lourdes et de créer des forces opérationnelles hybrides structurées selon les besoins d'opérations et de campagnes particulières lorsqu'elles se présentent. L'idée sage de maintenir quelques forces légères et lourdes en plus d'un noyau de forces moyennes a

Le Canada devrait maximiser sa collaboration avec l'armée américaine dans le programme FCS afin de pouvoir tirer profit des retombées.

reçu beaucoup plus d'attention de la part des chefs militaires et politiques américains depuis la guerre du Golfe de 2003 et il s'agit d'ailleurs d'une des conclusions clés de l'étude de la RAND Corporation sur l'armée américaine et la nouvelle stratégie de sécurité nationale (« *The US Army and the New National Security Strategy* »²⁶). L'approche de l'Armée de terre canadienne est différente puisqu'elle prévoit la création de forces articulées selon la tâche et composées de forces moyennes et légères pour des missions particulières et le recours aux forces lourdes des partenaires de la coalition. Si le Canada a décidé de se fier aux autres pour fournir les forces

lourdes, ce n'est pas parce qu'il rejette la valeur de ces forces, mais parce que le ministère de la Défense nationale (MDN) et le gouvernement canadien ont dû faire des choix difficiles; des capacités telles que les hélicoptères de transport tactique moyens, l'aviation d'attaque, les lance-roquettes et les forces amphibies sont laissées de côté pour les mêmes raisons. Les prochains paragraphes traitent de quelques projets clés amorcés par l'Armée de terre canadienne, mais il n'y est pas question de recommandations précises concernant la structure de l'Armée de terre puisque d'autres s'en sont déjà chargés.²⁷

L'ARMÉE PROVISOIRE CANADIENNE

Le Directeur général — Développement des méthodes de combat de la Force terrestre (DGDMCFT) tente de synchroniser les différents aspects du développement de l'Armée de terre de demain. Le DDAT rédige présentement la doctrine sur la manœuvre des opérations d'information qui devrait augmenter l'agilité grâce à l'adoption d'une doctrine centrée sur le commandement et basée sur la connaissance qui permette l'intégration de l'information à la manœuvre à des niveaux plus bas et la délégation du pouvoir de prise de décisions.²⁸ Comme point de départ, le DDAT a publié L'Armée provisoire : Document de travail sur le concept d'emploi des forces dont le but était de lancer une discussion menant au développement d'un concept d'emploi de la force (EF) pour l'Armée provisoire.²⁹ La majeure partie de la discussion a eu lieu lors de la séance de planification stratégique (SPS) du chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) de novembre 2003.

L'Armée provisoire « est une esquisse ou une description plus précise de ce que sera l'Armée de terre dans cinq ans environ, lorsque les plans et les achats d'équipement autorisés seront mis en œuvre ».³⁰ L'Armée provisoire : Document de travail sur le concept d'emploi des forces

présente les capacités prévues de l'Armée provisoire, la façon dont ces capacités seront utilisées et finalement, les principaux thèmes et les principales questions qu'il convient d'aborder et de régler afin d'élaborer un concept d'EF.³¹ Le principal thème du concept d'EF de l'Armée provisoire est la synchronisation des fonctions opérationnelles, à savoir commander, détecter, agir, protéger et maintenir en puissance, pour permettre à la force canadienne d'accomplir ses missions. Cette synchronisation sera possible grâce à la détection effectuée à l'aide d'un réseau ISTAR robuste, qui fournira à la force, et particulièrement aux commandants, la connaissance de la situation qui permet de prendre des décisions éclairées et de commander les forces plus efficacement grâce à un soutien au commandement et à une technologie de communication efficaces. On accordera davantage d'importance à la détection que par le passé pour comprendre l'ennemi à engager. Il sera ensuite possible d'agir contre l'ennemi en le façonnant à l'aide de tirs de précision à longue distance et de diminuer sa volonté et sa capacité avant de se lancer dans un combat rapproché. Pendant tout ce temps, une plus grande connaissance de la situation nous permettra de mieux protéger nos forces et de les maintenir en puissance plus efficacement. Le concept semble relativement simple pour des opérations de profil 1, mais il devient plus problématique pour des opérations de profil 2,

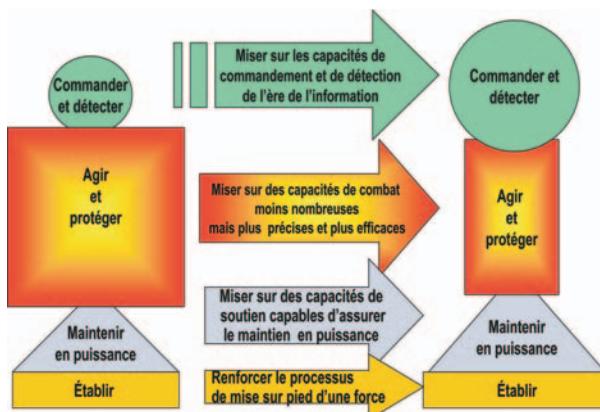


Figure 5 : Transformation de l'Armée — Changement de priorités³²

particulièrement celles en zones urbaines. La Figure 5 fait ressortir le changement dans la mise sur pied d'une force et les capacités entre l'Armée d'aujourd'hui et l'Armée provisoire.

L'investissement dans des capacités de combat moins nombreuses, mais plus précises et efficaces (Figure 5) vise la modernisation de la capacité moyenne de tir direct et indirect de l'Armée de terre (Figures 6 et 7).

Il faut noter que la capacité future de tir indirect (CFTI) de l'Armée provisoire est conçue dans le but de remplacer les obusiers automoteurs M109 présentement en service. Les canons et mortiers légers continueront d'être utilisés par l'Armée provisoire pour fournir un appui rapproché indirect aux forces de manœuvre.³³

Les plans des systèmes moyens de tir direct et indirect montrent que l'Armée de terre canadienne s'engage à conserver une capacité de combat efficace pour les opérations tactiques de profil 1 sur de vastes étendues. L'utilité de ces systèmes en terrain urbain est moins évidente. Plus particulièrement, la capacité d'un canon automoteur (CAM) de

« Système » de tir direct moyen



Figure 6 : Système moyen de tir direct³³

fournir un « appui-feu efficace en combat rapproché » et d'échapper à la destruction en terrain urbain comparativement aux chars de combat principaux (CCP) soulève d'importantes préoccupations opérationnelles à propos de son emploi. Toute faiblesse du CAM rendra beaucoup plus difficile et peut-être plus coûteuse la tâche de l'infanterie qui consiste à aborder l'ennemi et à le détruire. Pour cette raison, l'armée australienne a récemment annoncé qu'elle recommandait l'achat de 60 CCP Abrams au coût de 600 M\$AUS (environ 510 M\$CAN) à son gouvernement.³⁶ Il n'en demeure pas moins que l'infanterie est la clé des opérations de profil 2. Le Général Dennis J. Reimer, ex-chef d'état-major de l'armée américaine, a un jour fait la déclaration suivante : « Vous pouvez bombarder une nation jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien, mais si vous voulez la sauver, vous devez envoyer des soldats sur le terrain. »³⁷ D'après les plans pour l'Armée provisoire, l'infanterie serait également modernisée et recevrait du nouvel équipement (Figure 8). La puissance de feu de l'infanterie et, par le fait même, de l'équipe interarmes, sera grandement augmentée par l'acquisition d'un LGA qui deviendra l'arme d'interdiction de zone de compagnie (AIZC) et du système d'arme antiblindé portatif amélioré (SAAPA), c'est-à-dire un missile antichar autonome après tir et portatif d'une portée de plus de 2 km.

DÉVELOPPEMENT DE L'ARMÉE DE TERRE DE DEMAIN

En plus des plans actuels pour l'Armée provisoire, l'investissement par l'armée américaine de 25,8 G\$US en recherche et développement (R&D) et en acquisition pour le programme FCS en 2004-2009 dans un effort sans précédent pour commencer la transformation vers une Objective Force³⁹ aura vraisemblablement des effets importants sur le développement des

forces pour le Canada et chez les autres alliés des États-Unis. Les récents programmes d'acquisition d'équipement du Canada et ceux pour l'Armée provisoire influeront sûrement sur le développement de l'Armée de terre de demain. Par exemple, personne ne conteste que le VBL III restera presque certainement en service durant au moins 20 ans encore. Un second regard aux principaux programmes d'acquisition de l'Armée provisoire permet

Système moyen de tir direct :

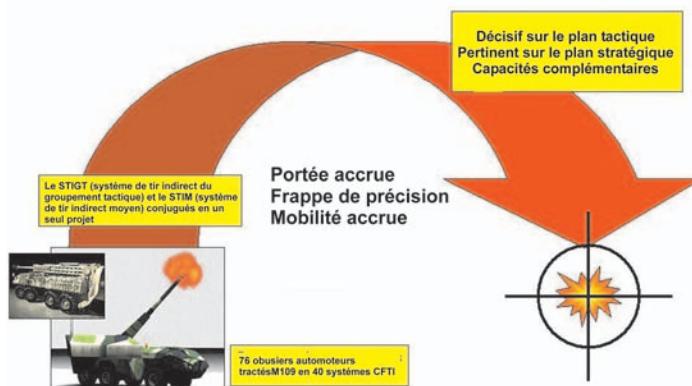


Figure 7 : Système moyen de tir indirect³⁴

de recommander la prochaine étape de l'évolution qui devrait avoir lieu d'ici 2015.

Les plus importantes améliorations apportées au système moyen de tir direct touchent les munitions. De nouvelles munitions perfectionnées — obus et missiles — sont en cours de développement pour le programme FCS.⁴¹ Étant donné que l'armée américaine développe cette nouvelle génération de munitions, le Canada devrait en acheter pour améliorer sa capacité de combat et son interopérabilité avec les États-Unis et ses autres alliés. Des mises à niveau

Améliorations apportées à la compagnie d'infanterie :

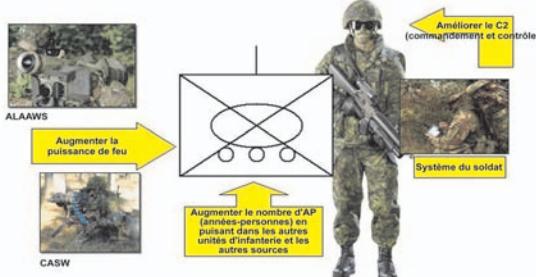


Figure 8 : Améliorations apportées à la compagnie d'infanterie³⁸

enne et pour l'attaque des missiles à guidage décalé au fur et à mesure que de meilleurs missiles de tir direct deviennent disponibles pour le VBL antichar (AC). Tous les VBL pourraient tirer avantage des améliorations apportées aux moteurs, à la suspension et à la protection dans le cadre du programme FCS. Le système de tir indirect proposé à la Figure 10 pourrait également profiter des munitions et de la technologie du FCS CFTI et VBL VEM.⁴² D'autres améliorations pourraient être apportées à l'infanterie grâce à l'intégration de la technologie développée à partir du programme OFW de l'armée américaine.

En plus des avancées technologiques, de nombreux autres facteurs façoneront l'Armée de terre de demain. Les réalités démographiques et géopolitiques canadiennes rendent indispensable la présence de l'Armée de terre partout au Canada. La culture de l'Armée de terre, même dans sa forme actuelle, aura un effet sur le développement de la force étant donné que les modèles d'Armée de terre de demain tentent d'inclure au moins quelques aspects du système régimentaire et de mieux intégrer les forces de réserve. Les ressources budgétaires, et une volonté politique, influeront également sur l'étendue et le rythme de la transformation de l'Armée de terre. Avec un peu de chance, un examen de la politique de défense aura lieu dans un proche avenir afin d'orienter clairement les tâches et les rôles de l'Armée de terre et la manière d'accomplir les missions. Le caractère unique de l'expérience et de la culture de l'Armée de terre canadienne explique la nécessité d'une doctrine et d'un concept de mise sur pied d'une force différents de ceux des États-Unis, même si notre équipement est semblable et que nous prévoyons l'interopérabilité avec leurs formations.

Le système régimentaire canadien évoluera à mesure que de nouvelles générations de systèmes entreront en service au Canada; les militaires en service aujourd'hui

pourraient s'avérer nécessaires pour les systèmes de commande de tir; cependant, elles devraient être plutôt mineures. Sur un plan plus ambitieux, les CAM devraient être modifiés afin d'intégrer une nouvelle technologie de puissance de feu et de protection développée à partir du système de combat embarqué du FCS. En fait, on peut avancer que le CAM n'offrira pas une performance tactique égale ou supérieure à celle du Leopard C2 avant que les mises à niveau du FCS améliorent sa surviabilité, sa puissance de feu et ses munitions. Le VBL à effets multimission (VEM) devrait être employé principalement en défense antiaérienne.

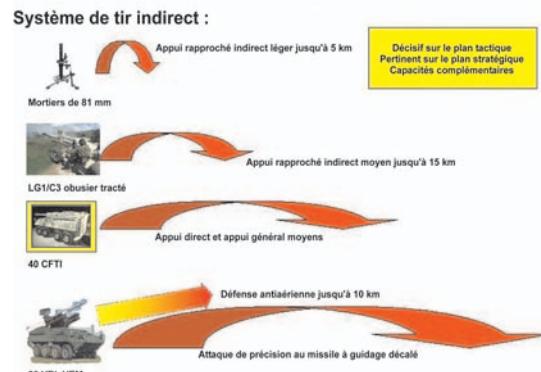


Figure 9 : Système de tir indirect de l'Armée de terre de demain⁴³

devraient toutefois facilement le reconnaître, même dans dix ans. En raison de la complexité accrue des armes et des autres systèmes du soldat, plus de temps et d'efforts devront être investis dans l'instruction propre au groupe professionnel pour empêcher l'érosion des compétences et préparer les militaires à l'instruction interarmes. Cette complexité touchera les troupes débarquées et embarquées. Une spécialisation plus importante que par le passé pourrait devenir nécessaire pour maximiser l'efficacité de l'instruction et diminuer les coûts. Par exemple, les équipages de VBL pourraient devenir des équipages de blindé ou être regroupés dans un groupe professionnel distinct au fur et à mesure que l'enseignement des compétences de membre d'équipage se complexifiera, particulièrement une fois que des systèmes d'armes modulaires seront mis en service et utilisés par les VBL.⁴⁴ Les équipages de VBL pourraient même former un peloton de VBL à l'intérieur de chaque compagnie d'infanterie. L'instruction de l'infanterie débarquée sera également plus poussée en raison de l'utilisation de systèmes de plus en plus complexes et de l'importance accrue accordée aux opérations urbaines et nocturnes. Dans un tel scénario, ces soldats seraient toujours des membres du régiment d'infanterie qu'ils servent et porteraient l'insigne métallique de coiffure et le béret vert. Sur le plan culturel, l'Armée de terre doit se faire à l'idée que le code de groupe professionnel militaire (CGPM) ne détermine pas nécessairement l'insigne à porter. Par ailleurs, le Corps blindé pourrait être divisé en deux branches selon les spécialités régimentaires, surtout si les CAM et les VBL sont concentrés dans une unité et les Coyote et la reconnaissance légère dans d'autres unités. La solution logique pour les artilleurs spécialisés en défense antiaérienne est de devenir des membres d'équipage de VEM, surtout que le VEM sera probablement davantage employé dans l'avenir pour le tir à guidage décalé. Ce rôle est tout à fait complémentaire à l'expertise en coordination de l'espace aérien des spécialistes de la défense antiaérienne et est intimement lié à l'artillerie de campagne. Bref, le système régimentaire survivra vraisemblablement dans l'Armée de terre de demain; les régiments auront toutefois une allure différente.

La stratégie de l'Armée de terre a introduit le concept d'unité autonome tactique (UAT), une articulation dont la taille varie de celle de sous-unité à celle de formation et qui peut accomplir une mission particulière. L'élément de base de l'UAT est la sous-unité formée d'environ 100 soldats plutôt que la traditionnelle unité forte de 500 soldats. Même si la sous-unité devient l'élément de base dans l'emploi d'une force, les sous-unités continueront d'être administrées par des QG d'unité semblables à ceux d'aujourd'hui et de faire partie du système régimentaire actuel. Il s'agit d'un facteur important puisqu'il permet de conserver une partie essentielle de la culture de notre Armée de terre et qu'il facilitera la gestion de la lassitude à l'égard du changement parmi les soldats et plus particulièrement les sous-officiers supérieurs et les officiers. Un commandant d'unité a fait le commentaire suivant : en période de changement critique, le régiment (unité) est une source constante de stabilité et de sécurité pour les soldats qui craignent pour leur avenir dans les plans d'ensemble.⁴⁵ En plus de produire des sous-unités, les QG d'unité auraient la tâche de fournir un quartier général de groupement tactique (QG GT) pour les opérations ou d'agir comme cellule spécialisée d'un QG de brigade, par exemple le centre de coordination des feux d'appui (CCFA) et le centre de coordination de l'appui du génie (CCAG). Les sous-unités sont ensuite combinées ensemble de manière à former des groupements tactiques (ou des groupes-bataillons) pour les opérations. Les sous-unités doivent être solidement affiliées à des groupements tactiques et suivre toute l'instruction supérieure au niveau quatre (sous-unité pure) avec leur groupement tactique (Figure 10). D'après ce que l'Armée de terre a vécu au cours de la dernière décennie, les groupements tactiques seront vraisemblablement les articulations employées lors des opérations expéditionnaires.

Cependant, le désir du Canada de mener des missions internationales, comme la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) actuelle en Afghanistan, nécessite également une capacité du niveau de formation. La brigade de la FCP est la plus grande formation autonome tactique que l'Armée de terre peut déployer sans chaîne de maintien en puissance et sans mobilisation nationale.⁴⁶ Essentiellement, la première tâche de tout niveau de la chaîne de commandement est de mettre sur pied et de former ses sous-unités et la deuxième, de se préparer à fonctionner comme un quartier général.

La disponibilité opérationnelle gérée limite également les options en ce qui concerne les structures de force. Le système actuel de disponibilité opérationnelle gérée, qui, sur le plan conceptuel, prévoit une brigade à chaque phase du cycle du Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT), implique que chaque brigade doit pouvoir former la base de l'unité d'intervention rapide (légère), du groupement tactique de tête d'avant-garde et de la FCP lorsqu'elle est en état de disponibilité opérationnelle élevée. Avec un peu de chance, ce cadre permettra un jour aux unités de sortir du modèle « avertissement, instruction, déploiement » et d'adopter le modèle « instruction, avertissement, déploiement ». Le Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM) jouera un rôle vital dans la confirmation de l'instruction des UAT et la validation de la disponibilité opérationnelle et de la doctrine. Malgré la technologie impressionnante qui sera mise à la disposition des soldats canadiens au cours de la prochaine décennie, le facteur décisif dans la réussite de leurs opérations est une instruction exigeante et réaliste. Selon moi, le changement le plus important qui doit être apporté à notre culture d'instruction est le déplacement de l'accent sur l'instruction aux opérations nocturnes. Les excellents systèmes d'optique et de communication qui sont introduits ou qui sont déjà en service nous donnent l'avantage sur la plupart de nos adversaires potentiels; cet avantage sera toutefois perdu si nous évitons l'instruction et les opérations de nuit sous prétexte qu'elles sont trop difficiles, trop déroutantes et trop dangereuses.

La disponibilité opérationnelle gérée limite également les options en ce qui concerne les structures de force.

CONCLUSION

Le but du présent document est d'amorcer une discussion et un débat sur l'Armée de terre de demain. Les décisions prises aujourd'hui, particulièrement en ce qui concerne l'acquisition d'équipement, influencent directement la structure de la force de demain. L'intérêt à l'égard de l'Armée de terre de demain grandit, mais la majeure partie du débat a eu lieu jusqu'ici à l'intérieur des différents corps ou n'a couvert que le point de vue du régiment ou du corps. Le présent document traite de la transformation de l'Armée de terre dans une perspective plus large, celle de la force de campagne, et j'espère qu'il provoquera un nouveau débat et déclenchera un examen plus approfondi de la transformation.

La plupart de nos alliés travaillent également à la transformation de leur armée et nous devrions être très attentifs à leurs efforts, collaborer avec eux lorsque possible et intégrer leurs meilleures idées dans nos propres démarches. La guerre actuelle en Iraq milite fortement en faveur d'une combinaison de forces légères, moyennes et lourdes et a obligé l'armée américaine à revoir ses plans de Objective Force. Nous devons évaluer les caractéristiques des forces légères, moyennes et lourdes, en peser le pour et le contre par rapport aux exigences de

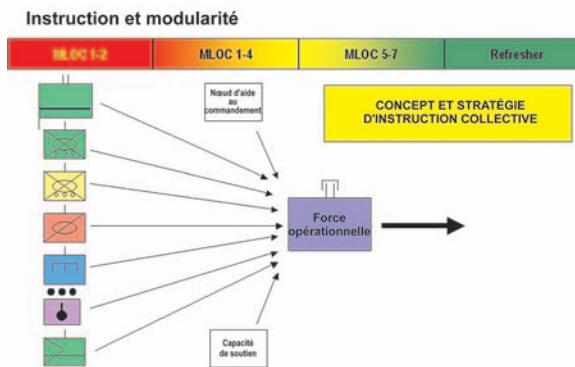


Figure 10 : Concept d'instruction des UAT⁴⁷

bas. Dans le cadre du développement de l'Armée de terre de demain, l'Armée de terre canadienne doit consolider ses forces (soldats et chefs hors pair, esprit de corps créé par le système d'unité et cohésion assurée par l'instruction de sous-unité/d'unité/de formation et par le travail d'équipe, et solide capacité de commandement et contrôle), cerner et utiliser la technologie disponible pour aider les soldats à effectuer leur travail et remédier à ses faiblesses (puissance de feu directe/indirecte, soutien de la mobilité, manque de personnel), particulièrement dans le contexte des opérations de profil 2. Bref, nous devons moderniser avec précaution et en fonction d'un programme que nous aurons nous-mêmes choisi à partir d'une étude attentive de nos véritables besoins, plutôt que de laisser la technologie nous dépasser et nous obliger à réinventer nos organisations actuelles, qui sont très efficaces.

La révolution dans les affaires militaires amorcée dans les années 1990 par l'arrivée des ordinateurs numériques, des communications et de la navigation par satellite et des armes de précision continuera de s'accélérer et changera radicalement la manière de combattre. Le renversement du régime de Saddam Hussein, à peine trois semaines après l'invasion par la coalition menée par les États-Unis, est une preuve de ce changement. Le niveau de réussite de la transformation de l'Armée de terre canadienne en une armée de l'ère de l'information du 21^e siècle déterminera sa capacité de défendre le Canada, de promouvoir la sécurité internationale et les valeurs canadiennes, et conséquemment de maintenir notre crédibilité face à nos ennemis, à nos alliés et, le plus important, aux Canadiens.

chaque mission (qu'il s'agisse d'opérations de profil 1 ou 2), puis déployer une force appropriée (mixte). Les plans de l'Armée provisoire et de l'Armée de terre de demain montrent que l'Armée de terre canadienne conservera ses capacités pour les deux types d'opérations; cependant, nous ne devons pas oublier que les opérations de profil 2 de l'avenir pourraient être encore plus violentes que par le passé : nos ennemis tenteront d'engager le combat avec nous de manière à réduire au minimum nos avantages technologiques et les affrontements se produiront vraisemblablement aux niveaux tactiques les plus



Figure 11 : La prochaine étape (Avec la permission MDN Combat Camera)

NOTES

1. Je reconnais que l'Examen du soutien de l'Armée de terre jouera un rôle clé dans la transformation de l'Armée de terre, mais il n'était toujours pas terminé au moment où j'ai écrit le présent article. J'ai donc choisi de traiter principalement les questions de transformation de la force de campagne.
2. Canada, ministère de la Défense nationale, Commandement de la Force terrestre, *Engagés vers l'avant : La stratégie de l'Armée de terre*, Ottawa, Directeur — Communications de la Force terrestre, mai 2002.
3. Par le passé, l'Armée de terre a eu de la difficulté à concentrer ses efforts. Le leadership de l'Armée de terre a donc demandé à ce que les activités de développement de l'Armée de terre visent la planification de l'Armée d'aujourd'hui, de l'Armée de demain et de l'Armée de l'avenir. Voici comment ces concepts sont définis :
 - a. L'Armée d'aujourd'hui est gérée en fonction du moment présent et les prévisions la concernant portent sur une période maximale de quatre ans. Elle s'occupe principalement de l'attribution et de la gestion des ressources.
 - b. L'Armée de demain est celle dont on prévoit disposer dans cinq à dix ans environ. Le processus de planification la concernant est axé sur l'élaboration d'un programme qui permettra de mettre sur pied une nouvelle Armée de terre, compte tenu des restrictions touchant les politiques et les ressources.
 - c. L'Armée de l'avenir sera toujours un concept et n'existera donc jamais en tant que telle. Le processus de planification qui lui est afférent porte sur une période de référence ultérieure à celle établie pour l'Armée de demain (dix ans) et touche un bloc de temps s'étendant jusqu'à environ 25 ans d'aujourd'hui. Il s'agit d'une fenêtre sur laquelle les restrictions actuelles en matière de finances et de politique n'ont aucun effet, mais pour laquelle on peut prédire ce que sera une partie des développements technologiques. L'Armée de l'avenir est concentrée sur le développement relativement libre d'un modèle conceptuel pertinent, y compris les capacités en matière de personnel, de doctrine et de matériel. Le résultat de ce processus constitue le fondement intellectuel de l'Armée de demain.
- Extrait de : Canada, ministère de la Défense nationale, Commandement de la Force terrestre, Direction — Concepts stratégiques (Opérations terrestres), *L'environnement de sécurité de l'avenir*, Kingston (Ontario), Fort Frontenac, le Ministère, août 1999, p. i.
4. L'OTAN a adopté une vision de l'environnement opérationnel de l'avenir qui suppose deux types de conflits :
 - a. Profil 1 : Conflit conventionnel entre deux entités nationales. Les forces militaires en présence se livrent essentiellement à des opérations menées à un rythme élevé, faisant intervenir des technologies complexes. C'est le type de conflit le moins commun. Depuis 1945, deux conflits de ce type ont eu lieu au cours de chaque décennie, le plus récent étant la guerre du Golfe en 2003.
 - b. Profil 2 : Conflit asymétrique. État-nation confronté à des groupes armés qui ne sont pas nécessairement des forces armées, commandés par des entités sociales qui ne sont pas nécessairement des États. C'est le type de conflit le plus commun. On peut citer l'exemple du récent conflit en Tchétchénie. Des douzaines de conflits de ce type sont actuellement en cours.
- Les définitions susmentionnées sont des versions légèrement mises à jour de celles données dans : Canada, *L'environnement de sécurité de l'avenir*, p. iv.
5. Ibid.
6. Dans le contexte canadien, le qualificatif « grand » s'applique à des opérations de brigade ou d'autres formations. Cette définition ne s'applique pas aux autres pays, particulièrement les États-Unis.
7. Expression attribuée à Sir Winston Churchill.
8. Il existe des exceptions évidentes à cette observation, par exemple la fameuse bataille de la poche de Medak et de nombreux

autres affrontements durant les missions de la FORPRONU en Bosnie. Cependant, les Canadiens ont subi très peu de pertes comparativement aux Britanniques en Irlande du Nord et aux Américains en Iraq actuellement.

9. Le Général Charles Krulak, commandant de l'US Marine Corps de 1995 à 1999, est considéré comme l'auteur de l'expression « guerre à trois volets ». Il a constaté, lors de nombreuses opérations, que les troupes pouvaient se trouver engagées dans diverses opérations à quelques coins de rue (trois blocs d'habitations) l'une de l'autre : missions humanitaires, maintien et imposition de la paix, combat. Le succès de telles opérations reposera grandement sur le « caporal stratégique » (un autre « Krulakisme », comme on se plaît à nommer les observations prévisionnelles de l'ancien chef dans le Marine Corps) : les chefs subalternes dont les actions et les ordres ont acquis beaucoup plus d'influence géo-politique partiellement en raison de la croissance exponentielle des médias de masse.

Mark Burgess, *Navigating the Three-Block War and the Urban Triad*, Center For Defense Information, 4 avril 2003. Disponible à l'adresse suivante :

http://www.cdi.org/program/document.cfm?DocumentID=883&StartRow=1&ListRows=10&appendURL=&OrderBy=D.DateLastUpdated%20deSC&programID=69&IssueID=0&Issue=&Date_From=&Date_To=&Keywords=navigating&ContentType=&Author=&from_page=documents.cfm.

10. Les cinq fonctions opérationnelles sont les suivantes :

a. **Commander.** Commander est la fonction opérationnelle centrale, celle qui lie toutes les autres fonctions au sein d'un concept tactique, opérationnel ou stratégique unique et complet. Elle est le centre de toutes les activités et intègre toutes les autres fonctions opérationnelles en vue de l'atteinte de buts opérationnels précis.

b. **Agir.** Cette fonction intègre la manœuvre, la puissance de feu et les opérations d'information offensives afin d'obtenir l'effet stratégique, opérationnel ou tactique recherché. En somme, l'accent n'est plus mis sur la méthode (manœuvre, puissance de feu, opérations d'information) mais sur l'état final physique et moral souhaité (ou l'effet produit par des moyens létaux et non létaux) - les résultats provenant de l'application simultanée de chacune des capacités. Le concept s'applique dans tout le continuum des opérations, des missions nationales et humanitaires aux opérations de combat.

c. **Détecter.** Cette fonction intègre dans un même concept les capacités des capteurs et l'analyse des données recueillies. Elle élimine les cloisonnements capteur/information qui existaient auparavant et permet d'incorporer dans un seul système une fusion complète des données des capteurs et une analyse toutes sources. Ce concept dépasse la simple collecte de données ou d'informations destinée à fournir aux commandants une connaissance opportune et pertinente.

d. **Protéger.** Protéger est une fonction opérationnelle multidimensionnelle, intégrée et globale qui vise à protéger les forces amies de tout impact sur le plan physique, moral, électromagnétique ou cybernétique susceptible de nuire à leur capacité de survie ou d'entraver leur liberté d'action.

e. **Maintenir en puissance.** Cette fonction s'applique au maintien en puissance aussi bien sur le plan physique que sur le plan moral. Elle comprend les activités de prestation du soutien relatif au matériel et au personnel afin d'assurer le maintien de la puissance de combat. Elle permet une intégration complète de tous les niveaux en vue de l'atteinte de cet objectif, reliant les activités de combat à la base nationale.

Canada, ministère de la Défense nationale, Commandement de la Force terrestre, *L'Armée provisoire : Document de travail sur le concept d'emploi des forces*, Kingston, Direction de la doctrine de l'Armée de terre, 2 septembre 2003. Document Word. Disponible sur le RED à l'adresse suivante : <http://armyonline.kingston.mil.ca/Common/AllDocs.asp?UnitID=143000440000706>.

11. États-Unis, Département de la défense, United States Army, US Army Armor Center, *Transforming the Army: Brigade Combat Teams*. Présentation PowerPoint. Disponible à l'adresse suivante :

http://www.knox.army.mil/center/mwfi/Draft%20Brigade%20Organization/Brigade%20and%20Squadron%20Organization_files/frame.htm.

12. Major-général P.D. Eaton, « Army Transformation - The Infantry Perspective », *Infantry Magazine*, printemps 2002, p. 4.

13. Colonel K.C.M. Benson et Lieutenant Colonel D.J.H. Pittard, « Armor, Cavalry, and Transformation: "New" Cavalry for the Interim Force », *Armor Magazine*, mars-avril 2001, p. 9-10.

14. Le navire de transport maritime rapide (déplacement de 55 350 tonnes et vitesse soutenue de 27 nœuds) a été utilisé pour calculer le temps requis pour transport maritime. Le calcul du transport aérien était fondé sur l'utilisation de 60 C-17, une capacité de départ de deux C-17 à l'heure de l'aéroport d'embarquement (APE) et de l'aéroport de débarquement (APD) 24 heures par jour et un maximum de 3,5 à 4,5 aéronefs au sol par aéroport. Alan Vick, David Orletsky, Bruce Pirnie et Seth Jones, *The Stryker Brigade Combat Team: Rethinking Strategic Responsiveness and Assessing Deployment Options*, Washington, RAND, 2002, p. 13-53. Document de format portatif (PDF). Disponible à l'adresse suivante : <http://www.rand.org>.

15. John Gordon et David Orletsky, « Moving Rapidly to the Fight », *The U.S. Army and the New National Security Strategy*, publié sous la direction de Lynn E. Davis et Jeremy Shapiro, Washington, Arroyo Centre, RAND, 2003, chapitre neuf, p. 204. Document de format portatif (PDF). Disponible à l'adresse suivante : <http://www.rand.org>.

16. Capitaine de corvette S. Jorgensen, *A Viable Fleet for the Future*, document du cours de commandement et d'état-major, Toronto, Collège des Forces canadiennes, CCEM 28, 6 mai 2002, p. 21. Document Word. Disponible à l'adresse suivante :

<http://wps.cfc.dnd.ca>.

17. Capitaine de corvette B. Irvine, *Afloat Logistics and Sealift Capability Project*. Présentation PowerPoint. Disponible sur le RED à l'adresse suivante : <http://admmat.dwan.dnd.ca/dgmepl/special/alsc/start.htm>.

18. L'honorable Claude M. Boltan Jr., secrétaire adjoint de l'armée (acquisitions, logistique et technologie) et directeur des acquisitions de l'armée, discours-programme, AUSA Winter Symposium and Exhibition Science & Technology Seminar, 26 février 2003. Présentation PowerPoint. Le compte rendu du symposium est disponible à l'adresse suivante :

http://tradoc.monroe.army.mil/sig/project_links/ausa/.

19. Ibid.

20. Ibid.

21. Philip Brandler, Directeur — Natick Soldier Center. *Objective Force Science and Technology Focus: Soldier*, Association of the United States Army Winter Symposium Science and Technology Seminar, 26 février 2003. Présentation PowerPoint.
http://tradoc.monroe.army.mil/sig/project_links/ausa/.

22. États-Unis, Department of the Army, Groupe de travail sur *l'Objective Force*, « Concept Summary », *The Objective Force in 2015 White Paper*, version définitive, 8 décembre 2002, p. 1.

23. David Kassing, « Resourcing the Twenty-First Century Army », *The U.S. Army and the New National Security Strategy*, publié sous la direction de Lynn E. Davis et Jeremy Shapiro, Washington, Arroyo Centre, RAND, 2003, chapitre douze, p. 277.

24. Boltan, Discours-programme.

25. Canada, *Le Livre blanc sur la Défense de 1994*, chapitre 3. Disponible à l'adresse suivante :
http://www.forces.gc.ca/site/minister/fr/94wpaper/white_paper_94_f.html.

26. Thomas L. McNaugher, « Refining Army Transformation », *The U.S. Army and the New National Security Strategy*, publié sous la direction de Lynn E. Davis et Jeremy Shapiro, Washington, Arroyo Centre, RAND, 2003, chapitre treize, p. 306.

27. L'auteur est généralement d'accord avec le Major L.R. Mader sur les recommandations que ce dernier formule dans son article « Changement de paradigmes »; il offre un excellent argument en faveur d'une structure de l'Armée de terre canadienne qui puisse venir à bout de divers types de conflits du spectre d'intensité des conflits et il présente en détail son opinion sur la structure minimale requise. En fait, il croit que la structure minimale requise comprend trois brigades optimisées pour les opérations de stabilisation et les conflits de faible intensité qui pourraient se relayer en fonction des cycles du CIOAT en plus d'unités de tir direct et indirect qui s'entraîneraient avec chaque brigade lors de leur passage au CCEM et qui pourraient participer, en partie ou au complet, à des missions, au besoin. Major L. R. Mader, « Changement de paradigmes : il faut choisir soigneusement ce que l'on considère comme intouchable (Réflexions sur la structure de la force de l'avenir de l'Armée de terre) », *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'armée de terre*, vol. 6, no 2, été 2003.

28. Canada, ministère de la Défense nationale, Commandement de la Force terrestre, 3000-8 (DPSOT), *Directive de planification d'état-major (DPEM) 012/02 Façonner l'Armée de demain*, 12 août 2002.

29. Canada, L'Armée provisoire : *Document de travail sur le concept d'emploi des forces*, p. 14.

30. Ibid, p. 1.

31. Ibid, p. 2.

32. Colonel M.D. Kampman, Directeur — Planification stratégique des opérations terrestres, *Le visage du changement : Mise en œuvre de la transformation de l'Armée de terre*. Présentation PowerPoint au 1 GBMC, 10 décembre 2003.

33. Lieutenant-général Rick Hillier, Chef d'état-major de l'Armée de terre, Discours-programme. Présentation à l'Association canadienne de l'infanterie, Vancouver, 13 juin 2003.

34. Colonel Kampman, *Le visage du changement*.

35. Ibid.

36. Les citations suivantes du Général Leahy, prises dans la presse australienne, énumèrent les raisons derrière l'achat des chars et soulevent d'autres importantes questions relatives au CAM :
Le Général Leahy a affirmé que les chars étaient essentiels pour « renforcer » l'armée dans le cadre de sa transformation en force plus mobile et souple. Les conflits récents en Iraq et ailleurs ont montré que les chars sont nécessaires pour la protection des troupes.
Il a également déclaré : « Il serait irresponsable, à la limite de l'immoralité, de risquer la vie des soldats australiens en les exposant sans protection adéquate à la menace dans l'environnement complexe et ambigu qui sera désormais dominant sur les champs de bataille. »
Selon le Général Leahy, les militaires australiens seront vraisemblablement confrontés, dans la prochaine décennie, à des insurgés comme les Iraquiens plutôt qu'à des armées conventionnelles. « La manière la plus efficace et la plus sécuritaire d'améliorer notre puissance de combat et de protéger nos soldats est de remplacer le char Leopard vieillissant par un char de combat principal plus robuste, ce qui permettra de rééquilibrer l'équipe interarmes. »
Mark Forbes, « Army set to get 60 'big, ugly tanks' », The Age, 10 février 2004. Disponible à l'adresse suivante :
<http://www.theage.com.au/articles/2004/02/10/1076388365763.html>.

Le commentaire de l'auteur est fondé sur des échanges de courriels avec le Major Drebot, le Major Senft et d'autres : le Canada utilise la même expression (une force plus mobile et plus souple) pour justifier l'achat de véhicules de type VBL et rejeter l'achat de chars et d'autres véhicules plus lourds. Nous avons toutefois le même problème de déployabilité que les Australiens. Qui a donc raison? Il semble que le Canada considère la « déployabilité politique » comme la caractéristique dominante pour l'acquisition de véhicules alors que les Australiens ont plutôt opté pour la « protection adéquate » de leurs soldats. Mais le CAM présente un paradoxe : s'il est utilisé dans une situation où un 105 mm serait préférable, il aura besoin d'une meilleure protection que ce qu'on peut lui offrir. Ce que les expériences récentes en Afghanistan nous ont appris, c'est que la population canadienne est préoccupée par la sécurité de ses soldats et qu'elle veut que ces derniers soient bien protégés. Nos troupes ont déjà subi l'attaque d'une bombe humaine. Une seule attaque par grenade propulsée par fusée qui détruirait un VBL transportant une section d'infanterie mettrait toute la question de la survie des VBL sur la sellette (ainsi que le concept de l'Armée de terre fondée sur les VBL).

37. « Digital Army No Silver Bullet, Cautions Chief », *National Defence*, décembre 1996, p. 34.

38. Colonel Kampman, *Le visage du changement*.

39. Boltan, Discours-programme.

40. Crée par l'auteur; modification des diapos *Le visage du changement* du Colonel Kampman.

41. Des munitions au-delà de la portée optique sont en cours de développement pour les canons de chars; elles permettraient à un

observateur avancé de désigner une cible à atteindre. Actuellement, on développe aussi un missile commun (modulaire) pour remplacer les missiles TOW et Hellfire.

42. Voir la photo et la description de la technologie qui pourrait être intégrée dans la CFTI canadienne dans le communiqué intitulé « United Defense Successfully Fires First Round from Non-Line of Sight Cannon Demonstrator », 8 septembre 2003. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.uniteddefense.com>. La technologie NetFires et les munitions du FCS, comme le missile d'attaque de précision et le missile LAM (Loiter Attack Missile), seraient idéales aux fins d'intégration dans le VEM. Plus d'information à l'adresse suivante : http://missilesandfirecontrol.com/our_products/firesupport/NETFIRES/product-NETFIRES.html.

43. Crée par l'auteur; modification des diapos *Le visage du changement* du Colonel Kampman.

44. Vidéo des expériences de l'armée américaine avec des chargeurs modulaires pour VBL montré lors de la réunion du Conseil de développement de la capacité de combat tenue le 14 mai 2002 à Ottawa. Ce vidéo est disponible dans les archives en ligne du CDCC à l'adresse suivante : http://cls0013i.ottawa-hull.mil.ca/Common/BigDoc.asp?SIZE=99394&URL+HTTP://CLS0013I.OTTAWA-HULL.MIL.CA/CLS/143000440000391/FUTURE_COMBAT_DEMO.MPG.

45. Commentaire attribué au Lieutenant-colonel Cade, commandant LdSH(RC), février 2003.

46. Canada, ministère de la Défense nationale, Commandement de la Force terrestre, Directeur — Disponibilité opérationnelle de la Force terrestre (DDOFT), « Mobilization Sp Data for ATWG Mar 02 ». Présentation PowerPoint au Groupe de travail sur la transformation de l'Armée de terre, 22 mars 2002. Disponible à l'adresse suivante : <http://armyonline.army.mil.ca/CLS/D21482.asp>.

47. Lieutenant-général Hillier, Discours-programme.

LA GUERRE « SANS AUTRE FORME DE DÉPLOIEMENT »¹: RÉFLEXIONS SUR L'ORGANISATION DE LA FORCE DANS UNE ÈRE DE CONFLIT DISCRÉTIONNAIRE

par le Major L.R. Mader, CD

INTRODUCTION

Dans un récent message aux militaires de tous grades de l'Armée de terre, le Lgén Hillier, chef d'état-major de l'Armée de terre (CÉMAT), a traité du processus de transformation de l'Armée de terre². Entre autres commentaires, le CÉMAT affirmait ce qui suit : « La Force terrestre transformée sera crédible auprès des pays amis et alliés et possédera la capacité requise pour remporter un succès retentissant, quelle que soit la mission, tout en réduisant les dangers encourus par les soldats qui exécutent l'opération³ ». Une telle vision pour une Armée de terre transformée est très ambitieuse. Les soldats canadiens devront travailler fort dans leurs domaines respectifs d'activités pour pouvoir la réaliser. À mon avis et c'est là mon inquiétude, on ne discute pas ou on ne traite pas comme on le devrait d'un certain nombre de choses qui doivent être faites. Dans le présent article, je soulèverai certaines de mes préoccupations et ferai des suggestions sur les façons d'améliorer les choses.

CONTEXTE

Les faiblesses du char Leopard C2 de l'Armée de terre dans des situations de conflit modernes sont évidentes et bien documentées⁴. Il s'agit notamment des lacunes suivantes :

- ◆ un canon de 105 mm qui ne peut pénétrer le blindage des chars de combat principaux (CCP) modernes, sauf sur les flancs et à l'arrière, qu'à des distances suicidaires;
- ◆ la protection offerte par le blindage, même avec les ensembles de blindage additionnel, qui ne résistera pas au tir de tout bon canon de char ou de projectile antichar à énergie chimique (HEAT);
- ◆ une vitesse maximale sur route relativement lente de 65 km/h⁵, qui nuit à sa mobilité opérationnelle;
- ◆ un âge avancé qui rend le char difficile et coûteux à maintenir en bon état et qui rend incertaine sa disponibilité.

En plus de ces lacunes irréfutables, on a constaté les autres déficiences suivantes (plus subjectives) chez le char Leopard 2⁶ :

- ◆ **Il s'appelle un char.** Ce nom, et la vision sous-jacente qu'il suscite à l'esprit, provoque une réaction très négative, voire même impensable, dans certaines sphères de l'Armée de terre et du public canadien.
- ◆ **Il est chenillé.** Ce mode de déplacement au sol est devenu une telle source de préoccupation au Canada que toute discussion sur les mérites respectifs des chenilles et des roues revêt

un ton presque théologique. Certains partisans des deux côtés du débat sont convaincus qu'ils détiennent la « seule vérité » et que ceux qui sont de l'autre opinion sont des « hérétiques » dont les croyances ne sont pas dignes de considération.

◆ **Il est gros et lourd.** Ces caractéristiques rendent le char presque impossible à déployer rapidement par aéronef. D'aucuns estiment qu'une telle capacité de déploiement est essentielle pour tout l'équipement de l'Armée de terre. Cet enthousiasme perdure même si les faiblesses d'un tel argument ont été fort bien soulignées par le Major Hammond, dans un numéro antérieur du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre (BDIAT)⁷ et autres publications⁸. La décision de l'Australie d'acheter des chars de combat principaux modernes pour remplacer les Leopard I de l'Armée de terre australienne est une autre raison de mettre en doute la primauté et la nécessité absolue d'une telle capacité pour tout l'équipement⁹. Si l'Australie, avec qui nous partageons une histoire et une situation stratégique analogues, adopte une voie diamétralement opposée à la nôtre, nous devrions nous questionner quant à savoir qui a la bonne stratégie.

◆ Il représente une technologie d'une autre époque et une façon démodée de faire la guerre mal adaptée à la révolution dans les affaires militaires (RAM) et aux techniques de guerre de l'ère post-industrielle.

Les quatre premières faiblesses ou lacunes seules et notre croyance de longue date selon laquelle il est important que les forces militaires manœuvrent dans une équipe interarmes porteraient quiconque à conclure que nos Leopard doivent être remplacés. En outre, l'importance que l'Armée de terre accorde dans ses écrits, depuis dix ans et plus, à la nouvelle technologie et à la RAM inciterait quiconque à croire que le véhicule de remplacement du Leopard doit nécessairement être un système d'une très grande capacité. En fait, dans « La stratégie de l'Armée de terre », on précise clairement qu'un tel système devrait être le produit d'une armée qui fait « appel à une doctrine et à des technologies de pointe adaptées à l'espace de bataille du 21e siècle¹⁰ » afin d'être « ...plus agile et meurtrière¹¹ ».

L'achat d'un véhicule de remplacement du Leopard C2 aurait été relativement simple dans le cadre de la stratégie d'équipement à deux volets de l'Armée de terre du début des années 90. Selon cette stratégie, on prévoyait de remplacer au moment opportun le véhicule de tir d'appui direct (VTAD) Cougar par un véhicule de combat blindé (VCB) équipé d'un canon de 105 mm pour les missions menées dans le cadre d'opérations hors guerre (OHG)¹², alors qu'on opterait pour un char efficace dans le cas des missions de guerre plus dangereuses. Outre les chars et les VCB, la stratégie établissait d'autres différences entre divers ensembles d'équipement d'OHG et de guerre — notamment l'utilisation d'obusiers légers ou d'obusiers lourds compte tenu du niveau de risque que courraient nos soldats. Selon cette stratégie, nous pourrions choisir un char parmi les modèles très efficaces utilisés par nos alliés afin de remplacer le Leopard C2. Il est même possible qu'un certain nombre de nos alliés puissent nous vendre des chars modernes usagés à des prix avantageux.

Nous pourrions même poursuivre la stratégie d'équipement à deux volets, sous une forme modifiée, si nous estimions à un certain moment que la RAM rend désuets les modèles de chars actuels. Il s'agirait alors d'une mesure prudente et provisoire qui améliorerait la surviabilité de nos soldats participant à des missions à haut risque en attendant que les nouvelles technologies préconisées par les partisans de la RAM donnent une partie des résultats escomptés. Voici deux façons de mettre en œuvre une solution provisoire de ce type :

- ◆ Acheter un nombre limité de chars modernes usagés (peut-être 20 à 30) de l'Allemagne ou des États-Unis. Ces véhicules nous permettraient d'envoyer un escadron de chars outre-mer avec une unité autonome tactique (UAT).
- ◆ Négocier un arrangement novateur avec les États-Unis qui nous permettrait de nous entraîner sur des chars M1A1 en temps de paix et d'en arriver à bien maîtriser leur utilisation, si bien que les États-Unis nous en préteraient/loueraient un nombre équivalent en cas d'urgence. Un tel arrangement devrait prévoir le transport de ces véhicules dans le théâtre des opérations.

Malgré ces deux façons de mettre en œuvre une solution provisoire, l'Armée de terre a résolument rejeté, depuis 1996, l'idée de posséder des chars, si ce n'est peut-être de conserver les Leopard C2 comme capacité résiduelle¹³. Le type d'armée de terre envisagé dans le cadre de cette nouvelle vision a été décrit en divers termes, par exemple « force équipée surtout de véhicules à roues¹⁴ », « force moyenne, adaptée à l'ère de l'information¹⁵ » et « non une force spécialisée ». Au cours d'une participation à un comité parlementaire il y a plus d'un an, le Lgén Jeffery, le CEMAT d'alors, a décrit le type de véhicule de tir d'appui direct (VTAD) très sophistiqué et efficace (couvrant tout le spectre d'intensité des conflits) qui, à son avis, remplacerait le Leopard C2 d'ici une vingtaine d'années¹⁶. Ce type de véhicule combinerait la force de frappe et la puissance de tir d'un char similaire au M1A1, tout en étant monté sur un châssis d'un poids comparable à celui d'un transport de troupes blindé (TTB) VBL III, et ce, grâce notamment à des suites d'aides de défense (SAD) qui remplacerait les traditionnels blindages passifs lourds. Même s'il était mis en service dans une version technologiquement et financièrement réalisable, un tel véhicule améliorerait grandement la capacité de déploiement de l'Armée de terre, qui conserverait sa capacité de combat actuelle, et fournirait un système clé pouvant assurer la survie des soldats.

L'annonce récente de l'achat prévu de 66 canons automoteurs (CAM) de type Stryker pour remplacer les Leopard C2 signifie, toutefois, que nous ne serons en mesure de déployer ni un char moderne, ni le VTAD très efficace envisagé par le Lgén Jeffery dans le cadre de missions à haut risque. Le CAM Stryker est un véhicule à roues plus léger que le Leopard C2, et sa vitesse maximale sur route est supérieure à ce dernier. Toutefois, il est moins efficace que le Leopard C2 dans des domaines clés (puissance de tir et protection) essentiels aux missions de combat¹⁷. De plus, la facilité de déploiement stratégique et de maintien en puissance aériens du Stryker sont incertains¹⁸. En fait, les chefs de l'Armée de terre ont reconnu publiquement que le CAM Stryker est un véhicule d'opérations de soutien de la paix¹⁹ et que son grand avantage est qu'il peut être déployé dans des zones de mission²⁰.

En effet, le CAM Stryker est le VCB prévu dans le cadre de la stratégie d'équipement à deux volets plutôt que le VTAD décrit par le Lgén Jeffery. Alors qu'il devrait répondre aux besoins de l'Armée de terre dans de nombreuses missions courantes que l'Armée de terre est appelée à exécuter, le véhicule sera d'une utilité limitée dans le cas des missions les plus dangereuses²¹, d'où la possibilité que l'Armée de terre ne soit plus en mesure de déployer des équipes interarmes mécanisées efficaces, sauf contre des ennemis très faibles. Cette possibilité a été admise par l'Armée de terre, qui a énoncé, en discutant de l'achat possible du CAM Stryker, que «là où il y a des chars [ennemis], nos bons amis du sud seront là avec les leurs²² » [traduction libre].

Par conséquent, à part de fournir un VTAD dont le déploiement outre-mer sera acceptable d'un point de vue purement « théorique », l'achat du CAM Stryker n'améliorera pas notre capacité

globale en matière de véhicule de combat blindé (VCB), à moins que nous compensions les limites du véhicule par d'autres moyens. Cela rendra plus difficile la mise en œuvre du concept d'opérations des FC qui « préconise l'emploi de forces polyvalentes et aptes au combat...[et] favorise des unités/formations tactiques autonomes et adaptées à la tâche²³ ». Cet achat soulève également des doutes quant à notre engagement envers La stratégie de l'Armée de terre.

Ce qui est plus grave, d'une certaine façon, c'est que le coût d'acquisition des CAM Stryker empêchera probablement l'Armée de terre d'acheter le VTAD amélioré, tel que le décrit le Lgén Jeffery, avant au moins une génération après la mise en service du Stryker dans l'Armée de terre canadienne. Nous posséderons donc un VCB d'OHG provisoire de faible performance dont la mise en service retardera l'obtention d'une capacité complète à plus long terme. En raison du coût d'achat des CAM Stryker et des autres besoins d'équipement des FC, le MDN ne pourra vraisemblablement pas proposer de remplacer le CAM Stryker jusqu'à ce que :

- ◆ l'âge du véhicule justifie sa mise hors service;
- ◆ un événement, venant autant perturber le « déroulement normal des activités » que les attaques du 11 septembre aux États-Unis ou que l'affaire de Somalie, force la Canada à réévaluer ses besoins et ses priorités.

Confrontée aux limites des CAM Stryker, l'Armée de terre a tenté d'examiner les conséquences de la mise en service de ces véhicules en publiant une ébauche de document de travail sur le concept d'emploi de la force pour une armée provisoire produite par la direction - Doctrine de l'Armée de terre (DDAT)²⁴. Ce document de conception va au-delà de la simple question du CAM Stryker et englobe un grand nombre des questions reliées à la mise en place de la structure provisoire de l'Armée de terre. Dans le présent essai, l'auteur ne discutera pas des concepts et des hypothèses du document sur l'emploi de la force, qu'il juge très optimistes. En outre, on a bien expliqué ailleurs²⁵ — et je ne le répéterai pas ici — l'importance d'une doctrine valable et cohérente pour que, grâce à nos programmes d'équipement et d'instruction, nous obtenions des forces souples et adaptées à la tâche. Le présent document examinera plutôt le type de forces que nous devrions être en mesure de déployer dans le cadre d'une unité tactique autonome (UTA), quelle que soit la mission, en prenant pour postulat que nous possérons le CAM Stryker comme VTAD.

Le monde dans lequel le Canada est susceptible de déployer des forces

D'après l'aperçu des forces que le Canada a déployées outre-mer depuis 1991²⁶, il semble clair que tout contingent que nous fournirons lors des futures missions sera façonné selon un modèle de force « adaptée à la tâche » (de façon ad hoc) faisant appel principalement à des éléments de la taille de compagnies comme pierres angulaires. La teneur des engagements actuels²⁷ et le fait qu'il est peu probable que l'Armée de terre devienne beaucoup plus grosse signifient que le Canada continuera probablement de déployer au plus des contingents de la taille d'un groupe-bataillon (800 à 2 000 soldats) dans des situations de crise. Seule une crise internationale présentant une menace réelle contre les intérêts canadiens vitaux pourrait susciter une plus grande mobilisation. Dans la plupart sinon dans tous les cas, les contingents que le Canada déployera feront partie d'une force de coalition dont les effectifs proviendront d'un certain nombre de pays non identifiés pour le moment.

Ces contingents seront fort probablement déployés dans des États aux prises avec des conflits internes et/ou jugés susceptibles d'offrir un refuge potentiel aux membres d'al Qaeda. On ne

peut pas cependant exclure des interventions militaires contre des forces d'un État souverain comme au Kosovo en 1999 ou des interpositions entre des forces de deux États souverains comme en ex-Yougoslavie (1992-1995) et en Érythrée (2000-2001). En fait, exclure ces types d'interventions serait contraire à l'orientation donnée à la structure de la force des FC, telle qu'elle est énoncée par le directeur — Analyses de défense (DAD)²⁸. Qui plus est, comme le Canada n'a ni le statut de grande/super puissance, ni la réputation de colonisateur, il peut être attrayant de recourir à la participation des FC pour certaines missions d'intervention entre des États hostiles lorsque les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU hésitent à intervenir pour des raisons reliées à leur statut de super/grande puissance ou à leurs antécédents historiques²⁹. Le déploiement de forces dans le cadre de telles missions, y compris contre al Qaeda, sera probablement jugé discrétionnaire par le gouvernement canadien, étant donné qu'aucun intérêt canadien vital ne sera vraisemblablement menacé dans un avenir immédiat. Par conséquent, la participation à une force de résolution de conflit quelle qu'elle soit est incertaine. Quant aux missions pour lesquelles le gouvernement décide de déployer des forces, l'accent sera probablement mis sur ce qui suit :

- ◆ Effectuer notre devoir à l'appui de mandats crédibles au plan international (probablement de l'ONU) visant à limiter les souffrances de populations civiles dans une région du globe ou à rendre le monde plus sûr.
- ◆ Manifester notre participation. La nature des situations chaotiques dans lesquelles nous sommes susceptibles d'intervenir peut empêcher toute solution facile ou rapide. Conséquemment, il est possible que l'accomplissement de la mission ne soit pas au premier plan, car la mission peut ne pas être perçue comme réalisable en moins d'une décennie ou deux.
- ◆ Subir le minimum de pertes afin que le public canadien conserve son appui à la mission. Cet impératif peut devenir l'élément le plus important après la manifestation de notre participation.

La menace contre les forces canadiennes déployées est plus susceptible de provenir d'attaques de guérilleros/terroristes que de larges forces conventionnelles. Cela est tout particulièrement vrai de toute mission qui a un certain rapport avec al Qaeda. Si l'on retourne huit ans en arrière seulement, soit en 1995, il est difficile d'écartier la possibilité que des Canadiens puissent être pris entre deux forces conventionnelles (Krajina en 1995) ou recevoir l'ordre de défendre une enclave en raison d'une menace d'attaques dirigées contre des personnes sans défense (les Hollandais à Srebrenica en 1995). Quelle que soit la menace, nos expériences récentes, allant de la marche contre Sarajevo en juin/juillet 1992 aux opérations récentes en Afghanistan, me convainquent que nos forces seront plus efficaces et plus en sécurité si elles possèdent et semblent clairement posséder une très forte capacité d'en imposer à leurs adversaires (potentiels). En effet, la capacité d'entreprendre des opérations de combat efficaces a une valeur dissuasive en soi³⁰.

Il est fort probable que nos contingents doivent intervenir en zones urbaines, là où se situe le « point d'inflammabilité » de nombreuses crises ou là où la présence d'une importante masse de population constitue un « avantage » pour une ou plusieurs forces d'opposition dans un conflit. Toutefois, de tels centres de population ne peuvent pas survivre sans les ressources provenant de l'arrière-pays ou passant par l'arrière-pays, à moins qu'il s'agisse d'enclaves complètement ou principalement approvisionnées par un pont aérien de la force de coalition d'intervention. Cela signifie que nos forces doivent être en mesure de manœuvrer de façon efficace aussi bien en zones urbaines qu'en zones plus traditionnelles (en campagne).

Comparativement à la situation qui prévalait il y a un an seulement, il est moins certain que nos contingents bénéficient de l'appui d'une force de coalition imposante. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont engagé d'importantes ressources pour remporter la guérilla en Irak et mettre en place dans ce pays des structures qui soient acceptables sur le plan international. Les Américains maintiennent également en permanence une force militaire de la taille d'une division (-) en Afghanistan³¹. Ces missions à long terme signifient que ces pays seront moins en mesure de « soutenir » un faible contingent canadien et seront moins disposés à le faire lors de certaines crises futures. Une fois résolue finalement la crise iraquienne, il est probable que les Américains et les Britanniques soient hésitants à accepter d'autres engagements internationaux; leurs populations seront probablement épuisées par les efforts extraordinaires consentis depuis le 11 septembre 2001. En outre, on ne peut pas être sûr que des pays tels que la Russie, la Chine, l'Allemagne et la France voudront fournir les forces nécessaires pour combler les vides dans les missions auxquelles contribue le Canada. Cette disponibilité réduite des forces d'appui signifie que nous pourrions être obligés de faire face à une menace conventionnelle ou semi-conventionnelle avec peu ou pas de soutien de l'extérieur, comme ce fut le cas dans les Balkans dans les années 90. Par conséquent, nous devons être capables d'abord de protéger nos forces contre les menaces conventionnelles et semi-conventionnelles dans toute mission à laquelle les États-Unis et les Royaume-Uni ne sont pas forcés de contribuer pour défendre leurs propres intérêts vitaux.

Les capacités que devraient avoir les forces déployées

Généralités

Dans les paragraphes qui suivent, j'exposerai les types de capacités intégrées que doivent posséder les contingents canadiens confrontés aux situations mentionnées précédemment. Il est clair que toutes ces forces ne seront pas nécessaires pour chacune des missions. Toutefois, toutes ces capacités pourraient être intégrées à une unité autonome tactique (UAT) et seraient certainement utiles en appui de l'entraînement de ce type d'unité au Canada.

Au besoin, j'étayerai mes observations d'exemples concrets tirés des expériences des FC et de ceux des plus proches alliés. Dans certains cas, je recourrai aux conclusions des travaux de la Division de la recherche opérationnelle (DRO) au QGDN, du Centre d'expérimentation de l'Armée de terre (CEAT) à Kingston (Ontario) et des laboratoires de Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC). Ce travail analytique complète et explicite l'expérience acquise par les forces en campagne. Tous s'entendent déjà sur l'utilité d'un certain nombre des capacités que je proposerai. Par contre, d'autres propositions ne suscitent pas le même consensus, et mes commentaires seront davantage axés sur ces dernières.

Les lecteurs peuvent soutenir que la liste des capacités ci-dessous comprend des éléments qui sont des ressources de brigade et de division. Cette façon de pensée traditionnelle ne tient pas compte des changements qui ont eu lieu depuis la fin de la guerre froide. Le déploiement de véhicules aériens sans pilote (UAV) et de radars de contre-batterie (CB) dans un seul bataillon en Afghanistan en 2003 confirme ce que certains affirment depuis des années : les ressources devraient être placées là où elles sont nécessaires et ne devraient pas être confinées à un organigramme rigide.

Comme il en sera question plus bas, un certain nombre des choix d'équipement possibles que l'Armée de terre peut faire ne sont pas très bien adaptés à des missions à haut risque. En mettant de l'avant ces choix, on estimera peut-être que je m'inscris en faux contre des points que j'ai établis dans un numéro antérieur du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de

terre (BDTAT)³². Cette contradiction apparente ne signifie pas que je rejette mes commentaires antérieurs. Elle reflète plutôt ma croyance qu'il ne sera pas possible d'obtenir une partie de l'équipement nécessaire pour ce type de mission à haut risque. Le conflit entre les capacités exigées de l'équipement pour les OHG et les missions à haut risque en est un que l'Armée de terre devra aborder avec honnêteté et sans détours. On ne peut qu'espérer que les bons choix seront faits ou que nos soldats ne seront pas mis en danger dans l'avenir en raison de circonstances qui nous forceront à faire des choix que, avons-nous dit, ne ferions jamais.

Infanterie

Tout examen des types de missions que les Forces canadiennes ont effectués au cours des douze dernières années, soit depuis l'incontournable fin de la guerre froide, souligne la fréquence avec laquelle le Canada a déployé outre-mer des contingents fondés sur l'infanterie. Selon la nature de bon nombre de missions de type OHG, il faut mettre l'accent sur la « présence militaire dans les rues » afin non seulement d'assurer la sécurité et d'observer, mais de gagner et de conserver l'appui de la population locale. Ce fait et la nécessité de pouvoir combattre rendent nécessaires une infanterie de bonne qualité entraînée aux OHG, mais capable de mener des opérations de combat au moins au niveau de la compagnie. Moins une zone de mission est ou devient hostile, plus il sera possible de recourir à des forces blindées et d'artillerie débarquées pour remplacer l'infanterie. Quelles que soient les unités déployées, elles doivent pouvoir se défendre. Elles doivent également avoir la préparation mentale et l'entraînement nécessaires pour effectuer les opérations offensives qu'elles peuvent mener dans la mesure de leurs capacités.

Ces forces doivent pouvoir se protéger contre les menaces immédiates probables que constituent le tir anti-véhicule longue portée, les tireurs d'élite, les mines, les pièges, les bombes de circonstance et le tir indirect. Toutes les capacités nécessaires pour contrer ces menaces ne sont habituellement pas intégrées dans les unités d'infanterie. Conséquemment, les sous-unités d'infanterie devront être appuyées dans une plus ou moins grande mesure par des éléments spécialisés, compte tenu des particularités de chacune des missions. Les compétences de base de l'infanterie, les Coyote, les VBL III, les missiles filoguidés à poursuite optique, lancés par tube (TOW) sous blindage (TUA) et les lance-missiles guidés antichars (ATGM) Eryx des bataillons canadiens offriront, toutefois, une certaine protection contre les armes légères et les armes anti-TTB. Ils auront également un effet dissuasif sur de nombreux éléments hostiles que la combinaison qui précède rendra inférieurs en armement. Cette dissuasion sera amplifiée si nous dotons nos unités d'infanterie d'une arme antichar portative de 4 km de portée, comme le Spike israélien, et d'un lance-grenades de calibre 40 mm pour compléter l'équipement actuel³³.

Bien qu'ils soient les meilleurs véhicules de leur catégorie que nous n'ayons jamais possédés, nos VCB légers actuels sont dotés d'un blindage limité et sont vulnérables au tir de la plupart des armes antiblindées. Il faudra les munir d'un blindage passif d'appoint ou d'une suite d'aides de défense (SAD) capables de contrer les projectiles à énergie cinétique et les roquettes antichars courte portée. Qui plus est, le VBL III n'a pas de capacité antichar, et le missile TOW a une portée inférieure aux armes dont sont équipés bon nombre des chars immédiatement disponibles. De plus, le TOW ne peut pas maintenir la cadence de tir nécessaire pour répondre aux canons de char et de TTB à courte distance³⁴. Une solution à ces lacunes serait d'ajouter des missiles guidés antichars (ATGM) aux VBL III. Un travail initial effectué au RDDC Valcartier révèle que si l'on dotait ce véhicule d'un missile à haute énergie (HEMi), on infligerait beaucoup plus de pertes à un adversaire embarqué³⁵. Une telle possibilité d'infliger des pertes à l'ennemi

devrait avoir comme effet indirect d'augmenter la protection et la surviabilité des unités canadiennes ainsi que l'effet de dissuasion des unités déployées dans le cadre d'une mission là où cette dissuasion est toujours possible.

Véhicule de tir d'appui direct (VTAD)

Même les VBL III dotés de missiles à haute énergie (HEMI) ne seraient pas capables de faire face à toutes les situations. Ils seraient vraisemblablement vulnérables à courte distance, dans des situations de combat à court préavis comme des embuscades, si leurs cibles peuvent résister à un tir de canon de 25 mm. En outre, leur utilisation dans des échanges de tirs de longue portée mettrait inutilement en danger la vie des passagers. Dans les deux cas, un canon de gros calibre monté sur un VTAD bien protégé offre une puissance de tir rapide, précise et autonome après tir qui offre la possibilité de réagir de façon appropriée, immédiate et soutenue aux éléments hostiles. Le document provisoire du DDAT sur l'emploi de la force fait état de quatre véhicules offrant un tir direct : le VBL III, un ADATS à roues, un TOW sous blindage (TUA) monté sur un châssis à roues et le CAM Stryker³⁶. Les problèmes soulevés par le VBL III et le missile TOW ont déjà été traités. Quant au ADATS, c'est une arme très efficace et de longue portée. Toutefois, un véhicule ADATS à roues ne pourrait transporter que relativement peu de missiles et éprouverait des problèmes dans le type de combat/d'engagement (embuscades) à courte distance décrit plus haut. Donc, nous ne pouvons réellement compter que sur le Stryker comme VTAD pour réagir efficacement dans de telles situations.

Si nous insistons pour déployer le VTAD Stryker dans des situations dangereuses, nous devons améliorer sa surviabilité en le dotant d'une SAD et/ou d'un blindage passif additionnel. En l'équipant également d'un missile à l'intérieur de l'arme principale (TBM), on augmenterait considérablement sa létalité et, par voie de conséquence, sa surviabilité³⁷. Ces deux changements au CAM Stryker, s'ils étaient possibles sur le plan technique, conféreraient à l'Armée de terre une partie de la capacité envisagée par le Lgén Jeffery dans ses commentaires devant le comité parlementaire CPDNAC. Ils devraient également amoindrir les problèmes tactiques causés par la nécessité de recourir à deux ou trois types de VCB de capacité relativement faible pour obtenir un tir d'appui direct.

Soutien ISTAR

Généralités. Un élément fondamental de la façon canadienne de livrer la guerre prévue par le DDAT est le suivant : « l'information devrait constituer un facteur dominant. La numérisation et l'automatisation, conjuguées à la supériorité au plan de l'information, seront essentielles au succès³⁸ ». Les efforts entrepris pour faire l'acquisition de radars de contre-batterie (CB) et de véhicules aériens sans pilote (UAV) et les déployer en Afghanistan révèlent que le MDN est sérieux dans sa décision d'améliorer la capacité de nos forces déployées de déceler tôt un adversaire³⁹. Un système canadien de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance (ISTAR) pourrait recourir aux sources de renseignements suivants : forces alliées ou de coalition, forces terrestres, forces de reco terrestres, systèmes aéroportés et systèmes qui détectent les signatures laissées par l'ennemi. On ne connaît pas actuellement la contribution ISTAR des forces alliées et de coalition à toute mission. Par conséquent, je n'en discuterai pas plus avant, si ce n'est pour mentionner qu'une telle incertitude, dans un domaine que nous jugeons crucial, signifie que nous devons pouvoir fournir une capacité efficace en cette matière.

Forces terrestres. Les forces d'infanterie et blindées déployées dans le cadre d'une mission peuvent fournir des quantités appréciables de renseignements sur ce qui se passe près d'elles et sur ce qui leur arrive, et ce, à chaque heure. C'est une des raisons pour lesquelles il faut beaucoup de personnes sur place dans les missions de type OHG pour observer et apprendre les faits quotidiens qui touchent le contingent canadien. Toutefois, comme ces forces doivent aussi exécuter une mission de sécurité/d'imposition de la paix, elles ont besoin d'être appuyées par des éléments ISTAR spécialisés.

Forces de reco. Même dans une ère de UAV, de satellites et d'aéronefs dotés de suites de capteurs de haute capacité, il faut encore des forces de reconnaissance au sol pour analyser les contacts et observer les activités qui sont indétectables ou non identifiables à l'aide d'autres systèmes ISTAR. La recherche opérationnelle⁴⁰ et l'expérience documentée de l'escadron de reconnaissance du Royal Canadian Dragoons (RCD)⁴¹ ont fourni des données utiles sur la structure requise des unités de reco. Le Coyote est une plate-forme de reconnaissance et de surveillance efficace, mais relativement coûteuse. On pourrait y apporter diverses améliorations, tout particulièrement au chapitre du temps nécessaire à la mise en batterie et hors batterie de la suite de surveillance montée sur mât⁴². Le coût du Coyote et le fait qu'il est fort peu probable qu'on en obtienne d'autres signifient que les unités de reco n'en posséderont jamais assez pour effectuer tout le travail qu'il y a à faire. Ces unités doivent être appuyées par des véhicules de contre-reconnaissance spéciaux et des véhicules de reconnaissance sur roues à faible signature⁴³. Compte tenu de ses capacités propres, le véhicule de contre-reconnaissance pourrait également jouer un rôle utile dans la majorité des missions de type OHG⁴⁴. Les véhicules de reconnaissance sur roues peuvent également apporter une contribution valable dans le cadre des missions de type OHG, mais ils ne doivent pas être de simples véhicules de type Iltis. Dans les opérations de combat et dans toute tâche d'OHG aussi bénigne soit-elle, les véhicules de reconnaissance sur roues doivent offrir un blindage de protection et être équipés d'armes pouvant détruire des véhicules blindés légers et lourds⁴⁵. L'utilisation de véhicules terrestres sans pilote (UGV) peut être une façon de répondre en totalité ou en partie aux besoins en matière de véhicules de reconnaissance sur roues.

Systèmes de surveillance aéroportés. Dans la décision d'acheter des UAV pour le groupe-bataillon à Kaboul, on a tenu compte (peut-être inconsciemment) des leçons retenues au cours de trois études de recherche opérationnelle de la DRO et d'une expérience menée au CEAT. Dans ces études et dans cette expérience, on a constaté que les UAV apportaient une certaine contribution au tableau ISTAR sans mettre en danger la vie des soldats canadiens, et ils ont été recommandés comme ajouts utiles à la force déployée⁴⁶. Dans une étude, les UAV ont eu un taux de succès dans plus de 50 % des missions visant à déterminer l'emplacement et/ou l'itinéraire du gros des troupes ennemis de la taille d'un bataillon (-)⁴⁷. En raison de leurs angles de champ circonscrits, de leur éloignement des troupes terrestres appuyées, des limites de leurs capteurs et de leur efficacité opérationnelle, les UAV ne peuvent pas cependant répondre à tous les besoins de surveillance aéroportée. Les analyses effectuées par la DRO et le CEAT ont révélé que les hélicoptères équipés de capteurs de haute performance comme le ORSAC peuvent véritablement aider une force terrestre appuyée à accomplir sa mission⁴⁸.

Capteurs qui ciblent les signatures produites par l'ennemi. Tous les systèmes ISTAR qui précèdent ont pour seule raison d'être la détection des forces et des activités de l'adversaire. Certains capteurs recourent aux activités de l'ennemi pour déceler les forces de ce dernier. Les deux meilleurs exemples de ces types de capteurs sont les systèmes de guerre électronique et

les systèmes d'acquisitions d'objectifs de contre-batterie (AOCB) (radars CB, repérage par le son et repérage par éclats). Ces capteurs donnent non seulement des renseignements sur l'ennemi, mais peuvent inciter l'ennemi à réfléchir à deux fois avant d'utiliser toute capacité qui peut être détectée. Cette hésitation peut apporter d'inquantifiables bénéfices aux troupes amies en dissuadant l'ennemi d'employer toutes ses ressources. La guerre électronique est le sujet de nombreux romans et films; il n'est donc pas nécessaire d'en prouver l'utilité. Même s'ils sont moins bien documentés, les systèmes AOCB n'en sont pas moins efficaces. Non seulement ils fournissent des renseignements sur les systèmes de tir indirect de l'ennemi, mais, lorsqu'ils sont reliés à un moyen de riposte, ils nous permettent de détruire ces armes de tir indirect ou forcent l'ennemi à consacrer temps et efforts à effectuer des mouvements de surviabilité⁴⁹. De tels systèmes de capteurs de repérage des activités ennemis ne peuvent pas être utilisés contre tous les ennemis. Un adversaire qui ne génère pas les signatures appropriées ne sera jamais importuné par les systèmes de guerre électronique ou les systèmes AOCB. Qui plus est, les erreurs de l'ennemi peuvent diminuer les avantages qu'on peut tirer de la guerre électronique⁵⁰.

Commandement et contrôle

Un système ISTAR efficace s'avère peu utile à une force dotée d'un équipement léger comme le nôtre si celle-ci ne peut pas recueillir et diffuser rapidement les données de renseignement obtenues. Par conséquent, nos forces ont besoin d'un système de commandement et de contrôle pour guider leurs efforts. Après avoir mis l'accent sur la prédominance de l'information, nous devons être en mesure de transmettre l'information et les ordres rapidement à nos forces en mission, sinon celles-ci — de capacité limitée — ne seront pas en mesure de se rendre à temps là où elles doivent aller sans éviter un combat en marche — combat que nous ne pouvons pas risquer de livrer, car, en raison de l'insuffisance de nos forces blindées et de la faiblesse de notre puissance de tir, il nous est impossible de manœuvrer en sécurité en présence d'un ennemi efficace⁵¹.

Tir d'appui indirect

Le tir indirect produit par l'artillerie de campagne et les mortiers fait partie intégrante de l'équipe interarmes canadienne depuis au moins la Première Guerre mondiale. Au cours de la guerre de Corée, la supériorité du tir indirect a aidé une petite force de l'ONU sur la ligne de front face à des soldats chinois et nord-coréens supérieurs en nombre. Les batailles défensives des forces canadiennes durant cette guerre ont été fréquemment livrées par une ou deux compagnies d'infanterie qui, appuyées du tir indirect, ont repoussé des attaques ennemis importantes⁵². L'étude sur la force de contingence principale (FCP) menée par la DRO en 2001 et 2002 réaffirmait l'importance du tir indirect. L'obusier M109 amélioré utilisé aux fins de l'étude était le système d'arme le plus efficace et le plus létal dont disposait le commandant de la FCP⁵³.

Pour l'étude sur la FCP, on s'est servi d'un scénario de guerre qui peut ne pas sembler pertinent par rapport à la « réalité de la défense canadienne moderne ». Toutefois, les situations tactiques de base dans lesquelles se trouvaient les troupes canadiennes soumises à l'étude ont toujours une pertinence directe avec les missions de moindre envergure au cours desquelles nous ne pouvons pas compter sur les États-Unis et le Royaume-Uni pour combler nos vides. De plus, l'évolution des situations dans le monde, les différents gouvernements et les nouveaux ennemis peuvent facilement donner lieu à des circonstances imprévues⁵⁴. Le 10 septembre 2001, peu de

gens pouvaient sérieusement prévoir les deux guerres qui seraient menées sous l'égide des États-Unis après les événements du lendemain. Pour ceux qui demeurent sceptiques, le déploiement des obusiers canadiens en Bosnie et en Afghanistan souligne l'importance de pouvoir déployer des systèmes outre-mer grâce auxquels on peut « lancer des projectiles plutôt que des corps ». L'utilité d'avoir un système ISTAR qui vous informe sur les activités d'un adversaire est en grande partie perdue si vous ne pouvez pas répondre facilement, efficacement et promptement aux renseignements obtenus.

Outre l'étude sur la FCP, au moins quatre autres études récentes de la DRO⁵⁵ nous aident à mieux comprendre la nature et le type de système de tir indirect dont nous avons besoin. D'après ces études et une analyse de la situation mondiale actuelle, nos systèmes de tir indirect déployés doivent être très létaux et de longue portée, posséder une forte cadence de tir et offrir la capacité de recourir à la tactique « tire et détaile », tout en étant déployables stratégiquement et souples sur le plan opérationnel. Afin d'éviter de tuer ou de blesser des personnes dans les populations locales ou avoisinantes, il faut que notre tir, du moins au cours de missions de type OHG, soit tout aussi « chirurgical » que létal. Cela milite en faveur du contrôle intégral qu'offrent les munitions à guidage laser.

L'expérience des chasseurs-bombardiers qui devaient ramener des bombes à guidage laser pendant la guerre du Kosovo à cause de l'obscurcissement au-dessus de la zone-cible confirme que même les munitions guidées laser ont leurs limites. Ce type de munition nécessite un observateur capable de voir et de désigner l'objectif à temps et à l'intérieur d'une géométrie rigoureuse entre l'observateur, l'objectif et le lanceur. Toutefois, le succès de ces armes (lancées d'aéronefs) durant la guerre de 1999 ainsi que les conclusions d'une étude la DRO et d'une expérience du CEAT (les deux menées à l'aide de projectiles lancés de systèmes terrestres) montrent à quel point ces munitions peuvent être efficaces⁵⁶.

La nécessité d'utiliser des munitions à guidage laser nous forcera probablement à employer des mortiers de 120 mm et/ou des obusiers de 155 mm, car ces armes sont de calibres appropriés pour tirer ce type de munition⁵⁷. La recherche opérationnelle⁵⁸ révèle qu'un mortier de 120 mm automoteur pourrait offrir une grande partie de la performance recherchée. Toutefois, un tel système comparé à d'autres serait de courte portée (sa portée de tir avec obus explosifs (HE) correspond grosso modo à celle de l'ancien obusier démontable L5 de 105 mm)⁵⁹. Si nous achetons le mortier de 120 mm automoteur pour en faire notre seul système de tir indirect d'appui rapproché — comme certains l'ont proposé⁶⁰ — nous diminuerions notre capacité tactique. Cette perte de capacité réduirait vraisemblablement notre souplesse dans les missions de type OHG où notre contingent couvre une grande zone d'opérations et mettrait en danger la vie de militaires canadiens au cours de missions à haut risque en raison de l'absence d'un tir de couverture et de protection nourri. Conséquemment, la décision de remplacer nos obusiers de 155 mm actuels par des mortiers automoteurs marquerait un tournant et signifierait que nous mettons sur pied une armée de terre axée sur les missions de type OHG plutôt qu'une armée pouvant manœuvrer dans des situations plus exigeantes. Ce changement serait une autre confirmation de la mesure dans laquelle l'Armée de terre s'écarte de la stratégie d'équipement à deux volets.

Quel que soit le système de tir indirect choisi, on doit pouvoir y associer l'instruction d'observateurs avancés très compétents. Même si nous ne déployons pas nos lanceurs de tir indirect dans le cadre d'une mission donnée, nous voudrons certainement que les observateurs avancés

canadiens qui travaillent en étroite collaboration avec notre contingent soient aptes à faire des demandes de tir d'appui indirect et à coordonner le tir d'appui indirect des forces amies. Nous devons également fournir à notre contingent un grand nombre d'observateurs équipés de marqueurs laser afin de tirer avantage de la puissance des munitions à guidage laser et de surmonter les difficultés inhérentes au guidage de telles munitions⁶¹.

Appui de la force aérienne et de l'aviation

Généralités. L'appui aérien aux contingents terrestres n'est pas une responsabilité de l'Armée de terre. Toutefois, on ne peut pas discuter du déploiement des forces dans des zones hostiles sans tenir compte de la nature interarmées des missions. Par conséquent, j'ajouterais quelques mots à mes commentaires précédents sur l'appui associé à ce type de mission, notamment sur l'utilisation des hélicoptères comme systèmes ISTAR.

Appui des chasseurs-bombardiers. L'expérience de la première et de la deuxième guerres du Golfe, la soumission des Serbes de Bosnie en 1995, la guerre du Kosovo en 1999 et le renversement du régime taliban sont tous des événements qui mettent en relief la puissance des forces aériennes modernes. Tous ces conflits soulignent également les limites de la puissance aérienne. En aucun cas a-t-on pu gagner une guerre avec la seule puissance aérienne⁶². L'expérience acquise à cet égard au cours des événements qui précèdent est confirmée par une récente étude de recherche opérationnelle⁶³ sur la contribution des chasseurs-bombardiers. Il n'est pas certain que nous déployerons des CF-18 en appui des contingents terrestres canadiens. Si nous ne les déployons pas, nous voudrons néanmoins nous assurer de pouvoir envoyer des contrôleurs aériens avancés (CAA) bien entraînés capables de demander l'appui aérien des forces de coalition/alliées et de le coordonner. Il serait utile que ces CAA aient également la formation d'observateurs avancés de tir indirect, car cet instruction rehausserait la souplesse tactique.

Hélicoptères armés. Compte tenu des dimensions de la zone de responsabilité du contingent et de la nature de la mission, il y a un réel avantage à pouvoir compter sur des hélicoptères armés, de préférence d'attaque. De tels systèmes offrent une force/réserve rapidement déployable qui allie létalité élevée, mouvement rapide (dans des ciels non hostiles) et capacité (utile) de surveillance d'une zone. Une récente étude menée par le CEAT révèle également que les hélicoptères armés accélèrent l'avance des forces de reco et leur permet de se désengager plus lentement⁶⁴. Par conséquent, il serait utile de pouvoir déployer des hélicoptères armés ou d'attaque lorsque, dans des missions, les zones d'opérations sont étendues. Si nous ne sommes pas en mesure de faire l'acquisition de tels appareils, nous devrions à tout le moins pouvoir déployer un état-major de liaison air qui puisse coordonner l'emploi de ces aéronefs en appui de nos forces. Parallèlement, nous ne devons pas perdre de vue que les hélicoptères armés ont leurs propres limites en matière opérationnelle et d'appui. La non-utilisation des hélicoptères Apaches de la US Army au cours de la guerre du Kosovo et les problèmes éprouvés par ces appareils au cours de la deuxième guerre du Golfe soulignent un certain nombre de ces lacunes⁶⁵.

Soutien du génie

Le fréquent déploiement de contingents au cours des douze dernières années dans des régions du globe ravagées par les conflits a exigé de lourds efforts de la part du génie de campagne du Canada. On lui a demandé de fournir un vaste éventail de services allant du soutien général au

maintien de la mobilité en passant par la prestation d'instruction en matière d'explosifs et l'élimination des engins explosifs. Il semble très peu probable qu'au cours des missions à venir, nous soyons en mesure de faire abstraction de ce soutien.

Le génie a un rôle essentiel à jouer dans la protection de la force. C'est lui qui aura probablement à s'occuper des mines, pièges et bombes de circonstance mentionnées précédemment, car elles mettent en danger la vie des soldats canadiens déployés. Nos tragiques expériences en ex-Yougoslavie et en Afghanistan ne laissent planer aucun doute : nos soldats peuvent être tués et blessés par des mines, qu'elles aient été posées lors de conflits antérieurs ou de fraîche date dans le but de s'attaquer à nos troupes et de saper leur moral. Le travail du génie relié à la guerre des explosifs et des mines englobe à la fois la surveillance d'itinéraires et de zones ainsi que le marquage et l'enlèvement des engins explosifs dont la présence nuit à nos opérations ou compromet la sécurité de nos soldats. Comme ces types d'opérations peuvent être très exténuants, il faut mettre en place un élément du génie assez important pour qu'il puisse exécuter au moment voulu toutes les tâches nécessitant une intervention ponctuelle, tout en permettant aux sapeurs d'effectuer le travail le plus dangereux et le plus exigeant, p. ex., la reconnaissance et l'enlèvement des mines, et d'effectuer des rotations fréquentes pour qu'ils soient toujours frais et dispos. La tâche de protection de la force comprend également l'aide au creusage d'ouvrages de protection, p. ex., des casemates, des tranchées et des fossés.

Les tâches de mobilité et de contre-mobilité que doit effectuer le génie sont non seulement physiquement épuisantes, mais dangereuses si un adversaire s'oppose à ce que font les sapeurs ou simplement veut causer des pertes dans l'autre camp. Le bon sens et une récente étude de recherche opérationnelle nous enseignent que du personnel sédentaire et sans protection effectuant une tâche du génie est très vulnérable aux attaques d'un ennemi armé uniquement d'armes légères et de mortiers tirant des munitions explosives (HE) minimales⁶⁶. Ces risques soulèvent une préoccupation fondamentale : comment protéger les sapeurs pendant qu'ils travaillent au sein d'une force qui doit se déplacer en véhicules à roues et être aérotransportable. Le soutien du génie fourni à la force de campagne est le troisième point à l'égard duquel l'Armée de terre doit prendre un décision compte tenu du type d'opération — OHG ou à haut risque — qu'elle prépare.

Défense aérienne

Le déploiement des transporteurs ADATS à roues mentionnés précédemment devrait répondre à nos besoins de défense antiaérienne probables⁶⁷.

Soutien logistique et services médicaux

Tous conviennent depuis de nombreuses années de la nécessité de fournir des services de soutien appropriés à nos contingents. Je n'ai pas l'intention de développer davantage ce point, mais j'aimerais cependant préciser que la quantité de ressources et de carburant/sources énergétiques que nous pouvons nous procurer dans des pays ravagés par des conflits sera vraisemblablement insuffisante, et la dépendance envers un réapprovisionnement aérien ne peut que nous rendre vulnérables à toute coupure de notre filin de secours.

Soutien non traditionnel

COCIM. La nécessité de gagner l'appui de la population locale à l'égard de nos forces signifie qu'un bureau des affaires civilo-militaires efficace sera un ingrédient important de notre succès.

Le personnel affecté à la collaboration civilo-militaire doit donc être tout spécialement entraîné en vue de l'exercice de ses fonctions.

Opérations psychologiques (Opspsy). Notre contingent et son personnel COCIM devront toujours obtenir le soutien du personnel des opérations psychologiques (Opspsy), qui est en mesure d'agir sur la façon dont la population locale perçoit notre intervention. De plus, ce personnel sera important pour contrer toute propagande contre notre travail mise de l'avant par des éléments hostiles. Notre personnel Opspsy devra être compétent. On n'a qu'à jeter un coup d'œil à l'affaire de la Somalie pour se rendre compte à quel point les choses peuvent s'envenimer lorsque la communication d'un message au public est jugé non crédible⁶⁶. Une fois que nos porte-parole sont jugés inéptes, mal informés ou trompeurs, nous aurons beaucoup de difficulté à nous mériter et à conserver la confiance et l'appui de la population proche de notre contingent.

Forces spéciales. Malgré le peu d'information immédiatement disponible dans la littérature sur le sujet, on constate les avantages qu'on peut tirer éventuellement du déploiement d'éléments de forces spéciales au sein d'un contingent conventionnel de plus grande taille. Les opérations furtives de grande qualité de ces éléments peuvent susciter un accroissement des capacités de notre contingent hors de proportion avec le nombre de soldats des forces spéciales déployés. La présence de ce type d'éléments peut également apporter de nouvelles sources d'information à notre quartier général de contingent.

Défense nucléaire, biologique et chimique (NBC). Le déploiement de ressources de défense NBC au sein de nos contingents devrait répondre à nos besoins de protection. Cette capacité aura également un effet dissuasif sur ceux qui pourraient avoir l'intention de se servir d'armes de destruction massive contre nos forces. Il faudrait, toutefois, associer des éléments de reconnaissance, de surveillance et de décontamination à cette capacité.

CONCLUSION

Dans ses récents commentaires, le CEMAT a établi des exigences très élevées auxquelles l'Armée de terre doit répondre en matière de capacité opérationnelle. Même avant les présents commentaires, l'Armée de terre avait officiellement décidé de recourir à la haute technologie pour modeler la structure de la force de l'avenir. Cette notion a remplacé l'ancienne stratégie d'équipement à deux volets selon laquelle on prévoyait diverses pièces d'équipement clés pour couvrir tout le spectre des risques associés aux missions.

L'annonce récente de la décision d'acheter le CAM Stryker en remplacement du char Leopard C2 semble indiquer qu'en fait, nous équipons nos soldats d'un nouvel équipement en empruntant la voie d'une technologie moins sophistiquée. Le CAM Stryker représente une partie de la stratégie à deux volets; il devrait nous permettre de répondre à la majorité des tâches attendues d'un VCB affecté à des OHG. Toutefois, son achat en remplacement du Leopard C2 signifie que nous ne mettrons probablement en service ni les chars modernes, ni le VTAD complet adaptés aux missions à haut risque avant au moins une génération après l'entrée en service du Stryker.

Par conséquent, pendant plusieurs décennies au moins, nous fournirons des contingents aux missions de gestion de crise, contingents qui seront dotés du CAM Stryker comme VTAD. Pour les missions à faible risque, cette situation ne devrait pas poser de problèmes. Toutefois, nous faisons face aux trois possibilités ci-dessous en ce qui a trait aux missions à haut risque.

Dans le premier cas, nous abordons directement le problème des lacunes du CAM Stryker et prenons des dispositions au niveau international pour acheter des VTAD plus efficaces que le Stryker, en réponse à des besoins déterminés. Ces arrangements pourraient comprendre l'achat ou la location en temps de paix d'une petite quantité de chars modernes ou une entente ponctuelle conclue préalablement avec les États-Unis prévoyant la location, le déploiement et l'utilisation d'un certain nombre de chars M1A1. L'une ou l'autre de ces solutions obligerait l'Armée de terre à revenir sur son rejet catégorique de l'utilité des chars pour le Canada. Un revirement d'une telle ampleur ne semble pas concevable.

Dans le deuxième cas, nous développons les capacités de nos forces de manière à minimiser les effets des faiblesses actuelles du CAM Stryker. Voici alors les nouvelles capacités requises :

- ◆ Équiper l'infanterie de lance-grenades automatiques et de missiles guidés antichars (ATGM) débarqués d'une portée de 4 km.
- ◆ Combler les lacunes du VBL III au chapitre de la puissance de tir d'autodéfense et antichar, en le dotant, par exemple, de missiles à haute énergie (HEMi). Cette solution permettrait au VBL III de se défendre à de plus grandes distances.
- ◆ Doter le CAM Stryker d'une suite d'aides de défense (SAD) et de missiles à l'intérieur du tube de l'arme principale.
- ◆ Doter les forces de UAV et de systèmes d'acquisition d'objectifs contre-batterie (AOCB) efficaces.
- ◆ Appuyer les Coyote de véhicules de reconnaissance sur roues furtifs et/ou de véhicules terrestres sans pilote (UGV).
- ◆ Améliorer la performance du Coyote dans des domaines tels que la mise en batterie et hors batterie de ses suites de capteurs.
- ◆ Obtenir un système de surveillance aéroporté possédant des capacités similaires à celles qui ont été simulées pour le Griffon ORSAC au cours de diverses expériences et études de recherche opérationnelle.
- ◆ Mettre en service des systèmes de tir indirect améliorés et compter sur un nombre suffisant d'observateurs avancés dotés de marqueurs laser chargés de guider le tir de ces systèmes et celui de nos alliés.
- ◆ S'assurer que nous pouvons fournir à notre contingent l'appui aérien et d'hélicoptères armés canadiens ou alliés.
- ◆ Disposer d'un équipement de génie de campagne protégé et efficace.
- ◆ Compter sur des forces de soutien non traditionnelles solides (p. ex. Opspsy, COCIM, etc.)

Dans le troisième cas, nous espérons que d'autres pays compensent nos faiblesses ou nous prenons des dispositions dans ce sens. Étant donné les incertitudes inhérentes à la guerre de coalition, une telle façon de faire pourrait être vue comme une abdication d'une partie des attentes réciproques entre le Canada et ses soldats⁶⁹.

Quel que soit le type de mission à laquelle nos contingents participeront, leur participation sera probablement considérée comme discrétionnaire par notre gouvernement, car aucun intérêt vital du Canada ne sera vraisemblablement en jeu. La protection de la force sera donc l'un des éléments les plus importants dont il faudra tenir compte dans la conception de tout contingent si l'on veut que le public appuie le déploiement. Cet impératif peut même être plus important que l'accomplissement même de la mission. La menace envers nos contingents proviendra probablement de forces conventionnelles et/ou de guérilla/terroristes participant à des conflits intra ou inter-étatiques. Ces conflits obligeront nos troupes à mener des opérations dans des zones urbaines et non urbaines.

En raison de la « déclaration » de guerre à la terreur de nos plus proches alliés, nous devrons compter — au-delà des récentes prévisions — sur nos propres ressources pour mener nos opérations. Même s'il est probable que nous déployions nos forces au sein d'une force de coalition, nous devrons maintenir la capacité de base nécessaire pour assurer l'efficacité et la sécurité de nos troupes. Cette sécurité proviendra, en partie, de notre capacité d'entreprendre des opérations de combat et de l'effet de dissuasion découlant d'une telle capacité.

De ce besoin d'autosuffisance découle la nécessité de doter l'Armée de terre d'un ensemble complet de capacités destiné à ses unités autonomes tactiques (UAT), ensemble comprenant tous les éléments de l'équipe interarmes ainsi qu'un vaste éventail de services de soutien traditionnels et non traditionnels. Il faut bien équiper nos forces afin de compenser leurs effectifs limités et récolter les bénéfices attendus de la RAM. Dans le passé, on estimait qu'une partie des ressources nécessaires étaient des ressources de niveau de formation. Il faudra de la souplesse d'esprit pour les intégrer dans des contingents de la taille de groupe-bataillon afin d'éviter l'exclusion des ressources nécessaires fondée sur des préceptes découlant d'organigrammes désuets.

Finalement, les capacités de nos forces seront directement reliées au fait que celles-ci doivent être aérotransportables. Nombre des systèmes les plus efficaces disponibles aujourd'hui ne sont pas transportables et/ou maintenables en puissance par aéronefs. L'élaboration de forces aérotransportables à court terme en vue de nos missions à faible risque éventuelles entrera donc en conflit avec la fourniture de l'équipement nécessaire aux missions plus dangereuses. Ce conflit se situera à trois niveaux : la mise en service d'un CAM Stryker non amélioré comme VTAD, l'apport d'un tir d'appui indirect approprié et la mise en place d'un soutien du génie de campagne efficace protégé. Il faudra faire des choix cruciaux dans ces trois domaines, tout en comprenant clairement la portée de ces choix quant aux capacités qu'on obtiendra ou à celles qu'on devra abandonner.

RECOMMANDATIONS

Suite aux considérations qui précèdent, l'auteur recommande que l'Armée de terre :

- ◆ dote nos forces du meilleur équipement possible afin de leur permettre de survivre dans un vaste éventail de missions potentiellement hostiles — diverses suggestions de capacités nouvelles ou améliorées figurent dans le présent document;
- ◆ soit consciente des limites des forces qu'elle met sur pied;
- ◆ expose clairement et honnêtement à nous-mêmes, au gouvernement et à la population canadienne ce que nos forces peuvent et ne peuvent pas faire;

♦ si le gouvernement compte sur l'Armée de terre pour atteindre l'objectif d'intervention « quelle que soit la mission à accomplir » en participant, de façon significative, à des missions à haut risque, précise que de telles missions nécessitent provisoirement une version subventionnée de la stratégie d'équipement à deux volets ou de l'engagement ferme de nos alliés à compenser nos faiblesses et limite le plus possible les risques que courrent nos soldats.

Au sujet de l'auteur...

Le Major Les Mader est diplômé du Collège militaire royal de Saint-Jean et du RMCS de Shrivenham. Il a fait partie d'unités d'artillerie de campagne et d'artillerie antiaérienne, en Allemagne, à Chypre, à Valcartier et à Gagetown. Il occupe actuellement un poste à la Division de la recherche opérationnelle, au Quartier général de la Défense nationale, et il contribue régulièrement au Journal.

NOTES

1. Au cours de la guerre froide, une expression courante servait à décrire les préparatifs de l'OTAN en Allemagne de l'Ouest: en effet, on parlait de la guerre « sans autre forme de déploiement ». Cette expression laissait entendre qu'on n'aurait pas le temps de déployer des forces d'ailleurs pour freiner l'avance des forces du pacte de Varsovie. Par conséquent, les forces déployées en Europe devaient être prêtes à tous égards à combattre à très bref préavis. Dans le présent article, l'auteur fait des commentaires sur l'organisation et le développement de la force dans une ère différente — une ère d'opérations militaires discrétionnaires dans laquelle un certain nombre de pays déploient les ressources qu'ils veulent bien déployer sans nécessairement envoyer ce qui est nécessaire.
2. Voir l'encart de 4 pages, *Un message du Commandant — La transformation de l'Armée de terre. Faire beaucoup plus avec moins* (ci-après *Faire beaucoup plus avec moins*), paru dans le journal des Forces canadiennes, *La Feuille d'éralbe*, vol. 6, no 42 (12 nov. 2003).
3. Voir *Faire beaucoup plus avec moins*, p. 1.
4. Voir les articles de l'auteur dans *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, « Un projectile de 105 mm amélioré pour les chars : Une nécessité », (ci-après « Projectile amélioré »), vol. 4, no 4 (hiver 2001-2002) et « Approche manœuvrière aux opérations : Réflexions sur la validité de notre perception » (ci-après « Approche manœuvrière aux opérations »), vol. 3, no 4/vol. 4, no. 1 (hiver 2000/printemps 2001) et les études de la DRO — M.K. Ormrod, Noël de Tilly et Major J.J.L.C. Bender, Compte rendu de projet ORD PR 9817 QUARRÉ de FER : Analyse des VBC dans des tâches de guerre, ci-après le rapport *QUARRÉ DE FER*, Publications du gouvernement du Canada, Ottawa, 1998; M.K. Ormrod, P.R.S. Bender et Major D.T. Davison, Compte rendu de projet ORD PR 9905 IRON RENAISSANCE : Évaluation de l'équipe de combat dotée de VBL III au cours d'opérations de guerre conventionnelle, ci-après le rapport *IRON RENAISSANCE*, Publications du gouvernement du Canada, Ottawa, 1999; Major L.R. Mader, P.S. Ladouceur et P. Bender, Compte rendu de projet ORD PR 0002 BRONZE SHIELD : Évaluation de la menace que constituent les munitions volumétriques dans un combat interarmes (NC), Publications du gouvernement du Canada, Ottawa, 2000, (SECRET AUSCANUKUS); Major J. De Carufel, M.K. Ormrod et P.R.S. Bender, Compte rendu de projet ORD PR 2001/06, IRON UNGUIS : Une analyse des options en matière d'armes antiblindées pour l'infanterie, ci-après le rapport *IRON UNGUIS*, Publications du gouvernement du Canada, Ottawa, 2001, et Maj J.A. Summerfield et M.K. Ormrod, R 2003/01 Groupe-brigade de combat de la force principale de contingence — Étude des capacités (BRONZE ZIZKA), ci-après le rapport *BRONZE ZIZKA*, Ottawa, Ministère de la défense nationale, 2003.
5. Voir l'entrée sur le Leopard 1 dans Jane's dans l'Intranet de la Défense (RID) en date du 10 sept. 2003.
6. La présente liste est un résumé personnel fondé sur les commentaires entendus au QGDN et faits, mentionnés ou sous-entendus dans des exposés du BDIAT tels que ceux-ci : éditorial — collaboration spéciale, « Qu'est-ce qui constitue, selon vous, le centre de gravité de l'Armée de terre? », vol. 2, no. 4 (hiver 1999) par le Col M.G. Macdonald; « Une partie de leur cavalerie pourrait être convertie : développement de la force blindée légère dans l'armée canadienne, 1952-1976 », vol. 2, no 4 (hiver 1999), par Sean M. Maloney; « Le char : le mot tabou de l'Armée de terre canadienne » (ci-après « Le mot tabou »), vol. 4, no. 4 (hiver 2001), par le Maj Lee J. Hammond; « Le rapport des caporaux », (ci-après « Le rapport des caporaux »), vol. 5, no 3 (automne 2002), par le Cpl W.C. Gomm et le Cpl R.K. Moran; « Le Leopard au Kosovo — Véhicule blindé de combat idéal? », vol. 3, no 1 (printemps 2000), par le Capt Don Senft, et les lettres suivantes de la Tribune libre : « Jusqu'où peut-on porter un bérét noir? », vol. 5, no 1 (printemps 2002), par le Capt Steve Giberson et sans titre, par le Slt Wade Peters, vol. 5, no 1 (printemps 2002). Le commentaire de Martin Shadwick, « Les chars et les choix asymétriques », *Revue militaire canadienne*, vol. 4, no 1 (2003) fait également allusion à ces préoccupations.

7. Voir *Le mot tabou*, p. 76.
8. Voir Ezio Bonsignore, "Armour Deployment Common Sense, Anyone?" *Military Technology* Vol. XXVII, no 11 (2003), p. 62-66, et William K. Suttie, "Integrated Survivability for Land Platforms," p. 57-61.
9. Voir Ian Bostock, "Australia pushes the boat out to boost defences", *Jane's Defence Weekly*, 12 nov. 2003, p. 2.
10. Voir « *Engagés, vers l'avant — La Stratégie de l'Armée de terre* » (ci-après « *La stratégie de l'Armée de terre* »), qui se trouve dans l'Internet (2 mai 2002), p. 10.
11. Voir *La stratégie de l'Armée de terre*, p. 12.
12. Pour un aperçu des types de missions pour lesquelles l'Armée de terre envisageait d'utiliser un VCB dans les OHG, voir Major D.C. Wilkinson et M.K. Ormrod, Compte rendu de projet ORD PR 9607 IRON NOBLE : *Étude sur les véhicules blindés de combat* (Publications du gouvernement du Canada, Ottawa, 1996), Annexe A.
13. Voir *Le mot tabou*, p. 74.
14. Voir le *Guide de planification de la Défense 2000* des Forces canadiennes, section 303, paragraphe 1 (5 août 1999).
15. Voir la *Stratégie de l'Armée de terre*, p. 20.
16. Voir la transcription des commentaires du Lgén Jeffery devant le comité parlementaire CPDNAC (Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants), qui figuraient sur Internet le 12 avril 2002.
17. Le canon automoteur (CAM) Stryker offre un rendement limité pour les raisons suivantes : il est équipé du même canon (relativement faible) que le Leopard tout en transportant moins que la moitié des munitions à bord de ce dernier (18 munitions d'armement principal contre 60 pour le Leopard 1) et son blindage est même moins résistant que celui du Leopard 1 — le Leopard C2 muni d'un blindage additionnel a des chances de résister au tir de canons de calibre moyen montés sur VCB léger et de grenades lancées à l'aide de roquettes, alors que le blindage additionnel du CAM Stryker ne résisterait qu'au tir de mitrailleuses lourdes et aux grenades propulsées par roquettes. Ces renseignements sur le Leopard et le CAM Stryker sont extraits du Jane's sur le RID et de l'article "Army Selects LAV III Variants to Equip New Interim Brigades", paru dans la revue *Armor* de la US Army, janvier-février 2001, p. 13-15, et fournis par l'état-major de l'Armée de terre.
18. Le CAM Stryker a eu peine à répondre aux exigences de poids en vue du transport par aéronef Hercules C-130 (Voir Scott Gourlay, "Stryker Brigade Passes Latest Milestone", *Jane's Defence Weekly*, 4 juin 2003, p. 8). Même s'il devenait possible néanmoins de le déployer ainsi, la facilité avec laquelle on pourrait le transporter par voie aérienne dans une zone de crise n'est pas claire. Au rythme de 2,24 km le litre, un escadron de 14 CAM Stryker consommerait 624 litres de carburant, même en situations idéales où les moteurs ne tourneraient pas au ralenti ou à plein régime, au cours d'un trajet routier de 100 kilomètres (dans le Jane's sur le RID en date du 10 sept. 2003, on précise que les CAM Stryker peut parcourir 482 kilomètres avec un réservoir de carburant de 215 litres). Compte tenu de la quantité de carburant « perdue » en raison de moteurs tournant au ralenti, des déversements et de l'évaporation et compte tenu de la masse de la dotation initiale en munitions et en pièces de recharge du CAM Stryker, il est probable que même un seul escadron de CAM Stryker constituerait un lourd fardeau logistique pour une force soutenue uniquement par la voie des airs. La logique serait qu'une telle force recourt au transport maritime pour déployer le gros de son matériel logistique le plus près possible de la zone de mission de façon à limiter le plus possible le transport par voie aérienne.
19. Dans une entrevue télévisée du 30 oct. 2003, le Lgén Hillier a souligné que le CAM Stryker est un « tueur de serpent » qui répond très bien au « type de véhicule dont nous avons besoin pour ces situations [opérations de paix] ». Voir la transcription des remarques du Lgén Hillier sur le RID en date du 3 nov. 2003.
20. Voir les commentaires du Lgén Hillier au cours de la conférence de presse du 29 oct. 2003 au cours de laquelle il a annoncé l'achat du CAM Stryker, tel qu'ils sont rapportés sur le site Web du MDN le 30 oct. 2003. Dans ces commentaires, le Lgén Hillier précise que le CAM Stryker nous confère « une capacité de tir d'appui direct sur une plate-forme qui peut être déployée et qui le sera ». Le CEMAT poursuit ses commentaires en faisant état du manque de capacité des Leopard stationnés à Valcartier ou à Edmonton. Comme nous aurions pu envoyer l'équipement par voie maritime à destination de la plupart des zones d'opérations récentes, nous ne savons pas précisément ce qui a empêché le déploiement des Leopards.
21. Voir le rapport *QUARRÉ DE FER*, p. 41.
22. Voir l'article de David Pugliese, "Morally Wrong", dans le *Ottawa Citizen* du 23 oct. 2003, pages 1 et 2, tel qu'il a été publié sur le RID le 23 oct. 2003.
23. Adaptation de l'exposé du DAD sur la planification axée sur les capacités, tel qu'il figure sur le site Web du MDN en date du 7 oct. 03 (ci-après appelé « Exposé du DAD sur la planification axée sur les capacités »).
24. Document de travail provisoire du DDAT intitulé, « Document de travail sur le concept d'emploi de la force — Version provisoire VI » (ci-après « Document du DDAT sur l'emploi de la force »), juillet 2003, p. 11 et annexe C.
25. Voir par exemple les articles du BDTAT suivants rédigés par l'auteur : « La campagne du Sinaï de 1967 — Quelques leçons retenues de l'approche manœuvrière aux opérations », vol. 5, no 3 (automne 2002) et « Changement de paradigmes : Il faut choisir soigneusement ce que l'on considère comme intouchable (Réflexions sur la structure de la force de l'avenir de l'Armée de terre) » (ci-après « Changement de paradigmes », vol. 6, no 2 (été 2003)).
26. Outre les missions de secours en cas de catastrophe et les missions d'observation et en plus des éléments logistiques et de commandement nécessaires, ces forces ont varié entre deux bataillons d'infanterie mécanisée dotés d'un escadron de VTAD (dans la FORPRONU), un bataillon (-) d'infanterie légère doté d'une compagnie d'infanterie mécanisée, d'un escadron de reco blindé, d'un quartier général de brigade, d'une batterie de surveillance et d'acquisition d'objectifs spéciale et d'une petite batterie d'artillerie de campagne (en Afghanistan en 2003), un bataillon d'infanterie doté d'un escadron de reco blindé, d'un escadron d'hélicoptères, d'un escadron du génie de campagne et d'une troupe de chars (au Kosovo), un bataillon d'infanterie renforcé d'un escadron d'hélicoptères (en Haïti), un bataillon d'infanterie légère et un escadron de reco blindé (en Afghanistan en 2002), une compagnie d'infanterie légère accompagnée d'une troupe du génie construction et appuyée d'un navire d'approvisionnement naval (au Timor oriental), une troupe

des transmissions (en République centrafricaine), une troupe de reco blindée, une troupe du génie et une compagnie d'infanterie mécanisée (en Érythrée), six (par la suite 18) CF-18 pour surveiller les zones d'interdiction de vol autour de la Yougoslavie et plus tard attaquer ce pays. La plupart de ces renseignements sont tirés du site Web du MDN en date du 21 sept. 2003.

27. Pendant plus de la moitié des douze dernières années, l'Armée de terre a déployé en même temps outre-mer au moins deux contingents de la taille d'un bataillon. Cet effort a complètement dépassé les exigences du Livre blanc sur la défense relativement aux forces en attente de l'Armée de terre. Voir le *Livre blanc sur la défense de 1994* du gouvernement canadien, Ottawa, Ministère de la Défense nationale, 1994, p. 35.

28. Dans son exposé sur la planification axée sur les capacités, le DAD précise que la structure de la force des FC est axée sur le centre du spectre des opérations potentielles où des conflits intra et inter-étatiques peuvent à *la fois* se produire.

29. Le déploiement initial des forces de l'ONU à Chypre est un exemple de mission visant à limiter les dommages qu'un petit conflit peut causer sur le plan international.

30. Ce thème est développé dans le rapport *IRON NOBLE*, pages 12 et 13.

31. Voir le plan de rotation de la US Army pour l'Afghanistan, tel qu'il a été exposé dans un briefing du 23 juillet 2003. Ces renseignements proviennent du site Web du US DOD en date du 28 sept. 2003.

32. Voir « Changement de paradigmes ».

33. Voir dans le rapport *IRON UNGUIS*, pages 40 et 41, la discussion sur les avantages d'un système de missiles d'une portée de 4 km et le rapport *BRONZE ZIZKA*, p. 95, pour une plus ample confirmation de ces avantages. À la page 86 de ce dernier rapport et dans Maj S.E. Dominico et M.Y. Bernier, ORD PR 2003/06, *Company Area Suppression Weapon (CASW) Study in Urban Operations (IRON BOMBARD)*, ci-après « rapport sur les opérations urbaines IRON BOMBARD », Ottawa, Ministère de la Défense nationale, 2003, p. 49, on souligne les avantages qu'offre un lance-grenades automatique. Dans le document suivant, les auteurs appuient ces conclusions : Maj James S. Denford, Roger L. Roy et Dr John Steele, AEC-R 0301 *Limited Objective Experiment 0201 Combat Support Weapons Mix*, Kingston, Ministère de la Défense nationale, 2003.

34. Voir dans le rapport *BRONZE ZIZKA*, p. 87 et 88, une discussion sur la distance d'engagement optimale du système TOW sous blindage.

35. Voir M.C. Straver, Document technique de RDDC Valcartier, TM 2003-076, *Évaluation des effets éventuels du missile à haute énergie (HEMI) sur le champ de bataille*, Valcartier, Ministère de la Défense nationale, 2003.

36. Voir « Document du DDAT sur l'emploi des forces », p. 11.

37. Voir dans « Projectile amélioré » les avantages qu'offre le missile à l'intérieur de l'arme principale (TBM).

38. Voir « Document du DDAT sur l'emploi des forces », p. 8.

39. L'établissement initial des besoins de l'Armée de terre en matière d'UAV a été effectué en 1975/76. On a fait l'acquisition du Sperwer comme mesure provisoire en vue de l'opération Athena en 2003 — quelque 28 ans plus tard.

40. Maj R.J. Round et F.W.P. Cameron, ORD PR 9708 *BRONZE PIKE — Étude du VBL de reconnaissance Coyote*, (ci-après le « rapport BRONZE PIKE »), Ottawa, Ministère de la Défense nationale, 1997.

41. Voir l'article du Maj Jeff Barr, "Let's Have Another Look! Employment Options for the Equipment Redistribution Plan Reconnaissance Squadron" (ci-après "Let's Have Another Look!"), *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 2, no 4 (hiver 1999), pour une description de l'expérience initiale de l'escadron de reco du RCD avec le Coyote.

42. Fondé sur les temps enregistrés pendant quelque 21 tracés au cours de l'exercice COYOTE CUTLASS tenu par l'escadron de reco du RCD: le temps de mise en batterie de l'ensemble du mât est évalué à peu près 30 minutes, alors que celui de la mise hors batterie est d'environ 20 minutes. D'après la conversation téléphonique du 26 juin 2000 entre le Maj J. Barr, cmdt de l'escadron de reco du RCD, et l'auteur au cours de l'exercice. Dans le rapport *BRONZE ZIZKA*, pages 35 et 67, on mentionne l'utilisation des Coyotes dans une bataille qui se déroule rapidement.

43. Voir le rapport *BRONZE PIKE*, pages 63, 68, 78 et 79, et les tableaux II et III, pour une discussion sur les avantages d'inclure des véhicules de contre-reconnaissance et des véhicules de reconnaissance sur roues dans un escadron de reco blindé. Dans "Let's Have Another Look!", le Maj Barr souligne clairement les avantages de déployer des véhicules de reconnaissance sur roues en appui du Coyote.

44. Voir dans le rapport *IRON NOBLE* la contribution qu'un véhicule de contre-reconnaissance de type VCB pourrait apporter dans de nombreuses tâches reliées aux OHG.

45. Voir "Let's Have Another Look!", p. 135, le rapport *BRONZE PIKE*, Tableau III. Il est à noter que ce texte a été rédigé avant les événements tragiques survenus à Kaboul le 2 oct. 2003.

46. Voir le rapport *BRONZE PIKE*, Tableau IV: le rapport *BRONZE ZIZKA*, pages 35, 63, 67, 68 et 69; L. Willner et Maj L.R. Mader, ORD PR 2000/11 *IRON QUARREL: An Initial Investigation Into the Use of Unmanned Air Vehicles and Griffon Helicopters for Battlefield Surveillance and Target Acquisition*, (ci-après le « rapport *IRON QUARREL* »), Ottawa, Publications du gouvernement du Canada, 2000), figure 8, et Maj James S. Denford, Roger L. Roy, Dr John Steele et Yvan Gauthier, R-CEAT 0302, *Expérience de l'Armée de terre 7b, Modèle de Griffon armé en appui de la reconnaissance*, (ci-après « *Expérience de l'Armée de terre 7B* »), Kingston, Ministère de la Défense nationale, 2003, p. 35.

47. Voir le rapport *IRON QUARREL*, Figure 8.

48. Voir le rapport *BRONZE PIKE*, Tableau IV: le rapport *BRONZE ZIZKA*, pages 26, 35, 63, 67 et 68; le rapport *IRON QUARREL*, figure 8; *l'Expérience de l'Armée de terre 7B*, p. 34 et le rapport suivant : Capitaine Bruce Chapman et Roger L. Roy, R-CEAT 0102, *Expérience de l'armée de terre 7a — Emploi de l'optoélectronique de reconnaissance, de surveillance et d'acquisition de cibles (ORSAC) dans une section de reconnaissance par hélicoptère*, (ci-après « *Expérience de l'Armée de terre 7A* »), Kingston, Ministère de la Défense nationale, 2001, p. 23.

49. Voir dans le rapport *BRONZE ZIZKA*, p. 89, des précisions sur l'effet de la CB sur les systèmes de tir indirect.

50. Voir dans Anthony H. Cordesman et Abraham R. Wagner, *The Lessons of Modern War Volume III: The Afghan and Falklands Conflicts* (Boulder and San Francisco: Westview Press, 1990), pages 272 et 274, comment la tendance à tromper du corps des officiers argentin a limité la valeur des capacités de guerre électronique britanniques dans la guerre des Malouines.

51. Au moins trois études de recherche opérationnelle ont notamment commenté notre difficulté de manœuvrer avec nos véhicules clés actuels en présence d'un ennemi. Voir le rapport *BRONZE ZIZKA*, p. 91, le rapport *QUARRÉ de FER*, p. 40, et le rapport *IRON RENAISSANCE*, p. 57.

52. Voir dans David J. Bercuson, *Blood on the Hills: The Canadian Army in the Korean War* (Toronto: University of Toronto Press, 1999), pages 158-160, 205-207 et 216-217, les descriptions de batailles défensives du 2 R22eR, 1 RCR et 3 RCR.

53. Voir le rapport *BRONZE ZIZKA*, pages 43, 52, 67, 75, 80, 89, 96 et 98.

54. Je crois qu'on discutera pendant des années de la combinaison des manœuvres du Conseil de sécurité de l'ONU, la dynamique du cabinet fédéral canadien, l'évolution de l'opinion publique et les actions de Saddam Hussein qui auraient pu convaincre le Canada d'envoyer des troupes de combat pour qu'elles participent à la deuxième guerre du Golfe. Voir l'article du *National Post*, "Ottawa offered to join the Iraq War", rédigé par Chris Wattie, du 27 nov. 2003, p. A1, tel qu'il figurait sur le site Web du National Post en date du 30 nov. 2003, pour connaître comment le Canada a été sur le point d'envoyer des troupes terrestres combattre dans la deuxième guerre du Golfe.

55. Rapport *IRON UNGUIS*; rapport *IRON BOMBARD* sur les opérations en zones urbaines; Maj M. Lavallée et J. Offiong, Rapport d'étude provisoire de la DRO, PR 2003/??, *Evaluation of Options for the Land Force Battalion Level Indirect Fire System (BLIFS) (IRON ESTOC)*, (ci-après le « rapport *IRON ESTOC* »), Ottawa, Ministère de la Défense nationale, en production, et M.K. Ormrod, P.R.S. Bender et Maj J.C. Stewart (à la retraite), ORD PR 2003/09, *Evaluation of Options for the Land Force Indirect Fire Support System (BRONZE ONAGER)*, (ci-après le « rapport *BRONZE ONAGER* »), Ottawa, Ministère de la Défense nationale, 2003.

56. Voir *Expérience de l'Armée de terre 7B*, p. 34, et le rapport *IRON ESTOC*, Figures 7 et 21.

57. Voir le rapport *IRON ESTOC*.

58. Voir dans le rapport *BRONZE ONAGER*, p. 27, les avantages de posséder des systèmes de longue portée. La portée des mortiers de 120 mm modernes est d'environ de 7 à 9 km avec des obus explosifs (HE) et des obus fumigènes. Certaines munitions spéciales peuvent avoir des portées supérieures au 120 mm — 10 km pour l'obus HE à portée prolongée M100 israélien, 12 km pour la munition classique bivalente améliorée (DPICM) M984 et 15 km pour le projectile à guidage laser PGMM américain. Tous ces renseignements figurent dans le Jane's sur le RID en date du 10 nov. 2003.

59. Voir le rapport des caporaux, p. 70 et annexe C.

60. Voir le rapport des caporaux, p. 70 et annexe C.

61. Voir dans le rapport *IRON ESTOC*, p. 22 et 49, les conséquences d'avoir un nombre insuffisant d'observateurs équipés de marqueurs laser.

62. En Bosnie, la puissance aérienne de l'OTAN était appuyée par les opérations terrestres menées par la Croatie, ses partenaires croates de Bosnie et les musulmans de Bosnie. En Afghanistan, les Talibans devaient affronter la puissance aérienne des États-Unis et leurs rivaux locaux appuyés par les forces spéciales de la coalition. Au Kosovo, les Serbes devaient combattre l'Armée de libération du Kosovo et la puissance aérienne de l'OTAN.

63. Voir le rapport *BRONZE ZIZKA*, pages 66 et 75.

64. Voir *Expérience de l'Armée de terre 7B*, p. 34.

65. Voir Kim Burger, "US Army Reviews the Way it Operates the Apache", *Jane's Defence Weekly*, 21 mai 2003, p. 6.

66. Voir M.K. Ormrod, P.R.S. Bender et Maj P. Hewitt, ORD PR 2001/16, *IRON XINETE: Étude sur le soutien à la mobilité du groupement tactique de la force terrestre*, Ottawa, Ministère de la Défense nationale, 2001, pages 16, 19, 26-29, et tout particulièrement les figures 1 et 2, où l'on donne des exemples des dommages que les armes légères et les mortiers peuvent causer à du personnel non protégé.

67. Voir dans *Changement de paradigmes*, p. 47, une discussion sur les menaces aériennes les plus probables.

68. Voir les commentaires du CEMD de l'incidence de l'affaire de Somalie sur la crédibilité des FC dans l'opinion publique dans « *À l'heure de la transformation — Rapport annuel du Chef d'état-major de la Défense 2002-2003* », Ottawa, Ministère de la Défense nationale, 2003, p. 15.

69. Voir Institut de leadership des Forces canadiennes, *Servir avec honneur — La profession des armes au Canada*, Ottawa, Ministère de la Défense nationale, 2003, p. 44-45.

LA TOILE URBAINE : UN CONCEPT OPÉRATIONNEL POUR LES OPÉRATIONS OFFENSIVES DANS LE CONTEXTE D'ÉTALEMENT URBAIN DU 21^e SIÈCLE¹

par le Lieutenant-colonel Wayne D. Eyre, CD

Si, au siècle dernier, les percées de la défense en profondeur constituaient la principale difficulté d'ordre opérationnel, il y a de fortes chances qu'elles cèdent leur place, en ce 21^e siècle, aux opérations offensives en zone urbaine. L'immigration urbaine fait rage comme jamais auparavant : on prévoit que, d'ici 2025, près des trois quarts de la population mondiale résideront dans des villes². Les villes et les banlieues fusionnent et forment des concentrations urbaines — de grandes étendues urbaines continues. Ce phénomène est présent dans les pays en développement plus que nul part ailleurs, les programmes gouvernementaux de ces pays, notamment ceux qui concernent les infrastructures et la sécurité publique, n'ayant pas su garder la cadence. Par conséquent, de ce phénomène d'étalement urbain sont nés des bidonvilles où règnent, dans une jungle de boîtes de carton, de béton et d'acier, maladies et criminalité.

Les combats en zone urbaine ont toujours été complexes. L'histoire nous le prouve bien : Stalingrad, Ortona, Hue, Beyrouth et Grozny, pour ne nommer que quelques villes, ont démontré que les combats en zone urbaine sont beaucoup plus lourds de conséquences que les combats en terrain relativement découvert. Les pertes chez les forces amies et les non-combattants augmentent de façon importante, les problèmes de réfugiés se multiplient, les dommages collatéraux s'intensifient et les opérations sont beaucoup plus longues. Actuellement, héritage de la guerre froide, l'organisation et l'équipement des forces militaires de l'Occident sont tout indiqués pour combattre une force militaire existante en terrain relativement découvert,

où le rendement des capteurs, les capacités de tir à distance de sécurité et de tir de précision et la supériorité en matière de manœuvres tactiques des forces armées occidentales sont pleinement exploités. On se trouve alors devant une guerre relativement propre, qui présente un taux de pertes et de dommages collatéraux minime et qui, de ce fait, est tolérable sur le plan politique. Le phénomène naissant d'étalement urbain vient, toutefois, contrecarrer quelque peu

on ne doit pas mettre de côté les leçons retenues des conflits passés, parfois au prix de lourds sacrifices

ces avantages. Les ennemis potentiels en sont pleinement conscients et, au cours des années à venir, ils feront plus que jamais des villes leurs champs de bataille de prédilection, ces dernières multipliant les possibilités de pertes et entraînant bien souvent la prolongation des conflits. Nos ennemis perçoivent la ville comme un agent de nivellation du combat, un endroit où les forces militaires occidentales pénètrent à leurs risques et périls.

Aujourd'hui, les opérations en zone urbaine sont de plus en plus la norme et de nombreux groupes consacrent temps et efforts à la recherche et à l'acquisition de capacités permettant de vaincre en de telles situations. Ce faisant, on ne doit pas mettre de côté les leçons retenues des conflits passés, parfois au prix de lourds sacrifices. Au fil des années, on a introduit dans la doctrine les trois étapes des opérations offensives en zone urbaine, soit l'isolement, l'établissement et le dégagement³. De toute évidence, isoler l'ensemble d'un étalement urbain est com-

plètement irréaliste, mais l'isolement demeure un élément clé de la victoire. Le concept opérationnel de toile urbaine vise à isoler des zones clés à l'intérieur même de la ville et, par ce moyen, à vaincre l'ennemi dans l'ensemble de l'étalement urbain.

L'élaboration de nouveaux concepts opérationnels de guerre ressuscite le vieux débat de la poule et de l'oeuf : est-ce que les concepts opérationnels de l'avenir stimulent les innovations technologiques ou, au contraire, est-ce les innovations technologiques qui guident les concepts opérationnels? Peut-être sont-ils élaborés par itération :

L'innovation est bien plus que la simple intégration d'équipement et de nouveaux moyens techniques à la doctrine, aux pratiques et à la tactique. Les innovations en matière de tactique et de concepts opérationnels peuvent, sur le champ de bataille, se révéler tout aussi importantes que les innovations technologiques⁴. [traduction]

Le concept de toile urbaine se veut la fusion entre un nouveau concept opérationnel, basé sur des méthodes ayant fait leurs preuves, et de nouvelles technologies et c'est ainsi qu'il sera exposé dans le présent article. Tout d'abord, les leçons tirées de l'histoire seront présentées, puis nous traiterons du nouveau concept opérationnel pour terminer en examinant les tendances de l'évolution technologique qui sous-tendent le concept de toile urbaine.

ISOLEMENT — L'ÉLÉMENT CLÉ

« L'isolement d'un défenseur dans une zone urbaine permet à l'attaquant d'acquérir un avantage important, souvent décisif. » [traduction]

Ce n'est pas sans raison que, dans le cadre des combats en zone urbaine, l'isolement du défenseur est devenu un élément quasi-essentiel à la victoire. Isoler le défenseur de ses renforts et de ses sources d'approvisionnements, de ses moyens d'évacuation et de renseignement ainsi que de tout soutien moral, a des effets physiques et psychologiques importants sur la force défensive. Un rapport de la *US Army* sur l'analyse de 22 batailles en zone urbaine qui ont eu lieu entre 1942 et 1982, conclut que :

Isoler la défense s'avère une méthode très efficace. Les quatre batailles au cours desquelles la force défensive était totalement isolée ont été gagnées par l'attaquant. Et lorsque la défense n'était que partiellement isolée, les attaquants ont été victorieux dans 80 % des cas. Inversement, seulement 50 % des batailles où la force défensive était peu ou pas isolée ont été gagnées par l'attaquant. L'isolement semble être l'élément le plus fiable de la course à la victoire⁵. [traduction]

Rien ne laisse croire que, dans les conflits de demain, l'isolement deviendra un élément secondaire. Le réputé théoricien de la guerre, le Major-général Robert Scales de la *US Army*, propose, dans son « approche indirecte », un concept basé uniquement sur l'isolement. Ce concept prévoit « l'établissement [par les forces amies] d'un cordon souple autour de la ville et la prise de contrôle de la campagne environnante. Au bout d'un moment, le cordon entraînerait l'isolement complet de la ville. » Ensuite, le temps et les engagements de précision contre les concentrations ennemis clés auront pour effet « d'anéantir la volonté de l'ennemi de poursuivre le combat⁷. » S'inspirant du concept de Scales, le Lieutenant-colonel Peter Hunt, de la *US Air Force*, propose également un concept d'isolement aérien fondé uniquement sur la puissance aérienne⁸.

Ces concepts peuvent être avantageux et attrayants dans certaines situations, en raison du nombre réduit de dommages collatéraux et de pertes qu'ils entraînent, mais, en règle générale,

ils comportent d'importants inconvénients, notamment lorsque les combats ont lieu dans un vaste étalement urbain. En ce qui concerne l'isolement aérien, « les missions d'interdiction aérienne en terrain complexe ne peuvent, à elles seules, repérer, fixer et détruire l'ennemi ni assurer la sécurité des non-combattants. Pour ce faire, elles ont besoin d'un appui terrestre⁹. » Qui plus est, étant donné l'étendue des mégavilles modernes, il serait irréaliste d'établir un cordon autour de ces dernières. Et c'est sans parler des problèmes liés aux réfugiés. Dans le cadre de l'« approche indirecte », on encourage les habitants de la ville à quitter leur résidence au profit de camps protégés gérés par des organismes humanitaires¹⁰. Une telle pratique peut convenir aux villes de petite taille, mais déjà en 1993, on comptait 286 villes dont la population excédait un million¹¹ de personnes. En 2015, ce sera le cas de 516¹² villes, et 27 villes compteront plus de dix millions d'habitants¹³. Évidemment, aucun organisme humanitaire, ou groupe d'organismes, ne peut s'occuper d'autant de personnes. De surcroît, l'ennemi pourrait délibérément décider de s'en prendre à la population et/ou pourrait, une fois isolé, tenir bon pour une longue période¹⁴. Des considérations politiques, stratégiques et humanitaires pourraient rendre une victoire rapide impérative.

Au sein d'un vaste étalement urbain, la force défensive doit également faire face à des problèmes particuliers. Il est difficile de défendre l'ensemble d'une ville : le défenseur se concentrera donc dans des zones clés, les zones essentielles au contrôle de la ville ou celles qui permettent d'infliger un maximum de pertes à l'attaquant. La population peut ou non appuyer le défenseur, mais peu importe la situation, il est fort probable que cet appui variera, ce qui fournira à l'attaquant des brèches à exploiter. Selon Ralph Peters, avant-gardiste militaire de renom, « peu de populations sont totalement hostiles, complètement indifférentes ou tout à fait accueillantes¹⁵. »

Si, à l'intérieur d'une ville, on parvient à repérer les zones clés où l'ennemi se trouve concentré, il est alors possible d'isoler uniquement ces zones. On peut ensuite engager les forces ennemis qui s'y trouvent et les vaincre sans exposer la ville entière aux combats. C'est là le fondement du concept de toile urbaine.

LA TOILE URBAINE

Le concept de toile urbaine repose sur la domination de zones clés à l'intérieur d'une ville, sélectionnées en fonction d'une analyse du renseignement révélant où l'ennemi se trouve concentré ainsi qu'en fonction des zones essentielles au contrôle de la ville. Ce concept prévoit que l'ennemi n'est pas notre égal — nous possédons la supériorité, si ce n'est la suprématie, en matière d'armes sophistiquées et de technologie de détection. Si ce n'était pas le cas, pourquoi l'ennemi tenterait-il alors d'annihiler cet avantage asymétrique en optant pour un combat en zone urbaine?

Le concept de toile urbaine ne met pas de côté la méthode traditionnellement utilisée lors des opérations offensives en zone urbaine — les trois étapes soit l'isolement, l'établissement et le dégagement — mais plutôt change l'ordre des étapes sans apporter de modifications importantes à la philosophie. Premièrement, pendant l'étape de l'insertion (établissement), les forces pénètrent dans la ville et établissent des nœuds, qui s'appuient réciproquement¹⁶, à des emplacements sélectionnés. Ensuite, à l'étape de l'isolement, les nœuds sont interreliés de façon linéaire au moyen de capteurs, de systèmes d'obstacles et de tirs meurtriers et non meurtriers, de façon à ce que l'ennemi ne puisse franchir les limites de la zone ainsi créée. Finalement, on dégage la zone à l'aide de divers moyens. Ce concept, en théorie simple, est apparenté aux opérations de bouclage et de recherche conventionnelles.



Ville de Mexico. Source : INTEC Americas Image Gallery website. URL : <http://www.intecamericas.com/gallery.htm>. Site consulté le 11 janvier 2003.

recourir à une disposition semblable à celle des bastions des châteaux médiévaux¹⁷, c'est-à-dire que le nœud s'avance dans la rue afin de rejoindre la liaison. L'établissement des forces dans les nœuds doit se faire rapidement et l'on peut, pour ce faire, recourir aux moyens de transport terrestres, à l'infiltration (sur terre ou sous terre) et au transport aérien, ou à une combinaison des trois. On peut également recourir à une insertion secrète et, au besoin, modifier fréquemment les nœuds.

La prochaine étape consiste à isoler les zones sélectionnées en les reliant linéairement au moyen de capteurs et de tirs. On peut également recourir, pour ce faire, aux obstacles physiques. Les capteurs, qui peuvent comprendre des dispositifs de reconnaissance et de surveillance dont le fonctionnement requiert ou non la présence d'humains, permettront de repérer, d'identifier et d'acquérir des objectifs. Toute tentative, de la part de l'ennemi ou de non-combattants, de sortir d'une zone isolée ou d'y entrer sera détectée. Les tirs et les obstacles assureront l'isolement physique des zones en empêchant toute personne d'y entrer ou d'en sortir. Les tirs directs meurtriers et les tirs non meurtriers ajustables en provenance des nœuds forment un obstacle infranchissable. Le tir indirect peut également être utilisé contre des groupes ennemis qui tentent d'entrer dans les zones ou de s'en échapper. Dans des circonstances exceptionnelles, le tir d'artillerie peut être positionné de façon à ce que la zone battue se trouve en enfilade le long d'une rue. Des obstacles tels que des barbelés et de la mousse peuvent venir s'ajouter aux tirs pour augmenter le degré d'isolement de la zone. L'attaquant doit toujours garder à l'esprit le caractère tridimensionnel des combats en zone urbaine et s'assurer que les moyens utilisés pour isoler les zones sélectionnées visent également les voies élevées et, plus particulièrement, les voies souterraines de la ville.

En outre, l'isolement électronique et psychologique mettra davantage la zone sélectionnée à l'écart et permettra à l'attaquant de contrôler les informations qui y circulent. Ce dernier pourra également désactiver les lignes téléphoniques et les connections Internet pour ensuite soumettre la population à des opérations psychologiques.

Les nœuds ainsi établis ressemblent en quelque sorte à des forts ou à des centres de résistance. Il s'agit de points qui peuvent être linéairement reliés et utilisés à des fins de défense, mais qui ne sont pas nécessairement des zones essentielles au contrôle de la ville. La liaison linéaire entre les nœuds est essentielle car les dispositifs d'acquisition d'objectifs risquent fort, au cours des années à venir, d'être encore basés sur la visibilité directe. Dans certains cas, il convient d'établir des nœuds intermédiaires ou des sous-nœuds. Pour créer la liaison linéaire entre les nœuds, on peut

Que doit faire l'attaquant de la zone sélectionnée une fois cette dernière isolée? Il peut la dégager en utilisant les méthodes traditionnelles de combat en zone urbaine ou en recourant à une attaque de précision fondée sur le renseignement amélioré maintenant disponible grâce aux nœuds. L'attaquant peut également décider de maintenir la population dans la zone isolée ou permettre aux habitants de quitter la zone après les avoir soumis à un contrôle.

Il peut s'avérer nécessaire de dégager complètement la zone isolée si l'ennemi est déterminé et dispersé dans l'ensemble de la zone. Cette méthode requiert le dégagement complet de tous les bâtiments et autres structures et présente donc un risque accru de dommages collatéraux et de pertes amies. Il peut être avantageux, avant de procéder au dégagement, d'utiliser les armes non mortelles/non destructrices ou celles dont la létalité est moindre afin de neutraliser toutes les personnes se trouvant dans la zone. Selon le type de construction s'y trouvant, on peut également, en dernier recours, se servir d'explosifs brisants contrôlés, de dispositifs incendiaires et d'armes thermobariques pour dégager la zone isolée.

Il est toutefois préférable de recourir aux attaques de précision en raison du nombre restreint de pertes et de dommages collatéraux qu'elles engendrent. Une fois isolée, une zone se prête beaucoup mieux aux tâches du renseignement, car le renseignement humain (HUMINT) y est plus facilement accessible¹⁸. Après avoir recueilli des renseignements détaillés sur l'ennemi, on peut, pour réduire la taille de la zone isolée, changer l'emplacement des nœuds existants ou en établir de nouveaux. Puis, selon la philosophie du complexe de reconnaissance/frappe — si un objectif est repéré, il peut être engagé, s'il peut être engagé, il peut être détruit — on peut, à l'aide de munitions de précision variées tirées à distance de sécurité, engager des éléments de l'ennemi. On pourrait également soumettre des emplacements ennemis clés à des raids d'action directe, en utilisant le concept de toile urbaine à petite échelle, soit l'infiltration, l'isolement et, en dernier lieu, l'attaque. Ces attaques de précision ont pour but d'éliminer les centres de gravité et, par le fait même, de d'annihiler la volonté de l'ennemi. Avec une telle méthode, le dégagement total de la zone isolée pourrait s'avérer superflu.

Il existe différentes façons de gérer les habitants (non-combattants) des zones isolées. On peut leur permettre de demeurer dans la zone, les laissant ainsi consommer des ressources périssables, ce qui accélérera la chute de l'ennemi. Toutefois, comme l'opinion publique condamnerait toute politique consistant à affamer délibérément la population des zones isolées, on pourrait permettre à certains habitants de quitter la zone, ou les inciter à le faire. On pourrait mettre sur pied une méthode de contrôle et la population civile non combattante pourrait, après avoir passé le contrôle HUMINT, être transférée dans des camps humanitaires protégés pour la durée du conflit dans leur zone de résidence. Ces déplacements de population seraient de moindre importance que le déplacement de l'ensemble des habitants d'une ville.

Une fois la zone dégagée, les occupants des nœuds peuvent se concentrer sur l'isolement d'autres zones et/ou sur le maintien de l'isolement de la zone dégagée afin d'empêcher qu'elle ne soit réoccupée par l'ennemi. Dans la mesure du possible, on doit éliminer les nœuds se trouvant entre deux zones dégagées voisines afin de créer une seule zone.

On peut s'attendre à ce que l'ennemi influe aussi sur le déroulement des étapes du concept de toile urbaine. Un plan d'action logique consiste en l'attaque, par l'ennemi, d'un ou de plusieurs nœuds afin de briser l'isolement de la zone. En fait, permettre à l'ennemi d'amorcer une attaque contre un nœud peut s'avérer bénéfique : l'ennemi se découvre et peut alors faire l'objet d'un engagement. Un récent exercice en zone urbaine a permis de tirer la leçon suivante :

Dans les rares contre-attaques des FOROP, les rapports de force qui les avaient favorisées ont été soudainement renversés, et les contre-attaques furent inévitablement contenues, puis les forces détruites. On en déduit donc qu'il peut être plus efficace à l'avenir... de recourir à une solution tactique comme essayer d'infilttrer de petits « détachements d'unité de choc » dans les bâtiments, puis amener l'ennemi à « se détruire lui-même » en le forçant à contre-attaquer, en renversant ainsi les rapports de force contre lui...¹⁹

Bien que, grâce au renseignement amélioré, l'attaquant sera mis au courant de telles attaques, il doit tout de même conserver une certaine capacité de ciblage automatisé. On doit, tout au long de l'opération, s'assurer de maintenir l'intégrité des nœuds et l'isolement de la zone. Le concept de toile urbaine possède plusieurs points en commun avec le siège médiéval, où les lignes de circonvallation et les contrevallations servaient à empêcher l'ennemi d'attaquer la zone à la fois de l'extérieur et de l'intérieur, à l'exception près que, dans le concept de toile urbaine, la même ligne joue ces deux rôles. La défense d'un nœud nécessite plusieurs des capacités susmentionnées : des capteurs pour repérer l'ennemi qui approche, des armes de précision pour les engagements et une infanterie protégée pour vaincre l'ennemi. Isoler le nœud à l'aide d'un cordon semblable à celui dont on se sert pour isoler la zone sélectionnée empêchera les non-combattants de s'en approcher et réduira par le fait même les risques d'attaques terroristes.

CAPACITÉS HABILITANTES ET TENDANCES TECHNOLOGIQUES

Bien qu'actuellement, le concept de toile urbaine semble irréalisable, les tendances technologiques laissent envisager que, d'ici quelques décennies, des innovations dans plusieurs domaines rendront possible sa mise en application. Toutefois, la recherche et le développement devront se concentrer sur la création de certaines capacités. Par souci de clarté, ces capacités habilitantes seront regroupées, dans le présent article, en fonction de l'étape du concept opérationnel pour laquelle elles seraient les mieux adaptées.

Le principal problème posé par l'étape de l'insertion est de savoir comment amener les forces sur le terrain afin qu'elles y établissent des nœuds, notamment dans un environnement hostile. On pourrait recourir à l'insertion par voie terrestre, au moyen de véhicules rapides, fortement protégés. Les innovations en matière de blindage électromagnétique et de blindage léger pourraient fournir la protection requise aux véhicules sans les alourdir au point qu'ils soient difficiles à manœuvrer. On peut avoir recours à des techniques de mystification afin de nuire aux capacités d'acquisition d'objectifs et d'engagement de l'ennemi avant l'impact des coups. On doit également posséder une bonne capacité d'accélération et de contournement d'obstacles. Les véhicules blindés lourdement armés viennent grandement augmenter la polyvalence de la toile urbaine, car ils peuvent servir de forteresses mobiles, et même de nœuds comme tels, ou encore, tel qu'il est mentionné plus haut, de bastions servant à relier linéairement un nœud aux autres nœuds. Lorsqu'une zone très dangereuse doit être traversée, on peut recourir aux aéronefs pour transporter les soldats jusqu'au nœud. Des véhicules télécommandés sans conducteur pourraient ensuite se rendre jusqu'à eux²⁰.

Si ce n'était des limites des aéronefs, notamment ceux à voilure tournante, qui augmentent grandement les risques lors d'opérations, l'insertion par transport aérien pourrait bien être la méthode la plus rapide et efficace. L'insertion secrète au moyen du parachutisme de précision peut être utilisée, notamment lorsqu'on doit utiliser des véhicules téléguidés. L'utilisation d'hélicoptères furtifs ou dotés de certaines des mesures protectrices des véhicules terrestres mentionnées plus haut peut réduire les risques lors de l'opération. Et même en l'absence d'autres moyens de protection physique :

des dispositifs optiques éblouissants, de la fumée et des armes acoustiques non meurtrières sont quelques-uns des moyens de protection possibles pouvant mettre l'ennemi hors d'état suffisamment longtemps pour permettre à un aéronef à voilure tournante d'atterrir, de décoller et de quitter la zone...Les cartes tridimensionnelles et les pseudolites GPS (...) permettent aux pilotes d'aéronef à voilure tournante de naviguer en toute sécurité, à visibilité réduite, entre les bâtiments²¹ . [traduction]

Des soldats d'infanterie équipés d'exosquelettes propulsés fourniraient une capacité d'infiltration terrestre extraordinaire. Semblable à l'« l'infanterie mobile » présentée dans le classique de Robert Heinlein, *Starship Troopers*²² (le livre et non le film), les exosquelettes fourniraient aux soldats une protection, une mobilité et une capacité de transport prodigieuses. La US Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) est à l'avant-garde de la recherche dans ce domaine avec son programme *Exoskeletons for Human Performance Augmentation (EHPA)*. « L'objectif principal de ce nouveau programme est de mettre au point des dispositifs et des engins qui augmenteront la vitesse, la force et l'endurance des soldats dans les environnements de combat²³. » [traduction] Si les recherches sur la nanotechnologie actuellement en cours à l'*Institute for Soldier Nanotechnology du Massachusetts Institute of Technology (MIT)* portent fruit, les exosquelettes pourraient bien être plus légers et plus petits que prévu²⁴. Même en l'absence d'exosquelettes propulsés, le « *2025 Urban Warfighter System* » décrit par Hahn et Jezior allie bon nombre de nouvelles capacités à des effectifs de haute qualité et à de l'entraînement de façon à obtenir un système du soldat très efficace lors d'opérations en zone urbaine²⁵. Ainsi équipés et entraînés, les soldats seraient en mesure d'infiltrer la ville rapidement et sans trop courir de risques, et d'établir des nœuds aux emplacements sélectionnés.

Une fois les nœuds établis, le problème qui se pose, élément central du concept de toile urbaine, est de savoir comment isoler efficacement la zone sélectionnée. Comme les non-combattants sont, en nombre, largement majoritaires, on évitera de recourir aux armes meurtrières (telles que les armes de tir direct dont le tir est orienté sur des lignes fixes), bien qu'elles demeurent une option de dernier recours. On optera plutôt pour des armes non meurtrières. De nombreux travaux et de nombreuses recherches ont cours actuellement dans ce domaine et il est difficile d'en prévoir les résultats. Toutefois, parmi les projets prometteurs se trouvent ceux sur l'énergie dirigée, dont les systèmes acoustiques, d'hyperfréquences et de lasers. Les faisceaux plasma et les « *Tasers sans fil* »²⁶ en sont d'autres exemples. Pour que la toile urbaine soit un succès, ces méthodes doivent être en mesure d'empêcher les personnes et l'équipement de franchir les limites de la zone isolée.

On peut également utiliser les obstacles physiques pour isoler une zone. La mise en place rapide de câbles, d'agents anti-traction, de mousse ou de barbelés prêts à dérouler (*wire in a can*)²⁷ à durcissement rapide sont des exemples d'obstacles auxquels on peut recourir. Cette méthode peut s'avérer particulièrement utile dans le cas de tunnels et de réseaux souterrains (métro) servant de voies d'approche et pouvant aisément être bloqués à l'aide de nouveaux types d'obstacles. Toutefois, les principes qui régissent la pose d'obstacles demeurent : on doit assurer, lors de cette dernière, une couverture au moyen d'un tir de protection, ou, à tous le moins, de l'observation.

L'isolement électronique et l'isolement psychologique vont de pair. L'interruption des liens électroniques, par attaque physique ou électronique, éliminera toute possibilité de communiquer avec la zone isolée, ce qui augmentera grandement l'efficacité des opérations psychologiques de l'attaquant. Si nous disposons de technologies plus poussées, nous pourrions intercepter les signaux électroniques envoyés vers la zone isolée, les modifier ou les remplacer, et ainsi assurer

la transmission du message des forces amies. L'objectif est la domination au plan de l'information.

Afin d'isoler efficacement une zone, on doit être en mesure de détecter et d'identifier les menaces potentielles avant qu'elles ne se concrétisent. En théorie, le principe est simple, mais en pratique, c'est autre chose. De par ses caractéristiques, l'environnement urbain réduit de façon importante la visibilité directe et l'efficacité de l'imagerie satellitaire. Qui plus est, les lois de la physique limitent, en théorie, l'efficacité des capteurs²⁸, bien que les radars de surveillance à travers les murs offrent quelques minimes espoirs.²⁹ Par contre, les plates-formes de capteurs promettent, quant à elles, d'être beaucoup plus efficaces. De plus, les véhicules aériens sans pilote (UAV) et les micro-UAV pourraient servir de plates-formes pour la signalisation d'objectifs à la diagonale et à l'horizontale. Les micro-UAV pourraient également s'introduire dans les bâtiments contrôlés par l'ennemi et y disposer des télécapteurs ou y jouer le rôle de ces derniers³⁰. L'évolution rapide des technologies en matière de robotique permettra à une force de se doter de plates-formes de capteurs hyper-performantes³¹. Dans le même ordre d'idées, étant donné le court délai de transmission entre le capteur et le tireur en zone urbaine, un dispositif de ciblage automatisé pourrait s'avérer nécessaire. Une telle méthode se révélerait très utile, surtout si elle est jumelée aux innovations en matière de détection des tireurs d'élite³².

Une fois la zone isolée, il faut la dégager. On doit tout d'abord améliorer le renseignement dont on dispose afin de mieux cerner l'ennemi. On peut utiliser, pour ce faire, les plates-formes de capteurs dont il est question plus haut. De plus, l'accès au HUMINT se trouve grandement amélioré du fait de la proximité de la population locale. Les nouvelles technologies en matière de traduction permettront aux soldats d'interroger les habitants de la zone sans avoir recours à un interprète, et les innovations en matière de logiciels d'analyse de liens faciliteront le traitement des informations recueillies.

Il est de plus en plus possible de procéder à des engagements de précision contre des positions où l'ennemi est concentré, et ce, malgré les limites qu'impose la disposition du terrain en zone urbaine aux angles et aux trajectoires de tirs. Actuellement, selon l'angle d'attaque, on peut utiliser les bombes à guidage laser et les munitions interarmes d'attaque directe (JDAM) larguées des airs pour engager de nombreux objectifs en zone urbaine. L'efficacité de cette méthode ne sera qu'augmentée par l'utilisation de pseudolites GPS (voir plus haut) et de lasers améliorés, qui élimineront les problèmes liés à la réflexion du faisceau laser sur les surfaces vitrées. D'autres moyens pouvant augmenter la précision des attaques sont les UAV armés, les bombes planantes et les munitions d'artillerie non balistiques³³. Les bombes inertes, utilisées comme armes d'énergie cinétique, les « grenades à guidage laser » et les bombes planantes miniatures peuvent toutes être utilisées contre des objectifs situés à l'intérieur de la zone lorsque l'attaque doit être d'une grande précision³⁴.

Ces positions ennemis pourraient également faire l'objet de raids de précision. Des soldats, munis d'exosquelettes propulsés, adopteraient alors une tactique d'attaque par bandes afin de surprendre et d'écraser rapidement l'ennemi³⁵. On pourra utiliser les plates-formes d'armes robotisées ou les véhicules de combat en zone urbaine de l'avenir pour engager l'ennemi ou pour transporter des soldats jusqu'à l'objectif de façon à se rapprocher de l'ennemi et à le détruire. Les armes thermobariques, de plus en plus utilisées dans les combats en zone urbaine, peuvent servir à exercer une surpression à l'intérieur des bâtiments de sorte que ces derniers s'écroulent sur leurs occupants³⁶. Dans une optique moins destructrice, on pourrait neutraliser les forces ennemis et les non-combattants se trouvant dans la zone ciblée au moyen d'effets non meurtriers pour ensuite procéder à un dégagement complet orchestré par l'infanterie. Puis,

une fois la zone dégagée, on pourrait recourir à un système non meurtrier d'interdiction de zone afin d'empêcher toute réoccupation de la zone par l'ennemi.

La technologie n'est pas un remède universel à tous les maux rencontrés lors des opérations en zone urbaine.

En dernier lieu, l'un des éléments qui, dans un combat en zone urbaine, augmentera grandement l'efficacité de l'attaquant est la capacité de rassembler en un réseau toutes les forces, et ce, à tous les niveaux, reliant soldats, commandants, capteurs et tireurs. Un tel réseau engendrera une image commune de la situation opérationnelle et une connaissance de la situation sans précédent, ce qui, de façon exponentielle, améliorera l'agilité de l'attaquant et augmentera la cadence des opérations.

La technologie n'est pas un remède universel à tous les maux rencontrés lors des opérations en zone urbaine. Les théories de Clausewitz continueront de régner en maîtres, le brouillard, la friction et la chance continuant d'influencer l'issue d'une opération. Le concept de toile urbaine n'éliminera pas complètement les pertes au sein des forces amies et les dommages collatéraux. L'ennemi s'adaptera à nos méthodes et nous ferons de même. Néanmoins, il faut intégrer les atouts des pays technologiquement avancés dans des concepts opérationnels et les mettre à profit afin de remporter la victoire.

CONCLUSION

Non seulement les institutions militaires doivent-elles déployer des efforts pour élaborer des visions de ce que sera la guerre de l'avenir, elles doivent également scruter et analyser ces visions afin de discerner les différences entre la guerre d'aujourd'hui et celle de demain, différences causées par l'évolution des technologies et de l'armement militaires, des buts nationaux et de l'environnement de sécurité international³⁷. [traduction]

Le concept de toile urbaine est une vision de la guerre de l'avenir, qui expose les grands repères de cette dernière et dont la réalisation est prévue dans deux décennies. À l'instar de toute vision, elle ne se réalisera pas tel que prévu initialement. Ce concept doit faire l'objet de débats, d'essais et finalement passer l'épreuve du combat avant d'être attesté. Des innovations imprévues, ou l'absence d'innovations prévues, peuvent retirer toute pertinence au concept ou le rendre totalement impossible. De même, il se peut que, pour des raisons multiples et complexes, ce concept ne soit pas toujours un plan d'action possible :

Il serait insensé de croire que les zones urbaines ne constitueront pas les principaux champs de bataille des prochaines décennies

l'ennemi peut se trouver en nombre important dans toutes les parties de la zone urbaine, ce qui rendrait nécessaire l'isolement de la ville entière; il se peut qu'on ne réussisse pas à localiser les endroits où l'ennemi se trouve concentré; ou, dans une situation donnée, il est possible que nous ne disposions pas des capacités nécessaires pour établir les noeuds. Toutefois, les circonstances peuvent fortement inciter l'attaquant à opter pour ce concept, particulièrement s'il possède les capacités requises.

En ce début du 21^e siècle, il serait insensé de croire que les zones urbaines ne constitueront pas les principaux champs de bataille des prochaines décennies. Toutefois, il serait tout aussi insensé d'ignorer les leçons retenues des combats passés — c'est-à-dire que l'isolement est, en règle générale, une condition préalable à la victoire dans le cadre d'opérations offensives en zone urbaine. Le concept de toile urbaine conserve le principe de l'isolement et maximise son efficacité en l'orientant au bon endroit : là où se trouve le gros des forces ennemis. Employée

correctement, la toile urbaine permettra de dominer rapidement une zone urbaine sélectionnée au moyen d'une force moins importante que celle qu'aurait requis l'isolement d'une ville entière, ce qui, en parallèle, offre l'avantage de réduire le nombre de pertes encourues. De même, les dommages collatéraux et les mouvements de réfugiés seront moindres. Le concept de toile urbaine nous permettra d'intégrer les nouvelles capacités à un cadre opérationnel qui, comme jamais auparavant, rendra possible une victoire rapide, à moindre coût.

Au sujet de l'auteur...

Le Lcol Wayne Eyre est membre du PPCLI et occupe présentement le poste de Directeur — Analyse de défense 3 au QGDN. Il a été commandant d'un peloton de fusiliers du 2 PPCLI à Chypre en 1990, d'un peloton de reconnaissance du 2 PPCLI en Croatie en 1993 et d'une compagnie de fusiliers du 3 PPCLI en Bosnie en 2000. Il est bachelier ès sciences du CMR et titulaire d'une maîtrise en études militaires (Masters of Military Studies) et d'une maîtrise en études opérationnelles (Masters of Operational Studies), toutes deux décernées par la Marine Corps University. Il est diplômé du US Army Special Forces Qualification Course, du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, du USMC Command and Staff College et de la USMC School of Advanced Warfighting. [Les articles du Lcol Eyre précédemment publiés dans le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre traitaient de l'intégration des forces légères et lourdes et des interventions en cas de désordre civil à l'étranger.]

NOTES

1. Cet article a originalement été rédigé dans le cadre d'un travail sur le concept de guerre du futur demandé par la United States Marine Corps School of Advanced Warfighting. Il n'y est nullement question des observations notées pendant l'Opération IRAQI FREEDOM. L'auteur tient à souligner l'appui de M. Brad Meyer de la School of Advanced Warfighting.
2. United States Marine Corps, *Urban Warrior: Conceptual Experimental Framework*, Quantico, Marine Corps Warfighting Laboratory, 1998, p. 2.
3. Ces trois étapes, sous différentes désignations, sont généralement acceptées en doctrine. Par exemple, Directeur — Doctrine de l'Armée de terre, B-GL-300-002/FP-000 *Force terrestre — Doctrine du niveau tactique de l'Armée de terre*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, Canada, 1997, pp. 8-21, et United States Marine Corps, MCWP 3-35.3: *Military Operations on Urbanized Terrain*, Washington, Department of the Navy, 1998, pp. 2-8-2-9.
4. Williamson Murray, « Innovation: Past and Future », dans *Military Innovation in the Interwar Period*, Williamson Murray et Allan R. Millett éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 306.
5. Joint Chiefs of Staff, Joint Publication 3-06, *Doctrine for Joint Urban Operations*, Washington, Department of Defense, 2002, pp. I-10.
6. R.D. McLaurin, Technical Memorandum 5-87 : *Modern Experience in City Combat*, Aberdeen Proving Ground, MD, U.S. Army Human Engineering Laboratory, mars 1987, p. 32.
7. Robert H. Scales, Jr., *Future Warfare Anthology*, Carlisle Barracks, PA, U.S. Army War College, 2000, pp. 205-216.
8. Peter C. Hunt, *Aerospace Power in Urban Warfare: Beware the Hornet's Nest*, Colorado Springs, CO, USAF Institute for National Security Studies, mai 2001, pp. 28-35.
9. Charles L. Taylor, « Military Transformation for Warfare in the 21st Century: Balancing Implications of Urban Operations and Emerging Joint Operational Concepts » (non publié), projet de recherche stratégique du United States Army War College, U.S. Army War College, 2002, p. 6.
10. Scales, p. 215.
11. Russell Glenn, *Combat in Hell: A Consideration of Constrained Urban Warfare*, Washington, RAND, 1996, p. 3.
12. Centre des leçons retenues de l'Armée de terre, ministère de la Défense nationale, « Entraînement aux opérations en zones urbaines », *Dépêches* vol. 9, no 2, mai 2002, p. 4.
13. Paul J. Wille, « Operational Isolation of the Enemy in Offensive Urban Operations », travail non publié d'un stagiaire, Naval War College, 2000, p. 6.
14. Daryl G. Press, *Urban Warfare: Options, Problems and the Future*, synthèse d'une conférence parrainée par le MIT Security Studies Program, le 20 mai 1998. Source Internet, page consultée de 24 nov. 2002. URL : <http://web.mit.edu/ssp/Publications/confseries/urbanwarfare/urbanwarfare.html>.
15. Ralph Peters, « The Human Terrain of Urban Operations », *Parameters*, printemps 2000, p. 4.
16. On ne doit pas confondre le terme « nœud » avec d'autres nouveaux concepts des opérations en zone urbaine où un « nœud » signifie une zone ou une structure essentielle au fonctionnement de la ville.

17. Un bastion est une partie d'un mur de fortification qui fait saillie et vise à permettre un tir d'enfilade le long du fossé se trouvant devant le château.

18. On traite de l'importance du HUMINT dans l'acquisition de la connaissance de la situation dans le cadre d'opérations en zone urbaine dans Sean Edwards, *Mars Unmasked: The Changing Face of Urban Operations*, Arlington, VA, RAND, 2000, pp. 79-83.

19. Extrait du rapport postexercice de l'exercice URBAN RAM 2001 du 1^{er} Groupe brigade mécanisé du Canada, tiré de l'article « Entrainement aux opérations en zones urbaines », Centre des leçons retenues de l'Armée, ministère de la Défense nationale, *Dépêches* vol. 9, no 2, mai 2002, p. 13.

20. Plusieurs de ces concepts de véhicules de combat en zones urbaines sont analysés dans Ralph Peters, *Fighting for the Future: Will America Triumph?*, Mechanicsburg, PA, Stackpole Books, 1999, pp. 84-101.

21. Alan Vick, John Stillion, David Frelinger, Joel Kvityk, Benjamin Lambeth, Jeff Marquis et Matthew Waxman, *Aerospace Operations in Urban Environments: Exploring New Concepts*, Arlington, VA, RAND, 2000, p. 115. Les pseudolites sont des stations émettrices au sol ou aéroportées qui complémentent ou remplacent le GPS à des fins de navigation, p. 137.

22. Robert Heinlein, *Starship Troopers*, New York, Putnam Publishing Group, 1959.

23. Site Internet DARPA EHPA. Page consultée le 12 janvier 2003. URL : <http://www.darpa.mil/ds0/thrust/rd/exoskeletons/program.html>. Voir également Brad Lemley, « Future Tech: Really Special Forces — A powered exoskeleton could transform the average joe into a supersoldier », *Discover* vol. 23, no 2, février 2002. Article consulté sur Internet le 25 octobre 2002. URL : http://www.discover.com/feb_02/feattech.html.

24. Site Internet du Massachusetts Institute of Technology (MIT) Institute for Soldier Nanotechnologies (ISN). Page consultée le 29 novembre 2002. URL : <http://web.mit.edu/isn/>.

25. Robert F. Hahn II et Bonnie Jezior, « Urban Warfare and the Urban Warfighter of 2025 », **Parameters**, vol. 29, no 2, été 1999, pp. 74-86.

26. Marc Cerasini, *The Future of War: The Face of 21st Century Warfare*, Indianapolis, IN, Alpha Books, 2003, p. 186.

27. Glenn, *Combat in Hell*, p. 41.

28. Michael O'Hanlon, *Technological Change and the Future of Warfare*, Washington, Brookings Institution Press, 2000, p. 45.

29. Vick et al., *Aerospace Operations in Urban Environments*, 175-179.

30. Voir Vick et al., *Aerospace Operations in Urban Environments*, pp. 87-107, pour une analyse détaillée de l'utilisation des UAV et des micro-UAV dans le cadre d'opérations en zone urbaine.

31. Capitaine Ray Dupuis et Capitaine Dean Tremblay, « Search, Identify, and Destroy: A Robotic Solution to Urban Warfare », rapport non publié du Programme d'état-major technique de la Force terrestre, Collège militaire royal du Canada, 2000, pp. 3-1/12-3-12/12.

32. Pour plus de renseignements sur les technologies de détection des tireurs d'élite, voir Vick et al., *Aerospace Operations in Urban Environments*, pp. 213-215, et John G. Roos, « Nowhere to Hide: Gunshot Detect System Pinpoints Sniper's Location », *Armed Forces Journal*, mars 2003, pp. 48-49.

33. Sean Naylor, « U.S. Chief Aims to Shift Role for Armor Branches: Artillery Commander Studies Nontraditional Battle Tools », *Defense News*, 21-27 octobre 2002, p. 50.

34. Vick et al., *Aerospace Operations in Urban Environments*, pp. 113-114.

35. Pour une explication complète de la tactique d'attaque par bandes, voir Sean Edwards, *Swarming on the Battlefield: Past, Present, and Future*, Washington, RAND, 2000, et John Arquilla et David Ronfeldt, *Swarming and the Future of Conflict*, Washington, RAND, 2000. La tactique d'attaque par bandes et l'exosquelette propulsé forment une combinaison extraordinaire sur le champ de bataille et pourraient, dans l'avenir, être au cœur d'un nouveau concept opérationnel.

36. Pour en savoir davantage sur les armes thermobariques, voir Centre des leçons retenues de l'Armée de terre, ministère de Défense nationale, « La menace posée par les armes à effet de souffle » *Le Bulletin* vol. 7, no 3, janvier 2001.

37. Barry Watts et Williamson Murray, « Military Innovation in Peacetime », *Military Innovation in the Interwar Period*, Williamson Murray et Alan R. Millett éd., Cambridge, Cambridge University Press, p. 406.

LE NOUVEAU SYSTÈME RÉGIMENTAIRE

par le Major Harry Bondy

« Les soldats et les organisations produisent les mêmes résultats en temps de guerre qu'en tant de paix. Lorsque des organisations tactiques ne se sont pas entraînées ensemble, et n'ont pas cohabité avant un déploiement, on ne peut les transformer du jour au lendemain en une force combattante grâce à un seul exercice... Ces commentaires s'appliquent tout autant à la logistique. » [Traduction]

par le Colonel (américain) Douglas A. Macgregor,
*Breaking the Phalanx*¹

RAISON D'ÊTRE DE LA TRANSFORMATION DE L'ARMÉE DE TERRE

Durant les opérations de sécurité de l'après-guerre froide, souvent désignées sous le nom de guerre de la quatrième génération, les armées anglo-occidentales effectuent des interventions ultrarapides, combattent de façon irrégulière, sont déployées de manière autonome dans des régions hostiles et participent plus souvent à des opérations politico-militaires.² Les forces doivent être équilibrées et souples afin de s'adapter à une large gamme de conflits allant de la guerre conventionnelle aux engagements visant à préserver la stabilité, en passant par les attaques asymétriques.³ Selon le Colonel Macgregor, c'est dans le groupement tactique et les équipes de combat que l'on exploite le mieux la souplesse et l'équilibre assurés par une collaboration toutes armes, une information améliorée et un choix précis des objectifs.⁴ Les progrès au niveau de la doctrine et de la technologie « doivent être exploités aux niveaux subalternes de commandement... »⁵ et être accompagnés « d'une meilleure cohésion et d'un état de préparation à l'instruction amélioré au niveau du groupement tactique... »⁶. Par exemple, le Objective Force's Future Combat System de l'armée américaine est fondé sur l'utilisation de la brigade comme « unité d'action ».⁷ Macgregor pousse le raisonnement plus loin en recommandant la création de formations de combat et de logistique d'environ 4 000 à 5 000 personnes qui ne comprennent aucune sous-unité *propre à une branche*. Il explique comment la taille des formations interarmes a diminué au cours des décennies, à mesure que la doctrine et la technologie étaient améliorées. Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les unités spécialisées sur le plan fonctionnel sont devenues un anachronisme.⁸ Macgregor lance une mise en garde contre la tentation de « greffer des changements technologiques d'envergure sur une doctrine et une structure désuètes »⁹; il ajoute que les « nouvelles organisations — et non seulement la technologie — révolutionneront la façon de faire la guerre ».¹⁰ Selon le Major-général britannique J.F.C. Fuller, qui a contribué à l'élaboration de la guerre blindée, la puissance de combat d'une armée réside dans son organisation.¹¹

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, le groupement tactique interarmes est la plus petite formation de l'Armée de terre canadienne pouvant être déployée sur le plan tactique. Depuis 1992, on a toujours utilisé une équipe toutes armes pour chaque déploiement opérationnel. Bien que le régiment *propre à une branche* n'ait pas été déployé de façon autonome, sauf dans le cas des rotations traditionnelles pour le maintien de la paix, il domine l'ordre de bataille de l'Armée de terre canadienne. Il est temps d'effectuer une restructuration afin de s'adapter à toute la gamme des tâches de sécurité de l'après-guerre froide.

Bien des gens supposent que les armées occidentales connaissent actuellement une révolution dans les affaires militaires qui touche la doctrine et la technologie.¹² D'autre part, on allègue de façon convaincante que la culture militaire détermine le rythme, et en fin de compte, le succès de la transformation de l'Armée de terre.¹³ Les hypothèses culturelles inconscientes façonnent et limitent la réflexion sur la doctrine et la technologie. La culture repose en grande partie sur les politiques relatives au personnel qui sous-tendent le système de sélection, de promotion et d'affectation. Les listes d'affectations et de promotions, qui sont contrôlées par les régiments, les branches et les groupes professionnels militaires, entraînent des perturbations et de la méfiance chez le personnel ainsi que la présence d'arrivistes au parcours impeccable. Les recherches ont montré que les systèmes d'appréciation du rendement individuel et de sélection sont inexacts, irrationnels et ont tendance à favoriser les factions.¹⁴ Plus de la moitié des variations en matière d'appréciation sont attribuables aux effets de « l'idosyncrasie du noteur »¹⁵, p. ex., la sympathie que le noté éprouve pour le noteur, la similitude de leurs personnalités, leurs opinions personnelles sur le rendement, les stéréotypes relatifs au sexe, à la race et à l'ethnie, l'intérêt individuel, les politiques et les factions dans l'unité ainsi que de grandes différences entre les déploiements et l'atmosphère au sein des unités. Le « tournoi »¹⁶ annuel des promotions déplace le personnel entre les unités, comme si l'on déshabillait Pierre pour habiller Paul, principalement pour récompenser les gagnants. Puisque les individus n'ont pas un effet mesurable sur la productivité,¹⁷ cette méthode ne fait que saper la cohésion et le rendement de l'unité.¹⁸ Il en est de même pour la légitimité et l'engagement parce que la plupart de ceux qui n'ont pas été promus officiers supérieurs et militaires du rang supérieur sont insatisfaits.¹⁹

Dans le présent document, on propose un nouveau système régimentaire (NSR) fondé sur le groupement tactique et l'équipe de combat ainsi que sur de nouvelles politiques relatives au personnel visant une transformation culturelle. Ce NSR

Les hypothèses culturelles inconscientes façonnent et limitent la réflexion sur la doctrine et la technologie.

s'appuie sur les sources traditionnelles des points forts militaires occidentaux : *la cohésion, la discipline, l'organisation et le professionnalisme*. Ces points forts découlent de coutumes sociales occidentales profondément enracinées : *le capital social, la discipline sociale, la bureaucratie moderne et l'innovation*. Le capital social se définit comme la qualité des relations humaines qui produit la confiance et la formation de forces militaires considérables et modernes, d'entreprises et de sociétés démocratiques axées sur le marché. Des individus développent au sein de communautés stables une réputation de fiabilité qui dépasse l'intérêt personnel à court terme pour se transformer en une collaboration à plus long terme.²⁰ Cet environnement suscite la confiance et la collaboration essentielles à la *cohésion sociale* et à la *cohésion des tâches* dans les unités militaires.²¹ La cohésion renforce le moral et l'efficacité au combat du groupe primaire.²² Le *capital social* et la *cohésion militaire* dépendent de relations stables, de boucles de communication officieuses et d'une instruction répétitive, conforme à la réalité.²³ De nos jours, il n'y a pas de place pour les « étrangers temporaires » sur le champ de bataille²⁴. Compte tenu de la complexité des opérations militaires interarmées de l'après-guerre froide, les militaires doivent être professionnels, compétents et expérimentés. Selon le commandant Richard D. Hooker Jr., ancien combattant de la guerre du Vietnam, « le seul moyen [sic] d'établir le moral, l'esprit de corps et la cohésion nécessaires pour la guerre de manœuvre est peut-être de stabiliser les soldats et les chefs dans des unités grâce à un système régimentaire efficace »²⁵.

tiques axées sur le marché. Des individus développent au sein de communautés stables une réputation de fiabilité qui dépasse l'intérêt personnel à court terme pour se transformer en une collaboration à plus long terme.²⁰ Cet environnement suscite la confiance et la collaboration essentielles à la *cohésion sociale* et à la *cohésion des tâches* dans les unités militaires.²¹ La cohésion renforce le moral et l'efficacité au combat du groupe primaire.²² Le *capital social* et la *cohésion militaire* dépendent de relations stables, de boucles de communication officieuses et d'une instruction répétitive, conforme à la réalité.²³ De nos jours, il n'y a pas de place pour les « étrangers temporaires » sur le champ de bataille²⁴. Compte tenu de la complexité des opérations militaires interarmées de l'après-guerre froide, les militaires doivent être professionnels, compétents et expérimentés. Selon le commandant Richard D. Hooker Jr., ancien combattant de la guerre du Vietnam, « le seul moyen [sic] d'établir le moral, l'esprit de corps et la cohésion nécessaires pour la guerre de manœuvre est peut-être de stabiliser les soldats et les chefs dans des unités grâce à un système régimentaire efficace »²⁵.

Parallèlement, le NSR doit éviter *le revers de la médaille du capital social*, c'est-à-dire la confiance et la collaboration limitées à des factions intéressées.²⁶ Dans n'importe quelle grande organisation — particulièrement dans une armée où la confiance est essentielle — on doit prévenir le comportement contre-productif du gouvernement, des officiers supérieurs ainsi que du personnel subalterne.²⁷ Dans les armées anglo-occidentales, ce comportement entraîne un rythme opérationnel que l'on ne peut maintenir, l'acquisition d'équipement déterminée par la politique, des factions dans les armées et les branches, l'arrivisme ainsi que la diminution du maintien des effectifs et de l'engagement.²⁸

L'ancien Chef d'état-major de l'armée américaine, le Général (à la retraite) Sullivan et son officier de planification stratégique principal, le Colonel (à la retraite) Harper, recommandent « qu'un chef et son équipe entreprennent une réflexion sérieuse et approfondie afin de créer un cadre intellectuel pour l'avenir. »²⁹ Ils suggèrent de « ne pas être surpris d'être surpris [sic]... en cas d'imprévu.... »³⁰ À la suite des guerres récentes en Afghanistan et en Iraq, un autre Chef d'état-major de l'armée américaine, le Général Peter J. Shoomaker, a lancé cet avertissement : « Nous devons être prêts à remettre tout en question. Qu'est-ce qui est meilleur pour la nation? Que devons-nous conserver? Que devons-nous modifier? »³¹

LE NOUVEAU RÉGIMENT

Le nouveau régiment (NR) est un groupement tactique interarmes, de la taille d'une brigade, y compris la logistique et l'administration, qui constitue la plus petite formation de l'Armée de terre canadienne qui soit viable et que l'on puisse maintenir en puissance sur le plan tactique. La taille des sous-unités varie de celle d'un bataillon à celle d'une section selon les missions, l'instruction et les détachements. Dans le cas des besoins pluriannuels qui exigent la rotation de contingents de maintien de la paix toutes armes, autonomes et de la taille d'un bataillon, un groupe de cette dimension demeurerait le même aussi longtemps que nécessaire. Parallèlement, on conserve des équipes de combat de la taille d'une compagnie ou des composantes de base de la taille d'une section pour des déploiements mineurs et des échanges entre de petites unités. De plus petites articulations ayant des capacités particulières, telles que le parachutisme, les équipes UAV et l'aide au pouvoir civil, demeurent aussi intactes à plus long terme. Les nouveaux régiments fournissent des troupes aux forces interarmées nationales et internationales et à leurs quartiers généraux ainsi que des commandants de formation dont le grade le plus élevé est celui de lieutenant-général. Quelle que soit leur taille, on maintient les équipes d'officiers et de soldats intactes le plus longtemps possible avant de les regrouper.

Les officiers et les soldats appartiennent exclusivement au NR. Chaque régiment est connu sous un seul nom, par un seul ensemble d'insignes et d'attirail régimentaire et son histoire est unique. Par contre, les sous-articulations du NR peuvent porter un nom temporaire durant une mission. Par exemple, un contingent de maintien de la paix de la taille d'un bataillon peut être identifié par le nom du déploiement, comme la Force opérationnelle Palladium. Les articulations de la taille d'une compagnie peuvent être désignées sous le nom d'équipes de combat Alpha, et ainsi de suite. Le NR n'est subdivisé en aucune unité, branche, corps d'armée, groupement professionnel ou autre affiliation permanente. Il n'existe aucune unité fondée sur les spécialisations des branches ou des corps d'armée, p. ex., l'infanterie, l'arme blindée, l'artillerie, le génie, les transmissions, la logistique, etc. Cela réduira la résistance aux changements de doctrine et de technologie chez les unités permanentes et redoutées qui jouent depuis longtemps le même rôle ou qui ont toujours été rattachées à un système d'armes. Bien que nos historiens militaires

doivent s'efforcer de consigner la vérité et toute la vérité, les NR devraient porter de nouveaux noms qui tiennent compte de la diversité croissante du Canada ainsi que de l'identité et des traditions locales.

Les officiers et les soldats demeurent dans le même NR pendant toute leur carrière militaire. Ils sont recrutés dans la région afin de tirer profit de la cohésion sociale existante et de réduire les déménagements pour des raisons personnelles. Même si les régions du Canada peuvent être vastes (p. ex., une région qui regroupe les provinces de l'Ouest), il demeure avantageux de tirer profit des similitudes psychologiques régionales et de réduire la durée des déplacements. Les officiers et les soldats ne suivent pas le parcours des généralistes qui effectuent régulièrement des rotations à l'intérieur ou à l'extérieur du NR pour accumuler des titres de compétence sans avoir pleinement maîtrisé leur rôle. Ils occupent des postes clés, particulièrement au niveau du commandement, plus longtemps que d'habitude afin de fournir une période raisonnable de rendement optimal et d'avoir suffisamment de temps pour former les éléments de la relève et mener à terme les projets d'amélioration.³² Les officiers et les soldats n'effectuent pas des périodes de service au sein de la bureaucratie civile ou dans des quartiers généraux non opérationnels. Ils sont tous susceptibles d'être déployés et ce sont les civils qui occupent les postes de soutien bureaucratiques et techniques. Les postes vacants sont comblés et les promotions sont accordées par l'entremise de concours internes auxquels seuls les membres du même NR sont admissibles. Les officiers et les soldats du nouveau régiment effectuent sans interruption des exercices en campagne et des déploiements opérationnels. Dans le NR, la profession est clairement axée sur « l'application organisée d'une force coercitive (guerre, imposition de la paix, maintien de la paix) »³³.

Cette stabilité permet à tous les membres du NR de maîtriser les habiletés, les tactiques et les opérations dans le théâtre tout en maintenant à jour leurs connaissances. Les membres du NR adoptent également le processus de réflexion rigoureux élaboré à la *Kriegsakademie* de Von Moltke.³⁴ Cela comprend une culture fondée sur « la liberté de penser et de décider » conformément aux grandes lignes des objectifs d'un commandant, qui sont désormais connues sous le nom de *commandement de mission*.³⁵ Cette façon de penser facilite les déploiements polyvalents et l'innovation permanente. La stabilité et l'unité du NR permettent également la cohésion sociale et la cohésion des tâches et réduisent l'exclusivité et les factions propres aux sous-groupes. La confiance entre les pairs et les relations entre les suiveurs et les chefs se solidifient. Les individus se taillent une réputation personnelle, la perdent et la regagnent dans des communautés de longue date et apprivoisées.

Les conditions de service sont améliorées afin de compenser les difficultés relatives aux probabilités constantes de déploiement. Elles comprennent de meilleures indemnités de déploiement, des restrictions de l'incidence d'absences, des garanties en matière de qualité de vie et des droits à pension supplémentaires en prévision d'une retraite anticipée. Les distinctions entre les officiers supérieurs et les autres disparaissent, à l'exception des échelles de salaires fondées sur le grade. Tous les membres du NR partagent le même contrat psychologique qui sous-tend la vie d'un soldat.

Plusieurs analystes de l'armée américaine, p. ex., Vandergriff, Hooker, Macgregor, Kagan et Laquement, ainsi que le Général Shinsekim, ancien Chef d'état-major, ont proposé la création d'unités semblables au NR. Ils sont en faveur « d'unités infrangibles » qui mettent en œuvre les leçons retenues des expériences américaines en matière de cohésion, p. ex., COHORT, les

efforts du Général Gray au sein du USMC (*United States Marine Corps*), les réformes du Général Meyer et du Lieutenant-général Ulm dans le III Corps, Fort Hop, ainsi que d'autres projets de l'Inspecteur général et du TRADOC (*Training and Doctrine Command*).³⁶ Le programme *Australian Officer Professional Effectiveness Strategy* recommande aussi une spécialisation semblable selon le rôle militaire ainsi que l'amélioration de la stabilité du personnel.³⁷

NOUVEAU CORPS SPÉCIALISÉ ET NOUVEL ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL

Afin de compléter et d'appuyer les NR, une série de nouveaux corps spécialisés (NCS) fondés sur les professions traditionnelles ainsi que les sciences humaines et sociales seraient formés. Il y aurait un NCS distinct pour le droit militaire, l'aumônerie, les plaintes et l'inspection, la sélection du personnel, le travail social, les sciences sociales, l'orientation, les services à la famille, les soins médicaux et dentaires, la bio-ingénierie, etc. Les commandants des NR continuerait d'assurer la discipline de leurs troupes suivant la méthode militaire traditionnelle tandis que les NCS mettraient l'accent sur l'acculturation des officiers et des soldats au moyen des anciennes et des nouvelles professions « sociales » et « humaines ». Ces professions ont permis d'améliorer grandement la discipline sociale en Occident et ont facilité la mise sur pied d'armées modernes. Par exemple, les membres de la chaîne de commandement se chargeraient de la revue du fourbi et des inspections vestimentaires tandis que le personnel du service de santé et des services sociaux sensibiliserait les troupes à des questions relatives à la motivation psychologique, aux victimes de stress opérationnel, à la violence familiale ou à l'abus d'alcool ou d'autres drogues et serait responsable de leur réadaptation. Les corps spécialisés indépendants contribueraient à la discipline militaire et contextuelle des soldats.

Afin de souligner les différences culturelles, la structure des grades, les insignes et les attributs des divers NCS seraient différents de ceux du NR et du nouvel état-major général (NEG).

Les corps spécialisés ne possèdent pas une expertise technique relative au combat, au soutien logistique du combat, aux communications, à la logistique et à d'autres formes de technologie et d'administration

Chaque corps adopterait une hiérarchie unique, avec ou sans insignes, pour indiquer le statut professionnel et les autres échelons, p. ex., adjoint médical, infirmier, chirurgien, avocat, magistrat, monseigneur, évêque et imam. On éviterait de désigner les postes au moyen de termes militaires et on utiliserait plutôt les titres spécialisés existants tels que commandant, superintendant, juge-avocat général, aumônier général et chef — service de santé. On élaborerait pour les corps des systèmes de rémunération et des conditions de service spécialisés afin de concurrencer les équivalents civils et de renforcer leur identification professionnelle unique. En soulignant que la culture divergente de ces professions est clairement distincte, le NR pourrait axer sa culture sur la vie des soldats.

Les corps spécialisés ne possèdent pas une expertise technique relative au combat, au soutien logistique du combat, aux communications, à la logistique et à d'autres formes de technologie et d'administration. Ils sont limités aux sciences et aux professions humaines et sociales qui appuient les soldats et permettent de les acculturer. Les spécialistes qui appliquent la technologie et l'administration directement aux opérations tactiques et aux opérations dans les théâtres demeureraient des membres à part entière du NR pouvant être déployé. Quant aux experts en technologie et en administration qui ne sont pas

déployés, ils feraient désormais partie de la bureaucratie civile. Les NCS qui sont déployés avec les NR durant les opérations, p. ex., le corps du service de santé, demeureraient sous le contrôle opérationnel du NR, mais non sous son commandement.

Le nouvel état-major général (NEG) est un petit cadre d'officiers responsables de la stratégie, des relations civilo-militaires ainsi que de l'institutionnalisation et de la professionnalisation de l'Armée de terre. Il élabore et met en œuvre des politiques pour adapter la technologie, la doctrine et la culture aux besoins changeants en matière de sécurité et au changement social. Il constitue le principal point de contact de l'Armée de terre avec la bureaucratie civile, le gouvernement et la société hôte. Il conseille les cadres supérieurs élus en matière de défense, négocie avec les organismes centraux du gouvernement tels que le Secrétariat du Conseil du Trésor et dirige l'Armée de terre ainsi que la bureaucratie civile de soutien.³⁸ Dans les faits, le NEG remplit les fonctions d'un quartier général afin de permettre aux membres du NR de demeurer dans les unités de manœuvre. Jans et Schmidtchen décrivent à quel point les officiers qui sont bien adaptés aux unités de manœuvre sont étonnés par la culture des quartiers généraux nationaux. Par ailleurs, d'autres officiers qui pourraient devenir des stratégies organisationnels sont maintenus dans un cheminement de carrière centré sur les opérations.³⁹ On ne peut s'attendre à ce

Les membres du NEG porteraient aussi des insignes distincts de ceux des NR afin d'éviter la loyauté erronée à l'égard d'anciens régiments et la formation de factions

que les membres du NR acquièrent et maintiennent toutes les connaissances spécialisées nécessaires dans une armée contemporaine. Le NEG assume plutôt la responsabilité professionnelle de façonner la culture organisationnelle, de définir la compétence de l'armée en matière de sécurité et de maintenir un contrat social éthique.

Les membres du NEG porteraient aussi des insignes distincts de ceux des NR afin d'éviter la loyauté erronée à l'égard d'anciens régiments et la formation de factions. Les officiers qui font partie du NEG détiennent des grades militaires traditionnels, allant de celui de major à celui de général. Ils ne servent pas dans les centres de contrôle des théâtres opérationnels et les quartiers généraux opérationnels et n'accomplissent pas des fonctions bureaucratiques dans les quartiers généraux nationaux. Ils exercent plutôt un certain type de commandement de mission sur les NR et dirigent la bureaucratie civile qui est responsable de l'infrastructure, de l'acquisition, de la fonction de contrôleur, etc.

LA NOUVELLE STRATÉGIE RELATIVE AU PERSONNEL

Jans et Schmidtchen proposent que le slogan bien connu « notre personnel représente notre atout le plus précieux » devienne « nos systèmes de gestion du personnel représentent notre atout le plus précieux ». Les politiques relatives au personnel façonnent la culture de l'armée plus efficacement que des listes de « vertus » préconisées.⁴¹ La nouvelle stratégie relative au personnel est centrée sur la planification du parcours de carrière militaire, l'instruction et l'éducation, la sélection du personnel, les promotions et d'autres conditions de service, le perfectionnement personnel et professionnel ainsi que la gestion de l'ensemble.

PLANIFICATION DU PARCOURS DE CARRIÈRE MILITAIRE

Chaque officier et soldat de l'Armée de terre entamerait sa carrière dans le NR et la plupart d'entre eux y demeureraient pendant tout le reste de leur carrière militaire. Les dix ou quinze premières années dans le régiment constituent la phase d'instruction et d'acculturation « sur le terrain » de l'Armée de terre. C'est la meilleure façon de faire en sorte qu'un militaire soit avant tout un soldat. Cependant, vers le milieu de leur carrière, certains individus choisis auraient l'occasion de s'orienter en permanence dans trois autres rôles. Ils peuvent joindre l'un des NCS, le NEG ou la bureaucratie civile. Ils peuvent aussi choisir de quitter la communauté de la défense et d'adopter un autre mode de vie. Aucune autre carrière militaire ou aucun autre groupe professionnel militaire ne relève de ces quatre grands rôles. Nous allons discuter ci-dessous de l'élaboration et de la gestion de compétences et de capacités spécialisées au sein du régiment.

Le NCS responsable de la sélection du personnel gère le processus de planification du parcours de la carrière militaire qui deviendrait l'une des principales politiques relatives au personnel qui façonnent la culture de l'Armée de terre. Ce processus permet d'orienter le personnel selon son type de personnalité, son ambition, son endurance physique et psychologique, ses aptitudes au commandement, ses capacités intellectuelles, sa vision stratégique et d'autres caractéristiques. Ce processus est essentiel à la formation de différentes cultures pour les NR, le NCS, le NEG et la bureaucratie civile.

INSTRUCTION ET ÉDUCATION

Dans chaque parcours de carrière militaire, les gens seraient instruits et éduqués de manière à acquérir les connaissances approfondies, l'expérience, les spécialités et les notions de pointe nécessaires dans l'environnement de l'après-guerre froide. Les officiers qui demeurent dans le NR reçoivent dans les collèges d'état-major une instruction plus poussée relative aux théâtres tactiques et opérationnels. Cette instruction met l'accent sur le processus de réflexion nécessaire à la réussite du *commandement de mission*. Les militaires du rang supérieurs reçoivent une instruction semblable dans les écoles de leadership et de combat. Les officiers et les soldats qui sont choisis pour faire partie d'un corps spécialisé ou de la bureaucratie civile d'un quartier général obtiennent les qualifications et les titres de compétence relatifs à leur profession et aux domaines qu'ils ont choisis. Ceux qui quittent la communauté de la défense reçoivent des indemnités pour leur recyclage ou la poursuite de leurs études. Les officiers qui sont choisis pour servir au NEG s'inscrivent dans des universités civiles à des programmes de premier cycle inter-disciplinaires qui se rapportent à la théorie et aux pratiques des organisations et des professions, aux relations civilo-militaires, à la grande stratégie géopolitique ainsi qu'aux études culturelles relatives à la société hôte.

SÉLECTION, PROMOTIONS ET MÉTHODOLOGIE DE PLANIFICATION DU PARCOURS DE CARRIÈRE MILITAIRE

La sélection et les promotions constituent également d'importantes politiques relatives au personnel qui façonnent la culture de l'Armée de terre. Le système de sélection contre-productif actuel⁴¹ doit être remplacé par un système qui favorise le capital social, la discipline et le professionnalisme. Dans le nouveau système, les postes vacants seraient comblés, qu'il y ait promotion ou non, au moyen de concours auxquels seraient admissibles seulement les

personnes servant dans le régiment, le corps ou l'état-major général en question. Il n'y aurait pas de mutations et de promotions séquentielles à partir d'une liste de sélection centrale ni de mutations d'un NR à un autre et le personnel ne serait pas transféré d'un des quatre rôles de défense à un autre. Les structures de grade de chacun des trois parcours de carrière militaire seraient établies de manière à assurer des taux d'avancement équitables.

Le NCS responsable du personnel serait la seule autorité pour la planification du parcours de carrière, les concours visant à combler les postes vacants et la sélection des postulants. Des observateurs internes et externes, des inspecteurs et des mandataires indépendants représentant l'Armée de terre et le postulant surveillent étroitement les décisions et les concours relatifs à la planification du parcours de carrière. Ces surveillants détiennent un droit de veto sur les résultats de ces derniers. Cependant, la chaîne de commandement n'est qu'une des nombreuses sources d'information et ne possède pas de droit de vote, de droit de veto ou autre. Cela diminue ainsi les risques que des initiés puissent corrompre le système de sélection suivant les politiques de l'unité, leur intérêt personnel, le type de personnalité et d'autres motifs de préjudice.⁴²

Le corps spécialisé recueille de l'information sur un militaire tout au long de sa carrière dans une même communauté et selon une perspective tous azimuts.⁴³ L'information est fournie principalement par les supérieurs, les pairs et les subordonnés de la sous-unité du candidat. On peut également obtenir de l'information de personnes intéressées dans d'autres unités, de divers NCS, de la bureaucratie civile, de la communauté militaire et ailleurs. L'information n'est pas limitée à des sondages d'opinion ou à des appréciations du rendement et comprend une multitude d'indicateurs applicables à l'individu, à la sous-unité, au régiment, au corps ou à l'état-major dont il fait partie. Ces données ne déterminent pas directement le pointage du candidat ou une décision en matière de sélection ou de planification du parcours de la carrière. Les spécialistes en matière de sélection du personnel sont plutôt libres de choisir, de soupeser et d'interpréter des données complexes et détaillées conformément à des normes professionnelles, aux caractéristiques du poste à combler et aux circonstances propres à l'unité. On ne recommande pas l'utilisation d'exams écrits comme moyen clé de qualification afin d'éviter de créer de toutes pièces une activité qui pourrait entraver le but véritable de l'éducation. Les concours locaux devraient être moins coûteux que le système actuel et centralisé de sélection et d'affectation.⁴⁴

AUTRES CONDITIONS DE SERVICE

D'autres conditions de service doivent appuyer la nouvelle structure des forces et la nouvelle stratégie relative au personnel. Il faut revoir la rémunération et les avantages sociaux, la période de service, l'incidence d'absences, les probabilités de déploiement, l'universalité du service ainsi que les mesures relatives à la pension et aux départs afin d'ériger un bon capital social, d'accueillir les recrues à l'éthos de la vie militaire et de récompenser le professionnalisme militaire. Par exemple, la structure de l'échelle salariale des Forces canadiennes comporte un nombre limité d'augmentations annuelles sans chevauchement entre les grades. Elle est fondée sur le taux normal du compagnon et sur la comparabilité avec la fonction publique. Aucun de ces deux fondements n'a été appliqué équitablement et de façon constante et ils sont seulement partiellement pertinents pour le service militaire. Dans la nouvelle stratégie relative au personnel, les échelles salariales demeurent divisées selon le grade, mais se chevauchent afin d'assurer des augmentations annuelles aussi longtemps que c'est nécessaire pour récompenser l'expérience

militaire accumulée et l'engagement prolongé. La documentation sur la rémunération laisse entendre que cette politique est réalisable, efficace et perçue comme équitable par les employés.⁴⁵

PERFECTIONNEMENT PERSONNEL ET PROFESSIONNEL

Les spécialistes en matière de personnel gèrent pour chaque NR un système local conçu pour associer le bassin d'habiletés individuelles aux besoins des unités. Ce bassin est composé de compétences tangibles individuelles qui ont été développées dans la plus grande mesure du possible conformément aux intérêts, aux aptitudes et à la personnalité des individus. Quant au NR, il a besoin de capacités particulières dans les grandes catégories suivantes : détecter, agir, protéger, maintenir en puissance et commander.⁴⁶ Selon la nouvelle stratégie relative au personnel, on ne ferait l'inventaire que des habiletés tangibles fondées directement sur les qualifications et l'expérience. Les compétences intangibles ne seraient pas inventoriées et seraient seulement évaluées à l'occasion de concours particuliers pour combler des postes, planifier le parcours de la carrière ou assurer le perfectionnement personnel. Les individus peuvent acquérir une gamme plus vaste de compétences sans se préoccuper du développement de carrière « universel » actuel et du « territoire » des corps/branches. On peut facilement regrouper le NR et lui affecter une autre mission conformément à l'évolution des besoins opérationnels plutôt que selon la tradition du régiment ou du corps. Un concours constitue le lien final entre l'offre et la demande en associant les compétences uniques du postulant aux besoins de l'unité pour un poste vacant donné.

Voici comment l'approche axée sur les compétences se rapporte aux capacités et à la planification du parcours de la carrière militaire : les recrues commencent leur service dans l'Armée de terre en apprenant la tactique de l'infanterie et se spécialisent seulement plus tard selon des habiletés et des rôles de combat ou de soutien. Les officiers et les soldats qui possèdent des aptitudes et de l'intérêt pour commander, par exemple, acquièrent des compétences relatives au leadership personnel, à la tactique et aux opérations dans les théâtres. Vers le milieu de leur carrière, ils deviennent probablement commandants de leur régiment s'ils ont montré des capacités et une ambition supérieures à la moyenne et si l'on prévoit des postes vacants au sein de leur unité. Par ailleurs, les militaires qui s'intéressent aux capacités nécessaires pour détecter, p. ex., les véhicules aériens de surveillance, peuvent acquérir des compétences en matière de technologie de détection, d'applications tactiques, d'applications sur les théâtres, de logistique pour maintenir en puissance, etc. Ils peuvent eux aussi demeurer dans le NR et se spécialiser dans des rôles relatifs à la détection ou opter pour la bureaucratie civile. Ils peuvent même choisir de travailler pour un fournisseur du secteur privé. De même, les individus qui possèdent des aptitudes à la manœuvre tactique (la capacité agir) peuvent devenir membres d'équipage d'une plate-forme d'armes majeure comme les véhicules de combat blindés. Ils peuvent servir dans le NR jusqu'à leur retraite ou se diriger vers la bureaucratie civile pour y occuper un poste de gestion du cycle de vie du matériel. Enfin, d'autres officiers et soldats peuvent quitter le NR pour se joindre au corps spécialisé ou au NEG. Les permutations sont quasiment illimitées.

Le concept de gestion du personnel suivant les compétences est bien établi dans la documentation. Le Lieutenant-général américain (à la retraite) Walter F. Ulmer recommande une certaine forme de gestion axée sur les compétences pour l'armée américaine.⁴⁷

GESTION DE LA NOUVELLE STRUCTURE DES FORCES ET DE LA NOUVELLE STRATÉGIE RELATIVE AU PERSONNEL

Dans le cadre de la nouvelle structure des forces et de la nouvelle stratégie relative au personnel, le NR peut assumer une grande partie de la responsabilité de son succès ou de son échec. L'efficacité d'un NR est mesurée à long terme par les taux de recrutement et de maintien des effectifs. L'état de préparation et l'efficacité opérationnelle sont mesurés dans les centres d'entraînement aux manœuvres et durant les déploiements. Le NEG peut choisir des NR bien dirigés et gérés pour absorber l'augmentation des effectifs, mettre à l'essai de nouvelles doctrines, recevoir de nouveaux systèmes d'équipement et participer à des déploiements difficiles. D'autre part, les problèmes chroniques en matière de moral, d'effectif ou d'association des compétences et des capacités deviennent des symptômes utiles pour l'analyse de la situation et la justification des interventions. Les chefs des NR où il y a des problèmes peuvent en être tenus responsables et leurs unités seraient l'objet de mesures correctives et seraient affectées à des déploiements plus faciles aussi longtemps que nécessaire. Les commandants ne pourraient éviter des situations difficiles en effectuant de brèves périodes de service et les soldats qui éprouvent des difficultés ne pourraient être mutés à d'autres unités.

Le NEG gère l'instruction individuelle et l'entraînement, la doctrine ainsi que la politique relative au matériel afin d'établir une communauté et une interopérabilité adéquates entre les NR. Une certaine divergence entre ces derniers est souhaitable, mais toutefois, les régiments doivent être personnalisés selon les différences régionales et des rôles opérationnels particuliers. Une personnalisation prudente peut augmenter la gamme des capacités, l'attrait pour les recrues et *l'esprit de corps*. Il est important que le NEG et les NR n'échangent pas leur personnel pour accorder des promotions, combler des postes vacants de façon urgente ou permettre au quartier général de demeurer « en contact avec la base ». Les postulants qui désirent servir dans le NEG seront choisis pour leur capacité de combiner le dévouement à l'égard de l'Armée de terre à l'objectivité et au détachement émotionnel nécessaires pour façonne la culture de l'Armée de terre en permanence et non pas en intervenant de façon ponctuelle et tardive à la suite de crises fréquentes. Plus important encore, les officiers des NR et du NEG doivent maîtriser leurs rôles professionnels très différents, se tenir à jour dans leur domaine, assurer la cohésion et la confiance chez leurs pairs et se tailler une réputation auprès d'eux.

CONCLUSION

En cette époque de l'après-guerre froide, les opérations militaires couvrent une large gamme de capacités. Les effectifs militaires occidentaux dépendent du capital social, de la discipline, de l'organisation et du professionnalisme. Ainsi, les forces doivent être toutes armes, cohésives, compatibles et manœuvrables à l'échelon du groupement tactique et de l'équipe de combat. Le nouveau système régimentaire assure la cohésion sociale et la cohésion des tâches, la stabilité, l'expérience et le rôle professionnel spécialisé nécessaires à la doctrine et aux missions contemporaines. L'Armée de terre canadienne doit pouvoir utiliser toutes les armes en tout temps.

Seul un changement abrupt dans la structure des forces et les politiques relatives au personnel de l'Armée de terre peut entraîner une transformation culturelle significative. L'auteur du présent document recommande la formation de NR stables et unifiés dont les membres maîtrisent la tactique et les opérations dans les théâtres. Quelques officiers et soldats de ces NR s'orienteraient vers le milieu de leur carrière dans une série de nouveaux corps spécialisés

et dans un nouvel état-major général afin que le nouveau régiment puisse maintenir une culture distincte et cohésive. Grâce à de nouvelles politiques relatives au personnel pour la sélection, les affectations et l'instruction, on pourrait tisser des liens sociaux, gagner la confiance, se tailler une réputation et acquérir des compétences personnelles uniques.

Le Général (à la retraite) Sullivan a lancé cet avertissement : « Le chef doit modifier les processus essentiels au sein de l'organisation s'il désire effectuer de véritables changements. Il ne peut obtenir une transformation durable et substantielle en s'attaquant progressivement à des questions secondaires »⁴⁸.

Au sujet de l'auteur...

Le Major HARRY BONDY est au service de l'Armée de terre du Canada. Il est chargé de l'élaboration des concepts culturels et des politiques en matière de personnel au sein de l'état major de l'Armée de terre, au quartier général de la Défense nationale, à Ottawa. Le Major Bondy a été au service de la Milice, de la Marine et de la Force d'opérations spéciales, dans le Grand Nord canadien, et il a été observateur militaire au sein des Nations Unies, dans le Sahara Occidental. Sa recherche interdisciplinaire sur la culture militaire inclut l'analyse du modernisme en tant que mode du discours. Il est possible de communiquer avec le Major Bondy par courrier à l'adresse suivante : Major Harry J. Bondy, Directeur — Concepts et politiques en matière de personnel de la Force terrestre 2, Quartier général de la Défense nationale, 101, promenade Colonel By, Ottawa, ON, Canada, K1A 0K2, et par courriel à bondy.hj@forces.gc.ca.

NOTES

1. Douglas A. Macgregor, *Breaking the Phalanx* (New York: Praeger, 1997), p. 230.
2. Franklin Spinney, John Sayen, and Donald E. Vandergriff, « Introduction: Why it is Time to Adapt to Changing Conditions », dans *Spirit, Blood, and Treasure*, ed. D. Vandergriff, (Novato: Presidio, 2001), p. xiii.
3. Elizabeth A. Stanley-Mitchell, « The Digital Battlefield: What Army Transformation Efforts Say about Its Future Professional Jurisdiction », dans *The Future of the Army Profession*, eds. Don Snider et Gayle Watkins (Boston: McGraw-Hill, 2002), p. 127-154.
4. Macgregor, *Phalanx*, p. 86.
5. Ibid., p. 227.
6. Ibid., p. 230.
7. Frederick W. Kagan, « War and Aftermath », *Policy Review* 120 (juil-août 2003) à <http://www.policyreview.org/aug03/kagan.html>, le 1^{er} mars 2004.
8. Macgregor, *Phalanx*, p. 53.
9. Ibid., p. 227.
10. Ibid.
11. Douglas A. Macgregor, « Transformation and the Illusion of Change », dans *Spirit*, p. 284.
12. Hans Binnendijk, ed., *Transforming America's Military* (Washington: National Defence University Press, 2002); Robert L. Bateman, ed., *Digital War* (Novato, CA: Presidio Press, 1999).
13. A.D. English, *Understanding Military Culture: A Canadian Perspective*, Contract Report DCIEM No. CR 2001-047 pour R & D pour la défense Canada-Toronto, ON, 2001; Don Snider et Gayle Watkins, eds., *The Future of the Army Profession* (Boston: McGraw-Hill, 2002); D. Vandergriff, ed., *Spirit, Blood, and Treasure*; Nick Jans et David Schmidtchen, *The Real C-Cubed: Culture, Careers & Climate, and how they affect capability* (ACT, Australia: Australian National University, 2002).
14. Harry Bondy, « Toward a Postmodern Transformation in Military Culture: Selection, Personality Type and Culture », IUS Biennial Symposium on Armed Forces & Society, 25-26 octobre 2003, Palmer House Hilton, Chicago, Ill., USA, <http://www.bsos.umd.edu/ius/>; T. Coens et M. Jenkins, *Abolishing Performance Appraisals: Why They Backfire and What To Do Instead* (San Francisco: Berrett-Koehler, 2000); Joel Lefkowitz, « The Role of Interpersonal Affective Regard in Supervisory Performance Ratings: A Literature Review and Proposed Causal Model », *Journal of Occupational Psychology* 73,1 (mars 2000): p. 67-86; K.R. Murphy et J.N. Cleveland, *Understanding Performance Appraisal: Social, Organizational, and Goal-based Perspectives* (Thousand Oaks, CA: SAGE Publications, 1995).
15. S.E. Scullen, M.K. Mount, et M. Goff, « Understanding the Latent Structure of Job Performance Ratings », *Journal of Applied Psychology*, 85,6 (2000): p. 956-970.
16. Jans et Schmidtchen, p. 82.
17. Coens et Jenkins, 6.
18. C. Dowden, *Qualité de vie dans les Forces canadiennes, résultats du sondage national, Rapport de recherche commandité*

01-13, Quartier général de la Défense nationale Ottawa, Canada, 2001; M. Le Beau, *Résultats de l'étude d'état-major, Rapport de mars 2002*, Quartier général de la Défense nationale Ottawa, Canada, 2002.

19. James Coleman, « Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology* 1.s, (1998): p. 95-101; Robert Putnam, *Bowling Alone* (New York: Simon & Schuster, 2000); Francis Fukuyama, *La confiance et la puissance*. (Paris : Plon, 1997); S.P. Huntington, *Le choc des civilisations* (Paris : Éditions Odile Jacob, 1997). Ian Maitland, « Virtuous Markets: The Market as School of the Virtues », *Business Ethics Quarterly* 7.1 (1997): p. 17-31.

20. Jans et Schmidtchen, Hagen, U. v., « Social Capital — the Currency of the Armed Forces », pour le Séminaire inter-universitaire sur les Forces armées et la société : Canada, Kingston, ON, 26-27 octobre 2002; Steven M. Jones, « Improving Accountability for Effective Command Climate: A Strategic Imperative », Strategic Studies Institute, U.S. Army War College (USAWC), Carlisle, PA.

11-12, sept 2003, (pour en obtenir des copies, composer le (717) 245-4133 ou adresser un courriel à Rita.Rummel@carlisle.army.mil.

21. Kelly Farley, « A Model of Unit Climate and Stress for Canadian Soldiers on Operations » thèse de Ph.D., Carleton University, Ottawa, ON, 2002, p. 6-10; David Segal and Meyer Kestenbaum, « Professional Closure in the Military Labor Market: A Critique of Pure Cohesion », dans *Army Profession*, eds. Snider and Watkins, p. 441-458.

22. Joseph Collins and T.O. Jacobs, « Trust in the Profession of Arms », dans *Army Profession*, p. 39; Jonathan Shay, « Trust: Touchstone for a Practical Military Ethos », dans *Spirit* p. 3-20.

23. Richard D. Hooker Jr., « Implementing Maneuver Warfare », dans *Maneuver Warfare: An Anthology*, ed. Richard D. Hooker Jr. (Novato: Presidio, 1993), p. 217-235 et p. 231.

24. Ibid.

25. Pierre Bourdieu, « Le capital social : notes provisoires », *Actes de la Recherche en sciences sociales* (janvier 1980), p. 2-3.

26. Peter D. Feaver, « Crisis as Shirking: An Agency Theory Explanation of the Souring of American Civil-Military Relations », *Armed Forces and Society* 24.3 (1998): p. 407-434; Jans et Schmidtchen, p. 126-128.

27. Collins and Jacobs, p. 39-58; Jones, p. 11-20; Jans et Schmidtchen, p. 5-17; English, p. 67-77.

28. Gordon Sullivan et Michael Harper, *Hope Is Not A Method* (New York: Random House, 1996), p. 237.

29. Ibid., p. 238 (emphasis).

30. Peter J. Shoomaker, « Arrival Message », 1^{er} août 2003, dans « Adapt or Die » The Imperative for a Culture of Innovation in the United States Army, U.S. Army Training and Doctrine Command White Paper, ébauche du 12/17/2003 à 10 h13.

31. Jans et Schmidtchen, p. 81-104.

32. Richard Laquement, « Army Professional Expertise and Jurisdiction », Strategic Studies Institute, USAWC, Carlisle, PA, octobre 2003, p. vi.

33. Bruce Gudmundsson, « Maneuver Warfare: The German Tradition », dans *Maneuver*, p. 274-289.

34. Jans et Schmidtchen, p. 114.

35. Vandergriff, *Victory*; Vandergriff, « Culture Wars », dans *Digital War*, p. 220-224; Richard D. Hooker Jr. « Implementing Maneuver Warfare », p. 230-233.

36. « The Australian Officer Corps of the Future: The Officer Professional Effectiveness Strategy », Project OPERA (Officer Professional Effectiveness Review for the Army), septembre 2000.

37. Douglas L. Bland, *Parliament, Defence Policy and the Canadian Armed Forces* (Kingston, ON: Queen's et Laval Universities, 1999).

38. Jans et Schmidtchen, p. 126-136.

39. Jans et Schmidtchen, p. 13.

40. William Bell, « Personnel Policies and Army Culture », dans *Spirit*, p. 45-64.

41. Bondy, Coens et Jenkins, Lefkowitz, Murphy et Cleveland.

42. Ibid.

43. David Bracken, Maxine Dalton, Robert Jako, Cynthia McCauley, et Victoria Pollman, *Should 360-degree Feedback Be Used Only for Developmental Purposes?* (Greensboro, NC: Center for Creative Leadership, 1997); Timothy Reese, *Transforming the Officer Evaluation System: Using a 360-degree Feedback Model*, USAWC, 9 avril 2002; Owen West, « You Can't Fool the Troops », *Naval Institute Proceedings* septembre 1988, p. 52-54; Walter F. Ulmer, « Military Leadership into the 21st Century: Another 'Bridge Too Far?' » *Parameters* 28.1 (printemps 1998), p. 4-25.

44. Kanungo et Mendoca, *Compensation: Effective Reward Management* (Canada: Butterworths, 1992), p. 314-316; Belcher et Atkinson, *Compensation Management* (USA: Prentice Hall, 1987), p. 241-244.

45. « La Force de l'avenir : Vision conceptuelle des capacités de l'Armée de terre de l'avenir », Direction — Concepts stratégiques (Opérations terrestres) Kingston, Ontario, 2004, p. 91-172.

46. Ulmer, p. 17.

47. Sullivan et Harper, p. 105.

COMMENTAIRE SUR « LE NOUVEAU SYSTÈME RÉGIMENTAIRE »

Note de la rédaction : afin de provoquer un débat, j'ai incorporé, à la proposition du Major Bondy, des commentaires rédigés par le Lieutenant colonel David Banks. Le Lieutenant colonel Banks est un officier d'infanterie qui a des opinions arrêtées sur l'avenir de notre système régimentaire. L'article du Lieutenant colonel Banks paraîtra dans le prochain numéro du Journal de l'Armée de terre du Canada, et le Major Bondy sera invité à commenter. Saluons l'engagement et le courage dont font preuve le Lieutenant-colonel Banks et le Major Bondy dans leurs écrits.

par le Lieutenant-colonel Banks

INTRODUCTION

Je suis de ceux qui croient que l'on devrait considérer la possibilité de former une branche de combat unique en remplacement de celles de l'Arme blindée, de l'artillerie et de l'infanterie. À mon avis, nous devons conserver des branches de l'Arme blindée et de l'artillerie aptes à fournir aux unités une force de frappe et une capacité bien supérieures à ce que peuvent générer les unités modernes fondées uniquement sur l'infanterie, sans quoi ces branches risquent de tomber en désuétude. Il faudrait alors ramener les spécialités connues à des sous-groupes professionnels ou à des options à l'intérieur d'un seul GPM de combat et les empêcher de survivre avec tous les appareils, tout le pouvoir et toutes les frictions qui accompagnent le statut de spécialité.¹ Nous ne pouvons tolérer la protection injustifiée de certains équipements ou de capacités limitées, comme les cavaliers du 20^e siècle qui se portèrent jadis à la défense de leurs chevaux. Nous devrions avoir des motifs réels de conserver les branches et non en inventer. Les discussions récentes sur la « convergence des branches » et le concept d'élément d'appui-feu direct à l'échelle de la branche ouvrent la voie à l'exploration de cette possibilité.

C'est de ce point de vue personnel que j'ai lu avec beaucoup d'enthousiasme et d'intérêt l'article du Maj Bondy. Je partage son avis sur certains points, mais je demeure, malheureusement, déçu du reste.

Mon impression générale est la suivante : l'auteur commence par une idée valable, celle de la restructuration des Armes de combat en une entité unique. Toutefois, il se perd ensuite en prémisses contradictoires et en généralisations souvent gratuites. En outre, il dissimule à peine son mépris du système actuel de gestion du personnel des Armes de combat. Les « solutions » qu'il propose créeraient, à mon avis, des problèmes bien plus graves que ceux que nous connaissons maintenant. Les paragraphes qui suivent contiennent ma réponse détaillée à son article.

Il s'agit d'un article d'opinion et non d'une étude savante truffée de références. Ceux qui évaluent un travail d'après le nombre de citations qu'il contient ne devraient pas poursuivre leur lecture.

LES NOUVEAUX RÉGIMENTS

L'auteur commence son article habilement par une série de bons énoncés génériques. Je partage son avis jusqu'au deuxième paragraphe environ. L'Armée de terre devrait être équilibrée et souple et elle devrait être adaptée à toute la gamme des tâches de sécurité de l'après-guerre froide. Jusqu'ici, ça va.

L'auteur se lance ensuite dans des affirmations qui, si elles ne sont pas discutables en soi, ne soutiennent que faiblement les conclusions qu'il tire. Il devient clair qu'il a de sérieuses réserves à l'égard de l'actuel système de sélection, de promotion et d'affectation de l'Armée de terre; c'est ce thème qui sous-tend l'ensemble de l'article. Par exemple, il affirme que la légitimité et l'engagement sont sapés par l'insatisfaction de « la plupart » de ceux qui n'ont pas été promus au-delà d'un grade très subalterne. (J'ai dû manquer sa définition de « légitimité » ou d'« engagement » en ce qui concerne cet argument). En surface, cette affirmation peut être « corroborée » par des citations tirées de diverses études. À mon avis, toutefois, une vérification empirique est beaucoup plus efficace pour découvrir la vérité. Je mets l'auteur au défi de démontrer comment le récent rendement de nos unités de campagne (au Kosovo, en Afghanistan, etc.) pourrait prouver un manque de légitimité ou d'engagement. Ceux qui n'ont pas été promus au grade qu'ils croient mériter blâment le système; c'est facile. Il est tout aussi facile, dans toute Armée de terre, de pointer du doigt des militaires de grades supérieurs mal adaptés à leurs fonctions, mal choisis, ou les deux.

Le Maj Bondy a raison de souligner le caractère vital de la cohésion au sein des Armes de combat. À ce chapitre, ses affirmations sont confirmées par bon nombre d'auteurs autant que par des preuves empiriques. Le manque de stabilité dans nos unités des Armes de combat pose un grave problème depuis des années, peut-être plus dans l'infanterie qu'ailleurs. D'après ce que nous savons de la motivation au combat, je crois que c'est la stabilité des effectifs et la communauté d'expérience au niveau de l'unité et de la sous unité/sous-sous-unité plutôt qu'à

celui de la formation, c.-à-d. une organisation de 5 000 membres, qui forgent et entretiennent véritablement la cohésion. Par contre, je ne vois pas comment d'infinis regroupements pour former diverses forces opérationnelles pourraient renforcer la cohésion, surtout au niveau de l'unité. Ce n'est pas très différent de ce que nous faisons déjà depuis quelques années et de ce sur quoi prend appui le concept d'UTA (pour le meilleur ou pour le pire).

Plus loin dans son article, l'auteur nous présente son concept de gestion du personnel, lequel, semble-t-il croire, pourrait contribuer à la stabilité et à la cohésion. J'y vois certains risques. À première vue, le concept semble très intéressant, mais laisser quelqu'un au même poste pendant plus de trois ans environ ne

résulterait qu'en un système de promotion sclérosé, en une complaisance dangereuse et en une stagnation générale. C'est d'ailleurs la regrettable situation qui existe dans bon nombre des unités de la Réserve de l'Armée de terre, où les prolongations de mandats et les recyclages de commandants sont fréquents, et où d'autres officiers occupent des postes à l'unité pendant des années en raison du manque flagrant de profondeur des listes de succession et de postes appropriés hors régiment.

Le fait de compartimenter les affectations par régiment favoriserait l'apparition de factions et l'esprit de clocher, deux choses auxquelles l'auteur affirme s'opposer, peut-être dans une mesure pire qu'actuellement. Cela revient à dire que nos soldats passeraient toute leur carrière dans un seul de nos GBMC. Si on ajoute à cela les distinctions très rigides que propose l'auteur entre le nouveau régiment, le nouveau corps spécialisé et le nouvel état-major général, le résultat serait probablement loin d'une force agile, souple et adaptable. On se retrouverait probablement plutôt avec une force comparable à l'Armée britannique de la fin du 19e siècle. Enfin, je suis d'accord avec la description que fait l'auteur de la profession des armes dans le cadre du système qu'il propose. Toutefois, je ne vois pas une grande différence par rapport à ce que l'on croit aujourd'hui.

L'auteur cite un certain nombre d'auteurs et d'autorités de l'Armée américaine et des Marines américains pour appuyer sa position. L'USMC a l'avantage d'être un vaste régiment depuis bien des années (mais ce n'est pas aussi simple que cela). Les GPM des Marines forment bien des groupes, mais il n'existe pas de branches distinctes comme c'est le cas ici et il n'y a qu'un seul insigne de coiffure des Marines. L'Armée de terre américaine, par contre, lutte depuis la Deuxième Guerre mondiale pour mettre sur pied un système de gestion du personnel qui permette de maintenir la cohésion tout en demeurant acceptable sur le plan tant opérationnel que politique. Sauf erreur, le système régimentaire des Armes de combat (CARS) et le COHORTS américains sont issus, au moins en partie, de l'admiration que les Américains portent au système régimentaire du Commonwealth et du désir de l'imiter. L'auteur semble pourtant reléguer ce système au rang d'anachronisme irrationnel. Les récentes expériences de l'OIF ont renforcé le désir des Américains d'atteindre l'objectif de la stabilité des effectifs. L'Armée américaine annonçait récemment qu'elle modifiera son système de gestion du personnel pendant la prochaine décennie; les militaires de tous les grades demeureront au même endroit pendant plusieurs années, et dans le même bataillon, principalement. À la lumière de ces faits, je dois avouer que le concept du Maj Bondy a peut-être une certaine valeur. Cette concession ne m'empêche pas de contester la majeure partie de ses propos.

LE NOUVEAU CORPS SPÉCIALISÉ

Après une explication de son concept de nouveau régiment, l'auteur décrit le « nouveau corps spécialisé » (NCS). Peut-être ne le sait-il pas, mais cette scission entre l'« armée de soutien » et l'« armée de campagne » reprend en grande partie une idée de MacNamara et de ses « petits génies » au milieu du siècle dernier (les regroupements fonctionnels des FC originales de l'après-unification s'apparentaient à certains aspects de la théorie des systèmes de MacNamara). On n'a jamais appliqué cette théorie à l'Armée américaine. La version que propose l'auteur n'offre aucune raison de l'adapter à notre Armée de terre, aujourd'hui.

D'après mon expérience, les forces de « soutien » travaillent mieux avec (et pour) les forces de campagne lorsqu'elles sont à l'image des soldats qu'elles soutiennent. Les idées qu'avance l'auteur, comme celle de séparer rigoureusement les forces de soutien du nouveau régiment et de leur donner des grades et des uniformes distincts, contribueraient bien peu à bâtir la confiance et la cohésion essentielles entre ceux qui offrent le soutien et ceux qui le reçoivent. À mon avis, cette solution favoriserait l'apparition de factions, engendreraient de la méfiance et déconnecteraient les forces de soutien.

La phrase suivante donne peut-être une idée de ce qui sous-tend la proposition faite par l'auteur de diviser l'Armée de terre en Spartiates et en Hilotes des temps modernes : « En soulignant que la culture divergente de ces professions est clairement distincte, le nouveau régiment pourrait axer sa culture sur la vie des soldats ». Nous y voilà! Nous pourrions ainsi empêcher la pollution de l'éthos du guerrier, non en veillant à ce que chacun possède cet ethos, mais en faisant porter aux impurs un uniforme distinct, en leur donnant des grades distincts et en les plaçant dans un corps distinct afin qu'ils ne puissent nuire aux purs. Ils pourraient, semble-t-il, les « appuyer et les acculturer », mais ces activités sont peut-être sans danger au sens où l'auteur les conçoit. L'auteur ajoute à la confusion en proposant que ceux qui fournissent l'appui au combat déployable et le soutien au combat directement au nouveau régiment ne fassent pas partie du NCS; ils seraient plutôt contrôlés par le nouveau régiment. On peut présumer que ces forces de soutien seraient animés de l'éthos du guerrier (ou qu'il leur serait transmis par osmose). Voilà qui est très bien. Mais pourquoi ne pas aller plus loin et s'assurer que tous les membres de l'Armée de terre souscrivent à l'idée du « soldat d'abord, professionnel (ou officier de soutien) ensuite »? À mon avis, cela permettrait des relations beaucoup plus saines et cohésives, et les responsables du soutien, comme les médecins et les psychologues, pourraient poursuivre leur cheminement pour garder à jour leurs connaissances professionnelles.

LE NOUVEL ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL

L'idée d'un nouvel état-major général (NEG) est, elle aussi, sans fondement et risque tout autant de résulter en une Armée de terre irrémédiablement fractionnée et bien peu cohésive comme institution. Même les Allemands, dans la conception poussée à l'extrême de leur état-major général, n'ont jamais pensé à cloisonner de façon aussi étanche la troupe et l'état-major. Ils considéraient au contraire les échanges entre les deux comme un élément nécessaire à l'efficacité des officiers d'état-major et des commandants, comme nous le croyons aussi aujourd'hui. L'auteur propose d'interdire le passage du nouveau régiment au NEG avant la mi-carrière et d'éviter les échanges significatifs entre ces deux entités. À mon avis, il en résulterait deux choses : une armée de campagne dirigée par des ignorants à l'esprit de clocher et un état-major général formé d'officiers cruellement détachés de la réalité des opérations et des conséquences de leurs propres plans. Voilà qui rappelle encore une fois l'Armée britannique de la fin du 19e siècle et ses chasseurs de renards. Ce plan d'action n'est pas, lui non plus, très utile pour accroître la cohésion ou l'efficacité.

LA NOUVELLE POLITIQUE RELATIVE AU PERSONNEL ET LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

La nouvelle politique relative au personnel que l'on décrit dans les paragraphes suivants semble contredire certains des principes présentés antérieurement dans l'article. Si on remonte dans l'article, on constate que le NCS doit être séparé du nouveau régiment à tous les égards. On ne précise pas comment le NCS pourrait continuer de bien comprendre la vie dans la force de campagne. Pourtant, si je comprends bien ce que dit l'auteur, il confierait la gestion du nouveau système du personnel à ces gens isolés de la culture des forces de campagne. D'après l'image que je me fais de l'Armée de terre d'aujourd'hui, bon nombre des commandants d'unités de campagne croient déjà que leurs pouvoirs en matière de gestion du personnel sont limités, voire de plus en plus minces. Il semble que l'auteur souhaite reléguer la chaîne de commandement à un rôle encore plus secondaire. Qui serait mieux placé pour nous juger que ceux qui nous voient tous les jours faire notre travail et qui l'ont probablement déjà fait? Cette proposition, à mon avis, ramerait les lourdeurs et les inadéquations actuellement infligées à l'Armée de terre à des profondeurs encore inexplorées de bureaucratie centralisée.

Le système de promotion que propose l'auteur est l'équivalent d'un « atelier fermé »; seuls les membres de l'unité pourraient être candidats. Encore une fois, j'y vois le risque d'infliger à la force de campagne l'un des aspects les plus lamentables du système de gestion du personnel de la Réserve de l'Armée de terre fondé sur l'unité : une sélection parmi un nombre de candidats très limité, ce qui donne lieu trop souvent à un système de promotion par élimination. Encore une fois, un esprit de clocher et de clan s'installerait dans les nouveaux régiments (sans parler des trois branches militaires) presque à coup sûr.

Il est évident que du point de vue de l'auteur, notre système actuel de sélection et de promotion est trop hermétique, « irrationnel » et mystérieux pour avoir la moindre valeur au sein du nouveau régiment. Je m'inquiète de l'application de la science à la gestion et à la direction de personnes, surtout au sein de l'Armée de terre, où les facteurs personnels ont beaucoup de poids.

Je dois maintenant avouer que je suis d'accord avec le Maj Bondy : les conditions de service et les politiques relatives au personnel doivent appuyer la nouvelle structure des forces et le professionnalisme (même si l'atteinte de ce noble objectif ne sera possible que le jour où nous achèverons enfin la désunification des forces et concentrerons notre attention sur le caractère interarmées des opérations et non sur l'unification administrative). Cela dit, je ne suis pas certain que l'un ou l'autre de ses plans d'action serait utile pour atteindre ce but.

Dans les paragraphes sur le perfectionnement professionnel et la stratégie relative au personnel, l'auteur s'éloigne encore de ses affirmations antérieures. Par exemple, il mentionne que ce sont des spécialistes en matière de personnel qui se chargeront d'harmoniser l'offre et la demande de personnel à l'intérieur du nouveau régiment. Par contre, il affirme plus haut que la sélection du personnel et la promotion doivent être confiées au NCS. Or, je l'ai déjà dit : le NCS est particulièrement mal adapté à cette tâche en raison de son isolement culturel.

Je suis entièrement d'accord avec l'idée que tous les soldats et aspirants officiers commencent leur entraînement par l'infanterie; c'est aussi un principe clé de ma théorie sur la branche de combat unique. Après ce bon départ, l'auteur dérape de nouveau. Il affirme d'abord qu'il n'y aurait pas d'options en dehors des quatre grands rôles. Je crois toutefois qu'il recommande la création de spécialités fondées sur les compétences, comme l'utilisation des systèmes ISTAR ou la qualification de membre d'équipage de VBC. Je ne suis pas tout à fait en désaccord avec ce concept; je tiens seulement à souligner une contradiction.

Dans sa description du nouvel état-major, l'auteur propose d'abord une scission stricte entre ce dernier et la force de campagne. À mon avis, cette solution créerait un état-major supérieur sans valeur et détaché sur le plan mental. Pourtant, l'auteur poursuit en confiant à ce même nouvel état-major général la tâche de gérer « l'instruction individuelle et l'entraînement, la doctrine ainsi que la politique relative au matériel » nécessaires aux nouveaux régiments. J'ai occupé des postes d'officier d'état-major à divers niveaux pendant quelques années : les concepts d'entraînement aussi ridicules que non pertinents qu'un état-major aussi cloîtré pourrait produire, puis infliger à la force de campagne me donnent la chair de poule. Il est difficile d'imaginer comment pareil isolement pourrait contribuer de quelque manière que ce soit à l'établissement de la « cohésion, de la confiance et de la réputation » si essentielles entre les troupes et l'état-major. Il suffira de rappeler le climat de confrontation qui existait entre les officiers hiérarchiques et les « insignes rouges² » de l'Armée britannique pendant la Première Guerre mondiale. Les divers schismes que cette structure de force créerait, n'en seraient probablement que plus graves encore.

À titre de partisan de l'idée d'une branche de combat unique, j'ai abordé l'article du Maj Bondy avec enthousiasme, en espérant y trouver des principes semblables aux miens. Je dois bien avouer que le Maj Bondy et moi visons probablement le même objectif; nous empruntons cependant des voies bien différentes. J'avoue partager certains de ses points de vue, mais je vois dans le reste de son article la recette de la désintégration institutionnelle et de l'étroitesse d'esprit qui ne pourraient qu'exacerber nos problèmes actuels. La vie régimentaire deviendrait sans doute très satisfaisante, sinon un peu ennuyeuse, après sept ou huit années au même poste. Au-delà de cet accomplissement limité, l'article du Maj Bondy n'offre rien d'autre qu'un programme menant à une Armée de terre étroite et introspective dont les clans ne seraient plus les régiments et corps traditionnels, mais leurs successeurs du nouveau modèle. Je ne vois pas comment la mise en œuvre de ce concept ferait de nous une Armée de terre plus efficace : c'est pourtant ce que nous devons viser.

NOTES

1. Par contre, si on entend conserver dans ces branches des effectifs et des capacités uniques qui excéderaient considérablement ce qu'une branche de combat fondée sur l'infanterie pourrait atteindre, mon concept perd toute sa pertinence. Pour l'instant, il me semble plutôt que l'ère des armes lourdes tire à sa fin dans l'Armée de terre canadienne et que cette fin imminente donne lieu à une quête de sens.
2. Expression méprisante pour désigner les officiers d'état-major généraux en raison des pattes de collet rouge sur leur tunique.

ATTENTION CONDUCTEURS ! SÉCURITÉ DES CONVOIS DE VÉHICULES DANS UN ENVIRONNEMENT UNIQUE

par le Capitaine George Jager

« Nous avions mis sur pied, éprouvé et amélioré l'entraînement, l'organisation, l'habillement, l'équipement et l'armement de tous les éléments de l'Armée, à tel point qu'ils nous semblaient parfaits... Mais nous avons également compris à quel point il est facile de commettre des erreurs si l'on ignore les fondements de la manœuvre et que l'on limite l'instruction d'officiers inexpérimentés aux aspects théoriques de la stratégie et de la tactique. »

Gazette navale et militaire, 1853

INTRODUCTION

L'idée de rédiger le présent texte m'est venue après avoir servi à titre de commandant (cmdt) de l'escadron de transport au sein des Forces armées du Sierra Leone, de janvier à juin 2001. Les troupes nationales placées alors sous mon commandement venaient de traverser une décennie marquée par la révolution sous la férule de plusieurs gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays. Ces soldats n'ont jamais manqué à leur devoir pendant toutes ces années, certains payant même de leur vie leur loyauté. En conversant avec eux, il m'est apparu évident que, malgré leur connaissance des embuscades ennemis, ils n'avaient aucune tactique de riposte efficace. Certains d'entre eux n'étaient pas encore remis de leurs blessures mais voulaient malgré tout continuer à se battre pour la cause. Leur description du déroulement habituel des attaques ennemis et de leur riposte m'a permis de conclure avec certitude qu'ils étaient incapables de s'adapter aux actions de l'ennemi. En revanche, ils m'ont convaincu de leur loyauté et de leur désir de parfaire leur entraînement pour en combler les lacunes. Le présent document est tiré de mon expérience au Sierra Leone et de la doctrine canadienne (tactique au plan du soutien au combat (SC) et tactiques de la compagnie de véhicules blindés légers (VBL III)). On y retrouve également quelques-unes de mes idées personnelles.

Toute organisation de SC en mouvement doit pouvoir assurer sa défense et protéger son chargement, qu'il s'agisse de matériel ou de troupes. Cette tâche s'avère particulièrement difficile dans la jungle. L'unité doit pouvoir travailler au sein d'une équipe de combat interarmes et coordonner les attachements externes dans le cadre du plan de défense. L'escorte armée fournie par une autre unité doit s'intégrer parfaitement aux plans de défense de l'unité et augmenter ainsi la capacité défensive de cette dernière plutôt que de constituer l'unique couche de défense.

Dans bien des pays africains, les militaires accusent des croyances de nature superstitieuse et se rabattent sur la notion qu'il appartient aux dieux de décider de leur sort. Bien qu'une telle mentalité ne soit pas totalement étrangère à la culture européenne occidentale, les Africains justifient ainsi leur manque de détermination au combat. Plus souvent qu'autrement, une riposte agressive à une embuscade peut rapidement changer le cours de la bataille. Il n'est pas rare de voir un soldat, s'il croit que les dieux sont avec lui, bondir au milieu de la route avec un lance-roquettes à main et faire feu sur les véhicules de tête du convoi avec une grenade propulsée par

fusée, ce qui déclenche une embuscade immédiate. Si les véhicules de reconnaissance et de tête sont préparés à affronter ce genre d'attaque, il est possible d'éviter et même de faire échouer facilement l'embuscade. L'ennemi qui voit un convoi progresser avec assurance en montrant sa grande puissance de feu hésitera à l'attaquer, puisqu'il croira que les dieux ne lui sont pas favorables cette journée-là. Pour faire échouer une embuscade, il suffira parfois d'obliger l'ennemi à se débusquer prématurément ou de détecter l'embuscade avant qu'il n'ait terminé ses préparatifs. De toutes façons, il est probable qu'une riposte immédiate et énergique fera échouer l'embuscade.

DÉFINITIONS

Les petits villages constituent autant de lieux de prédilection pour une embuscade, puisqu'ils sont généralement entourés d'une jungle épaisse et permettent ainsi à une force d'embuscade quelconque de s'approvisionner facilement et de se fondre rapidement dans les sous-bois environnants. En règle générale, ces villages font de 500 à 1 000 m de longueur et sont traversés d'une route principale bordée de bâtiments.

Dans les gros villages (plus imposants, il s'agit presque de villes), une grande partie de la population vit dans les rues pendant le jour. Toute tentative d'embuscade, quelle qu'en soit la nature, doit donc être soutenue par la population locale. La vigilance est donc de mise. La présence ennemie se caractérise, entre autres, par l'absence d'activités dans le village. Le renseignement sur d'éventuelles activités belliqueuses dictera s'il est plus prudent d'emprunter un itinéraire de rechange pour contourner le village.

BESOINS D'ÉQUIPEMENT DE LA COMPAGNIE DE TRANSPORT EN VUE DES OPÉRATIONS DE CONVOI

La compagnie devrait disposer au minimum des véhicules et de l'équipement suivants :

- ◆ Une automitrailleuse par peloton — ce véhicule configuré en automitrailleuse devrait pouvoir emprunter les mêmes itinéraires que les autres véhicules du peloton. Il doit être aussi robuste qu'eux, et ne se distinguer ni par sa taille, plus petite ou plus grande, ni par son apparence trop différente. Le seul véhicule des Forces canadiennes (FC) qui répond à une telle description est le véhicule logistique lourd à roues (VLLR) — matériel, doté d'un lot de blindage d'appoint (préféablement sans une grue hydraulique). Le véhicule devrait



Un convoi de l'armée de la Sierra Leone se fraye un chemin dans des rues achalandées. (Photo prise par l'auteur)

être équipé d'une mitrailleuse lourde (ML) montée dans le compartiment arrière, la coupole du mitrailleur n'étant pas conçue pour résister aux vibrations produites par une arme plus lourde que la mitrailleuse légère (M lég). La ML devrait pouvoir couvrir un arc de 180 degrés vers l'avant, et le mitrailleur doit pouvoir la faire pivoter pour diriger son tir sur un arc de 180 degrés vers l'arrière. Il faut également prévoir deux mitrailleuses moyennes (MM) montées chacune sur support de fixation dans les coins arrière gauche et arrière droit du véhicule, afin d'assurer la couverture des arcs gauche et droit, et de l'arrière, respectivement. On devrait envisager l'installation d'un blindage ou d'un type quelconque de coupole blindée pour protéger la ML, et celui d'un blindage autour des MM. Le véhicule devrait également être équipé de lance-grenades fumigènes automatiques et d'un blindage au niveau du compartiment de l'équipage. S'il y a une unité de climatisation, celle-ci devrait être installée sur la paroi arrière de la cabine pour ne pas obstruer l'arc de tir de la ML. Le véhicule devrait être doté d'un équipement de communication et d'un coupe-fil installé sur le toit de la cabine afin de protéger les mitrailleurs.



Exemple de véhicule léger d'escorte, en mission d'escorte de convoi. (Photo prise par l'auteur)

◆ Le véhicule de reconnaissance (reco) de peloton (VRP) devrait être un véhicule tout terrain (VTT) à quatre roues motrices, équipé d'un coupe-fil et d'un poste radio pour permettre au conducteur de communiquer avec l'équipe de commandement du convoi.

◆ Le véhicule d'escorte léger (VEL) devrait être du genre Jeep, Landrover ou Mercedes Benz, modèle G Wagon, et posséder au moins deux MM montées sur affût à pivot pour assurer une couverture sur 360 degrés. Idéalement, il devrait être équipé d'une capote de toile amovible pour ne pas gêner l'observation, en plus d'un équipement de communication, d'un coupe-fil et de lance-grenades fumigènes automatiques.

◆ Le véhicule de commandement devrait être du même type que le VEL, mais avec une seule MM. Son équipage comprend le commandant, le conducteur et un mitrailleur. Ce dernier assure la protection rapprochée du commandant à la halte et sert la MM pendant le mouvement.

◆ L'équipage des autres véhicules de la compagnie devrait se composer d'un conducteur et de son adjoint. Ce dernier est responsable de la coupole pendant le mouvement et à la halte. L'équipage de chaque véhicule se voit confier un arc à couvrir pendant le mouvement et à la halte. Un coupe-fil devrait être installé sur chaque véhicule pour protéger l'adjoint du conducteur/le mitrailleur.

- ◆ L'arrière du convoi doit être protégé. S'il s'agit d'un convoi de troupes, le commandant du dernier véhicule a pour tâche d'assurer la sécurité à l'arrière. S'il s'agit plutôt d'un convoi de réapprovisionnement, la sécurité de l'arrière repose sur la compagnie de transport et, selon la nature de la menace, des sentinelles supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.
- ◆ Le groupe arrière du convoi doit également faire partie du plan de défense et a besoin d'équipement de communication et d'un plan de défense bien établi. Ce plan peut comporter un véhicule supplémentaire avec troupes (venant de la compagnie) en vue d'assurer particulièrement la sécurité du groupe arrière. Le nombre et le type de véhicules faisant partie du groupe arrière varient en fonction de la taille et de la nature du convoi. On doit prévoir au moins un véhicule équipé de deux MM ou plus, comme par exemple un VELvéhicule d'escorte léger. En règle générale, le convoi n'aura pas à faire de halte en cas de panne, si le groupe arrière est assez puissant. La phase de planification ayant permis d'établir les différentes haltes, le groupe arrière sera en mesure de rejoindre le gros du convoi dans l'une des zones de halte.
- ◆ Le peloton devrait disposer d'armes antiblindés de moyenne et de courte portées (AABMP et AABCP) dédiées aux tâches d'escorte du convoi, en plus des tâches de défense assumées par la compagnie/le peloton.

BESOINS D'APPUI EXTERNE

Les hélicoptères présentent un autre avantage : celui de fournir une connaissance de la situation (CS) plus complète sur le champ de bataille, ainsi qu'une capacité d'intervention rapide. Avant de procéder au déploiement en vue d'un convoi terrestre, le commandant du convoi et celui des forces d'aviation à l'appui doivent harmoniser leurs plans pour parer une éventuelle embuscade (c.-à-d., prévoir l'émission de fumée colorée, l'installation de panneaux de marquage, etc.). La communication devrait être maintenue entre leurs unités pendant le mouvement. De plus, le commandant du convoi devrait saisir chaque occasion d'élaborer des drills de contre-embuscade et de s'exercer à les mettre en pratique avec l'escadron d'hélicoptères. Les commandants des deux unités doivent connaître les capacités et les contraintes des éléments sous les ordres de l'autre afin de réduire au minimum les risques de confusion en cas d'embuscade. La reconnaissance des aéronefs doit être sans équivoque et se faire conformément aux politiques des forces amies.

L'appui de l'artillerie devrait être disponible durant le mouvement du convoi. Les militaires appartenant à la compagnie de transport devraient recevoir préalablement l'instruction nécessaire pour engager les forces ennemis en faisant appel à l'appui-feu indirect. Les commandants de convoi et de rame, au moins, devraient avoir reçu la formation sur ces procédures. S'il s'agit d'un convoi de troupes, il incombe à son commandant de désigner le responsable de l'utilisation des ressources de l'artillerie, que ce soit un membre de son PC ou un élément du convoi. Selon la situation tactique, des objectifs de tir défensif (TD) devraient être enregistrés ou réglés le long de l'itinéraire.

Si le convoi est escorté, il est nécessaire de coordonner les ripostes aux attaques ennemis. Le convoi et son groupe d'escorte doivent répéter conjointement les drills de contre-embuscade en vue de maximiser la destruction de l'ennemi et de minimiser les dommages au convoi. L'emploi des ressources défensives intégrées au convoi ne doit pas interférer avec celui du groupe d'escorte. Les VRP devraient tout de même prendre la tête du convoi et les VEL devraient être intégrés aux véhicules blindés. Il faudrait élaborer des instructions permanentes

d'opération (IPO) en ce qui a trait aux limites d'exploitation en cas de contre-attaque et aux drills d'acquisition des objectifs.

DRILLS DE CONVOI

Le convoi devrait adopter une formation avec deux VRP en tête, suivis de deux VEL à environ 2 ou 3 km derrière eux. Le gros du convoi devrait suivre les VEL à environ 2 km. Le véhicule de commandement devrait occuper la deuxième ou la troisième position dans le convoi, avec un commandant de section en tête de la rame. L'automitrailleuse devrait se trouver quelque part à la fin du premier tiers du convoi mais il devrait y avoir constamment des permutations pour empêcher l'ennemi de miser sur nos habitudes et de modifier ses plans d'embuscade.

En règle générale, on doit prévoir une distance 50 à 100 m entre les véhicules. En terrain découvert, la distance devrait être maximale, mais devrait être réduit à mesure que les véhicules pénètrent en terrain couvert. Ceux-ci devraient toujours faire équipe deux par deux afin de s'assurer un appui-feu réciproque. Leur vitesse devrait varier entre 30 et 50 km/h ou moins, selon les conditions routières.

Au cours du mouvement, les tireurs placés le plus haut devraient demeurer constamment à l'affût d'activités suspectes. Les bords de la route étant habituellement couverts de hautes herbes durant la saison sèche, il faut être encore plus vigilant. La présence d'herbes rasées apparemment sans raison devrait éveiller les soupçons et être signalée au commandant du convoi. Les équipes des VRP et des VEL devraient faire preuve de la plus grande prudence aux abords d'un village déserté par ses habitants ou lorsque le flot de véhicules ou de militaires venant en sens inverse est interrompu. Tout village qui semble abandonné devrait éveiller immédiatement les soupçons, et le convoi devrait faire halte à bonne distance des voies d'approche.

Un convoi progressant en terrain découvert doit faire de fréquentes haltes et envoyer des VRP et des VEL s'assurer que la route est sûre à l'avant. L'itinéraire devrait être divisé en tronçons qu'il faut nettoyer de tout élément ennemi avant que le convoi ne poursuive sa progression. Une telle tactique prend du temps, et le commandant du convoi doit en tenir compte dans son appréciation du temps.

La plus grande prudence est de mise lorsque le convoi entre dans un petit village jugé suspect et en sort. À cet égard, les drills suivants devraient être établis :

- ◆ Les VRP s'approchent de l'entrée du village et effectuent la reconnaissance visuelle des lieux en vue d'y repérer d'éventuelles anomalies.
- ◆ Ils traversent ensuite le village à vitesse réduite en progressant par bonds successifs.
- ◆ Une fois le village traversé, les VRP poursuivent la reconnaissance de l'itinéraire hors du village en vue d'y déceler des signes possibles d'embuscade. Ils devraient rendre compte de la situation au convoi et établir des positions sûres à environ 3 ou 4 km du village.
- ◆ Les VEL pénètrent à leur tour dans le village pour assurer la surveillance active des lieux en attendant l'arrivée du convoi.
- ◆ Deux par deux, les véhicules du convoi entrent dans le village et le traversent à vitesse réduite en maintenant un écart de 20 m entre eux. Ils poursuivent ainsi leur progression jusqu'à environ 2 ou 3 km de l'autre côté du village où ils font halte en vue de rétablir la formation de

marche. À la halte, les véhicules devraient être espacés de 10 à 20 m, et les mitrailleurs placés le plus haut devraient assurer la défense tous azimuts du convoi. L'automitrailleuse devrait être positionnée de manière à assurer la surveillance active des lieux jusqu'à ce que les VEL aient rejoint la tête du convoi. Après avoir traversé le village, les VEL vont à la rencontre des VRP où ils attendent ensemble l'ordre de poursuivre le mouvement routier.

Les commandants devraient tout mettre en oeuvre pour éviter de suivre la même routine pendant les opérations de convoi. Ils devraient éviter de faire la halte aux mêmes endroits sur les itinéraires habituels, mais plutôt identifier différentes zones de halte possibles et choisir occasionnellement une zone qui n'a pas servi auparavant. La reconnaissance cartographique devrait permettre d'identifier de telles zones et de déterminer un emplacement principal et un emplacement de rechange à cette fin. Pendant le mouvement, l'équipe des VRP devrait confirmer que l'emplacement est sûr, et la décision de s'y arrêter appartient au commandant du convoi. Le cas échéant, l'équipe des VRP avance vers une zone située à environ 2 km au-delà de l'emplacement, et les VEL vont occuper des positions de surveillance active pour attendre l'arrivée du convoi. À l'arrivée du convoi, l'automitrailleuse se place à son tour en position de surveillance active. La zone de halte doit être suffisamment importante pour accueillir tous les véhicules et permettre un espacement de 10 à 20 m entre les véhicules. Ces derniers peuvent également être garés en formation décalée de part et d'autre de la route, de manière à conserver un écart de 10 à 20 m entre eux dans toutes les directions. La moitié du convoi pourra ainsi maintenir constamment le branle-bas de combat. Une fois la halte terminée, les VRP et les VEL se remettent en marche. Après le départ des VEL, le reste du convoi se met en branle sur l'ordre du commandant de convoi, lequel devrait accorder suffisamment de temps aux véhicules d'escorte pour se rendre à l'avant du convoi.

Un défilé peut être court ou long. Contrairement au défilé long, il est possible de voir la sortie du défilé court depuis l'entrée. Le commandant du convoi peut décider de faire le nettoyage d'un défilé avec des troupes embarquées plutôt que débarquées selon la nature de la menace et les contraintes de temps. Plus sûr, le nettoyage par des troupes débarquées est également plus long, ce qui peut avoir une incidence sur le déroulement du plan général des opérations. Si le convoi est escorté, il revient à son commandant, de concert avec le commandant du groupe d'escorte, de décider de la façon de nettoyer le défilé. Dans le cas contraire, il est peu probable que le convoi dispose d'assez d'effectifs pour effectuer un nettoyage débarqué. Il faut donc appliquer la technique suivante :

◆ S'il s'agit d'un défilé court, l'équipe des VRP va reconnaître la zone à l'entrée du défilé. Une fois la zone jugée sûre, elle s'engage dans le défilé, un véhicule à la fois, effectue une reconnaissance de la zone située du côté éloigné du défilé et confirme de nouveau l'absence d'éléments ennemis. L'équipe avance de 1 ou 2 km au-delà du défilé et attend que le convoi ait traversé ce dernier.

◆ Voici la procédure à suivre pour traverser un défilé long :

◆ L'équipe des VRP va reconnaître la zone à l'entrée du défilé. Une fois la zone jugée sûre, l'équipe s'engage dans le défilé et s'arrête là où elle peut observer le prochain tronçon tout en maintenant une ligne de visée avec l'entrée du défilé.

◆ À ce moment, l'équipe des VEL devrait s'être avancée à l'entrée du défilé. De là, elle se rend au prochain tronçon où l'équipe des VRP attend. À son arrivée, cette dernière avance jusqu'au prochain bond où la ligne de visée présente un nouvel angle.

◆ Les deux équipes répètent la manœuvre jusqu'à la sortie du défilé. De là,

l'équipe des VRP avance d'environ 2 ou 3 km et établit une zone de halte sûre.

- ◆ Pendant le nettoyage du défilé, l'automitrailleuse s'avance jusqu'à l'entrée du défilé et surveille activement les lieux. Une fois le défilé nettoyé, le reste du convoi le traverse deux véhicules à la fois, chacun assurant la protection de l'autre, en maintenant un écart de 10 à 30 m entre eux.
- ◆ L'automitrailleuse peut être appelée à avancer vers une autre position de surveillance active lorsque la ligne de visée change considérablement ou que le commandant du convoi souhaite plutôt envoyer une équipe débarquée faire le nettoyage du défilé de chaque côté.
- ◆ L'équipe des VEL doit être stationnée à l'autre extrémité de l'entrée du défilé afin d'y assurer une surveillance active.
- ◆ Une fois que les deux derniers véhicules ont dépassé la position de l'automitrailleuse, elle entreprend la traversée du défilé, suivi du groupe arrière du convoi.
- ◆ Lorsque le convoi en entier a franchi le défilé, il reprend sa formation de marche à la halte.

On retrouve principalement deux types de ponts en Afrique, à savoir des ponts courts, d'une longueur variant de 25 à 50 m, et des ponts longs et étroits (habituellement d'anciens ponts ferroviaires) servant à franchir de larges rivières peu profondes.

Les ponts courts ne posent habituellement pas de problèmes. En revanche, la prudence et la cueillette de renseignements permettront d'identifier ceux dont il faut se méfier.

On doit aborder les ponts longs de la même manière que les défilés longs, les villages et les zones de halte. Les zones les plus susceptibles d'être le théâtre d'embuscades couvrent de 200 à 300 m sur chacune des rives reliées par le pont. Voici la procédure à suivre lorsqu'il est nécessaire de franchir un pont long :

- ◆ L'équipe des VRP reconnaît la zone à l'entrée du pont. Une fois la zone jugée sûre, l'équipe franchit le pont, un véhicule à la fois, reconnaît la zone de l'autre côté du pont et confirme de nouveau l'absence d'éléments ennemis. L'équipe des VRP avance alors de 2 à 4 km au-delà du pont et attend que le convoi l'ait franchi.
- ◆ Pendant que l'équipe des VRP reconnaît la zone sur la rive opposée de la rivière, celle des VEL se met en position de surveillance active du pont. Dès que le convoi est en vue du pont, l'équipe des VEL le franchit un véhicule à la fois et occupe une position de surveillance active sur l'autre rive. Le convoi s'immobilise temporairement à l'entrée du pont, et l'automitrailleuse s'avance afin d'assurer la surveillance active du convoi à l'entrée du pont.
- ◆ L'équipe des VEL reprend alors son avance, établit un point de rendez-vous (RV) à environ 1 ou 2 km au-delà du pont et y attend l'arrivée du convoi.
- ◆ Le commandant du convoi positionne une équipe de tir débarquée à chaque extrémité du pont et fait traverser ses véhicules. Ceux-ci reprennent leur formation de marche dans la zone avant déjà tenue.
- ◆ Afin de minimiser le nombre d'objectifs inopinés dont l'ennemi pourrait profiter, le convoi devrait traverser le pont un véhicule à la fois. Quand tout le convoi a traversé, les équipes de tir montent à bord de leurs véhicules et se rendent au point de RV. Ces équipes devraient provenir

de l'escorte du groupe arrière ou d'un véhicule du convoi, et viennent s'ajouter à l'automitrailleuse.

- ◆ L'automitrailleuse attend elle aussi que le convoi soit rendu au point de RV pour avancer et l'y rejoindre.
- ◆ Une fois le convoi regroupé au point de RV, son commandant ordonne de reprendre le mouvement dans la même formation qu'au départ du mouvement routier.

Il faut à tout prix contourner les gros villages s'ils présentent une menace quelconque. La proximité des bâtisses par rapport à la route et l'absence d'itinéraires d'évasion évidents, sans parler du grand nombre de civils dans les rues, posent des difficultés considérables quant aux possibilités d'actions du convoi.

MESURES EN CAS D'EMBUSCADES

La première chose qu'il faut savoir au sujet de l'embuscade, c'est qu'une riposte énergique réduit l'étendue des dommages et peut transformer en victoire un combat qui semblait inégal au départ. Les chefs doivent établir des drills de contre-embuscade à partir de scénarios probables, sans toutefois se fier exclusivement à eux : ils verront à modifier légèrement ces scénarios d'une fois à l'autre afin de s'assurer que les troupes et les officiers sont aptes à répondre efficacement à toute forme d'embuscade.

Que ce soit en terrain couvert ou découvert, les embuscades tendues sur les routes d'Afrique se déroulent généralement comme suit : un soldat équipé d'un lance-roquettes à main surgit devant le véhicule qui s'approche, et fait feu sur celui-ci. Les mitrailleurs à bord du véhicule doivent donc rester constamment sur le qui-vive et tout mettre en œuvre pour contrer cette attaque en faisant feu sur le soldat le plus rapidement possible. Il n'est pas certain qu'ils réussissent à l'éliminer ou à le blesser, mais peuvent tout de même lui faire rater son tir ou abandonner complètement son projet. En outre, la salve tirée par la M lég avertit les véhicules à l'arrière. Bien que le soldat en embuscade ait pu réussir à faire feu une première fois, il hésitera à poursuivre le tir si, pour ce faire, il doit se découvrir en levant la tête derrière son écran de protection et courir ainsi le risque d'être tué ou blessé par un tir de riposte nourri. Les éléments du convoi doivent recevoir un briefing sur les emplacements de RV prévus dans le cas d'embuscades au cours desquelles des véhicules sont détruits. L'embuscade d'un convoi donne lieu à trois types de situations, à savoir :

une riposte énergique réduit l'étendue des dommages et peut transformer en victoire un combat qui semblait inégal au départ

- ◆ **Le convoi poursuit sa route.** Dans un tel cas, l'embuscade s'est appuyée sur le tir de harcèlement, en règle générale celui d'un tireur d'élite, dans les zones où la route se trouve en terrain plus découvert. Tout véhicule ayant été la cible d'un tel tir doit continuer à avancer et accélérer son mouvement. Le mitrailleur à bord tente d'identifier l'origine du tir et riposte s'il est en mesure de la faire. À la halte suivante, l'information est communiquée au commandant du convoi qui la transmet à son tour au QG supérieur. Ce dernier décide des mesures à prendre en fonction de la nature du convoi attaqué. S'il s'agit d'un convoi de troupes, il pourra envoyer des troupes à l'arrière pour nettoyer le site de l'embuscade. Si le convoi dispose d'un hélicoptère d'escorte, le mitrailleur du véhicule attaqué

dirige ce dernier à l'aide d'un signal convenu, et l'équipage de l'hélicoptère engage l'ennemi s'il parvient à le repérer. Le convoi ne doit pas emprunter le même itinéraire pour le retour, à moins qu'il n'y en ait pas d'autres.

◆ **Le convoi est arrêté.** Dans ce cas, l'embuscade aura permis de mettre hors service ou de détruire le véhicule de tête, tout comme les véhicules du groupe arrière du convoi, si elle a été soigneusement préparée. Dans de telles circonstances, tout se décide dans les premières secondes de l'embuscade, alors que le niveau de confusion est très élevé. En Afrique, l'embuscade commence généralement par le tir d'une grenade propulsée par fusée (RPG) sur le premier véhicule du convoi. Ce tir signale au reste du groupe tendant l'embuscade d'ouvrir le feu sur des objectifs inopinés. Que le mitrailleur du véhicule réussisse ou non à parer l'attaque initiale, l'embuscade sera tout de même déclenchée, suivie de l'attaque ennemie. Les mitrailleurs à bord des véhicules se trouvant dans la zone d'embuscade doivent riposter en tirant sur les positions ennemis (ou dans la direction d'où provient le bruit des tirs ennemis). S'il s'agit d'un convoi de troupes, le commandant de la section doit ordonner à tous de débarquer rapidement et assurer leur organisation en vue de lancer une attaque éclair. Le mitrailleur et le conducteur sont chargés de leur fournir un tir de couverture. Si le VEL et le véhicule de commandement sont en mesure de revenir à l'endroit où l'embuscade a été tendue, ou s'ils s'y trouvent déjà, le personnel de commandement doit débarquer, prendre le pouls de la situation et tenter de prendre le contrôle des troupes. Il faut transmettre sans délai un compte rendu initial de contact, et appeler en renfort tout élément d'appui disponible, y compris les hélicoptères et l'artillerie. L'équipe des VEL se met en position afin de fournir un tir de couverture aux véhicules et au personnel pris dans la zone d'embuscade pour les aider à se dégager. Une fois ces derniers dégagés, elle poursuit le tir de suppression de l'ennemi et maintient sa position en vue d'une éventuelle contre-attaque. L'automitrailleuse doit également s'avancer jusqu'à une position lui permettant d'assurer un tir de couverture et rester attentive aux actions éventuelles de l'ennemi. L'automitrailleuse devrait pouvoir maintenir une certaine distance de sécurité en raison de la portée et de la puissance de son armement. Le commandant du détachement de l'automitrailleuse devra lui-même décider où placer son véhicule, tant que l'élément de commandement ne lui aura pas confirmé la position ou ordonné de déplacer l'automitrailleuse vers une autre position. L'escorte armée du convoi, s'il y en a une, doit se positionner de manière à appuyer l'échange de feu et à contre-attaquer si elle en reçoit l'ordre.

◆ **Une partie du convoi poursuit sa route, le reste est arrêté.** Dans ce cas, l'embuscade survient après le passage des éléments de tête du convoi. Ces derniers doivent trouver une zone de halte à quelques kilomètres du site de l'embuscade et s'y regrouper. L'élément de commandement envoie alors un compte rendu de contact et se tient prêt à retourner au site pour y commander une contre-attaque. Il doit également se tenir prêt à demander l'appui-feu de l'artillerie ou l'appui des hélicoptères. La nature de sa prochaine intervention dépend de l'emplacement de l'automitrailleuse et de l'équipe des VEL, dont l'utilité première est de couvrir suffisamment la zone avec un tir nourri pour assurer le désengagement des troupes prises dans l'embuscade. La plupart du temps, ces véhicules sont abandonnés sur place ou ont été détruits. La contre-attaque a pour but de détruire les forces ennemis et de les empêcher ainsi de faire main basse sur les approvisionnements ou les renseignements se trouvant à bord de ces véhicules. Les véhicules immobilisés avant la zone d'embuscade doivent se rendre au site de RV prévu et y attendre les ordres.

L'ennemi tend son embuscade de la façon suivante sur un pont : il attend qu'une section peu escortée ou sans escorte du convoi ait franchi le pont, puis attaque l'un des véhicules qui suivent

alors qu'il circule sur le tablier. Ce dernier bloque complètement la progression du convoi. Simultanément, l'ennemi déclenche une embuscade contre les véhicules ayant déjà franchi le pont. La présence de VEL, de l'automitrailleuse et de troupes débarquées sur l'autre rive diminue les risques d'une telle embuscade. Si l'embuscade se produit quand même, ceux-ci doivent immédiatement tenter une poussée vers l'avant au travers de la zone d'embuscade pour atteindre le site de RV prévu. En raison des dangers que présente ce type d'embuscade, le commandant du convoi doit pouvoir compter sur toutes les ressources d'appui-feu possibles pour minimiser les dommages. Pour contrer l'embuscade, il aura besoin d'hélicoptères et de l'artillerie, sans oublier des troupes débarquées et une surveillance active. Comme le convoi est obligé de progresser lentement sur un pont de bonne longueur, il a grand besoin de protection. La zone de halte avant le pont doit en être suffisamment éloignée de celui-ci pour que les véhicules attendant l'ordre d'avancer ne tombent pas dans une embuscade sur le pont. Ils doivent tous maintenir constamment le branle-bas de combat afin d'éviter d'être surpris par l'ennemi. L'escorte armée, s'il y en a une, doit apporter son aide par une surveillance active assurée de concert avec l'automitrailleuse et les VEL.

La technique d'embuscade dans un défilé est semblable à celle sur un pont. L'ennemi laissera probablement passer le convoi en partie et bloquera ensuite le reste des véhicules pour les détruire. Il faut que le commandant du convoi puisse se rendre rapidement sur les lieux de l'embuscade où il tentera d'obtenir l'appui-feu des hélicoptères ou de l'artillerie. S'il maintient les VEL, l'automitrailleuse et tout autre véhicule d'escorte armé en position de surveillance active, le commandant peut réduire les risques que ces véhicules soient pris au piège dans la zone d'embuscade et leur donner ainsi la chance d'occuper aussi rapidement que possible une position protégée et de couvrir cette zone par des tirs efficaces.

Il y a un danger à riposter à une embuscade dans un petit village : il se peut en effet qu'un bon nombre de villageois se terrent chez eux. La plupart des maisons africaines sont faites de briques d'argile séchée que les projectiles de petit calibre peuvent traverser. L'ennemi cherchera donc à se cacher derrière et à l'intérieur de ces bâtisses pour tendre son embuscade, ce qui augmente les risques pour la population civile. Les véhicules doivent circuler à 50 mètres les uns des autres. À cette distance, ils s'assurent un appui réciproque sans s'exposer à des risques en raison d'une proximité excessive. L'équipe d'escorte doit faire preuve d'une grande discipline dans de telles circonstances et s'assurer qu'elle ne tire pas sans discernement. Ce qu'elle doit faire, c'est de diriger ses tirs sur des positions identifiées ou suspectes. La vigilance des mitrailleurs placés le plus haut et de ceux des véhicules d'escorte est essentielle à la réussite d'une contre-embuscade dans un petit village. Habituellement, les villages sont traversés par une seule route principale d'où partent des chemins sans issue. Si une embuscade se produit, les véhicules qui y ont échappé quittent la route et s'immobilisent entre deux maisons. Les troupes en débarquent pour mieux se protéger et, si possible, riposter aux tirs ennemis. Dans ce cas, les hélicoptères ne peuvent intervenir, sauf pour attaquer les soldats ennemis fuyant le village. L'automitrailleuse et les équipes des VEL en position de surveillance active assurent le tir de suppression, tout en faisant attention de ne pas atteindre les civils. Le commandant du convoi décide ensuite s'il dispose d'effectifs suffisants pour nettoyer le village des éléments ennemis ou pour désengager ses forces dans le village.

RECOMMANDATIONS

Bien que l'ajout d'une escorte armée ou blindée soit toujours bienvenue pour une unité se déplaçant en terrain potentiellement hostile, celle-ci doit tout de même présenter une robuste

capacité d'autodéfense. Trop souvent, l'autodéfense n'est abordée que théoriquement pendant l'instruction. Nous sommes rarement attaqués et, le cas échéant, il s'agit plus souvent qu'autrement d'attaques désordonnées ou lancées avec des moyens de fortune, qui n'ont pas nécessairement un rapport avec ce à quoi on peut s'attendre de la part d'un ennemi organisé. On riposte en état de panique, puis on fuit les lieux le plus vite possible. En de rares occasions où des « arbitres », c'est-à-dire, des observateurs/contrôleurs, sont présents, leurs critiques n'ont de toutes façons aucun fondement en raison de leurs observations subjectives et de leur manque d'expérience des drills d'embuscade/de contre-embuscade. Pour pallier cette faiblesse, il faut mettre en place un régime d'instruction bien structuré. Lorsqu'il est appelé à riposter à une embuscade, le soldat du SC doit faire preuve d'une volonté inébranlable et d'une confiance indéfectible envers ses propres aptitudes et celles de ses pairs, qualités que seuls peuvent lui conférer une instruction et des équipements appropriés. L'instruction doit reposer sur l'exécution continue de scénarios à la fois réalistes et exigeants. Grâce à la mise en service prochaine du système de simulation des effets d'armes (SEA), l'instruction se rapprochera considérablement de la réalité, avec en tête de liste l'instruction en matière de convoi destinée aux unités de SC. Il sera également nécessaire de passer en revue les ressources en équipement afin d'identifier toute amélioration ou modification pouvant augmenter les chances de survie des éléments du convoi.

Les membres d'une unité devraient recevoir une instruction individuelle s'étendant sur plusieurs semaines en vue d'éprouver et d'améliorer leurs aptitudes dans le cadre d'exercices de tir avec ou sans munitions. Bien que l'instruction de chacun des membres de l'unité doit être conforme à la norme individuelle d'aptitude au combat (NIAC), l'équipe chargée de l'escorte du convoi doit également recevoir l'instruction appropriée pour accomplir ses tâches particulières. À la fois rigoureuse et exigeante, cette instruction doit, entre autres, incorporer les drills de maniement des armes, y compris les M lég, les MM et les ML, ainsi que des armes personnelles. Ils doivent passer davantage de temps à s'exercer à conduire des véhicules dans des conditions difficiles, notamment au travers de barrages routiers et sur des parcours exigeants. Les équipes doivent également s'exercer à riposter à des embuscades, c'est-à-dire, participer aux drills de contre-embuscade, apprendre à tirer en mouvement et fournir l'appui-feu aux contre-attaques débarquées.

Une fois que les soldats ont développé les habiletés nécessaires au plan individuel, ils doivent commencer à s'exercer à l'égard des drills de convoi. Les membres de l'équipe chargée de l'escorte du convoi doivent rencontrer le reste des éléments du convoi et s'exercer à accomplir leurs tâches à cet égard, y compris conduire en formation de convoi en étant soumis ou en ripostant aux attaques ennemis dans des défilés, sur des ponts, dans des villages et en terrain couvert. Tous les effectifs du convoi doivent s'habituer à réagir de façon concertée au tir efficace de l'ennemi afin d'acquérir de l'expérience et d'asseoir leur confiance dans leurs actions. Ils doivent également participer à des exercices de tir réel sur des objectifs immobiles et en mouvement. Il faut également élaborer un « parcours de jungle » destiné aux véhicules du

lorsqu'il est appelé à riposter à une embuscade, le soldat du SC doit faire preuve d'une volonté inébranlable et d'une confiance indéfectible envers ses propres aptitudes et celles de ses pairs, qualités que seuls peuvent lui conférer une instruction et des équipements appropriés

convoy. Ce parcours devrait intégrer des variations pour que les troupes puissent réagir à différentes conditions chaque fois qu'elles l'empruntent. Elles doivent également participer à des embuscades factices contre des convois en vue de leur permettre de voir la situation du point de vue de l'ennemi.

Il faut prévoir différents ordres de marche pour différents types de convoi afin de limiter la destruction des ressources de valeur :

- ◆ Les convois de ravitaillement n'ont besoin que d'un groupe d'escorte bien armé. Il faut toutefois appliquer les IPO standard afin de tenir certains véhicules à l'écart des autres (véhicules de transport de munitions et camions-citernes).
- ◆ Les convois mixtes servent à amener les troupes à l'avant ou à les ramener et à transporter des approvisionnements. Les véhicules de ravitaillement doivent circuler au milieu des véhicules de troupes afin d'assurer une meilleure riposte en cas d'attaque.
- ◆ Les convois de troupes servent au transport en vue de la relève sur place. Les approvisionnements que l'unité en mouvement livre à l'avant ou rapporte à l'arrière doivent se trouver à l'arrière du convoi et être également accompagnées d'au moins un véhicule de troupes lui servant d'escorte principale. Le chef de l'unité en mouvement doit se concerter avec le commandant du convoi en vue d'établir la marche à suivre en cas d'embuscade.

Peu importe que le convoi de ravitaillement soit probablement vide au retour, il doit maintenir le même ordre de marche des véhicules. De cette façon, il est plus facile de maintenir la discipline et d'assurer le commandement et le contrôle (C2), puisque les conducteurs, leurs adjoints et les équipes chargées de la sécurité du convoi connaissent tous la position des autres éléments.

Peu importe son groupe professionnel militaire, le personnel de sécurité chargé d'assurer la protection rapprochée des convois doit être assigné spécifiquement au peloton de défense et de sécurité. La structure d'une unité déployée à l'étranger doit tenir compte de cette exigence. Le peloton devrait compter de 35 à 45 militaires disposant de véhicules qui leur sont assignés exclusivement. Ils doivent s'entraîner ensemble au sein d'équipes d'escorte, et chaque militaire doit y être affecté suffisamment longtemps pour que la cohésion s'établisse au sein de son équipe.

CONCLUSION

Les chefs de tous les niveaux doivent faire preuve d'un esprit guerrier et être prêts à réagir énergiquement face à n'importe quelle menace. Plutôt que d'en minimiser l'importance, l'entraînement doit mettre l'accent sur cet aspect du leadership dans le cadre d'activités d'instruction courantes. Les événements récents nous ont montré que les troupes de soutien sont aussi vulnérables que les armes de combat lorsqu'elles tombent dans une embuscade. C'est au niveau du choix de la riposte que se situe la différence entre vaincre l'ennemi et être soi-même vaincu dans une embuscade. L'entraînement doit être davantage axé sur l'instruction individuelle ou collective du soldat, et jouer un plus grand rôle dans l'instruction des éléments de SC. Les pertes essuyées par des troupes de SC mal entraînées aux habiletés militaires sont beaucoup plus importantes que lorsqu'elles présentent des lacunes au plan des habiletés en matière de SC. Si l'exécution d'un point de livraison (PL) tourne mal et que l'unité n'est pas ravitaillée, un autre PL

peut être organisé pour régler le problème. Par contre, si le convoi du PL est détruit dans une embuscade il y a peu de solutions pour corriger la situation.

L'équipe chargée d'escorter le convoi doit faire partie intégrante de l'unité de SC. Ses membres peuvent appartenir à n'importe quel groupe professionnel militaire, avoir déjà participé à des opérations et être désignés spécialement en vue de ce type de travail. Ils doivent être des experts de la défense de convois afin d'assurer une riposte efficace et coordonnée contre n'importe quel type d'embuscade.

Les éléments de maintenance qui accompagnent les convois doivent faire partie du soutien intégral de la compagnie. Ils doivent prendre part à toutes les activités d'instruction afin de s'intégrer parfaitement aux drills de contre-embuscade.

Pour que le régime d'instruction porte fruit, nous devons tirer des leçons des expériences d'autres armées et mettre en pratique cet enseignement au sein de nos propres unités. Différentes configurations de tactiques, d'équipements et de véhicules doivent être mises à l'essai en vue d'établir la voie à suivre pour l'avenir. Nos chefs subalternes doivent être conscients de ce qui peut se produire dans une embuscade, identifier les mesures qui peuvent fonctionner ou non, et passer du temps à s'entraîner. Nous devons nous assurer de financer et d'équiper correctement nos unités, de les entraîner dans le cadre de drills de contre-embuscade réalistes et efficaces, et de les préparer au combat, peu importe les risques que comporte leur mission.

Àu sujet de l'auteur...

Le Capt George Jager est l'Officier des opérations du 1er Bataillon des services, à Edmonton, Alberta. Le présent article fait état de l'expérience que le Capt Jager a vécue alors qu'il occupait un poste de commandant de compagnie, dans l'armée de la Sierra Leone. Il a d'ailleurs mérité une mention élogieuse du CEMD pour ce travail.

— CRITIQUES DE LIVRES —

UNE ANNONCE PRÉMATURÉE DE NOTRE MORT

Critique du livre

Who Killed the Canadian Military?

J.L. Granatstein, HarperFlamingo Canada (2004), 250 pages, 24,95 \$

Par le Colonel Mike Capstick

Il est très difficile de faire cette critique pour un militaire en service, et cela pour deux raisons importantes. Premièrement, le plaidoyer éloquent et passionné de M. Granatstein, Ph. D., pour des Forces canadiennes capables de promouvoir les intérêts nationaux du pays est essentiellement politique. Le livre traite des ministres de la Couronne et des premiers ministres — de leurs décisions et de leurs indécisions — et il décrit la trajectoire historique de la politique de défense canadienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pour un officier ou un soldat en service, il est difficile d'analyser l'appréciation que fait M. Granatstein de cette politique de défense, tout en restant dans les limites de l'interprétation militaire du concept de subordination à l'autorité civile. Deuxièmement, ayant servi dans les Forces canadiennes pendant presque trois des cinq décennies couvertes dans le livre, en grande partie en tant qu'officier dans des unités de campagne, j'éprouve un malaise certain devant certaines descriptions que M. Granatstein a faites des événements et devant son interprétation des activités militaires. Malgré tout, une critique du livre *Who Killed the Canadian Military?* s'impose parce qu'il est essentiel qu'il soit lu par tous les professionnels militaires soucieux de l'avenir de l'institution.

M. Granatstein décrit d'une manière fascinante et incisive l'évolution de la politique de défense canadienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Son évaluation des principaux événements stratégiques et des réactions des dirigeants politiques canadiens jette une lumière nouvelle sur des éléments familiers du mythe national du maintien de la paix. L'auteur traite du conflit coréen, de la crise du canal de Suez en 1956, de la confrontation américano-cubaine des années 1960, qui a presque dégénéré en guerre nucléaire, de la question de Chypre et des



autres conflits majeurs de la guerre froide, du point de vue d'un réaliste avoué. M. Granatstein nous permet ainsi de voir enfin d'un autre angle le grand récit de l'internationalisme libéral, que la plupart des Canadiens acceptent d'emblée. Fait particulièrement important, il atteste la simple vérité que le professionnalisme militaire des soldats de l'Armée de terre, de la Marine et de l'Armée de l'air — en d'autres mots ceux qui font la guerre — a constitué le principal ingrédient du succès des opérations. Trop de Canadiens n'ont jamais compris cela et ont ainsi adhéré au mythe voulant que l'identité première des professionnels militaires canadiens se définisse par leur rôle de gardiens de la paix. M. Granatstein rejette clairement cette hypothèse et il insiste pour que les décideurs en fassent autant.

Le livre *Who Killed the Canadian Military?* constitue un plaidoyer. M. Granatstein expose une vue du monde personnelle (réaliste) et soutient que la pertinence du rôle du Canada sur l'échiquier mondial dépend largement de notre aptitude à influer sur les événements d'envergure internationale, en faisant appel à la « puissance coercitive ». Selon lui, la volonté et la capacité de faire appel à des forces armées en vue de faire valoir les intérêts nationaux du Canada sont essentielles si nous prévoyons jouer un rôle d'influence dans la collectivité internationale. Même les personnes qui désapprouvent cette approche intransigeante devraient comprendre qu'il est presque impossible de recourir à la « puissance douce » sans la garantie d'une certaine sécurité physique, que seules des forces armées efficaces peuvent assurer. M. Granatstein se sert très efficacement de son livre pour faire valoir son point de vue et, de toute évidence, il espère que son discours parviendra jusqu'aux oreilles des décideurs politiques à Ottawa. Il s'appuie sur sa réputation en tant qu'historien et ne rate aucune occasion de rappeler aux Canadiens que la présence d'une force militaire puissante constitue une condition essentielle au maintien de la souveraineté du pays. À cette étape de l'analyse, le livre vaut grandement la peine d'être lu et le gouvernement a tout intérêt à tenir compte de l'avis de l'auteur, au moment où il en est à élaborer une politique de sécurité nationale adaptée aux besoins du 21^e siècle. Ceci dit, la recommandation de l'auteur de revigoriser les Forces canadiennes est un peu nébuleuse et ne reflète pas les changements importants qui ont eu lieu dans le contexte international de sécurité depuis la fin de la guerre froide. Bref, son appel à un statu quo « amélioré » serait fantastique s'il fallait toujours affronter l'ours soviétique — mais ce statu quo amélioré ne serait d'aucune aide dans la lutte contre les divers serpents que sont les adversaires d'aujourd'hui.

M. Granatstein défend très bien son point de vue. Même s'il ne prétend pas que son ouvrage constitue un « véritable livre d'histoire », certaines de ses analyses des événements contemporains et historiques sont décevantes. Après tout, il fait autorité dans le cercle des historiographes canadiens et son œuvre influencera les étudiants partout au pays. Il importe donc qu'il s'assure de l'exactitude des faits cités. Malheureusement, il manque de rigueur à plusieurs reprises, et il entretient ainsi un certain nombre de mythes urbains à propos des Forces canadiennes d'aujourd'hui. Le premier de ces mythes consiste à affirmer que le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) avait envoyé en juin 2003 une lettre aux membres du Conseil des Forces armées dans laquelle il insistait pour qu'ils « accordent tous les fonds disponibles pour répondre aux besoins de l'Armée de terre » (p. 98). Cette interprétation de la lettre du CEMAT a d'abord été publiée dans les journaux partout au pays et, à l'époque, tous ceux qui avaient pris connaissance de la lettre s'entendaient pour dire que les journalistes ne l'avaient sûrement pas lue. Dans sa lettre, le CEMAT ne tentait pas, d'une manière bornée, d'obtenir plus de ressources pour l'Armée de terre, mais il énonçait plutôt, en fait, une vision stratégique selon laquelle les FC formeraient une véritable capacité interarmées.

M. Granatstein semble avoir basé son analyse sur l'interprétation des journalistes plutôt que sur le véritable contenu de la lettre. Cette méprise ne peut que perpétuer et amplifier l'interprétation originale erronée des journalistes, en leur donnant une allure d'autorité qu'ils ne méritent certes pas.

Un autre exemple important de la tendance de M. Granatstein à nourrir les mythes urbains dans le but de faire valoir son point de vue est son examen de l'impact de la *Charte canadienne des droits et libertés* sur les normes et sur la capacité de mener une guerre (pp. 139-148 et p. 204). Encore une fois, il perpétue les clichés journalistiques voulant qu'il existe des quotas pour le recrutement de membres des minorités visibles et de femmes et que les normes ont été baissées pour permettre aux FC de les atteindre. Il est généralement reconnu que les FC ont des problèmes importants à régler relativement à leur système d'instruction, mais cela ne veut pas dire, en toute logique, que ces problèmes sont issus de l'établissement de la Charte et de la volonté d'agir dans les limites de la rectitude politique. Premièrement, il n'existe pas de quotas pour le recrutement des membres des groupes minoritaires. Bien sûr, l'augmentation de leur nombre au sein des FC constitue une priorité stratégique, mais même M. Granatstein semble appuyer cet objectif. Bien sûr, certaines normes ont été modifiées au cours des années, mais la disponibilité des ressources (la quantité de munitions disponibles, etc.) a généralement eu un impact plus direct que la question de la rectitude politique. L'auteur affirme que le résultat final est que les FC constituent « une machine de maintien de la paix plus douce, plus gentille », une « vraie blague ». Je laisserai les analystes politiques évaluer la validité de cette remarque en termes de stratégie et de programme. Cependant, je suis profondément en désaccord avec lui en ce qui concerne les unités et les soldats et leaders pris individuellement. Je n'ai qu'à me souvenir de mon arrivée en Allemagne en 1979 et à comparer les soldats, les sous-officiers et les officiers de cette époque à ceux d'aujourd'hui. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, le 4 GBMC a eu plus que sa part de problèmes disciplinaires et sociaux. Le niveau de forme physique des militaires était alors peut-être beaucoup plus bas encore que celui des membres des unités des armes de combat d'aujourd'hui et nos aptitudes tactiques étaient fantastiques — tant que nous demeurions sur les routes! Les soldats et les leaders d'aujourd'hui ont, selon moi, une plus grande base d'expérience, ils sont en meilleure condition physique, plus capables de s'adapter aux situations et mieux entraînés que les soldats et les leaders qui servaient il y a quelques décennies. Plus important encore, je crois fortement qu'ils comprennent mieux en quoi consiste l'éthos militaire et qu'ils possèdent un esprit guerrier incomparable. M. Granatstein ne tient pas compte de cette réalité quand il aborde, vers la fin du livre, la question de l'éducation et de la nécessité d'adopter un éthos militaire convenable (pp. 233-237). Même s'il admet que les FC ont fait de grands pas depuis 1997, il les accuse de nourrir encore un préjugé anti-intellectuel bien enraciné et il ne tient pas compte de l'expérience comme un aspect de l'éducation. En dépit de ses allusions au fait que les FC accordent des diplômes d'études supérieures en « construction de latrines » (p. 234), il reste que les équivalences d'études ont leur place lorsqu'elles s'appuient sur l'expérience que nos soldats, nos sous-officiers et nos officiers acquièrent de jour en jour en accomplissant des tâches difficiles, dans le cadre de leurs missions. À titre de diplômé relativement récent du Programme de formation universitaire des officiers de l'Armée de terre, je suis en mesure d'attester que mes années d'études de premier cycle à l'Université d'Ottawa m'ont permis de porter un regard neuf sur la sagesse dont les sous-officiers supérieurs canadiens doivent faire preuve pour arriver à faire face sur le terrain à des situations complexes et remplies d'émotions. M. Granatstein ne semble pas accorder une grande valeur à ce type d'expérience, mais peut-être accorde-t-il un peu de trop d'importance à l'éducation formelle.

Enfin, M. Granatstein termine par un plaidoyer éloquent en faveur de l'adoption d'un éthos militaire convenable. Il apporte d'excellents arguments dans quelques paragraphes, mais il est

surprenant de constater qu'il ne tient pas compte de la brochure *Servir avec honneur : La profession des armes au Canada*, que le CEMAT a publiée en octobre 2003, bien avant la publication de son livre *Who Killed the Canadian Military?* Au cours des dernières années, les FC ont fait de grands pas dans les domaines du professionnalisme, de l'éducation et de l'éthos. Il est donc inutile et injuste que M. Granatstein répète de vieilles histoires pour faire valoir son point de vue. Après tout, il serait plutôt inapproprié de qualifier les soldats, les leaders et les unités de l'Armée de terre canadienne d'aujourd'hui de « vraie blague ». M. Granatstein ne leur rend certes pas service en le faisant.

Malgré mes réserves formulées dans cette critique, *Who Killed the Canadian Military?* constitue un apport important dans le débat sur la sécurité nationale et la défense canadienne et devrait aider les personnes chargées d'examiner la future politique gouvernementale à prendre des décisions éclairées. Tout au moins, le livre devrait contribuer à sensibiliser les Canadiens et leurs représentants à la fragilité de leurs Forces canadiennes, et tous les militaires en service devraient se faire un devoir de le lire. Les talents de rhétoricien de M. Granatstein et son niveau de compréhension de la trajectoire de l'histoire canadienne sont impressionnantes. Il est cependant malheureux qu'il ait choisi la voie du sensationalisme pour aborder les questions véritablement essentielles, en exagérant les faits et en répétant des histoires qui relèvent du mythe urbain. C'est d'autant plus malheureux que le livre remet en question plusieurs des suppositions qui en sont venues à caractériser le grand récit canadien sur la défense et sur la sécurité mondiale et que sa rédaction nécessitait l'énorme talent et la passion évidente de M. Granatstein. Certes, il nous a communiqué sa passion, par contre, il ne s'est pas servi de tout le talent qu'on lui connaît pour nous présenter de la bonne histoire.

THE PELOPONNESIAN WAR

Par Donald Kagan Viking, 2003 416 pages ISBN 067003211545 \$ Can.

Les plus braves sont sûrement ceux qui ont la vision la plus claire de ce qui les attend, la gloire et le danger confondus, et qui néanmoins décident d'aller de l'avant.

-Thucydide

Compte rendu de lecture du Capt Steven Nolan, The Royal Canadian Regiment

Donald Kagan, érudit renommé et éminent professeur de lettres classiques et d'histoire au Yale University, a écrit une courte histoire en un volume sur la guerre du Péloponnèse. Son livre est inspiré de son volume d'histoire de quatre tomes portant sur cette période et publié pour la première fois en 1978. Dans ce livre condensé et simplifié, Kagan réussit à faire une œuvre de vulgarisation à la portée des néophytes de l'historiographie de la Grèce antique. The

Peloponnesian War captive rapidement l'attention de ceux qui s'intéressent aux affaires militaires en les aidant à mieux comprendre les facteurs sociopolitiques de l'époque. Il s'agit d'un travail qui illustre les complexités des nations en guerre et les pressions exercées sur les chefs politiques et militaires. L'auteur ne cherche pas à analyser la guerre ou à la comparer à celle des temps modernes, mais à l'expliquer en termes clairs et par des faits, laissant les lecteurs tirer leurs propres conclusions et leçons. Selon les mots de Kagan [Traduction] « la guerre du Péloponnèse offre matière à réflexion sur le comportement des êtres humains subissant les énormes pressions de la guerre, de la peste et des conflits sociaux ainsi que sur le pouvoir des chefs et les limites dans lesquelles ils doivent inévitablement l'exercer ».

Le lecteur sera impressionné par l'érudition de Kagan, et ce, dès le début. Dans le premier chapitre, l'auteur, dans un style bien à lui, envoûte le lecteur par une combinaison percutante de références et d'anecdotes historiques. Il relève le défi de résumer vingt-sept années de guerre (qui se sont déroulées il y a 2 500 ans environ) et d'intéresser le lecteur moyen en donnant vie et pertinence à cette période. Ce n'est pas une mince tâche, mais Kagan réussit à relever le défi. Un certain nombre de lecteurs pourront trouver le style de l'auteur plutôt ésotérique par moments; mais l'auteur réussit néanmoins à donner du relief aux personnages historiques de façon que le lecteur puisse comprendre les complexités de cette époque. Recherchant la précision historique, Kagan décrit des actions secondaires dans des sections et des chapitres qu'il aurait pu couper sans nuire au caractère général du livre. Cette surenchère pourrait rebuter ceux qui recherchent une lecture facile où trouver des leçons bien détaillées. Toutefois, il vaut la peine de consacrer du temps à la lecture du livre, car on y récolte des leçons intemporelles sur la guerre.

Kagan explore en profondeur les préoccupations humaines de cette époque, notamment les différences sociopolitiques entre les deux villes antagonistes : Athènes (démocratie) et Sparte (oligarchie). Les thèmes clés examinés par l'auteur sont la mésentente générale entre les deux villes et comment les forces politiques peuvent transformer cette incompréhension en méfiance et peur. L'auteur examine comment les alliances peuvent susciter des conflits entre nations, même si, de toute évidence, elles visent initialement à éviter la guerre. On peut clairement établir un parallèle avec le début d'autres guerres, mais Kagan ne fait aucune référence aux temps modernes. Il laisse le lecteur tirer ses propres conclusions et leçons de l'histoire.

Toutefois, la valeur du livre pour le lecteur militaire réside dans le compte rendu perspicace et analytique de cette guerre. On peut retenir des leçons sur un éventail de sujets, allant de la tactique de petites unités aux stratégies nationales. Le livre regorge de leçons sur le commandement et le leadership. Par exemple, il y a le général et politicien athénien, Périclès, qui emploie ce que l'on pourrait qualifier aujourd'hui d'« approche manœuvrière » aux opérations militaires. Au lieu de rassembler l'armée athénienne et de marcher à la rencontre des phalanges spartiates, comme c'était la façon courante de faire, Périclès laisse plutôt les Spartiates pénétrer en profondeur en territoire athénien. Sourd aux critiques et aux peurs des citoyens athéniens, Périclès recourt à la flotte navale athénienne — supérieure à celle de Sparte — pour affaiblir encore plus la ligne d'approvisionnement des Spartiates. Ce faisant, Périclès choisit de combattre en opposant les points forts de son armée aux points faibles de l'ennemi. Cette stratégie particulière marquait un changement important dans la façon de livrer la guerre à cette époque. Périclès est allé au-delà des « méthodes de combat » habituelles des Grecs d'alors et

en a été bien souvent récompensé par des victoires tactiques, qui ont presque scellé l'issue de la guerre en sa faveur.

Mais le sort en décida autrement. La mort de Périclès et les défaites subséquentes des Athéniens ont conduit les Spartiates à la victoire en 404 av. J.-C., presque vingt-sept ans après le début de la guerre. Toutefois, en trente ans, les Spartiates avaient aussi perdu leur empire. En effet, un demi-siècle avant la guerre, les Grecs s'étaient unifiés et avaient vaincu trois fois les envahisseurs perses; la guerre du Péloponnèse mettait désormais fin à l'âge d'or de la Grèce antique.

L'analyse détaillée que fait Kagan des ouvrages des anciens chroniqueurs de la guerre du Péloponnèse, notamment Thucydide, est tout particulièrement intéressante. En outre, Kagan donne également un excellent index des écrivains modernes et anciens qui ont traité de cette question, y compris Aristote (411-330 av. J.-C.), Xénophon (428-362 av. J.-C) et Plutarque (50-120 ap. J.-C.).

Le livre de Kagan présente un intérêt aujourd'hui pour deux raisons. Premièrement, il met en lumière les leçons militaires intemporelles qu'on peut tirer de la guerre du Péloponnèse. Deuxièmement et surtout, l'érudition de l'auteur ajoute foi à la description des facteurs qui ont mal orienté les décisions des chefs politiques et militaires. Le souci du détail chez l'auteur est étonnant : il examine presque chacun des engagements militaires connus de cette époque. Un lecteur attentif sera récompensé par une compréhension claire des motivations politiques et des préoccupations des chefs militaires confrontés aux combats brutaux et décisifs de cette ancienne guerre. Non seulement l'ouvrage de Kagan rapporte des faits de l'histoire ancienne, mais il sert également d'avertissement aux chefs d'aujourd'hui.

QUAND LA FUMÉE SE DISSIPE...

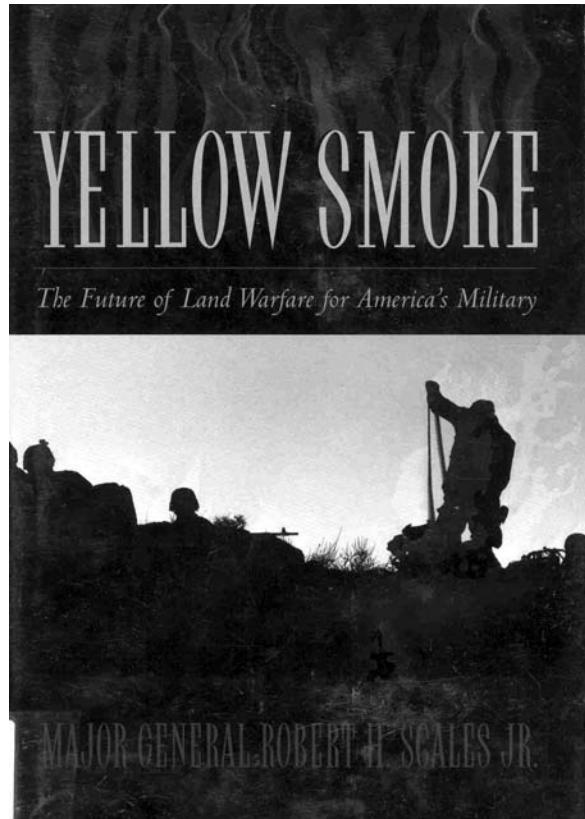
Major-général Robert H. Scales Jr., *Yellow Smoke: The Future of Land Warfare for America's Military*. New York, 2003, ISBN 0-7425-1773-X, 179 pages. 49,95 \$.

Critique du Major John R. Grodzinski

Dans la préface de son ouvrage, le Major-général Robert H. Scales exprime sa consternation; il n'a jamais pu prendre part à une tradition unique de sa brigade en quittant le Vietnam en 1969. En effet, en geste d'adieu, les officiers, en quittant le camp, avaient l'habitude de lancer une grenade fumigène jaune depuis leur hélicoptère. Scales, qui prenait place, à son départ, à bord de l'appareil du commandant de son bataillon, a été privé de cette occasion, ce qu'il a toujours regretté. Scales considère son livre comme une compensation; c'est la traînée de « fumée jaune » qui aura marqué son départ de l'Armée de terre américaine.

Pendant ses trente années de service, Scales a accumulé d'impressionnantes titres de compétence opérationnelle, auxquels s'ajoutent une expérience de commandement, d'état-major et d'entraînement considérable et des études approfondies qui ont abouti à un doctorat. À titre de commandant du *United States Army War College*, il a su veiller au perfectionnement intellectuel des officiers de l'Armée de terre. En outre, il se méritera la réputation d'autorité en matière d'histoire militaire. Il a travaillé très étroitement au projet « Army After Next » et a fait connaître ses vues sur les défis stratégiques qui attendent les États-Unis. Scales est un éminent auteur, conférencier et orateur. Les lecteurs du présent bulletin se rappelleront sans doute son allocution à l'occasion du Symposium de l'Armée de terre tenu à Kingston (Ontario) en 2003.

Yellow Smoke explore de nombreux thèmes. En bout de ligne, cependant, cet ouvrage cherche à expliquer la guerre « à l'américaine » et son évolution, particulièrement dans le contexte des transformations technologiques qu'a connues l'Armée américaine pendant la dernière décennie. Scales limite son enquête historique à la période qui suit la guerre de Corée. Il affirme que les avancements technologiques « ont radicalement modifié l'équilibre entre la puissance de protection et de destruction, en faveur de la dernière » (p. 2). D'après lui, les trois technologies que sont le caractère furtif, la précision et l'information apportent aux Américains la puissance



de destruction la plus efficace contre des ennemis très variés. Cela s'applique aux guerres préemptives, de courte durée ou prolongées, au spectre complet des conflits, aux menaces symétriques tant qu'asymétriques. Ces idées aboutissent à un débat hypothétique : « Kosovo, 2020 : Jeu de guerre », dans lequel l'auteur fait intervenir ses idées. Cette perspective, bien qu'elle soit tout à fait personnelle, est élaborée dans un contexte extraordinaire.

D'après Scales, les défis les plus importants que doit surmonter l'Armée américaine sont rattachés à trois questions aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique : les objectifs nationaux, l'art de la manœuvre et le combat tactique. L'auteur se garde de dévoiler sa solution. Toutefois, il recommande d'aborder ces trois niveaux de manière équilibrée sur les plans du temps, du risque, de la manœuvre, de la puissance de feu, de la précision et par des combinaisons de guerre offensive-défensive essentielles aux niveaux opérationnel et tactique. Quant à la victoire du combat tactique, elle repose sur la base même du style de guerre américain. Cette solution suppose en partie le passage d'une armée divisionnaire à une armée basée sur la brigade. Compte tenu de la portée et du caractère létal des armes, des capacités ajoutées et de la zone d'opération allouée à la brigade, celle-ci se comporte davantage comme une division et cette dernière, comme un corps. L'utilisation future du quartier général du corps devra être réexaminée. Cet argument ne manque pas d'intérêt et il apporte une perspective nouvelle à ceux qui se préoccupent de notre passage des opérations de brigade aux opérations de bataillon, surtout si on considère la zone allouée au bataillon en opération.

Scales conclut en offrant dix principes pour guider les développements futurs. Il met l'accent sur la vitesse, la précision, la manœuvre, la domination de l'information, ce qui comprend l'abandon du caractère « interarmées » au profit de l'interdépendance des services. Il souligne la nécessité d'une confiance mieux établie, par une approche « fraternelle » qui permettrait d'atteindre « la forme physique, la maturité émotionnelle, la compétence technique » et surtout, « la confiance dans les chefs » (pp. 162-163). Dans ce débat, l'auteur soulève constamment le facteur humain, en matière d'exploitation de la technologie autant que dans la formation de bons soldats.

Il est intéressant de noter l'absence de terminologie abstraite ou de jargon administratif pour expliquer la raison d'être de l'Armée américaine. Elle gagne des guerres et protège des intérêts nationaux. Elle combat des « ennemis », dont plusieurs se sont récemment montrés « hostiles » aux Canadiens. Compte tenu du discours auquel ils sont constamment exposés, les Canadiens raisonnent-ils toujours ainsi? Avons-nous des « ennemis »? Il est bien évident que même les gardiens de la paix doivent affronter des « méchants », autrement, leur déploiement ne serait pas justifié.

La lecture de cet ouvrage soulève deux questions. En premier lieu, on se demande si les idées de Scales pourraient s'appliquer à l'Armée de terre canadienne. En deuxième lieu, pourquoi le Canada n'a-t-il pas produit un Scales ou un DePuy (ou un Slim, un Carver ou un Simpkin, etc.)? Le Lieutenant-général E.L.M. Burns est sans doute le Canadien qui se comparera le mieux à ces personnes. Pourtant, les efforts de ce brillant commandant de corps, théoricien et spécialiste du maintien de la paix n'ont pas été appréciés à leur juste valeur.

Scales souligne le caractère unique des méthodes de combat américaines : « aucune autre puissance militaire ne possède actuellement l'expertise technologique ou les compétences opérationnelles nécessaires pour les reproduire même partiellement » (p. 141). À la lecture de ces lignes, on serait tenté de conclure qu'il ne nous reste qu'à éteindre les lumières, verrouiller

les portes des hangars et rentrer chez nous. S'il est vrai qu'aucun autre pays ne saurait égaler ou surpasser la technologie ou la puissance militaire américaine, les États-Unis ont besoin d'alliés, particulièrement dans le contexte de leurs engagements actuels. Les armées britannique, australienne et canadienne, par exemple, offrent une puissance de combat supplémentaire, des compétences uniques, des méthodes complémentaires et, ce qui est probablement le plus important, une parcelle de légitimité internationale. Pour être un allié sur le terrain, le Canada doit comprendre les principes théoriques et pratiques de la transformation qui s'opère au sein de l'Armée américaine. Par contre, il est tout aussi important que nos efforts de modernisation et de transformation n'imitent pas servilement les pratiques américaines; nous devons élaborer des structures et une doctrine adaptées à nos capacités et à nos objectifs, tout en gardant à l'esprit le contexte de coalition dans lequel nous travaillons. De cela découle ma deuxième conclusion.

Scales nous rappelle que la « transformation » est un processus ininterrompu, dont l'état final se raffine constamment au fil du temps. En fait, cet « état final » relève plutôt de l'aspiration. Scales emprunte au Général William DePuy, lorsqu'il affirme que « le changement est possible seulement lorsque la culture et l'attitude du corps des officiers a changé » (p. 143). Ainsi, le développement intellectuel de notre corps d'officiers devient possible, d'où son engagement dans des mécanismes de changement.

Le processus de transformation commence par exercice intellectuel. À bien des égards, c'est ainsi que sont définis la raison d'être d'une organisation militaire, sa culture et les moyens par lesquels elle se conforme aux objectifs nationaux. On ne peut se contenter de copier simplement le plan d'une autre armée, comme on ne saurait, avec un seul plan, construire deux maisons devant répondre à des besoins différents. Par ailleurs, c'est le leadership, et non le processus, qui est un impératif de la transformation réussie. Les chefs militaires supérieurs doivent guider le processus de transformation et se faire les maîtres d'œuvre de sa mise en application pour s'assurer qu'il garde le cap. Scales affirme en effet « qu'il faut environ quinze ans aux visions et aux idées pour parvenir à maturité et se traduire en changements irréversibles » (p. 5). Les mesures ou les décisions arbitraires (désolé, Junius) sont source de perturbation; on ne doit pas les admettre.

La réflexion stratégique et opérationnelle canadienne est cruellement insuffisante. Ce problème est peut-être attribuable à la taille de notre Armée. Les petites armées produisent d'excellents soldats, des chefs solides et de bonnes unités sur le plan tactique. Par contre, elles parviennent difficilement à composer avec des concepts et des questions relevant de la formation (de la division ou du corps), qui nécessitent des chefs, des états-majors et des capacités permettant de répondre à des exigences complexes. Peut-être les attentes sont-elles trop élevées quand on demande à une petite armée de produire un certain nombre de penseurs et de gens d'action à l'image de DePuy ou de Scales, mais ne pourrions-nous pas en produire au moins un? En supposant que notre Armée soit du type tactique, ne serait-il pas utile d'établir un cadre d'officiers possédant une expérience théorique et pratique à des niveaux supérieurs? Scales résume bien la situation en notant (p. 13) que « les efforts consacrés à la compréhension des conflits de niveau élevé se traduisent en agilité mentale et en créativité. Un chef cultivé et instruit est mieux préparé pour composer avec l'incertitude et le chaos du combat. » Cela est-il bien étonnant? Souhaitons que cette question soit l'objet de plus amples débats, dans les pages de ce journal et ailleurs.

Il faut dire à son mérite que Scales ne se présente pas comme le sauveur de l'Armée américaine. Il note simplement que même si ses idées ne sont pas « parfaites », il tient à ce que la transformation de l'armée ne soit pas « trop imparfaite ». Les armées doivent le comprendre : la guerre demeure imprévisible. Étonnamment, Scales est d'avis que les changements révolutionnaires doivent se faire au rythme de l'évolution, selon des cycles que l'on peut retracer et prévoir (p.169). On est en droit de se demander si la « révolution », peut, par nature, suivre ce rythme. Il est bien évident que les défis sont nombreux. Heureusement, les militaires américains ont la chance de compter parmi eux des officiers qui contribuent à ce débat. Peut-être un jour un ouvrage canadien suscitera-t-il autant de réflexion.

TRIBUNE LIBRE

Commentaires, opinions et contestations

par le Major J.A. Atkins

LE LEOPARD C2 N'EST PAS UN CHAR

Au rédacteur en chef :

Dans son article intitulé : « Le système de canon mobile est pour bientôt... Et alors? »¹, le Major Senft perpétue le mythe selon lequel le Leopard C2 peut permettre de remplir des tâches blindées sur le champ de bataille moderne. L'auteur parle abondamment de capacité lourde, de capacité de manœuvre devant l'ennemi et de la possibilité de se refermer sur l'ennemi pour le détruire, tout cela avec le Leopard C2. On précise en outre dans l'article que le système de canon mobile (SCM) n'est pas un char. Cet argument se résume dans la citation suivante : « En effet, le SCM n'est pas un tueur de chars; il n'a pas le blindage ni la portée d'un char de combat principal (CCP) moderne qui lui permettrait d'accomplir une telle tâche »². Je partage cet avis. Je n'ai trouvé personne qui soit en désaccord avec ce fait. Par ailleurs, le Leopard C2 est tout aussi déficient comme tueur de chars. Un char de combat principal moderne pourrait attaquer efficacement des chars présentant une menace élevée (p. ex. : un T80/90 avec un canon de 125 mm). Tous les chars occidentaux de cette catégorie sont dotés d'une arme de 120 mm et excèdent 55 tonnes. Le Lcol Sherrard mentionne dans son article intitulé : « Le groupement tactique de l'avenir au cours des opérations »³ que le Leopard C2 est un véhicule moyen qui sert efficacement de plate-forme d'armes de tir direct. Il ne peut remplir les tâches de chars définies dans le même article.⁴ Les différences de puissance de feu, de surviabilité ou de mobilité sont insignifiantes. Dans l'ensemble, le SCM et le Leopard possèdent des capacités opérationnelles très semblables.

J'en viens à la conclusion que le débat soporifique sur les véhicules chenillés ou à roues se résume ainsi : un véhicule moderne de combat à roues possède une très bonne mobilité tous terrains, et nos soldats sont de plus en plus aptes à maximiser la capacité qu'il offre. Les chenillés sont plus mobiles en terrain à faible traficabilité et sont supérieurs sur le plan de la mobilité tactique. L'avantage va aux véhicules à roues pour leur mobilité opérationnelle. Rien ne prouve que la différence de mobilité entre les chenilles et les roues serait un facteur décisif du résultat des opérations de combat.

La discussion devrait plutôt porter sur les facteurs essentiels de la puissance de feu et de la surviabilité. La puissance de feu de chaque véhicule est comparable : le SCM et le Leopard ont pratiquement le même canon. Nous l'avons dit, le SCM et le Leopard C2 ne sont pas des tueurs de chars. Par contre, le canon de 105 mm permet de vaincre bon nombre des chars en service actuellement (T55, T62 et les premiers T72) à des distances de combat normales. Ce sont d'autres éléments des systèmes de tir direct, comme le TOW sous blindage du véhicule blindé léger (TUA VBL) et le véhicule à effets multimission (VEM), qui engageront les chars modernes (T80/90) rencontrés.

Les idées fausses sont principalement liées à la surviabilité. L'écart entre les niveaux de protection du SCM et du Leopard n'est pas immense. Le SCM sera mis en service avec une

protection contre les grenades propulsées par fusée (RPG), dont le rendement sera très semblable au niveau de protection offert par le Leopard. Les caractéristiques du SCM qui améliorent la surviabilité, comme l'équipage de trois personnes (une personne de moins en danger), la tourelle au profil bas qui place l'équipage et les munitions plus bas au fond du véhicule, la tourelle plus étroite et les munitions encastrées dans le revêtement intérieur suppresseur d'éclats, contribuent toutes à combler les écarts en matière de surviabilité. L'élément le plus important, toutefois, est le fait que le Leopard C2 est tout aussi vulnérable que le SCM aux obus de chars.

Le jeu de guerre de recherche opérationnelle *CARRÉ DE FER*⁵, référence par excellence des anti-SCM, est une étude destinée à examiner et à quantifier, dans les engagements à haute intensité contre un ennemi équipé de T80U et de BMP, les différences qui existent entre le char de combat principal, soit le M1A2 Abrams, et le véhicule blindé de combat (VBC), véhicule à roues doté d'un canon de 105 mm. On a retenu des leçons valables que l'on applique à l'élaboration de la doctrine du SCM et des systèmes de tir direct. Ces études servent fréquemment à vérifier des scénarios du type « qu'arriverait-il si ». Dans le cadre de l'un de ces scénarios appliqués au *CARRÉ DE FER*, on se demandait ce qui se produirait si le VBC avait davantage de blindage. On a corrigé le modèle de manière à accorder au VBC une protection suffisante pour arrêter un obus de 125 mm tiré à des distances supérieures à 1000 m, ce niveau de protection étant largement supérieur à ce qu'offre le Leopard C2. Voici la conclusion :

◆ « Le blindage amélioré s'est révélé inutile, puisque l'arme à sabot de 125 mm ou les MAC (missiles antichars) demeurent supérieurs. Le blindage supplémentaire était inefficace; il n'a pas permis au véhicule de survivre suffisamment longtemps pour vaincre le T80. Les pertes étaient comparables à celles subies par le VBC de base; l'amélioration du coefficient de perte était très mince, soit 1,1 contre 1,0 »⁶.

Le Leopard C2 ne possède pas la puissance de feu ou la protection nécessaire pour servir de char de combat principal. Le Major Senft fait appel à un changement de paradigme pour la mise en service du SCM; ce changement aurait dû survenir il y a des années. Depuis plus de dix ans, l'Armée de terre canadienne est une force moyenne. Réconfortés par la faible probabilité que le Leopard serve aux opérations, nous poursuivons nos exercices en nous fondant sur une doctrine et une tactique qui ne conviennent pas à notre plate-forme d'armes et aux opérations que l'on attend de notre armée de terre. Je me permets de paraphraser l'infâme citation tirée du sommaire exécutif du *CARRÉ DE FER* : L'emploi du Leopard C2 « comme solution de rechange au CCP dans les combats de guerre serait contraire à la morale et à l'éthique et entraînerait notre perte. »⁷

Les Forces canadiennes ne peuvent continuer d'investir dans des équipements désuets qui ne conviennent pas au rôle pour lequel ils ont été conçus. Le SCM qui entre en service remplira un rôle approprié : celui de plate-forme d'arme de tir direct. Il servira fréquemment pendant les opérations, dans un rôle conforme à l'intention du commandant relativement à la transformation de l'Armée de terre (voir « La transformation de l'Armée de terre : l'ambition de l'avenir »⁸).

Pour imposer un changement de paradigme, il faudrait retirer le Leopard et le remplacer par le système de canon mobile.

Major J.A. Atkins
Directeur, Projet du Système de canon mobile

NOTES

1. Major D.J. Senft, « Le système de canon mobile est pour bientôt... Et alors? », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, no 3 (automne/hiver 2003), pp. 28 à 35.
2. *Ibid.*, page 30.
3. Lieutenant-colonel L.B. Sherrard, « Direction — Doctrine de l'Armée de terre : Le groupement tactique de l'avenir au cours des opérations », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, no 3 (automne/hiver 2003), pp. 6 à 16.
4. *Ibid.*, page 12.
5. Directeur - Recherche opérationnelle (interarmées et terre), CARRÉ DE FER, Analyse du VBC dans des tâches de guerre, Rapport du projet PR9717 (DRO), décembre 1998.
6. *Ibid.*, page 36.
7. *Ibid.*, page iv.
8. Lieutenant-général R.J. Hillier, « La transformation de l'Armée de terre : L'ambition de l'avenir », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, no 3 (automne/hiver 2003), pp. 3 à 5.

Le professeur Terry Copp répond à Brian Reid qui a fait le compte rendu de son livre *Fields Of Fire: The Canadians in Normandy*, dans le *Bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, no 3 (Automne 2003)

Note du rédacteur : Le nom de l'auteur de la critique du livre de Terry Copp, *Fields Of Fire*, publiée dans le Volume 6.3, n'était pas le bon. Le véritable nom de l'auteur de cette critique est Brian A. Reid (officier de l'Armée canadienne à la retraite, historien et auteur de *Our Little Army in the Field: The Canadians in South Africa, 1899-1902*, et de plusieurs autres ouvrages y compris une étude à venir sur l'Opération TOTALIZE) et non pas Brian Holden Reid, l'historien britannique. Le rédacteur en chef tient à présenter ses excuses les plus sincères aux personnes concernées.

Monsieur,

Étant donné que, dans mon livre *Fields of Fire*, je fais une critique d'autres comptes rendus de la campagne de Normandie, je serais mal venu de me plaindre lorsqu'un critique lance une contre-attaque. Toutefois, comme Brian Reid laisse entendre que les « nombreuses erreurs factuelles qu'il [Copp] commet tout au long de son livre, distraient le lecteur de son argument principal », j'espère que vous me permettrez de répondre. À part quelques fautes typographiques et mon défaut de reconnaître la promotion de Montgomery au grade de général, ce que M. Reid qualifie d'« erreurs » ne sont que des arguments qu'il ne peut pas admettre. Une partie des problèmes provient du fait que *Fields of Fire* est une œuvre historique non une étude théorique; par conséquent, quand M. Reid écrit que je ne comprends pas « que la détermination à exécuter les ordres reçus ne doit jamais l'emporter sur les principes tactiques élémentaires et le jugement » ou insiste sur le fait que « peu de professionnels militaires » seraient d'accord avec mon interprétation du rôle réel des commandants divisionnaires, ma seule réponse est la suivante : mes conclusions sont fondées sur des faits prouvant ce qui s'est réellement passé en Normandie et non sur des théories de professionnels militaires.

Ceux qui ont lu *Fields of Fire* seront surpris de l'affirmation de votre critique selon laquelle je laisse entendre que « notre artillerie était inefficace ». Ce que j'ai démontré c'est simplement que le tir d'efficacité d'emblée était « moins efficace » que ne l'ont présumé la plupart des historiens. Lorsque l'observation et le réglage étaient possibles, notamment durant les contre-attaques allemandes, l'artillerie était l'arme la plus importante de l'arsenal allié. Le commentaire de M. Reid voulant que les études de recherche opérationnelle soient « d'une grande utilité pour établir des données précises » mais qu'« elles ne mesurent pas de manière fiable les facteurs

humains et d'autres variables incertaines » me rappelle l'attitude d'officiers particulièrement têtus de l'Armée de terre et de la Force aérienne qui, au cours de la guerre, ne tinrent pas compte des « données précises » fournies par les spécialistes soldats, préférant s'en remettre à l'intuition et à la tradition.

Votre critique a été tout particulièrement contrarié par mon allégation selon laquelle les divisions canadiennes ont dû combattre plus souvent que leurs contreparties britanniques et soutient qu'il n'y a pas de preuves à cet égard. Bien qu'il soit tout à fait vrai d'affirmer que ni moi, ni quiconque n'a effectué une analyse au jour le jour du rôle de chacun des bataillons du 21^e Groupe d'armées, j'attire l'attention dans mon livre sur le rôle limité joué par le 1 British Corps après « CHARNWOOD », sur le retrait de la 51st Highland Division du 2^e Corps canadien avant « TRACTABLE », sur les ordres donnés à la 11^e Division blindée et aux 53^e et 59^e Divisions d'infanterie le 18 août afin qu'elles n'aient pas à prendre part au combat et sur la décision de Montgomery d'envoyer à Lisieux la 7^e Division blindée de sa zone de repos au lieu de l'utiliser pour prêter main forte au 2^e Corps canadien près de la passe de Trun-Chambois. Si les historiens de l'Armée britannique faisaient des recherches sur l'histoire opérationnelle de la 2nd British Army, nous comprendrions mieux ces décisions. Entre-temps, il est certainement juste de souligner que Montgomery, en ne renforçant pas le 2^e Corps canadien en août, a imposé un très lourd fardeau aux Canadiens et aux Polonais. Si M. Reid trouve cette explication « explosive », qu'il attende de lire la suite de *Fields of Fire* — étude sur les opérations canadiennes en septembre et octobre 1944 — qui sera publiée par les presses de l'Université de Toronto en 2005.

Sincèrement,
Terry Copp

Commentaire sur « La transformation de l'Armée de terre : l'ambition de l'avenir », *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, no 3 (automne/hiver 2003).

Le Major L. R. Mader écrit ce qui suit...

Dans son article, le chef d'état-major de l'Armée de terre expose sa vision du fonctionnement de l'Armée de terre canadienne une fois la transformation complétée. Le CEMAT va au-delà des questions d'équipement « magique », comme le système de canon mobile (SCM), pour parler de l'instruction et de la préparation de l'Armée de terre en vue des opérations. Il décrit une Armée de terre redevenue prévisible dans sa façon de fonctionner et ne cache pas que la vie au sein l'Armée de terre ne sera plus la même.

Il ne cache pas non plus à quel point les enveloppes budgétaires restreintes, le rythme opérationnel élevé et les ressources matérielles limitées dictent nos actions en tant qu'institution. La décision de stocker l'équipement là où on croit qu'il sera nécessaire au lieu de l'acheminer (au coût de 7 M\$ pour un exercice de brigade en 2003) en est un signe. De cette façon, nous pré-positionnerons l'équipement en gros pour deux escadrons de Coyote, deux bataillons d'infanterie avec VBL III, deux bataillons d'infanterie légère et les éléments d'appui à Wainwright et à Montréal/outrre-mer (la moitié à chacun des endroits). En garnison, les soldats pourront uniquement compter sur « l'équivalent d'une compagnie de véhicules par unité ». Cette façon de faire devrait calmer quelque peu l'agitation qui gagne les unités depuis 15 ans, mais elle

comporte certains problèmes à ne pas négliger. J'aimerais mentionner brièvement six de ces problèmes.

Premièrement, le fait de déposséder les soldats de façon permanente de leur équipement aura comme conséquence de briser l'attachement qu'ils ont pour leur matériel. L'équipement ne sera rien de plus qu'une ressource qu'on utilise (et épouse), puis qu'on cède au prochain utilisateur temporaire. Les unités seront locataires et non plus propriétaires de l'équipement. Les conséquences possibles de ce changement d'attitude sont évidentes et pourraient mener à une grave détérioration de l'état de nos flottes d'équipement. Une telle détérioration ne peut être évitée qu'au moyen d'un vaste processus d'échange contre signature et d'inspection (processus qui risque fort d'être conflictuel dans certains cas). Chaque activité d'entraînement d'une unité ou d'une formation supérieure devra donc commencer et se terminer par une intervention longue et pointilleuse du quartier-maître. Souvent, l'équipement reçu sera considéré comme en moins bon état que l'équipement remis. Ce processus empiétera évidemment sur le temps disponible pour l'entraînement.

Deuxièmement, le pré-positionnement de l'équipement entraînera nécessairement des coûts. L'équipement stocké et inutilisé se détériore avec le temps. Par conséquent, il faudra du personnel pour garder et entretenir l'équipement, ainsi que des installations et des méthodes spéciales d'entreposage. En fait, nous verrons apparaître des coûts nouveaux puisqu'il deviendra nécessaire de payer quelqu'un pour assurer la maintenance de l'équipement et le faire fonctionner occasionnellement à la place des utilisateurs. La perte d'expertise en vastes mouvements d'équipement est un autre coût. Si nous ne faisons plus de tels mouvements durant l'entraînement, nous serons moins habiles à le faire lors d'opérations. Il en résultera probablement un manque d'efficacité et des coûts additionnels quand nous improviserons à la hâte en situation de crise. Espérons que l'analyse coût-avantage à l'appui de cette décision a fait ressortir des économies significatives qui justifient ces coûts.

Troisièmement, le pré-positionnement de l'équipement aura pour effet de réduire la souplesse opérationnelle de l'Armée de terre. Une grande partie de notre équipement sera outre-mer ou dans des installations d'entreposage ou de maintenance éloignées des utilisateurs. Par conséquent, tout événement imprévu au pays, en dehors d'une opération nationale courante, débutera par un processus lourd (et probablement improvisé) de rassemblement et de distribution de l'équipement de base d'unité. La réalité sera d'autant plus brutale si un incident international exige le déploiement de deux bataillons mécanisés (comme ce fut le cas en Croatie et en Bosnie durant trois ans), alors que nous avons tenu pour acquis qu'un seul bataillon mécanisé serait nécessaire outre-mer.

Quatrièmement, le fait de stocker tant d'équipement aura un effet indirect. On pourrait croire que nous sommes en train de « prouver » que les unités n'ont pas besoin de leur équipement. Certains décideurs pourraient un jour utiliser cet argument pour contester les quantités d'équipement que l'Armée de terre tente d'acquérir. Très souvent, l'état-major intermédiaire et supérieur du QGDN n'est pas convaincu à l'unanimité de la nécessité d'acheter de l'équipement, sans parler des quantités proposées, dans le cadre de projets d'immobilisations. Déjà, on achète fréquemment du nouvel équipement en plus petites quantités que nécessaire. Notre concept de stockage pourrait un jour être interprété comme si le Canada n'avait besoin d'équipement mécanisé que pour trois ou quatre groupements tactiques — un stock à Wainwright, un outre-mer et le reste partagé entre les trois brigades pour l'instruction en garnison. Une fois mise en

place cette nouvelle norme réduite (et moins coûteuse), soit des stocks pour quatre groupements tactiques mécanisés, il sera encore plus difficile de justifier pourquoi nous ne pouvons pas nous montrer « responsables financièrement » et nous contenter de moins d'équipement au cours du prochain cycle d'acquisition.

Cinquièmement, le pré-positionnement de l'équipement dénote une incongruité au sein de notre Armée de terre qui prétend utiliser davantage la technologie de pointe, mais qui entrepose la majorité de son équipement clé. En raison de cette décision, de nombreux soldats de notre « Armée de terre à la fine pointe de la technologie » utiliseront leur principal équipement de mission seulement à l'occasion, alors qu'ils devraient faire corps avec lui. En fait, au jour le jour, nos forces mécanisées seront principalement débarquées. Pour les unités d'infanterie, ce ne sera pas un désastre total parce que bon nombre des compétences élémentaires d'un fantassin s'apprennent et sont répétées à pied. Cependant, les conséquences pour les unités axées sur l'équipement, l'Arme blindée, l'Artillerie et le Génie en particulier sont très graves. Même si la simulation peut compenser en partie le manque d'instruction, il y a des limites à tout. Et une mauvaise utilisation de la simulation peut même enseigner de mauvaises choses qui se manifesteront durant une opération réelle.

En dernier lieu, le fait de « débarquer » une grande partie de nos unités axées sur l'équipement soulève une question concernant leur capacité perçue de dissuasion/collaboration à une coalition. On doit se demander si des unités incomplètes, qui ne sont pas prêtes à se déployer et qui sont privées de la majorité de leur équipement de mission donnent l'impression que l'on veut à nos amis et à nos adversaires potentiels. L'Armée de terre pourrait être considérée comme une coquille vide. Un tel manque de crédibilité pourrait nuire à la capacité du Canada d'intervenir en cas de crise à l'avenir.

En résumé, il me semble que les limites en termes de ressources modifient notre fonctionnement en tant qu'Armée de terre en nous forçant à nous débrouiller avec moins d'équipement. Je crois que le fait d'abaisser la norme concernant la quantité d'équipement essentielle à l'Armée de terre risque de créer de nouveaux problèmes à l'avenir et de rendre un mauvais service à nos successeurs. La seule façon pour nous d'éviter ou de réduire au minimum ces conséquences est de formuler des réserves claires quant à l'acceptation de solutions qui laissent un goût amer.

Réflexions sur le changement de paradigmes

par le Sergent Arthur Majoos

Dans son article publié dans *le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, le Major Mader renforce l'idée que l'Armée de terre (et en fait l'ensemble des Forces canadiennes) doit posséder une doctrine cohérente.¹ Ce qui ressort notamment de cet article, c'est que nous ne « vendons » pas notre doctrine, que ce soit à l'interne, au gouvernement ou à la population en général. On se demande ensuite pourquoi les Forces canadiennes ont eu un parti pris pour l'infanterie et, finalement, si les recommandations que formule le Major Mader quant à une structure de la force sont réalistes.

Alors que la plupart des lecteurs peuvent protester et faire de la guerre de manœuvre notre doctrine, quelqu'un peut-il vraiment en donner une explication simple et concise? Le Major Mader nous présente d'excellents exemples fort éloquents sur la doctrine canadienne, exemples

auxquels les profanes ne comprendraient cependant presque rien. Autrefois, les armées parvenaient souvent à « vendre » à leurs gouvernements et aux citoyens leur doctrine et les hypothèses sous-jacentes parce que chacun était en mesure d'en saisir les principes directeurs. La France a instauré la *levée en masse* pour défendre la Révolution, l'Allemagne a eu le *Blitzkrieg* pour anéantir les défenses ennemis au cours de la Seconde Guerre mondiale et les États-Unis comptent aujourd'hui sur le *AirLand Battle* pour faire face à des conflits de grande et de moyenne envergures.

Au nombre des éléments qui façonnent notre doctrine, il en existe sur lesquels nous n'avons aucun contrôle. Le Canada est doté d'une économie intérieure et d'une base industrielle modestes qui lui permettent difficilement de produire d'importantes quantités d'armes lourdes perfectionnées sans une longue période de conversion. Au cours des deux guerres mondiales, le Canada est parvenu à adapter l'industrie en place à la production d'équipement sous licence britannique et, plus tard, sous licence américaine. Aucun équipement important de conception entièrement canadienne n'a jamais pu être produit à grande échelle. Les corvettes de la Marine ont été les unités de combat les plus importantes et les plus complexes fabriquées en série par l'industrie canadienne au cours de la Seconde Guerre mondiale, nonobstant les préférences des amiraux.

Les gouvernements canadiens de l'époque et d'aujourd'hui ne voient aucun avantage politique à se doter d'une importante industrie de défense performante, préférant mettre l'accent sur la production à des fins civiles plutôt que sur la fabrication d'armes. La Suède, en raison de sa proximité avec l'ancienne Union soviétique dont la combativité n'a jamais fait de doute dans l'esprit des Suédois, a réussi à mettre en place et à maintenir une solide industrie de l'armement. La chute de l'URSS et l'intensification des menaces extérieures à la sécurité ont amené même la Suède à délaisser la production militaire interne pour se tourner vers des projets conjoints (SAAB et BAe qui s'unissent pour produire le chasseur à réaction JAS-39 Gripen par exemple), ou vers une production sous licence (la Suède a récemment remplacé le char « S » par les Leopard 2A5 allemands).

Étant donné la base industrielle réduite dont il dispose pour concevoir et produire de l'équipement militaire et l'absence d'une menace précise et réelle, le Canada a préféré faire de l'infanterie le fondement de son Armée de terre. Les unités d'infanterie conviennent à merveille puisqu'elles sont polyvalentes, faciles à constituer (et à dissoudre) et peu coûteuses. Les gouvernements ne prêtent aucune attention aux arguments techniques qui militent en faveur de l'arme blindée, de l'artillerie, des éléments d'appui aérien rapproché et autres parce qu'ils coûtent cher et qu'il n'existe aucune raison valable de disposer d'autres unités en proportions et en nombres déterminés. Il n'y a pas de doctrine précise qui viendrait leur ouvrir les yeux et les guider!²

On achète donc de l'équipement militaire pour répondre à des besoins politiques ou pour réagir à une mauvaise publicité ou à une crise. Le récent achat de 65 véhicules de tir d'appui direct (VTAD) Stryker a été vraiment étonnant quand on pense aux piétres résultats que ces véhicules ont obtenus lors des exercices *Quarre de Fer*,³ mais toutefois logique lorsqu'on cherche de cette façon à distribuer des faveurs politiques dans la région de London, en Ontario, et à faire taire les critiques des médias à l'effet que nos Leopard I sont de plus en plus désuets. Dans le même ordre d'idées, le remplacement du *Ilitis* peut devenir une manœuvre politique à la suite du décès de deux soldats tués par l'explosion d'une mine en Afghanistan.⁴

Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas besoin de nouveaux chars ou de VTAD ou encore de véhicules résistant aux mines pour nos soldats, mais plutôt que notre doctrine devrait dicter la nature et la quantité de l'équipement que nous nous procurons. Si on suppose que le Stryker

est vraiment le meilleur véhicule, alors pourquoi en acheter seulement 65?⁵ Une doctrine cohérente et bien définie nous aurait amenés à nous poser certaines questions, par exemple combien de véhicules la Milice a-t-elle besoin pour mener son entraînement et créer des forces de deuxième échelon? Les pelotons antiblindés de l'infanterie pourraient-ils utiliser les Stryker avec des missiles lancés par un canon dans un rôle antiblindés et avec des obus explosifs dans un rôle d'appui secondaire? Pourrait-on utiliser des munitions à fusées-capteur avec un véhicule dérivé du Stryker, et ce véhicule pourrait-il faire partie de l'équipement de l'artillerie?

Dans la même lancée, comment peut-on à la fois posséder de l'équipement qui résiste aux mines et gagner le cœur et la raison des gens? Dans notre empressement de « faire quelque chose pour les troupes », on peut en arriver à oublier l'observation du Général Leslie à l'effet qu'il est plus facile pour nos soldats de rejoindre les citoyens en circulant en véhicules ouverts plutôt « qu'à bord de véhicules blindés ». C'est ainsi qu'on peut se procurer des véhicules blindés ou résistant aux mines pour des raisons de relations publiques, sans se soucier de l'usage qu'on en fera. Un véhicule comme un Hummer blindé ferait-il l'affaire, ou nous faut-il des véhicules spécialisés?⁶

Voilà qui me ramène à mon premier point : nous devons « vendre » notre doctrine afin qu'elle soit comprise de tous. Des gros titres comme *Blitzkrieg* ou *AirLand Battle* risquent de trop simplifier les choses, mais ils permettent cependant de transmettre rapidement à des auditoires non militaires l'essence même de ces doctrines. Comment peut-on mener une guerre-éclair avec une multitude de fantassins qui se déplacent lentement, ou un « *AirLand Battle* » sans une puissance aérienne? Les auteurs de doctrine pourraient, avec un concept clé, décrire rapidement à chacun les moyens pris et les résultats prévus, un peu comme un titre accrocheur de *La Presse* résume l'histoire et pique la curiosité des lecteurs.

Finalement, j'irais même jusqu'à dire que les suggestions du Major Mader visant à doter la force d'une structure viable sont assez pertinentes, mais qu'elles sont aussi intimement liées à la situation actuelle. Une réduction du bassin démographique de provenance d'éventuelles recrues se fera sentir sur l'effectif de l'Armée de terre et des Forces canadiennes, rendant ainsi plus difficile le maintien de tous les rôles que le Major Mader associe aux structures traditionnelles de la force. Par contre, de meilleures capacités techniques permettent d'estomper et de faire disparaître les distinctions entre les unités et d'accroître leur potentiel et leur souplesse. Les unités d'infanterie peuvent être en mesure de fournir leur propre puissance de feu offensive à longue portée,⁷ les unités blindés peuvent être dotées d'un potentiel de tir indirect hautement amélioré et l'artillerie peut devenir « virtuelle » grâce à des sous-unités spéciales qui, à partir de plates-formes non spécifiques, dirigent et contrôlent les effets du tir dans l'espace de combat. Dans l'Armée de terre de l'avenir, deux unités peuvent conserver les traditions et l'histoire du (disons) PPCLI et des RCD tout en ayant des tableaux d'effectifs et de dotation semblables. On peut reconnaître les unités de l'avenir par leur dotation particulière de munitions ou encore par la largeur de bande attribuée aux unités adjacentes et aux formations supérieures. (Les éléments de l'équipe de combat mettraient l'accent sur l'utilisation *horizontale* de la largeur de bande alors que les éléments de reconnaissance, d'artillerie et d'appui insisteraient sur les liens *verticaux*).

Il ne fait aucun doute que le Major Mader demande la mise en place d'une structure de force souple. Autrefois, l'infanterie représentait un moyen peu coûteux de créer le noyau d'une force souple pour le Canada. Ce dont l'Armée de terre a besoin aujourd'hui, c'est de « vendre » au gouvernement et à la population une doctrine qui appuie la création et l'emploi d'une structure de force moderne, et ainsi pouvoir la financer et en assurer la survie. À plus long terme, des facteurs indépendants de notre volonté, qu'il s'agisse de questions d'ordre économique ou démographique, viendront influer sur la structure et l'organisation de la force pour nous donner ce que nous attendons de notre doctrine.

NOTES

1. Major L.R. Mader, « Changement de paradigmes : Il faut choisir soigneusement ce que l'on considère comme intouchable, » *BDIAT* 6,2 (Été 2003), p. 41-52. http://armyapp.dnd.ca/ael/adtb/vol_6/ADTB_vo16.2_e.pdf
2. L'absence d'une doctrine bien définie a aussi nuit à la Marine et à la Force aérienne. La Marine canadienne a recommandé le EH 101 au lieu d'hélicoptères plus petits et moins performants puisque les hélicoptères constituent ses principales unités de combat en soi. Parce que les parlementaires et la population ont mal compris ou mal interprété ce fait, on a mis beaucoup de temps à remplacer les Sea King et on a proposé pour la Marine des hélicoptères moins performants. C'est aussi pour des raisons politiques qu'on a procédé à l'achat de 100 hélicoptères Griffon pour la Force aérienne, sans vraiment porter attention aux questions d'ordre opérationnel et se demander, par exemple, si un escadron Griffon est en mesure de transporter une compagnie d'infanterie en une seule sortie.
3. Major L.R. Mader, « Approche manœuvrière aux opérations : Réflexions sur la validité de notre perception, » *BDIAT* 4,1 (Hiver 2000/Printemps 2001), p. 50-53. Il semble que les résultats des simulations effectuées montrent clairement que l'on réfute le concept du véhicule blindé de combat, bien que le Stryker s'apparente beaucoup au véhicule utilisé dans les scénarios de recherche opérationnelle.
4. Le Sgt Robert Short et le Cpl Robbie Beerenfenger ont perdu la vie le 2 octobre 2003 en Afghanistan alors que la jeep Iltis dans laquelle ils prenaient place a sauté sur une mine au cours d'une patrouille.
5. Le 28 octobre 2003, le gouvernement fédéral a annoncé la signature d'un contrat pour l'achat de 65 Stryker, contrat évalué entre 500 et 600 millions de dollars canadiens. Une recherche réalisée sur le sujet dans Google a permis de recueillir très peu de commentaires positifs dans les 30 premiers documents consultés, sur une possibilité de quelque 3 000 (chaîne de recherche : Stryker et Canadian Forces).
6. Par exemple, l'Armée et la police sud-africaines utilisaient des véhicules Casspir résistant aux mines dotés de quelques-unes des caractéristiques d'un transport de troupes blindé. Notre doctrine relative aux opérations hors guerre (OHG) insiste-t-elle sur « le cœur et la raison », ce qui nous inviterait à modifier les véhicules utilitaires actuels (voir http://www.drev.dnd.ca/poolpdf/e/90_e.pdf), ou sur notre capacité d'escalade lorsque la situation l'exige?
7. Sgt Arthur Majoor, « Les machines de combat pour et par delà la guerre de manœuvre », *BDIAT* 5,3 (Automne 2002), p. 62-65. L'arme hypothétique Achzarit dotée de missiles tir et oubli pourrait fournir aux unités d'infanterie puissance de feu, protection et capacité de manœuvre. D'autres améliorations, notamment le remplacement de l'engin filoguidé à poursuite optique lancé par tube (TOW) par un missile Hellfire lancé du sol, permettraient à l'infanterie d'avoir une portée de huit km, alors que certains missiles guidés par fibre optique (FOG-M) ont une portée de 10 km ou plus. Il ne fait aucun doute que l'arme blindée et l'artillerie commencent à profiter des frappes à longue distance.

Au sujet de l'article du Lcol J.A. Summerfield, « Une nouvelle capacité de tir d'appui indirect », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, no 3 (Automne-hiver 2003).

Le Lieutenant-colonel Luc Petit, qui travaille actuellement à la Direction des besoins en ressources terrestres, écrit ce qui suit....

Étant donné que j'étais l'un des officiers qui a participé activement à la mise en place du projet du système de canon mobile (SCM), c'est avec intérêt que j'ai lu l'article en rubrique sur la nouvelle capacité de tir d'appui. Dans cet article, le Lcol Summerfield met l'accent sur l'importance d'adopter une pensée novatrice afin de faire meilleur usage des capacités futures offertes par les nouvelles technologies militaires. Comme l'Armée de terre est engagée dans la voie d'une force d'envergure moyenne, il est très important d'élaborer de nouveaux concepts d'emploi de la force et de faire l'acquisition de l'équipement approprié si l'on veut que l'Armée de terre conserve sa capacité opérationnelle. Cela dit, c'est une tâche très difficile d'élaborer et de mettre en œuvre de nouveaux concepts, alors qu'on doit conserver des véhicules existants et en acheter des nouveaux qui ne répondent pas entièrement aux attentes des responsables du développement de la force. Dans ce bref article, j'aimerais souligner un certain nombre d'éléments qui conduisent à la décision d'acheter le SCM et certaines limites du mortier automoteur (AM) de 120 mm à tourelle.

Le Lcol Summerfield critique la décision d'acheter le SCM comme véhicule de remplacement du char Leopard. Il suggère que l'Armée de terre devrait plutôt attendre et miser sur le véhicule à effets multimission/système de contrôle de tir (VEM/SCT). Il est vrai que le SCM n'apportera pas d'améliorations tactiques importantes par rapport au Leopard C2. Même si le Leopard est beaucoup utilisé à l'entraînement, il est rarement déployé dans le cadre d'opérations en raison de sa taille, de sa signature logistique et des répercussions politiques tant au plan national qu'international. Conséquemment, au cours de tous les récents déploiements, le Canada a déployé des groupements tactiques possédant très peu de ressources de tir d'appui direct. Comme le SCM est compatible sur le plan opérationnel et logistique avec le VBL III, on s'attend qu'il soit déployé dans la plupart des groupements tactiques mécanisés envoyés à l'étranger. Une force moyenne canadienne sera une importante contribution à toute force de coalition, même si elle dispose d'un potentiel limité contre les chars ennemis. Dans le récent conflit en Irak, les Marines américains ont fort bien réussi à avancer le long d'un axe principal avec leurs VBL 25. Manœuvrant conjointement avec les SCM, les VBL III canadiens généreraient une puissance de combat encore plus grande que celle des VBL 25 des Marines.

Dans son article, le Lcol Summerfield recommande l'acquisition d'un mortier AM de 120 mm à tourelle dans la version VBL III et de l'utiliser comme arme de tir direct. Il soutient que ce véhicule aurait une plus grande capacité de frappe contre les CCP que le Leopard 1 et qu'il serait doté d'un système antiblindé à portée étendue plus efficace que les systèmes actuels VBL TOW ou que les ADATS prévus montés sur VBL. Le Lcol Summerfield affirme également qu'« on peut se procurer le mortier AM de 120 mm sans qu'il soit nécessaire d'augmenter ou de modifier les projets actuels du Programme des services de la Défense ». La Direction des besoins en ressources terrestres (DBRT) suit avec intérêt le développement de ces systèmes de mortiers.

Les mortiers AM de 120 mm à tourelle les plus au point sont le mortier perfectionné (AMOS) SSG120 Patria-Hagglund (bitube) et le mortier sous blindage (AMS) GDLS 120 mm (monotube). Aucun des deux mortiers n'a été classé dans une catégorie bien précise. Les deux systèmes sont principalement des armes de tir d'appui indirect et sont très efficaces dans ce rôle. Ils peuvent tirer des projectiles à portée étendue et des obus de mortiers à guidage de précision. En outre, on peut les utiliser comme armes de tir direct en y adjoignant un système de contrôle de tir avec télémètre laser, mais leur potentiel dans ce rôle est très limité. Aussi bien le AMOS que le AMS offrent une probabilité de destruction totale beaucoup moindre que celle dont faisait état le Lcol Summerfield dans son article : les engagements de tir direct sont limités à 1 000 m, car la vitesse initiale des projectiles n'est que de 410 à 480 m/s (dispersion); en outre, ces mortiers n'ont pas de mécanisme de stabilisation pour le tir en mouvement et ne peuvent pas calculer les angles de correction-but dans le cas du tir contre des objectifs mobiles. De plus, aucun obus à charge creuse (HEAT) n'a été mis au point pour ces systèmes. En autodéfense, ces mortiers peuvent tirer des projectiles à explosif brisant (HE) standards contre des VBL et des chars; ce type d'obus peut endommager les chars mais probablement sans toutefois les détruire. La capacité de tir direct de ces deux mortiers se limite essentiellement au tir contre des objectifs fixes (casse-casemate) à partir d'une position stationnaire et au tir d'autodéfense en situation d'urgence. Contre des objectifs mobiles ou des véhicules blindés lourds, ces mortiers AM de 120 mm à tourelle auraient un faible taux de succès ou de surviabilité. Il serait très long et très coûteux d'améliorer ces mortiers pour qu'ils puissent tirer en mouvement et de mettre au point/d'adapter un projectile antiblindé de tir direct. L'achat de mortiers AM de 120 mm à tourelle serait très coûteux et nécessiterait beaucoup de temps, car les véhicules/munitions

doivent être mis au point et homologués quant au type avant la production.

L'Armée de terre a choisi d'acheter le SCM pour remplacer le Leopard afin d'améliorer rapidement la capacité opérationnelle de la force, en prenant avantage du programme Stryker américain de façon à réduire les coûts et les risques. Des études visant à adapter le ADATS au châssis du VBL III seront entreprises cette année, et nous continuerons d'examiner les applications opérationnelles futures du VEM en appuyant activement le projet de développement technologique du VEM. La transformation de l'Armée de terre va bon train, mais il faut gérer les coûts d'acquisition et les risques, tout en conservant et en améliorant le plus rapidement possible les capacités opérationnelles de la Force terrestre.

Lettre soumise pour Tribune libre

Note du rédacteur : La présente lettre a d'abord été soumise au journal *Canadian Military History* (Waterloo : Wilfrid Laurier University Press). L'auteur apporte des idées intéressantes et valables et il recommande aussi à juste titre que soient consignés de façon concrète les événements que vit l'Armée de terre d'aujourd'hui.

Monsieur,

Après avoir lu en entier les numéros 1 et 2 du volume 12 du journal *Canadian Military History*, j'ai pensé encore une fois vous faire part de quelques commentaires et observations.

L'article intitulé « Hannah Ingraham — Loyalist Refugee » a suscité mon intérêt, car plusieurs des événements décrits — la confiscation de terres et de biens, le harcèlement personnel — nous rappellent, d'une manière frappante, les événements qui se sont déroulés en ex-Yougoslavie de 1992 à 1995. Même si les faits décrits dans cet article datent de plus de 200 ans, il demeure parfaitement évident qu'en cas de dissensions importantes à l'intérieur d'une société, il est toujours facile de se tourner vers les mêmes moyens d'intimidation pour s'arroger le pouvoir et s'assurer d'un territoire.

L'article nécrologique sur Sam Hughes, rédigé par Tim Cook, m'a donné à réfléchir. Il m'a permis de me rendre compte que M. Hughes était l'auteur des publications *From Pachino to Ortona et After Victory — What?* (qui font partie de ma collection de livres de référence).

L'article de M. Cook nous a permis de connaître l'œuvre d'un officier historien réalisée durant la Deuxième Guerre mondiale, de nous faire comprendre le contexte dans laquelle elle a été réalisée et, plus important encore, de nous rendre compte de la perspicacité de l'auteur et de l'aspect innovateur de sa démarche. Cette entreprise a de toute évidence donné des résultats si l'on tient compte des œuvres qui ont été publiées après la guerre.

Par-dessus tout, cet article m'aura amené à faire un constat troublant : les Forces canadiennes ne recueillent pas, comme elles le devraient, les données historiques sur nos forces déployées. J'ai participé à quatre déploiements à l'étranger : une mission des Nations Unies, une mission de secours humanitaire, une mission de secours à des sinistrés et une mission de l'OTAN. J'ai chaque fois été affecté à l'état-major et je n'ai jamais eu l'occasion de voir ni d'entendre un officier historien. J'ai l'impression que la collecte de données à partir d'observations directes

constitue un art qui s'est perdu au sein des FC. Je ne doute pas que tous s'entendent pour dire que le rythme des opérations a augmenté d'une manière exponentielle depuis le début des années 1990 et, à l'heure actuelle, les militaires sont déployés dans des régions où ils risquent fortement de participer à des combats. Et pourtant, pour une raison ou une autre, il n'y a personne sur le terrain pour recueillir, puis éventuellement classer et analyser, des données qui pourraient un jour intéresser les historiens.

Plus surprenant encore, durant le premier déploiement en Afghanistan, une équipe de tournage était présente pour y filmer certains des principaux événements, ce qui a donné pour résultat trois émissions d'une heure sur le réseau History Channel. Il semble bien que, contrairement aux autorités des FC, les décideurs de History Channel ont su reconnaître les mérites d'une information historique de première main.

L'article de M. Cook prouve qu'il faudrait qu'une section chargée de la cueillette de données historiques participe aux déploiements des FC. La composition de cette section pourrait varier selon la nature ou le lieu du déploiement, mais il faudrait qu'elle ait toujours le même mandat, soit de recueillir et de générer des données historiques sur les opérations ou les déploiements, c'est-à-dire rassembler des documents pertinents et des artefacts, effectuer des entrevues avec du personnel-clé et photographier le personnel et l'équipement.

Il faudrait que cette section soit composée d'officiers et de militaires du rang de la Force régulière ou de la Réserve, qui non seulement soient qualifiés tant sur le plan académique que sur celui de la profession, mais aussi qui possèdent la cote de sécurité voulue et qui soient bien entraînés et bien équipés en vue de leur participation à des déploiements opérationnels. Il n'est pas nécessaire que la section comprenne plus de six ou huit personnes. Elle devrait être commandée par un major et complétée par un capitaine et quatre militaires du rang qui s'occuperaient des entrevues, de la collecte de données, de la prise de photographies et de la recherche d'artefacts. Ses membres devraient avoir divers grades pour que tous puissent maintenir un contact efficace avec leurs pairs et, ainsi, « rester à l'affût » et demeurer toujours informés.

La section entretiendrait des liens avec les musées militaires actuels au Canada. Tous les musées, des grands musées nationaux aux petits musées régimentaires, ont besoin de données historiques et d'artefacts afin de mettre à jour leurs collections et d'enrichir leurs expositions. Le maintien des communications avec les musées pertinents permettrait que l'information soit transmise d'une manière efficace.

Je crois que le temps est venu d'établir une section de ce genre, qui puisse être déployée en campagne. Il importe de nous assurer que les données historiques ne seront pas perdues afin que les générations à venir puissent disposer de dossiers sur les FC et sur les déploiements.

Ed Storey,
Nepean, ON